

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE

F. 99 — 1182

[99/70650]

3 MARS 1999. — Arrêté royal relatif à l'aptitude médicale comme parachutiste ou commando

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 21 décembre 1990 portant statut des candidats militaires du cadre actif, notamment l'article 15, modifié par la loi du 20 mai 1994;

Vu la loi du 20 mai 1994 portant statut des militaires court terme, notamment l'article 7, § 2, 1°;

Vu la loi du 20 mai 1994 relative aux statuts du personnel militaire, notamment l'article 90, alinéa 1^{er};

Vu le protocole du comité de négociation du personnel militaire des forces armées, clôturé le 7 mai 1998;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Vice-Premier Ministre et Ministre de la Défense nationale,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Les personnes visées aux articles 2 à 5 sont soumises à des examens médicaux en vue de déterminer leur aptitude spécifique à leur fonction ou à leurs missions.

Art. 2. Les militaires suivants doivent satisfaire aux conditions médicales déterminées à l'annexe 1 au présent arrêté :

1° le détenteur du brevet supérieur de parachutiste exerçant une fonction entraînant les activités propres à ce brevet ou effectuant une mission entraînant ces activités;

2° le détenteur du brevet supérieur de commando exerçant une fonction entraînant les activités propres à ce brevet ou effectuant une mission entraînant ces activités.

Art. 3. Les personnes suivantes doivent satisfaire aux conditions médicales déterminées à l'annexe 2 au présent arrêté :

1° le candidat au brevet supérieur de parachutiste;

2° le candidat au brevet supérieur de commando;

3° le candidat au brevet de parachutiste;

4° le candidat au brevet de commando.

Art. 4. Les militaires suivants doivent satisfaire aux conditions médicales déterminées à l'annexe 3 au présent arrêté :

1° le candidat au brevet de chute libre;

2° le candidat au brevet d'instructeur de saut;

3° le détenteur du brevet de chute libre exerçant une fonction entraînant les activités propres à ce brevet ou effectuant une mission entraînant ces activités;

4° le détenteur du brevet d'instructeur de saut exerçant une fonction entraînant les activités propres à ce brevet ou effectuant une mission entraînant ces activités.

Art. 5. Les militaires suivants doivent satisfaire aux conditions médicales déterminées à l'annexe 4 au présent arrêté :

1° le candidat au brevet de premier de cordée;

2° le candidat au brevet d'instructeur auxiliaire commando;

3° le candidat au brevet d'instructeur commando;

4° le détenteur du brevet de premier de cordée exerçant une fonction entraînant les activités propres à ce brevet ou effectuant une mission entraînant ces activités;

5° le détenteur du brevet d'instructeur auxiliaire commando exerçant une fonction entraînant les activités propres à ce brevet ou effectuant une mission entraînant ces activités;

MINISTERIE VAN LANDSVERDEDIGING

N. 99 — 1182

[99/70650]

3 MAART 1999. — Koninklijk besluit betreffende de medische geschiktheid als parachutist of commando

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 21 december 1990 houdende statuut van de kandidaat-militairen van het actief kader, inzonderheid op artikel 15, gewijzigd bij de wet van 20 mei 1994;

Gelet op de wet van 20 mei 1994 houdende statuut van de militairen korte termijn, inzonderheid op artikel 7, § 2, 1°;

Gelet op de wet van 20 mei 1994 inzake de rechtstoestanden van het militair personeel, inzonderheid op artikel 90, eerste lid;

Gelet op het protocol van het onderhandelingscomité van het militair personeel van de krijgsmacht, afgesloten op 7 mei 1998;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Landsverdediging,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De in de artikelen 2 tot 5 bedoelde personen ondergaan medische onderzoeken om hun specifieke geschiktheid vast te stellen voor hun functie of voor hun opdrachten.

Art. 2. De volgende militairen moeten voldoen aan de medische voorwaarden, vastgesteld in bijlage 1 bij dit besluit :

1° de houder van het hoger brevet van parachutist die een functie uitoefent die de activiteiten eigen aan dit brevet met zich meebrengt of die een opdracht vervult die deze activiteiten met zich meebrengt;

2° de houder van het hoger brevet van commando die een functie uitoefent die de activiteiten eigen aan dit brevet met zich meebrengt of die een opdracht vervult die deze activiteiten met zich meebrengt.

Art. 3. De volgende personen moeten voldoen aan de medische voorwaarden, vastgesteld in bijlage 2 bij dit besluit :

1° de kandidaat voor het hoger brevet van parachutist;

2° de kandidaat voor het hoger brevet van commando;

3° de kandidaat voor het brevet van parachutist;

4° de kandidaat voor het brevet van commando.

Art. 4. De volgende militairen moeten voldoen aan de medische voorwaarden, vastgesteld in bijlage 3 bij dit besluit :

1° de kandidaat voor het brevet van vrije val;

2° de kandidaat voor het brevet van sprongonderrichter;

3° de houder van het brevet van vrije val die een functie uitoefent die de activiteiten eigen aan dit brevet met zich meebrengt of die een opdracht vervult die deze activiteiten met zich meebrengt;

4° de houder van het brevet van sprongonderrichter die een functie uitoefent die de activiteiten eigen aan dit brevet met zich meebrengt of die een opdracht vervult die deze activiteiten met zich meebrengt.

Art. 5. De volgende militairen moeten voldoen aan de medische voorwaarden, vastgesteld in bijlage 4 bij dit besluit :

1° de kandidaat voor het brevet van voorklimmer;

2° de kandidaat voor het brevet van hulponderrichter-commando;

3° de kandidaat voor het brevet van onderrichter-commando;

4° de houder van het brevet van voorklimmer die een functie uitoefent die de activiteiten eigen aan dit brevet met zich meebrengt of die een opdracht vervult die deze activiteiten met zich meebrengt;

5° de houder van het brevet van hulponderrichter-commando die een functie uitoefent die de activiteiten eigen aan dit brevet met zich meebrengt of die een opdracht vervult die deze activiteiten met zich meebrengt;

6° le détenteur du brevet d'instructeur commando exerçant une fonction entraînant les activités propres à ce brevet ou effectuant une mission entraînant ces activités.

Art. 6. Il est créé une commission médicale pour l'aptitude comme parachutiste ou commando et une commission médicale d'appel pour l'aptitude comme parachutiste ou commando.

Les commissions visées à l'alinéa 1^{er} sont appelées ci-après respectivement « la commission » et « la commission d'appel ».

Art. 7. § 1^{er}. La commission d'appel établit une liste de médicaments dont l'usage entraîne automatiquement l'inaptitude médicale temporaire des militaires visés aux articles 2 à 5 à leur fonction ou à leurs missions pour la durée du traitement.

Toutefois, l'usage de médicaments figurant sur la liste visée à l'alinéa 1^{er}, pendant plus de deux années consécutives entraîne automatiquement l'inaptitude médicale définitive.

§ 2. La commission d'appel adapte annuellement la liste visée au § 1^{er}, aux nécessités médicales.

Art. 8. § 1^{er}. Les militaires visés aux articles 3, 4, 1° et 2°, et 5, 1° à 3°, subissent les examens médicaux visés à l'article 1^{er} avant d'entamer la formation menant à l'obtention du brevet considéré.

§ 2. Les militaires visés aux articles 2, 4, 3° et 4°, et 5, 4° à 6°, subissent annuellement les examens médicaux visés à l'article 1^{er}.

Toutefois, en ce qui concerne les militaires visés à l'article 4, 3° et 4°, un électroencéphalogramme n'est pris que tous les trois ans.

§ 3. En outre, les militaires visés au § 2, alinéa 1^{er}, subissent les examens médicaux visés à l'article 1^{er}, dans les cas suivants :

1° à la demande du commandant de la Brigade para-commando, lorsque celui-ci estime que le militaire en question est médicalement inapte à sa fonction ou à sa mission;

2° à la demande du chef de corps du militaire en question lorsque ce chef de corps estime que le militaire en question est médicalement inapte à sa fonction ou à sa mission;

3° à la demande du médecin, chef du détachement médical compétent pour l'unité du militaire en question :

a) lorsqu'il estime que la maladie ou la blessure dont souffre ou a souffert le militaire en question peut influencer l'aptitude médicale de celui-ci à sa fonction ou à sa mission;

b) lorsque le militaire en question a été absent pour motif de santé pendant plus de trente jours consécutifs;

c) lorsque le militaire en question a été absent pour motif de santé pendant plus de quarante jours au cours des soixante derniers jours;

4° à la demande du militaire en question via le médecin, chef du détachement médical compétent pour son unité, parce que le militaire en question estime que son aptitude médicale a changé;

5° à la demande du président de la commission dans le cas visé à l'article 17, alinéa 2;

6° à la demande du président de la commission d'appel dans le cas visé à l'article 21, alinéa 1^{er}.

Art. 9. La commission décide de l'aptitude médicale des personnes visées aux articles 2, 3, 1° et 2°, 4 et 5, à leur fonction ou à leurs missions.

Art. 10. La commission d'appel décide en deuxième instance de l'aptitude médicale du militaire interjetant appel contre la décision de la commission conformément à l'article 21, alinéa 1^{er}.

Art. 11. § 1^{er}. La commission et la commission d'appel sont chacune composées de trois membres dont un président.

Sur la proposition du chef d'état-major du service médical, le ministre de la Défense nationale désigne annuellement les membres de la commission et de la commission d'appel, ainsi qu'un membre suppléant pour chacune de ces commissions.

Les membres et le membre suppléant de la commission et de la commission d'appel sont officier médecin du cadre actif.

Au moins un membre et le membre suppléant de la commission et de la commission d'appel sont détenteurs des brevets supérieurs de parachutiste et de commando.

6° de houder van het brevet van onderrichter-commando die een functie uitoefent die de activiteiten eigen aan dit brevet met zich meebrengt of die een opdracht vervult die deze activiteiten met zich meebrengt.

Art. 6. Er worden een medische commissie voor geschiktheid als parachutist of commando en een medische commissie van beroep voor geschiktheid als parachutist of commando opgericht.

De in het eerste lid vermelde commissies worden hierna respectievelijk « de commissie » en « de commissie van beroep » genoemd.

Art. 7. § 1. De commissie van beroep stelt een lijst van geneesmiddelen op waarvan het gebruik automatisch leidt tot de tijdelijke medische ongeschiktheid van de militairen bedoeld in de artikelen 2 tot 5 voor hun functie of hun opdrachten voor de duur van de behandeling.

Het gebruik van de geneesmiddelen die vermeld zijn op de in het eerste lid bedoelde lijst, gedurende meer dan twee opeenvolgende jaren, leidt evenwel automatisch tot de definitieve medische ongeschiktheid.

§ 2. De commissie van beroep past de lijst bedoeld in § 1, jaarlijks aan de medische noodzakelijkheden aan.

Art. 8. § 1. De militairen bedoeld in de artikelen 3, 4, 1° en 2°, en 5, 1° tot 3°, ondergaan de medische onderzoeken bedoeld in artikel 1, voordat ze de vorming die leidt tot het verwerven van het beschouwde brevet aanvatten.

§ 2. De militairen bedoeld in de artikelen 2, 4, 3° en 4°, en 5, 4° tot 6°, ondergaan jaarlijks de medische onderzoeken bedoeld in artikel 1.

Evenwel wordt, betreffende de militairen bedoeld in artikel 4, 3° en 4°, slechts om de drie jaar een elektro-encefalogram genomen.

§ 3. Bovendien ondergaan de militairen bedoeld in § 2, eerste lid, de medische onderzoeken bedoeld in artikel 1, in de volgende gevallen :

1° op verzoek van de commandant van de Brigade Paracommando wanneer die meent dat de militair in kwestie medisch ongeschikt is voor zijn functie of zijn opdracht;

2° op verzoek van de korpscommandant van de militair in kwestie wanneer deze korpscommandant meent dat de militair in kwestie medisch ongeschikt is voor zijn functie of zijn opdracht;

3° op verzoek van de hoofdgeneesheer, van het medisch detachement bevoegd voor de eenheid van de militair in kwestie :

a) wanneer hij meent dat de ziekte of de verwonding waaraan de militair in kwestie lijdt of geleden heeft, diens medische geschiktheid voor zijn functie of voor zijn opdracht, kan beïnvloeden;

b) wanneer de militair in kwestie gedurende meer dan dertig opeenvolgende dagen afwezig is geweest om gezondheidsredenen;

c) wanneer de militair in kwestie gedurende meer dan veertig dagen in de loop van de laatste zestig dagen afwezig is geweest om gezondheidsredenen;

4° op verzoek van de militair in kwestie via de hoofdgeneesheer van het medisch detachement bevoegd voor zijn eenheid, omdat de militair in kwestie van oordeel is dat zijn medische geschiktheid gewijzigd is;

5° op verzoek van de voorzitter van de commissie in het geval bedoeld in artikel 17, tweede lid;

6° op verzoek van de voorzitter van de commissie van beroep in het geval bedoeld in artikel 21, eerste lid.

Art. 9. De commissie beslist of de personen bedoeld in de artikelen 2, 3, 1° en 2°, 4 en 5, medisch geschikt zijn voor hun functie of opdrachten.

Art. 10. De commissie van beroep beslist in tweede aanleg over de medische geschiktheid van de militair die overeenkomstig artikel 21, eerste lid, in beroep gaat tegen de beslissing van de commissie.

Art. 11. § 1. De commissie en de commissie van beroep bestaan elk uit drie leden, onder wie een voorzitter.

Op voorstel van de stafchef van de medische dienst, wijst de minister van Landsverdediging jaarlijks de leden aan van de commissie en van de commissie van beroep, evenals een plaatsvervangend lid voor elk van deze commissies.

De leden en het plaatsvervangend lid van de commissie en van de commissie van beroep zijn officier-geneesheer van het actief kader.

Minstens een lid en het plaatsvervangende lid van de commissie en van de commissie van beroep zijn houder van de hogere brevetten van parachutist en van commando.

Un membre de la commission d'appel ne peut pas avoir été membre de la commission pour une même affaire.

Le président de la commission et le président de la commission d'appel sont chaque fois le membre avec le plus d'ancienneté dans le grade le plus élevé.

§ 2. Le secrétariat de la commission et de la commission d'appel est assuré par un secrétaire désigné par le médecin, chef du Centre médical para-commando et assisté par des militaires au-dessous du rang d'officier.

§ 3. Les membres de la commission et de la commission d'appel et le secrétaire doivent être capables de traiter l'affaire dans la langue de l'intéressé.

Art. 12. La commission décide sur la base des examens médicaux visés à l'article 1^{er}.

La commission d'appel décide sur la base d'un nouvel examen médical.

Art. 13. La commission et la commission d'appel peuvent prendre les décisions suivantes :

- 1° l'aptitude;
- 2° l'inaptitude temporaire;
- 3° la prolongation de l'inaptitude temporaire;
- 4° l'inaptitude définitive.

La commission et la commission d'appel décident à la majorité simple des voix.

Art. 14. La commission ou la commission d'appel décide l'aptitude si le militaire répond aux conditions médicales déterminées selon le cas à l'annexe 1, 2, 3 ou 4 au présent arrêté.

Art. 15. La commission ou la commission d'appel décide l'inaptitude temporaire si une amélioration de la situation du militaire permettant de décider l'aptitude dans les deux ans peut être attendue, bien qu'il ne réponde pas aux conditions médicales déterminées selon le cas à l'annexe 1, 2, 3 ou 4 au présent arrêté.

Si la commission ou la commission d'appel décide l'inaptitude temporaire, elle en détermine la durée. Cette durée est de deux ans au maximum.

Art. 16. La commission ou la commission d'appel décide la prolongation de l'inaptitude temporaire si une amélioration de la situation du militaire peut être attendue permettant de décider l'aptitude dans les deux années suivant la décision initiale d'inaptitude temporaire, bien qu'il ne réponde pas aux conditions médicales déterminées selon le cas à l'annexe 1, 2, 3 ou 4 au présent arrêté.

Si la commission ou la commission d'appel décide la prolongation de l'inaptitude temporaire, elle en détermine la durée. Cette durée est de deux ans au maximum, diminuée de la durée cumulée de l'inaptitude temporaire depuis la décision initiale d'inaptitude temporaire.

Art. 17. Si la commission ou la commission d'appel a décidé l'inaptitude temporaire ou la prolongation de l'inaptitude temporaire, le président de la commission invite le militaire à comparaître de nouveau devant la commission au plus tard quinze jours avant l'expiration de la période d'inaptitude temporaire.

Dans les cas visés à l'alinéa 1^{er}, la commission décide sur la base d'un nouvel examen médical.

Art. 18. La commission ou la commission d'appel décide l'inaptitude définitive dans les cas non visés aux articles 14, 15 et 16.

Art. 19. Si la commission ou la commission d'appel estime sur la base des examens visés à l'article 1^{er}, que le militaire pourrait être inapte à tout service militaire, son président en informe le ministre de la Défense nationale.

Art. 20. Le président de la commission ou de la commission d'appel, selon le cas, notifie la décision motivée au militaire.

Le président de la commission ou de la commission d'appel, selon le cas, porte sa décision motivée à la connaissance du médecin, chef du Centre médical para-commando et du chef de corps du militaire en question.

En outre, le président de la commission d'appel porte la décision motivée de la commission d'appel à la connaissance du président de la commission.

Een lid van de commissie van beroep mag geen lid geweest zijn van de commissie voor een zelfde zaak.

De voorzitter van de commissie en de voorzitter van de commissie van beroep zijn telkens het lid met de meeste anciënniteit in de hoogste graad.

§ 2. Het secretariaat van de commissie en van de commissie van beroep wordt waargenomen door een secretaris aangeduid door de hoofdgeneesheer van het Medisch Centrum Paracommando en bijgestaan door militairen beneden de rang van officier.

§ 3. De leden van de commissie en van de commissie van beroep en de secretaris moeten de zaak kunnen behandelen in de taal van de belanghebbende.

Art. 12. De commissie beslist op basis van de medische onderzoeken bedoeld in artikel 1.

De commissie van beroep beslist op basis van een nieuw medisch onderzoek.

Art. 13. De commissie en de commissie van beroep kunnen volgende beslissingen nemen :

- 1° de geschiktheid;
- 2° de tijdelijke ongeschiktheid;
- 3° de verlenging van de tijdelijke ongeschiktheid;
- 4° de definitieve ongeschiktheid.

De commissie en de commissie van beroep beslissen bij eenvoudige meerderheid van stemmen.

Art. 14. De commissie of de commissie van beroep beslist tot geschiktheid indien de militair voldoet aan de medische voorwaarden, volgens het geval vastgesteld in de bijlage 1, 2, 3 of 4 bij dit besluit.

Art. 15. De commissie of de commissie van beroep beslist tot tijdelijke ongeschiktheid indien kan verwacht worden dat de toestand van de militair zodanig zal verbeteren dat binnen de twee jaar kan besloten worden tot geschiktheid, alhoewel hij niet voldoet aan de medische voorwaarden, volgens het geval vastgesteld in de bijlage 1, 2, 3 of 4 bij dit besluit.

Besluit de commissie of de commissie van beroep tot tijdelijke ongeschiktheid dan bepaalt zij hiervan de duur. Deze duur bedraagt maximaal twee jaar.

Art. 16. De commissie of de commissie van beroep beslist tot een verlenging van de tijdelijke ongeschiktheid indien kan verwacht worden dat de toestand van de militair zodanig zal verbeteren dat binnen de twee jaar na de eerste beslissing tot tijdelijke ongeschiktheid kan besloten worden tot geschiktheid, hoewel hij niet voldoet aan de medische voorwaarden, volgens het geval vastgesteld in de bijlage 1, 2, 3 of 4 bij dit besluit.

Besluit de commissie of de commissie van beroep tot een verlenging van de tijdelijke ongeschiktheid dan bepaalt zij hiervan de duur. Deze duur bedraagt maximaal twee jaar verminderd met de gecumuleerde duur van de tijdelijke ongeschiktheid sinds de eerste beslissing tot tijdelijke ongeschiktheid.

Art. 17. Heeft de commissie of de commissie van beroep beslist tot tijdelijke ongeschiktheid of tot een verlenging van de tijdelijke ongeschiktheid, dan verzoekt de voorzitter van de commissie de militair opnieuw te verschijnen voor de commissie uiterlijk vijftien dagen voor het verstrijken van de periode van tijdelijke ongeschiktheid.

In de gevallen bedoeld in het eerste lid, beslist de commissie op basis van een nieuw medisch onderzoek.

Art. 18. De commissie of de commissie van beroep beslist tot definitieve ongeschiktheid in de gevallen niet bedoeld in de artikelen 14, 15 en 16.

Art. 19. Oordeelt de commissie of de commissie van beroep, op basis van de onderzoeken, bedoeld in artikel 1, dat de militair voor elke militaire dienst ongeschikt zou kunnen zijn, dan geeft haar voorzitter de minister van Landsverdediging hiervan kennis.

Art. 20. De voorzitter van de commissie of van de commissie van beroep, volgens het geval, betekent de gemotiveerde beslissing aan de militair.

De voorzitter van de commissie of van de commissie van beroep, volgens het geval, brengt haar gemotiveerde beslissing ter kennis van de hoofdgeneesheer, van het Medisch Centrum Paracommando en van de korpscommandant van de militair in kwestie.

Bovendien brengt de voorzitter van de commissie van beroep de gemotiveerde beslissing van de commissie van beroep ter kennis van de voorzitter van de commissie.

Art. 21. Le militaire peut interjeter appel contre la décision de la commission devant la commission d'appel dans un délai de trente jours calendriers suivant la notification de cette décision.

Cet appel est adressé au président de la commission d'appel par lettre recommandée à la poste.

Cet appel ne suspend pas la décision contestée.

Art. 22. Le président de la commission d'appel invite le militaire à comparaître devant la commission d'appel. Celui-ci peut se faire assister par un médecin de son choix.

La commission d'appel peut demander l'avis des spécialistes de son choix.

Le militaire ou son médecin peuvent faire connaître leurs remarques oralement ou par écrit auprès de la commission d'appel.

Art. 23. Les résultats de l'examen médical visé à l'article 12, alinéa 2, peuvent être consultés par le médecin du militaire. A cet effet, ces résultats sont disponibles au secrétariat visé à l'article 11, § 2, pendant les quinze jours ouvrables précédant la séance de la commission d'appel.

Art. 24. Le ministre de la Défense nationale, arrête dans un règlement les modalités afférentes à :

- 1° la procédure d'appel de la décision de la commission;
- 2° l'organisation des examens médicaux visés à l'article 1^{er};
- 3° le fonctionnement et l'organisation des commissions visées à l'article 6, alinéa 1^{er}.

Art. 25. Le médecin, chef du détachement médical du Centre d'entraînement de parachutistes décide de l'aptitude et de l'inaptitude médicales des militaires visés à l'article 3, 3°, sur la base des examens visés à l'article 1^{er}.

Le médecin, chef du détachement médical du Centre d'entraînement de commandos décide de l'aptitude et l'inaptitude médicales des militaires visés à l'article 3, 4°, sur la base des examens visés à l'article 1^{er}.

Art. 26. La décision visée à l'article 25, alinéa 1^{er} ou 2, selon le cas, est notifiée au militaire.

En outre, elle est portée à la connaissance :

- 1° du commandant du centre d'entraînement concerné;
- 2° du médecin, chef du Centre médical para-commando;
- 3° du chef de corps du militaire en question.

Art. 27. Quiconque a connaissance de quelque fraude lors de la décision de la commission ou de la commission d'appel, demande la révision de cette décision au ministre de la Défense nationale.

Cette demande doit être introduite dans les cinq années suivant la notification de la décision litigieuse à l'intéressé.

Si le ministre de la Défense nationale estime la demande de révision justifiée, il saisit le président de la commission d'appel.

Si la demande visée à l'alinéa 1^{er} émane du militaire concerné par la décision et si le ministre de la Défense nationale estime la demande de révision non-justifiée, il informe le demandeur de son refus motivé de saisir le président de la commission d'appel.

Un membre de la commission ou de la commission d'appel dont la décision est revue ne peut être membre de la commission d'appel qui revoit cette décision.

Dans le cas visé à l'alinéa 3, la commission d'appel décide en dernière instance.

Art. 28. Notre Ministre de la Défense nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 3 mars 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre
et Ministre de la Défense nationale,
J.-P. PONCELET

Art. 21. De militair kan beroep aantekenen tegen de beslissing van de commissie bij de commissie van beroep binnen een termijn van dertig kalenderdagen volgend op de betekening van deze beslissing.

Dit beroep wordt gericht aan de voorzitter van de commissie van beroep bij ter post aangetekende brief.

Dit beroep schort de bestreden beslissing niet op.

Art. 22. De voorzitter van de commissie van beroep verzoekt de militair om te verschijnen voor de commissie van beroep. Deze mag zich laten bijstaan door een geneesheer van zijn keuze.

De commissie van beroep mag het advies inwinnen van de specialisten van haar keuze.

De militair of zijn geneesheer mogen hun opmerkingen schriftelijk of mondeling kenbaar maken voor de commissie van beroep.

Art. 23. De resultaten van het medische onderzoek bedoeld in artikel 12, tweede lid, mogen geraadpleegd worden door de geneesheer van de militair. Deze resultaten zijn hiertoe beschikbaar in het secretariaat, bedoeld in artikel 11, § 2, gedurende de vijftien werkdagen voorafgaand aan de zitting van de commissie van beroep.

Art. 24. De Minister van Landsverdediging legt in een reglement de nadere regels vast voor :

- 1° de beroepsprocedure tegen de beslissing van de commissie;
- 2° de organisatie van de medische onderzoeken bedoeld in artikel 1;
- 3° de werking en de organisatie van de commissies bedoeld in artikel 6, eerste lid.

Art. 25. De hoofdgeneesheer van het medisch detachement van het Trainingscentrum voor Parachutisten beslist op basis van de in artikel 1 bedoelde onderzoeken over de medische geschiktheid en ongeschiktheid van de in artikel 3, 3°, bedoelde militairen.

De hoofdgeneesheer van het medisch detachement van het Trainingscentrum voor Commando's beslist op basis van de in artikel 1 bedoelde onderzoeken over de medische geschiktheid en ongeschiktheid van de in artikel 3, 4°, bedoelde militairen.

Art. 26. De beslissing bedoeld in artikel 25, eerste of tweede lid, volgens het geval, wordt betekend aan de militair.

Bovendien wordt ze ter kennis gebracht van :

- 1° de commandant van het betrokken trainingscentrum;
- 2° de hoofdgeneesheer van het Medisch Centrum Paracommando;
- 3° de korpscommandant van de militair in kwestie.

Art. 27. Wie kennis heeft van enig bedrog bij de beslissing van de commissie of van de commissie van beroep, vraagt de minister van Landsverdediging om herziening van deze beslissing.

Deze aanvraag moet binnen de vijf jaar na de betekening van de omstreden beslissing aan de betrokkene ingediend worden.

Oordeelt de minister van Landsverdediging de aanvraag tot herziening gegrond, dan vat hij de voorzitter van de commissie van beroep.

Gaat de vraag bedoeld in het eerste lid, uit van de militair op wie de beslissing betrekking had en oordeelt de minister van Landsverdediging de aanvraag tot herziening ongegrond, dan brengt hij de aanvrager op de hoogte van zijn gemotiveerde weigering de voorzitter van de commissie van beroep te vatten.

Een lid van de commissie of de commissie van beroep waarvan de beslissing herzien wordt, kan geen lid zijn van de commissie van beroep die deze beslissing herziert.

In het geval bedoeld in het derde lid, beslist de commissie van beroep in laatste aanleg.

Art. 28. Onze Minister van Landsverdediging is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 3 maart 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister
en Minister van Landsverdediging,
J.-P. PONCELET

Annexe 1^{er} à l'arrêté royal du 3 mars 1999

**Conditions médicales auxquelles doivent répondre
les militaires visés à l'article 2**

1. Avoir au moins le profil médical suivant :

P S I V C A M E
2 2 2 2 3 3 2 2.

2. Le poids corporel et le pourcentage adipeux doivent correspondre à la norme de sécurité inhérente au type de parachute utilisé. Le poids corporel et le pourcentage adipeux ne peuvent compromettre la sécurité des activités propres au brevet dont le militaire en question est le détenteur ni la réussite des épreuves physiques prévues.

3. Disposer de l'intégrité anatomique et fonctionnelle du système respiratoire, notamment :

(1) ne pas avoir d'antécédent d'asthme avec un test de provocation positif au moment de la sélection médicale du parachutiste ou commando;

(2) être exempt de toute affection innée ou acquise limitant la fonction pulmonaire d'au moins quinze pour-cent ou entraînant une diminution grave de la perfusion pulmonaire.

4. Disposer de l'intégrité anatomique et fonctionnelle du système cardio-vasculaire y compris de la circulation veineuse au niveau des membres inférieurs et être exempt des affections suivantes :

- (1) de graves extrasystoles ventriculaires;
- (2) de graves troubles du rythme ou de la conduction en général;
- (3) de graves défauts cardiaques;
- (4) d'importantes varices des membres inférieurs;
- (5) une varicocèle;
- (6) d'importantes hémorroïdes internes ou externes.

5. Etre exempt des affections cutanées suivantes :

(1) une maladie cutanée susceptible d'inhiber l'exercice normal de la fonction ou l'accomplissement de la mission en raison de son étendue ou de son caractère récidivant ou chronique;

(2) de cicatrices, malformations et affections de la peau ou des tissus sous-cutanés qui gênent par leur extension, leur caractère pernicieux ou leur siège dans une mesure avérée certains mouvements, le port de l'équipement militaire ou les actions propres à la fonction ou à la mission.

6. Disposer de l'intégrité anatomique et fonctionnelle du système digestif et de la dentition. Le coefficient masticatoire doit au moins être égal à 50 %, compte tenu d'éventuelles prothèses dentaires.

Etre exempt des affections suivantes :

- (1) une œsophagite peptique;
- (2) un ulcère gastrique ou duodénal;
- (3) une gastrite;
- (4) une carie non traitée;
- (5) le colon spastique;
- (6) une inflammation grave des muqueuses buccales ou des gencives.

7. Disposer de l'intégrité anatomique et fonctionnelle du système urogénital.

Etre exempt de toute affection chronique des organes urinaires y compris de l'urètre qui n'est pas susceptible de guérison.

Etre exempt de calculs rénaux.

8. Disposer de l'intégrité anatomique et fonctionnelle du squelette et du système ostéoarticulaire et d'une musculature abdominale bien développée.

Etre exempt des affections suivantes :

(1) une hernie, une faiblesse de la paroi abdominale ou une cicatrice importante constituant un risque potentiel lors de l'exercice de la fonction ou de l'accomplissement de la mission;

(2) une cicatrice de la paroi abdominale aux caractéristiques suivantes :

- (a) un manque de souplesse;
- (b) la présence de symptômes pouvant indiquer une excroissance des organes abdominaux;
- (c) elle entraîne une gêne ou une éventration lors de la toux ou une hausse de la pression intra-abdominale;

Bijlage 1 bij het koninklijk besluit van 3 maart 1999

**Medische voorwaarden waaraan de militairen
vermeld in artikel 2 moeten voldoen**

1. Ten minste het volgende medisch profiel hebben :

P S I V C A M E
2 2 2 2 3 3 2 2.

2. Het lichaamsgewicht en het vetpercentage moeten overeenstemmen met de veiligheidsnorm inherent aan het gebruikte type valscherm. Het lichaamsgewicht en het vetpercentage mogen de veiligheid van de activiteiten eigen aan het brevet waarvan de militair in kwestie houder is, noch het slagen in de voorziene fysieke proeven in het gedrang brengen.

3. Beschikken over de anatomische en functionele integriteit van het ademhalingsstelsel, inzonderheid :

(1) geen antecedenten van astma hebben met op het ogenblik van de medische keuring als parachutist of -commando een positieve provocatietest;

(2) vrij zijn van aangeboren of verworven aandoeningen die de longfunctie met minstens vijftien procent beperken of die een ernstige vermindering van de longperfusie met zich meebrengen.

4. Beschikken over de anatomische en functionele integriteit van het cardiovasculaire stelsel met inbegrip van de veneuze circulatie ter hoogte van de onderste ledematen en vrij zijn van volgende aandoeningen :

- (1) ernstige ventriculaire extrasystolen;
- (2) ernstige ritme- of geleidingsstoornissen in het algemeen;
- (3) ernstige cardiale tekortkomingen;
- (4) belangrijke varices van de onderste ledematen;
- (5) een varicocele;
- (6) belangrijke inwendige of uitwendige hemorroiden.

5. Vrij zijn van de volgende huidaandoeningen :

(1) een huidziekte die wegens haar uitgebreidheid of haar recidiverend of chronisch karakter het normaal uitoefenen van de functie of het vervullen van de opdracht in het gedrang brengt;

(2) littekens, misvormingen en aandoeningen van de huid of de onderhuidse weefsels die door hun uitgebreidheid, hun broos karakter of hun ligging bepaalde bewegingen, het dragen van de militaire uitrusting of de handelingen eigen aan de functie of de opdracht in beduidende mate hinderen.

6. Over de anatomische en functionele integriteit van het spijsverteringsstelsel en het gebit beschikken. De kauwcoëfficiënt moet tenminste gelijk zijn aan 50 %, rekening houdend met eventuele tandprothesen.

Vrij zijn van volgende aandoeningen :

- (1) een peptische oesofagitis;
- (2) een gastrisch of duodenaal peptisch ulcus;
- (3) een gastritis;
- (4) een niet verzorgde cariës;
- (5) spatisch colon;
- (6) een ernstige ontsteking van het mondslijmvlies of het tandvlees.

7. Over de anatomische en functionele integriteit van het urogenitaal stelsel beschikken.

Vrij zijn van elke chronische aandoening van de urinaire organen, met inbegrip van de urethra, die niet voor genezing vatbaar is.

Vrij zijn van nierstenen.

8. Beschikken over de anatomische en functionele integriteit van het skelet en het bewegingsstelsel en over een goed ontwikkelde buikwand-musculatuur.

Vrij zijn van volgende aandoeningen :

(1) een hernia, een zwakheid van de abdominale wand of een omvangrijk litteken dat een risico zou kunnen vormen bij de uitoefening van de functie of het vervullen van de opdracht;

(2) een litteken van de abdominale wand met volgende kenmerken :

- (a) een gebrek aan soepelheid;
- (b) de aanwezigheid van symptomen die kunnen wijzen op een vergroeiing met de abdominale organen;
- (c) het geeft aanleiding tot hinder of eventratie tijdens het hoesten of tot het verhogen van de intra-abdominale druk;

(d) elle est ancienne de moins de six mois (cette période est ramenée à trois mois si la cicatrice est la conséquence d'une opération chirurgicale abdominale effectuée par technique laparoscopique);

(3) une lésion ou un défaut du système ostéoarticulaire qui n'est pas susceptible de guérison ou d'amélioration et gênant dans une mesure avérée certains mouvements, le port de l'équipement militaire ou les actions propres à la fonction ou à la mission;

(4) une présence permanente de matériel d'ostéosynthèse occasionnant une gêne fonctionnelle;

(5) une atteinte importante d'un disque intervertébral;

(6) une spondylolyse bilatérale;

(7) un antécédent de souffrance de la colonne vertébrale avec des séquelles cliniques objectives ou dont l'image radiologique démontre un effondrement vertébral ou un déplacement vertébral;

(8) une forme symptomatique de sacro-ileïte;

(9) une perte de tissus osseux au niveau du crâne, soit par craniotomie, soit par maladie ou accident;

(10) un antécédent de fracture de la base du crâne ou de la voûte crânienne;

(11) une ostéoporose susceptible d'entraîner un risque.

9. Disposer de l'intégrité anatomique et fonctionnelle des organes de l'audition et du système vestibulaire. En dehors d'une période d'infection aiguë des voies respiratoires supérieures, la perméabilité de la trompe d'Eustache doit être bonne.

Etre exempt des affections suivantes :

(1) une infection des organes de l'audition, y compris une otite externe;

(2) une perforation du tympan.

10. Etre exempt de toute lésion neurologique à retentissement fonctionnel, y compris la migraine chronique.

Etre exempt des syndromes suivants :

(1) un syndrome post-commotionnel existant depuis plus de douze mois et qui est :

(a) soit objectivé clairement par les techniques d'examen les plus adéquates;

(b) soit présent uniquement de manière subjective, mais dont l'examen neuropsychiatrique fait conclure à l'inaptitude;

(2) un syndrome post-commotionnel existant depuis moins de douze mois.

11. Disposer d'un bon équilibre mental et émotionnel compatible avec l'exercice de la fonction ou avec l'accomplissement de la mission. En particulier, le militaire en question ne peut pas avoir un des antécédents suivants si ceux-ci peuvent gêner l'exercice de la fonction ou l'accomplissement de la mission :

(1) une dépendance aux médicaments psychotropes, aux drogues ou à l'alcool;

(2) une émotivité exacerbée;

(3) des troubles de la personnalité.

Ne plus être sous traitement à base de médicaments psychotropes depuis quatre mois au moins.

12. Etre exempt de toute maladie ou blessure ni avoir subi une intervention chirurgicale comportant un risque pour l'exercice de la fonction ou l'accomplissement de la mission en sécurité.

13. Ne pas être enceinte et ne plus être enceinte depuis trois mois au moins.

14. Ne pas avoir subi de kératotomie radiaire, sauf si elle a été effectuée à l'aide d'un laser et est suivie d'un avis ophtalmologique favorable.

Rem. : La kératotomie radiaire effectuée à l'aide d'une technique manuelle et la kératotomie effectuée à l'aide d'un laser mais entraînant un avis ophtalmologique défavorable, entraînent l'inaptitude définitive.

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 3 mars 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre
et Ministre de la Défense nationale,
J.-P. PONCELET

(d) het is minder dan zes maanden oud (deze periode wordt tot drie maanden teruggebracht indien het litteken het gevolg is van een abdominale heelkundige ingreep uitgevoerd aan de hand van een laparoscopische techniek);

(3) een letsel of een tekortkoming van het bewegingsstelsel waarvoor geen herstel of verbetering kan verwacht worden en die bepaalde bewegingen, het dragen van de militaire uitrusting of handelingen eigen aan de functie of de opdracht in beduidende mate hindert;

(4) een permanente aanwezigheid van osteosynthesemateriaal dat een functionele hinder veroorzaakt;

(5) een belangrijke aantasting van een discus intervertebralis;

(6) een bilaterale spondylolyse;

(7) een antecedent van een wervelzuillijden met objectieve klinische restletsels of waarvan het radiologisch beeld een wervelinzakking of -verschuiving aantoonde;

(8) een symptomatische vorm van sacro-ileïtis;

(9) een verlies van botweefsel ter hoogte van de schedel, hetzij door een craniotomie, hetzij door een ziekte of een ongeval;

(10) een antecedent van schedelbasis- of schedeldakfractuur;

(11) een osteoporose die een risico kan inhouden.

9. Beschikken over de anatomische en functionele integriteit van de gehoororganen en van het vestibulaire systeem. Afgezien van een periode van acute infectie van de bovenste luchtwegen dient de doorgankelijkheid van de buis van Eustachius goed te zijn.

Vrij zijn van de volgende aandoeningen :

(1) een infectie van de gehoororganen, inbegrepen de uitwendige oorontsteking;

(2) een perforatie van het trommelvlies.

10. Vrij zijn van ieder neurologisch letsel met een functionele weerslag, inbegrepen de chronische migraine.

Vrij zijn van volgende syndromen :

(1) een post-commotioneel syndroom dat reeds meer dan twaalf maanden bestaat en dat :

(a) ofwel duidelijk geobjectiveerd werd door de meest aangepaste onderzoekstechnieken;

(b) ofwel enkel subjectief aanwezig is, maar waarbij het neuropsychiatriesch onderzoek tot ongeschiktheid doet besluiten;

(2) een post-commotioneel syndroom dat minder dan twaalf maanden bestaat.

11. Beschikken over een goed mentaal en emotioneel evenwicht dat verenigbaar is met het uitoefenen van de functie of met het vervullen van de opdracht. In het bijzonder mag de militair in kwestie geen van volgende antecedenten hebben indien deze het uitoefenen van de functie of het vervullen van de opdracht zouden kunnen hinderen :

(1) een verslaving aan psychotrope geneesmiddelen, aan drugs of aan alcohol;

(2) een overdreven emotionaliteit;

(3) afwijkingen van de persoonlijkheid.

Niet meer onder behandeling zijn met psychotrope geneesmiddelen sinds ten minste vier maanden.

12. Vrij zijn van elke ziekte of verwonding of geen heelkundige ingreep ondergaan hebben die een risico inhoudt voor het veilig uitoefenen van de functie of het vervullen van de opdracht.

13. Niet zwanger zijn en sinds ten minste drie maanden niet meer zwanger zijn.

14. Geen radiaire keratotomie ondergaan hebben, tenzij ze uitgevoerd is met een laser en een gunstig oftalmologisch advies wordt gegeven.

Opm. : De radiaire keratotomie die uitgevoerd werd door middel van een manuele techniek en de radiaire keratotomie die met behulp van een laser werd uitgevoerd, maar die aanleiding geeft tot een ongunstig oftalmologisch advies, leiden tot definitieve ongeschiktheid.

Gezien om gevoegd te worden bij Ons besluit van 3 maart 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister
en Minister van Landsverdediging,
J.-P. PONCELET

Annexe 2 à l'arrêté royal du 3 mars 1999

**Conditions médicales auxquelles doivent répondre
les militaires visés à l'article 3**

1. Répondre aux exigences médicales déterminées à l'annexe 1 au présent arrêté.
2. La somme des plis cutanés mesurés suivant la méthode de Durnin et Wommersley doit être plus petite que cinquante-cinq millimètres.

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 3 mars 1999

ALBERT

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre
et Ministre de la Défense nationale,
J.-P. PONCELET

Annexe 3 à l'arrêté royal du 3 mars 1999

**Conditions médicales auxquelles doivent répondre
les militaires visés à l'article 4**

1. Répondre aux exigences médicales déterminées à l'annexe 1 au présent arrêté :
2. Présenter au moins le profil médical suivant :
P S I V C A M E
2 2 2 2 3 1 1.
3. Etre exempt d'anémie secondaire qui pourrait avoir un retentissement clinique suite à un séjour en haute altitude.
4. Ne pas avoir d'antécédent de vertige avéré ou de longue durée, avec ou sans malaise ni vomissement.
5. Etre exempt d'une rétraction accentuée du tympan avec mobilité diminuée ou associée à une perméabilité atténuée de la trompe d'Eustache.
6. Ne pas avoir de cicatrice grave ou un épaissement du tympan.
7. Ne pas souffrir de perte de force musculaire pouvant compromettre la sécurité.
8. Ne pas avoir d'antécédent de pneumothorax spontané, à l'exception d'un incident unique situé à trois ans au moins avant la date du présent examen et dont l'examen médical indique une fonction pulmonaire normale.
9. Présenter un électroencéphalogramme normal.
10. La réaction aux circonstances de stress ne peut compromettre la sécurité de l'exercice de la fonction ou de l'accomplissement de la mission.
11. Ne pas obtenir de résultat à l'examen de la fonction pulmonaire inférieure à 85 % des valeurs normales.
12. Ne pas obtenir de résultat anormal pour le test dans la chambre basse pression.

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 3 mars 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre
et Ministre de la Défense nationale,
J.-P. PONCELET

Bijlage 2 bij het koninklijk besluit van 3 maart 1999

**Medische voorwaarden waaraan de militairen vermeld
in artikel 3 moeten voldoen**

1. Voldoen aan de medische eisen bepaald in bijlage 1 bij dit besluit.
2. De som van de huidplooiën gemeten volgens de methode van Durnin en Wommersley moet kleiner zijn dan vijfenvijftig millimeter.

Gezien om gevoegd te worden bij Ons besluit van 3 maart 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister
en Minister van Landsverdediging,
J.-P. PONCELET

Bijlage 3 bij het koninklijk besluit van 3 maart 1999

**Medische voorwaarden waaraan de militairen vermeld in artikel 4
moeten voldoen**

1. Voldoen aan de medische eisen bepaald in bijlage 1 bij dit besluit.
2. Ten minste het volgende medisch profiel bezitten :
P S I V C A M E
2 2 2 2 3 1 1.
3. Vrij zijn van een secundaire anemie die door een verblijf op grote hoogte een klinische weerslag zou kunnen hebben.
4. Geen antecedent hebben van uitgesproken of langdurige duizeligheid met of zonder misselijkheid of braken.
5. Vrij zijn van een geaccentueerde intrekking van het trommelvlies met verminderde beweeglijkheid of die geassocieerd is met een verminderde doorgankelijkheid van de buis van Eustachius.
6. Geen ernstig litteken of een verdikking van het trommelvlies hebben.
7. Niet lijden aan spierkrachtverlies dat de veiligheid in het gedrang kan brengen.
8. Geen antecedent van spontane pneumothorax hebben, uitgezonderd een eenmalig gebeuren dat tenminste drie jaar voor de datum van het huidig onderzoek ligt en waarbij het medisch onderzoek op een normale longfunctie duidt.
9. Een normaal elektro-encefalogram vertonen.
10. De reactie op stressomstandigheden mag geen risico inhouden voor het veilig uitoefenen van de functie of het vervullen van de opdracht.
11. Op het longfunctieonderzoek geen resultaten behalen die lager zijn dan 85 % van de normale waarden.
12. Geen afwijkende resultaten op de test in de lagedrukkamer bekomen.

Gezien om gevoegd te worden bij Ons besluit van 3 maart 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister
en Minister van Landsverdediging,
J.-P. PONCELET

Annexe 4 à l'arrêté royal du 3 mars 1999

Conditions médicales auxquelles doivent répondre les militaires visés à l'article 5

1. Répondre aux exigences médicales déterminées à l'annexe 1 au présent arrêté.
2. Présenter au moins le profil médical suivant :
P S I V C A M E
2 2 2 2 3 1 1.
3. Ne pas avoir d'antécédent de vertige avéré ou de longue durée, avec ou sans malaise ni vomissement.
4. Ne pas souffrir de perte de force qui peut mettre en question la sécurité.
5. La réaction aux circonstances de stress ne peut compromettre la sécurité de l'exercice de la fonction ou de l'accomplissement de la mission.

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 3 mars 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre
et Ministre de la Défense nationale,
J.-P. PONCELET

Bijlage 4 bij het koninklijk besluit van 3 maart 1999

Medische voorwaarden waaraan de militairen vermeld in artikel 5 moeten voldoen

1. Voldoen aan de medische eisen bepaald in bijlage 1 bij dit besluit.
2. Ten minste het volgende medisch profiel bezitten :
P S I V C A M E
2 2 2 2 3 1 1.
3. Geen antecedenten hebben van uitgesproken of langdurige duizeligheid met of zonder misselijkheid of braken.
4. Niet lijden aan krachtverlies dat de veiligheid in het gedrang kan brengen.
5. De reactie op stressomstandigheden mag geen risico inhouden voor het veilig uitoefenen van de functie of het vervullen van de opdracht.

Gezien om gevoegd te worden bij Ons besluit van 3 maart 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister
en Minister van Landsverdediging,
J.-P. PONCELET

MINISTERE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL

F. 99 — 1183

[C - 99/12133]

22 MARS 1999. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 10 avril 1991 déclarant représentatives des organisations professionnelles d'employeurs pour le secteur des ateliers protégés (1)

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, notamment l'article 3, premier alinéa, 3;

Vu l'arrêté royal du 10 avril 1991 déclarant représentatives des organisations professionnelles d'employeurs pour le secteur des ateliers protégés;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. A l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 10 avril 1991 déclarant représentatives des organisations professionnelles d'employeurs pour le secteur des ateliers protégés, la dénomination "Entente francophone et germanophone des ateliers protégés" est remplacée par "Entente wallonne des Entreprises de Travail adapté".

Art. 2. Notre Ministre de l'Emploi et du Travail est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 22 mars 1999.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Emploi et du Travail,
Mme M. SMET

—————
Note

(1) Références au *Moniteur belge* :
Loi du 5 décembre 1968, *Moniteur belge* du 15 janvier 1969.
Arrêté royal du 10 avril 1991, *Moniteur belge* du 3 mai 1991.

MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID

N. 99 — 1183

[C - 99/12133]

22 MAART 1999. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 10 april 1991 tot erkenning van vakorganisaties van werkgevers als representatief voor de sector van de beschutte werkplaatsen (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, inzonderheid op artikel 3, eerste lid, 3;

Gelet op het koninklijk besluit van 10 april 1991 tot erkenning van vakorganisaties van werkgevers als representatief voor de sector van de beschutte werkplaatsen;

Op de voordracht van Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In artikel 1 van het koninklijk besluit van 10 april 1991 tot erkenning van vakorganisaties van werkgevers als representatief voor de sector van de beschutte werkplaatsen, wordt de benaming "Entente francophone et germanophone des ateliers protégés" vervangen door "Entente wallonne des Entreprises de Travail adapté".

Art. 2. Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 22 maart 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
Mevr. M. SMET

—————
Nota

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :
Wet van 5 december 1968, *Belgisch Staatsblad* van 15 januari 1969.
Koninklijk besluit van 10 april 1991, *Belgisch Staatsblad* van 3 mei 1991.

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

VLAAMSE GEMEENSCHAP — COMMUNAUTE FLAMANDE

MINISTERIE VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP

N. 99 — 1184

[S - C - 99/35286]

15 DECEMBER 1998. — Decreet houdende de eindregeling van de begroting van de Vlaamse Gemeenschap en van instellingen van openbaar nut voor het begrotingsjaar 1995 (1)

Het Vlaams Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

TITEL I. — Verrichtingen gedaan ter uitvoering van de begroting van de Vlaamse Gemeenschap

HOOFDSTUK I. — Vastleggingen gedaan in uitvoering van de begroting

AFDELING 1. — Vaststelling van de vastleggingen

Artikel 1. De vastleggingen van uitgaven ten laste van de vastleggingskredieten van het begrotingsjaar 1995 bedragen, voor de gesplitste kredieten, overeenkomstig de bijgaande tabel A, kolom 6, de som van BEF 25.451.790.143.

Art. 2. De vastleggingen van uitgaven ten laste van de vastleggingskredieten van het begrotingsjaar 1995 bedragen, voor de variabele kredieten, overeenkomstig de bijgaande tabel A, kolom 6, de som van BEF 4.423.068.458.

AFDELING 2. — Vaststelling van de vastleggingskredieten

Art. 3. De vastleggingskredieten - gesplitste kredieten - bedragen voor het begrotingsjaar 1995 in totaal BEF 24.982.557.666 (tabel A, kolom 5).

Dit bedrag werd omgedeeld bij de begrotingsdecreten en is als volgt samengesteld :

a. oorspronkelijke begroting :	BEF 23.456.400.000
b. aanpassing van de begroting :	BEF — 110.000.000
c. overdracht van kredieten ingevolge artikel 3 van het decreet van 31 juli 1990 en van andere decreetsbepalingen :	BEF 1.636.157.666

(tabel A, kolommen 1, 2, 3 en 4).

Art. 4. Het bedrag van de voor het begrotingsjaar 1995 beschikbaar gestelde omgedeelde vastleggingskredieten wordt als volgt verminderd :

I. De vastleggingskredieten die naar het volgende begrotingsjaar worden overgedragen bij toepassing van

— artikel 3 van het decreet van 31 juli 1990 betreffende de integratie van kansarmen,

— van artikel 10, § 2 en § 4 van het decreet van 22 december 1995 houdende de algemene uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 1996,

— van artikel 8, § 2 van het decreet van 8 juli 1996 houdende aanpassing van de algemene uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 1996 :

BEF 177.047.236

II. De beschikbaar gebleven vastleggingskredieten die worden geannuleerd bij toepassing van de artikelen 34 en 35 van de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991 :

BEF 854.283.287

Art. 5. Ingevolge de bepalingen vervat in de bovenstaande artikelen 3 en 4, worden de definitieve, omgedeelde vastleggingskredieten voor het begrotingsjaar 1995 vastgesteld op BEF 25.451.790.143; som die gelijk is aan de ten laste van het begrotingsjaar 1995 geboekte vastleggingen (tabel A, kolommen 6 en 11).

Art. 6. De vastleggingskredieten - variabele kredieten - bedragen voor het begrotingsjaar 1995 in het totaal BEF 6.504.988.862 (tabel A, kolom 5).

Dit bedrag is als volgt samengesteld :

a. overeenkomstig de ontvangsten op de middelenbegroting :	BEF 2.500.357.769
b. de kredietoverdracht overeenkomstig artikel 45, § 2 van de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991 :	BEF 3.981.451.266
c. de kredietverhoging ten gevolge van de annulatie van vastleggingen van vorige jaren :	BEF 23.179.827

Art. 7. De in totaal voor het begrotingsjaar 1995 omgedeelde vastleggingskredieten - variabele kredieten - worden verminderd met een bedrag van BEF 2.081.920.404 dat, bij toepassing van artikel 45, § 2 van de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991, naar het volgende begrotingsjaar wordt overgedragen (tabel A, kolom 9).

Art. 8. Ingevolge de bepalingen vervat in de bovenstaande artikelen 6 en 7 worden de definitieve vastleggingskredieten - variabele kredieten - voor het begrotingsjaar 1995 vastgesteld op BEF 4.423.068.458; som die gelijk is aan de ten laste van het begrotingsjaar 1995 geboekte vastleggingen (tabel A, kolommen 6 en 11).

HOOFDSTUK II. — *Ontvangsten en uitgaven gedaan in uitvoering van de begroting*

AFDELING 1. — Vaststelling van de ontvangsten

Art. 9. De op het begrotingsjaar 1995 ten behoeve van de Vlaamse Gemeenschap vastgestelde rechten, bedragen overeenkomstig de bijgaande tabel B, kolom 3, de som van BEF 523.064.203.221.

Deze som is als volgt samengesteld :

— algemene ontvangsten :	BEF 491.318.242.742
— toegewezen ontvangsten :	BEF 8.745.960.479
— opbrengst van leningen :	BEF 23.000.000.000

Art. 10. De op hetzelfde begrotingsjaar 1995 aangerekende ontvangsten worden vastgesteld op BEF 516.308.900.069.

Deze som is als volgt samengesteld :

— algemene ontvangsten :	BEF 490.808.542.300
— toegewezen ontvangsten : BEF 2.500.357.769	
— opbrengst van leningen :	BEF 23.000.000.000

(tabel B, kolom 4).

Art. 11. De vastgestelde rechten nog te innen bij de afsluiting van het begrotingsjaar 1995 bedragen BEF 6.755.303.152.

Deze som is als volgt samengesteld :

a) geannuleerde of in onbepaald uitstel gebrachte rechten :

— algemene ontvangsten :	BEF 106.026.939
— toegewezen ontvangsten :	BEF 2.990.452.977

b) naar het volgende begrotingsjaar overgedragen rechten :

— algemene ontvangsten :	BEF 403.673.503
— toegewezen ontvangsten :	BEF 3.255.149.733

(tabel B, kolommen 5, 6 en 7).

AFDELING 2. — Vaststelling van de uitgaven

Art. 12. De tijdens het begrotingsjaar 1995 aangerekende ordonnanceringskredieten worden als volgt vastgesteld :

A. algemene diensten :	BEF 508.396.261.106
1. ten laste van niet-gesplitste kredieten :	BEF 484.801.702.310
2. ten laste van ordonnanceringskredieten :	BEF 23.594.558.796
B. begrotingsfondsen :	BEF 4.405.330.012

(tabel C, kolom 7).

Art. 13. De ten laste van het begrotingsjaar 1995 uitgevoerde betalingen, verantwoord of geregulariseerd, bedragen :

A. algemene diensten : ten laste van

— niet-gesplitste kredieten :	BEF 482.977.363.977
— ordonnanceringskredieten :	BEF 21.894.558.796

B. begrotingsfondsen : BEF 4.326.431.395

(tabel C, kolommen 7-9)

Art. 14. De ten laste van de begroting 1995 aangerekende betalingen, waarvan, bij toepassing van artikel 79 van de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991, de verantwoording of de regularisatie naar een volgende begrotingsjaar wordt verwezen, bedragen :

A. algemene diensten : ten laste van

— niet-gesplitste kredieten :	BEF 1.824.338.333
— ordonnanceringskredieten :	BEF 1.700.000.000

B. begrotingsfondsen : BEF 78.898.617

(tabel C, kolom 9).

AFDELING 3. — Vaststelling van de betalingskredieten

Art. 15. De betalingskredieten beschikbaar gesteld aan en omgedeeld door het Vlaams Parlement bedragen voor het begrotingsjaar 1995 :

— algemene diensten :	
— niet-gesplitste kredieten :	BEF 528.982.371.577
— ordonnanceringskredieten :	BEF 27.685.466.973
— begrotingsfondsen :	BEF 6.694.297.955

(tabel C, kolom 6).

Die bedragen omvatten :

I. De betalingskredieten bestemd bij de begrotingsdecreten en bij decreet, als volgt onderverdeeld :

1. Oorspronkelijke begrotingen :

a) algemene diensten :	
— niet-gesplitste kredieten :	BEF 494.262.700.000
— ordonnanceringskredieten :	BEF 26.234.000.000
b) begrotingsfondsen :	BEF 1.571.600.000

(tabel C, kolom 2).

2. Aanpassingen van de kredieten :

Vermeerderingen :

a) algemene diensten :	
— niet-gesplitste kredieten :	BEF 7.804.900.000
— ordonnanceringskredieten :	BEF 4.779.800.000
b) begrotingsfondsen :	BEF 121.700.000

Verminderingen :

a) algemene diensten :	
— niet-gesplitste kredieten :	BEF 8.937.800.000
— ordonnanceringskredieten :	BEF 4.055.400.000
b) begrotingsfondsen :	BEF 100.400.000

(tabel C, kolommen 3 en 4).

II. De betalingskredieten voor de begrotingsfondsen overeenkomstig artikel 45, § 2 van de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991, aangepast aan de op de overeenkomstige posten van de middelenbegroting aangerekende ontvangsten, bedragen voor het begrotingsjaar 1995

(tabel C, kolom 2) :	BEF 2.500.357.769
----------------------	-------------------

III. De overdrachten van betalingskredieten bij toepassing van de artikelen 34 en 35 van de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991 en van speciale bepalingen, als volgt samengesteld :

a) algemene diensten :	
— niet-gesplitste kredieten :	BEF 35.852.571.577
— ordonnanceringskredieten :	BEF 727.066.973
b) begrotingsfondsen :	BEF 4.193.940.186

(tabel C, kolom 5).

Art. 16. Het bedrag van de voor het begrotingsjaar 1995 beschikbaar gestelde omgedeelde betalingskredieten wordt als volgt verminderd :

I. De betalingskredieten die naar het volgende begrotingsjaar worden overgedragen bij toepassing van

- de artikelen 34, 35 en 45, § 2 van de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991,
- artikel 10, § 2 en § 4 van het decreet van 22 december 1995 houdende de algemene uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 1996,
- artikel 8, § 2 van het decreet van 8 juli 1996 houdende aanpassing van de algemene uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 1996 :

a) algemene diensten :	
— niet-gesplitste kredieten :	BEF 37.943.011.172
— ordonnanceringskredieten :	BEF 335.141.018
b) begrotingsfondsen :	BEF 2.288.967.943

II. De beschikbaar gebleven betalingskredieten die worden geannuleerd bedragen voor :

a) algemene diensten :		
— niet-gesplitste kredieten :	BEF	6.249.285.668
— ordonnanceringskredieten :	BEF	3.840.177.030
b) begrotingsfondsen :	BEF	0

(tabel C, kolommen 12 en 13).

De omdeling van de over te dragen betalingskredieten blijft behouden in het begrotingsjaar 1996.

Art. 17. Aanvullende kredieten worden toegekend ten bedrage van BEF 96.037.444 tot dekking van de uitgaven gedaan buiten of boven de omgedeelde kredieten uitgetrokken voor het begrotingsjaar 1995.

Deze kredieten zijn als volgt samengesteld :

1. algemene diensten		
— niet-gesplitste kredieten :	BEF	11.627.573
— ordonnanceringskredieten :	BEF	84.409.871
2. begrotingsfondsen :	BEF	0

(tabel C, kolom 10).

Deze bijkomende betalingskredieten worden toegewezen zoals uitgeduid in tabel D.

Art. 18. Ingevolge de bepalingen vervat in de bovenstaande artikelen 15,16 en 17 hierboven, worden de definitieve kredieten voor het begrotingsjaar 1995 als volgt vastgesteld :

1. algemene diensten		
— niet-gesplitste kredieten :	BEF	484.801.702.310
— ordonnanceringskredieten :	BEF	23.594.558.796
2. begrotingsfondsen :	BEF	4.405.330.012

Die sommen zijn gelijk aan de ordonnanceringen aangerekend ten laste van de begroting 1995, overeenkomstig tabel C kolommen 7 en 14.

HOOFDSTUK III. — *Ontvangsten en uitgaven gedaan in uitvoering van de Diensten met Afzonderlijk beheer*

AFDELING 1. — Vaststelling van de ontvangsten

Art. 19. De op het begrotingsjaar 1995 door de Diensten met Afzonderlijk beheer vastgestelde rechten, bedragen overeenkomstig de bijgaande tabel E, kolom 3, de som van BEF 51.590.217.217.

Art. 20. De op hetzelfde begrotingsjaar 1995 aangerekende ontvangsten, worden overeenkomstig de bijgaande tabel E, kolom 4, vastgesteld op BEF 36.980.084.167.

Art. 21. De vastgestelde rechten nog te innen bij de afsluiting van het begrotingsjaar 1995 bedragen BEF 14.610.133.050.

Deze som is als volgt samengesteld :

a) geannuleerde of in onbepaald uitstel gebrachte rechten :	BEF	5.235.948.842
b) naar het volgende begrotingsjaar overgedragen rechten :	BEF	9.374.184.208

(tabel E, kolom 5, 6 en 7).

AFDELING 2. — Vaststelling van de vastleggingen

Art. 22. De vastleggingen van uitgaven ten laste van de vastleggingskredieten van het begrotingsjaar 1995 bedragen, overeenkomstig de bijgaande tabel F, kolom 6, de som van BEF 66.155.568.177.

AFDELING 3. — Vaststelling van de vastleggingskredieten

Art. 23. De vastleggingskredieten beschikbaar gesteld aan en omgedeeld door het Vlaams Parlement bedragen, overeenkomstig de bijgaande tabel F, kolom 5, voor het begrotingsjaar 1995 BEF 49.217.819.597.

Dit bedrag is als volgt samengesteld :

a. oorspronkelijke begroting :	BEF	37.567.300.000
b. aanpassing van de begroting		
— vermeerdering :	BEF	250.200.000
— vermindering :	BEF	598.900.000

c. overdracht van vastleggingskredieten overeenkomstig artikel 25 van het decreet van 19 april 1995 houdende de eerste aanpassing van de algemene uitgavenbegroting 1995 en artikel 38 van het decreet van 6 juli 1994 houdende aanpassing van de begroting van het jaar 1994 : BEF 11.999.219.597

(tabel F, kolommen 1 tot 4).

Art. 24. Het bedrag van de voor het begrotingsjaar 1995 beschikbaar gestelde omgedeelde vastleggingskredieten wordt als volgt verminderd :

I. De vastleggingskredieten die naar het volgende begrotingsjaar worden overgedragen bij toepassing van :

— artikel 89 van het decreet van 22 december 1995 houdende de algemene uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 1996,

— artikel 98 van het decreet van 21 december 1994 houdende de algemene uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 1995 : BEF 1.143.472.127

II. De beschikbaar gebleven vastleggingskredieten die worden geannuleerd, bij toepassing van de artikelen 34 en 35 van de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991 : BEF 784.694.846

(tabel F, kolommen 9 en 10).

Art. 25. Ingevolge de bepalingen vervat in de bovenstaande artikelen 23 en 24, worden de definitieve, omgedeelde vastleggingskredieten voor het begrotingsjaar 1995 vastgesteld op BEF 66.155.568.177; som die gelijk is aan de ten laste van het begrotingsjaar 1995 geboekte vastleggingen (tabel F, kolommen 6 en 11).

AFDELING 4. — Vaststelling van de uitgaven

Art. 26. De tijdens het begrotingsjaar 1995 aangerekende ordonnanceringskredieten worden als volgt vastgesteld :

— ten laste van de niet-gesplitste kredieten : BEF 1.511.818.220

— ten laste van de ordonnanceringskredieten : BEF 32.422.492.912

(tabel G, kolom 7).

AFDELING 5. — Vaststelling van de betalingskredieten

Art. 27. De betalingskredieten beschikbaar gesteld aan en omgedeeld door het Vlaams Parlement bedragen voor het begrotingsjaar 1995 :

— niet-gesplitste kredieten : BEF 2.807.749.884

— ordonnanceringskredieten : BEF 51.184.696.570

(tabel G, kolom 6).

Die bedragen omvatten :

I. De betalingskredieten bestemd bij de begrotingsdecreten en bij decreet, als volgt onderverdeeld :

1. Oorspronkelijke begrotingen :

— niet-gesplitste kredieten : BEF 2.472.869.149

— ordonnanceringskredieten : BEF 36.074.300.000

2. Aanpassing van de kredieten :

Vermeerderingen :

— niet-gesplitste kredieten : BEF 248.436.679

— ordonnanceringskredieten : BEF 2.393.700.000

Verminderingen :

— niet-gesplitste kredieten : BEF 5.982.000

— ordonnanceringskredieten : BEF 0

(tabel G, kolommen 2, 3 en 4).

II. De overdrachten van betalingskredieten bij toepassing van speciale decreetsbepalingen, als volgt samengesteld :

— niet-gesplitste kredieten : BEF 92.426.056

— ordonnanceringskredieten : BEF 12.716.696.570

(tabel G, kolom 5).

Art. 28. Het bedrag van de voor het begrotingsjaar 1995 beschikbaar gestelde omgedeelde betalingskredieten wordt als volgt verminderd :

I. De betalingskredieten die naar het volgende begrotingsjaar worden overgedragen bij toepassing van artikel 89 van het decreet van 22 december 1995 houdende de algemene uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 1996 en van speciale decreetsbepalingen :

— niet-gesplitste kredieten : BEF 148.153.886

— ordonnanceringskredieten : BEF 14.897.380.388

II. De beschikbaar gebleven betalingskredieten die worden geannuleerd bedragen voor de :

— niet-gesplitste kredieten : BEF 1.308.961.124

— ordonnanceringskredieten : BEF 3.864.823.270

(tabel G, kolommen 11 en 12).

Art. 29. Aanvullende kredieten worden toegekend ten bedrage van BEF 161.183.346 tot dekking van de uitgaven gedaan buiten of boven de voor de Brakke Grond, het Koninklijk Museum voor Schone Kunsten, de Luchthaven Oostende en de Luchthaven Antwerpen omgedeelde kredieten uitgetrokken voor het begrotingsjaar 1995.

Deze kredieten zijn als volgt samengesteld :

— niet-gesplitste kredieten : BEF 161.183.346

— ordonnanceringskredieten : BEF 0

(tabel G, kolom 9).

Art. 30. Ingevolge de bepalingen vervat in de bovenstaande artikelen 27,28 en 29, worden de definitieve kredieten voor het begrotingsjaar 1995 als volgt vastgesteld :

— niet-gesplitste kredieten :	BEF 1.511.818.220
— ordonnanceringskredieten :	BEF 32.422.492.912

Die sommen zijn gelijk aan de ordonnanceringen aangerekend ten laste van de begroting 1995, overeenkomstig tabel G kolommen 7 en 13.

HOOFDSTUK IV. — Vastleggingen gedaan in uitvoering van het begrotingsdecreet

AFDELING 1. — Vaststelling van de vastleggingsmachtigingen

Art. 31. De in toepassing van de artikelen 21, 94, 106, 107, 112,115 en 116 van het begrotingsdecreet en van de artikelen 15, 28, 35, 39, 41 en 42 van het aanpassingsdecreet toegewezen vastleggingsmachtigingen voor het begrotingsjaar 1995 belopen, overeenkomstig de bijgaande tabel H (punt A1, kolom 2), de som van BEF 35.866.193.422.

Art. 32. De in toepassing van de artikelen 16 tot 20,22, 23, 29, 88, 98, 104, 108, 110 en 114 van het begrotingsdecreet en van de artikelen 12 tot 18, 24, 34, 40 en 43 van het aanpassingsdecreet toegewezen machtigingen voor het begrotingsjaar 1995 belopen, overeenkomstig de bijgaande tabel H (punt A2, kolom 2), de som van BEF 49.726.409.990.

Art. 33. De in toepassing van de artikelen 15 en 111 van het begrotingsdecreet en van artikel 11 van het aanpassingsdecreet toegewezen machtigingen tot het aangaan van verbintenissen strekkende tot betaling van de intrest en de aflossing van leningen voor het begrotingsjaar 1995 belopen, overeenkomstig de bijgaande tabel H (punt B, kolom 2), de som van BEF 5.184.000.000.

AFDELING 2. — Vaststelling van de aanwending

Art. 34. De aanwendingen van de door de artikelen 21, 94, 106,107,112, 115 en 116 van het begrotingsdecreet en van de artikelen 15, 28, 35, 39, 41 en 42 van het aanpassingsdecreet toegewezen machtigingen voor het begrotingsjaar 1995 belopen, overeenkomstig de bijgaande tabel H (punt A1, kolom 3) de som van BEF 53.186.021.209.

De niet-aangewende en de naar het volgend begrotingsjaar over te dragen machtigingen belopen, overeenkomstig de bijgaande tabel H (punt A1, kolom 6), de som van BEF 1.476.705.157.

De niet-aangewende en te annuleren machtigingen toegewezen door deze artikelen voor het begrotingsjaar 1995 belopen, overeenkomstig de bijgaande tabel H (punt A1, kolom 7), de som van BEF 43.635.400.

Aanvullende machtigingen ten bedrage van BEF 17.328 en BEF 18.840.151.016 worden toegewezen tot regularisatie van de aanwendingen gedaan boven de machtigingen toegewezen door de artikelen 115 en 94 van het begrotingsdecreet en van de artikelen 41 en 28 van het aanpassingsdecreet met betrekking tot het FEERR - Middelgrote ondernemingen en het Vlaams Infrastructuurfonds.

Art. 35. De aanwendingen van de door de artikelen 16 tot 20, 22, 23, 29, 88, 98, 104, 108, 110 en 114 van het begrotingsdecreet en van de artikelen 12 tot 18,24, 34,40 en 43 van het aanpassingsdecreet toegewezen machtigingen voor het begrotingsjaar 1995 belopen, overeenkomstig de bijgaande tabel H (punt A2, kolom 3), de som van BEF 44.816.717.105.

De niet-aangewende en de naar het volgend begrotingsjaar over te dragen machtigingen belopen, overeenkomstig de bijgaande tabel H (punt A2, kolom 6), de som van BEF 3.908.375.774.

De niet-aangewende en te annuleren machtigingen toegewezen door deze bepalingen voor het begrotingsjaar 1995 belopen, overeenkomstig de bijgaande tabel H (punt A2, kolom 7), de som van BEF 1.001.317.111.

Art. 36. De aanwendingen van de door de artikelen 15 en 111 van het begrotingsdecreet en door artikel 11 van het aanpassingsdecreet toegewezen machtigingen voor het begrotingsjaar 1995 belopen, overeenkomstig de bijgaande tabel H (punt B, kolom 3), de som van BEF 5.144.000.000.

De niet-aangewende en te annuleren machtigingen toegewezen door deze bepalingen voor het begrotingsjaar 1995 belopen, overeenkomstig de bijgaande tabel H (punt B, kolom 7), de som van BEF 40.000.000.

De niet-aangewende en de naar het volgend begrotingsjaar over te dragen machtigingen voor het begrotingsjaar 1995 belopen, overeenkomstig de bijgaande tabel H (punt B, kolom 6), de som van BEF 0.

TITEL II. — Verrichtingen gedaan ter uitvoering van de begrotingen van de instellingen van openbaar nut van categorie A, opgesomd in artikel 1 van de Wet van 16 maart 1954

HOOFDSTUK I. — Openbare Afvalstoffenmaatschappij voor het Vlaams Gewest (O.V.A.M.), ingesteld bij decreet van 2 juli 1981 (B.S. van 25 juli 1981)

AFDELING 1. — Lopend jaar

Art. 37. De eindregeling van de begroting van O.V.A.M. is, voor het begrotingsjaar 1995, als volgt vastgesteld :

- de ontvangsten op een bedrag van BEF 1.844.617.730
- de uitgaven op een bedrag van BEF 1.050.095.140

zodat er voor het begrotingsjaar 1995 een overschot is van BEF 794.522.590 dat, gevoegd bij het overschot op 31 december 1994 van BEF 463.321.423, het gecumuleerd overschot op 31 december 1995 verhoogt tot BEF 1.257.844.013.

HOOFDSTUK II. — *Vlaams Fonds voor de Lastendelging (VFLD), ingesteld bij decreet van 21 december 1994 (B.S. van 31.12.1994)*

AFDELING 1. — Lopend jaar

Art. 38. De eindregeling van de begroting van VFLD is, voor het begrotingsjaar 1995 als volgt vastgesteld :

- de ontvangsten op een bedrag van BEF 480.000.000
- de uitgaven op een bedrag van BEF 450.000.000

zodat er voor het begrotingsjaar 1995 een overschot is van BEF 30.000.000 dat naar het volgende begrotingsjaar wordt overgedragen.

HOOFDSTUK III. — *Vlaams Infrastructuurfonds voor Persoonsgebonden Aangelegenheden (VIPA), ingesteld bij decreet van 23 februari 1994 (B.S. van 01.06.1994)*

AFDELING 1. — Lopend jaar

Art. 39. De eindregeling van de begroting van het VIPA is, voor het begrotingsjaar 1995 als volgt vastgesteld :

- de ontvangsten op een bedrag van BEF 5.452.525.050
- de uitgaven op een bedrag van BEF 5.558.470.932

zodat er voor het begrotingsjaar 1995 een tekort is van BEF 105.945.882 dat, gevoegd bij het overschot op 31 december 1994 van BEF 1.190.092.522, het gecumuleerd overschot op 31 december 1995 terugbrengt tot BEF 1.084.146.640.

HOOFDSTUK IV. — *Fonds voor de Economische Expansie en de Regionale Reconversie (FEERR) - middelgrote en grote ondernemingen, ingesteld bij decreet van 21 december 1990 (B.S. van 29.12.1990)*

AFDELING 1. — Lopend jaar

Art. 40. De eindregeling van de begroting van het FEERR - MGO is, voor het begrotingsjaar 1995 als volgt vastgesteld :

- de ontvangsten op een bedrag van BEF 5.272.744.726
- de uitgaven op een bedrag van BEF 4.849.693.870

zodat er voor het begrotingsjaar 1995 een overschot is van BEF 423.050.856 dat, gevoegd bij het overschot op 31 december 1994 van BEF 758.190.600, het gecumuleerd overschot op 31 december 1995 verhoogt tot BEF 1.181.241.456.

HOOFDSTUK V. — *Fonds voor de Economische Expansie en de Regionale Reconversie - kleine ondernemingen (FEERR-KO), ingesteld bij decreet van 21 december 1990 (B.S. van 29.12.1990)*

AFDELING 1. — Lopend jaar

Art. 41. De eindregeling van de begroting van het FEERR - KO is, voor het begrotingsjaar 1995, als volgt vastgesteld :

- de ontvangsten op een bedrag van BEF 3.365.444.088
- de uitgaven op een bedrag van BEF 3.391.779.678

zodat er voor het begrotingsjaar 1995 een tekort is van BEF 26.335.590 dat, gevoegd bij het overschot op 31 december 1994 van BEF 34.376.349, het gecumuleerd overschot op 31 december 1995 terugbrengt tot BEF 8.040.759.

HOOFDSTUK VI. — *Fonds voor het Industrieel onderzoek in Vlaanderen (FIOV), ingesteld bij decreet van 21 december 1990 (B.S. van 29.12.1990)*

AFDELING 1. — Lopend jaar

Art. 42. De eindregeling van de begroting van het FIOV is, voor het begrotingsjaar 1995, als volgt vastgesteld :

- de ontvangsten op een bedrag van BEF 1.557.893.968
- de uitgaven op een bedrag van BEF 1.712.871.200

zodat er voor het begrotingsjaar 1995 een tekort is van BEF 154.977.232 dat, gevoegd bij het overschot op 31 december 1994 van BEF 185.324.258, het gecumuleerd overschot op 31 december 1995 terugbrengt tot BEF 30.347.026.

HOOFDSTUK VII. — *Investeringsfonds voor grond- en woonbeleid voor Vlaams Brabant (VLABINVEST) ingesteld bij decreet van 25 juni 1992 (B.S. van 11.07.1992)*

AFDELING 1. — Lopend jaar

Art. 43. De eindregeling van de begroting van het VLABINVEST is, voor het begrotingsjaar 1995, als volgt vastgesteld :

- de ontvangsten op een bedrag van BEF 0
- de uitgaven op een bedrag van BEF 2.451.000

zodat er voor het begrotingsjaar 1995 een tekort is van BEF 2.451.000 dat, gevoegd bij het overschot op 31 december 1994 van BEF 907.270.082, het gecumuleerd overschot op 31 december 1995 terugbrengt tot BEF 904.819.082.

HOOFDSTUK VIII. — *Fonds Bijzondere Jeugdbijstand, ingesteld bij decreet van 21 december 1990 (B.S. van 29.12.1990)*

AFDELING 1. — Lopend jaar

Art. 44. De eindregeling van de begroting van het Fonds Bijzondere Jeugdbijstand is, voor het begrotingsjaar 1995, als volgt vastgesteld :

- de ontvangsten op een bedrag van BEF 5.443.761.352
- de uitgaven op een bedrag van BEF 5.534.337.345

zodat er voor het begrotingsjaar 1995 een tekort is van BEF 90.575.993 dat, gevoegd bij het overschot op 31 december 1994 van BEF 217.392.855, het gecumuleerd overschot op 31 december 1995 terugbrengt tot BEF 126.816.862.

HOOFDSTUK IX. — *Vlaams Financieringsfonds tot Herstel van de Gemeentefinanciën (VFF), ingesteld bij decreet van 20 december 1989 (B.S. van 22.02.1990)*

AFDELING 1. — Lopend jaar

Art. 45. De eindregeling van de begroting van het VFF is, voor het begrotingsjaar 1995, als volgt vastgesteld :

— de ontvangsten op een bedrag van BEF 73.676.806.167

— de uitgaven op een bedrag van BEF 73.672.842.022

zodat er op 31 december 1995 een overschot is van BEF 3.964.145 dat, gevoegd bij het tekort op 31 december 1994 van BEF 3.964.145 het gecumuleerd saldo op 31 december 1995 terugbrengt tot BEF 0.

HOOFDSTUK X. — *Vlaamse Milieumaatschappij (VMM), ingesteld bij decreet van 12 december 1990 (B.S. van 21.12.1990)*

AFDELING 1. — Lopend jaar

Art. 46. De eindregeling van de begroting van de VMM is, voor het begrotingsjaar 1995, als volgt vastgesteld :

— de ontvangsten op een bedrag van BEF 6.217.407.495

— de uitgaven op een bedrag van BEF 6.217.407.495

zodat op 31 december 1995 het saldo BEF 0 bedraagt.

HOOFDSTUK XI. — *Fonds Film in Vlaanderen (FIV), ingesteld bij decreet van 22 december 1993 (B.S. van 29.12.1993)*

Afdeling 1. — Lopend jaar

Art. 47. De eindregeling van de begroting van het FIV is, voor het begrotingsjaar 1995, als volgt vastgesteld :

— de ontvangsten op een bedrag van BEF 307.959.907

— de uitgaven op een bedrag van BEF 282.596.085

zodat er op 31 december 1995 een overschot is van BEF 25.363.822 dat, gevoegd bij het overschot op 31 december 1994 van BEF 149.191.397 het gecumuleerd overschot op 31 december 1995 verhoogt tot BEF 174.555.219.

HOOFDSTUK XII. — *Grindfonds, ingesteld bij decreet van 14 juli 1993 (B.S. van 14.10.1993)*

AFDELING 1. — Lopend jaar

Art. 48. De eindregeling van de begroting van het Grindfonds is, voor het begrotingsjaar 1995, als volgt vastgesteld :

— de ontvangsten op een bedrag van BEF 177.774.256

— de uitgaven op een bedrag van BEF 1.767.639

zodat er voor het begrotingsjaar 1995 een overschot is van BEF 176.006.617 dat naar het volgende begrotingsjaar wordt overgedragen.

HOOFDSTUK XIII. — *Vlaams Landbouwinvesteringsfonds (VLIF), ingesteld bij decreet van 22 december 1993 (B.S. van 29.12.1993)*

AFDELING 1. — Lopend jaar

Art. 49. De eindregeling van de begroting van het VLIF is, voor het begrotingsjaar 1995, als volgt vastgesteld :

— de ontvangsten op een bedrag van BEF 918.160.752

— de uitgaven op een bedrag van BEF 919.136.020

zodat er voor het begrotingsjaar 1995 een tekort is van BEF 975.268 dat, gevoegd bij het overschot op 31 december 1994 van BEF 2.082.643 het gecumuleerd overschot op 31 december 1995 terugbrengt tot BEF 1.107.375.

HOOFDSTUK XIV. — *Limburgfonds ingesteld bij decreet van 13 juli 1994 (B.S. van 21.10.1994)*

AFDELING 1. — Lopend jaar

Art. 50. De eindregeling van de begroting van het Limburgfonds is, voor het begrotingsjaar 1995, als volgt vastgesteld :

— de ontvangsten op een bedrag van BEF 18.090.508.604

— de uitgaven op een bedrag van BEF 17.606.816.935

zodat er voor het begrotingsjaar 1995 een overschot is van BEF 483.691.669, dat naar het volgend begrotingsjaar wordt overgedragen.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 15 december 1998.

De Minister-president van de Vlaamse Regering,
L. VAN DEN BRANDE

De Vlaamse minister van Financiën, Begroting en Gezondheidsbeleid,
Mevr. W. DEMEESTER-DE MEYER

Nota

(1) *Zitting 1998-1999*

Stukken : Ontwerp vanb decreet : 23 - Nr. 1. — Verslag : 23 - Nr. 2

Handelingen - Bespreking en aanneming : vergadering van 2 december 1998.

TABEL A
Rekening van de begroting van de Vlaamse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 1995
Vastleggingen

	Toewijzing van de kredieten			Kredieten-transport	Algemeen totaal	Vastleggingen geboekt tijdens het jaar 1995	Regeling van de kredieten				
	Oorspronkelijk begroting	Aanpassingen					Beschikbare kredieten op het einde van het jaar	Uitgaven die de kredieten te boven gaan	Over te dragen kredieten	Te annuleren kredieten	Definitieve kredieten voor het begrotingsjaar 1995
		Vermeerdering	Vermindering								
- 1 -	- 2 -	- 3 -	- 4 -	- 5 -	- 6 -	- 7 -	- 8 -	- 9 -	- 10 -	- 11 -	
	23.456.400.000	2.694.700.000	2.804.700.000	1.636.157.666	24.982.557.666	25.451.790.143	1.031.330.523	1.500.563.000	177.047.236	854.283.287	25.451.790.143
Begrotingsfondsen	1.571.600.000 (1) (2.500.357.769)	121.700.000 0	100.400.000 0	3.981.451.266 (2)+23.179.827	6.504.988.862	4.423.068.458	2.081.920.404	0	2.081.920.404	0	4.423.068.458
Totalen	25.956.757.769 1.571.600.000	2.694.700.000 121.700.000	2.804.700.000 100.400.000	5.640.788.759	31.487.546.528	29.874.858.601	3.113.250.927	1.500.563.000	2.258.967.640	854.283.287	29.874.858.601

(1) Werkelijk bedrag ontvangsten middelenbegroting

(2) Overgang 1994-1995 : 4.009.648.880 F (Vastleggingsrekening 1994) – 16.553.759 F

(overschrijding 1994) – 11.643.855 F (overdracht v.z.w. « Destelheide ») – 5.361.958 F

(overdracht DAB « Alden Biesen ») + 28.541.785 F (annulatie encours) = 4.004.631.093 F

TABEL B
Rekening van de begroting van de Vlaamse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 1995
ONTVANGSTEN

Aard van de ontvangsten	Toestand van de ontvangsten						Verschil tussen de ramingen en de geboekte ontvangsten	
	Ramingen	Vastgestelde rechten	Aangerekende ontvangsten	Verschil tussen vastgestelde rechten en aangerekende ontvangsten	Te annuleren of in onbepaald uitstel te brengen	Over te dragen	Meer geraamd dan ingevorderd	Meer ingevorderd dan geraamd
- 1 -	- 2 -	- 3 -	- 4 -	- 5 -	- 6 -	- 7 -	- 8 -	- 9 -
1. Algemene ontvangsten	489.417.400.000	491.318.242.742	490.808.542.300	509.700.442	106.026.939	403.673.503	0	1.391.142.300
2. Begrotingsfondsen	1.675.700.000	8.745.960.479	2.500.357.769	6.245.602.710	2.990.452.977	3.255.149.733	0	824.657.769
3. Opbrengst der leningen	0	23.000.000.000	23.000.000.000	0	0	0	0	23.000.000.000
Totalen :								
— Algemene ontvangsten	489.417.400.000	514.318.242.742	513.808.542.300	509.700.442	106.026.939	403.373.503	0	24.391.142.300
— Begrotingsfondsen	1.675.700.000	8.745.960.479	2.500.357.769	6.245.602.710	2.990.452.977	3.255.149.733	0	824.657.769
Algemeen totaal	491.093.100.000	523.064.203.221	516.308.900.069	6.755.303.152	3.096.479.916	3.658.823.236	0	25.215.800.069

TABEL C
Rekening van de begroting van de Vlaamse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 1995
UITGAVEN

Aard van de uitgaven en van de kredieten - 1 -	Kredieten					Uitgaven			Regeling van de kredieten				
	Toewijzing van kredieten			Kredieten-transport	Algemeen totaal	Totaal	Aangerekende ordonnances	Nog te regulariseren	Uitgaven gedaan boven de kredieten	Beschikbare kredieten	Te annuleren kredieten	Over te dragen kredieten	Definitieve kredieten voor het begrotingsjaar 1995
	Oorspronkelijke begroting	Aanpassingen (1)											
		Vermeerderingen	Verminderingen	- 5 -	- 6 -	- 7 -	- 8 -	- 9 -	- 10 -	- 11 -	- 12 -	- 13 -	- 14 -
I.													
a) N.G.K.	494.262.700.000	7.804.900.000	8.937.800.000	35.852.571.577	528.982.371.577	484.801.702.310	484.801.702.310	1.824.338.333	11.627.573	44.192.296.840	***6.249.285.668	37.943.011.172	484.801.702.310
b) O.K.	26.234.000.000	4.779.800.000	4.055.400.000	727.066.973	27.685.466.973	23.594.558.796	23.594.558.796	1.700.000.000	84.409.871	4.175.318.048	3.840.177.030	335.141.018	23.594.558.796
Totaal	520.496.700.000	12.584.700.000	12.993.200.000	36.579.638.550	556.667.838.550	508.396.261.106	508.396.261.106	3.524.338.333	96.037.444	48.367.614.888	10.089.462.698	38.278.152.190	508.396.261.106
II. Begrotingsfondsen O.K.	1.571.600.000 * (2.500.357.769)	121.700.000	100.400.000	**4.193.940.186	6.694.297.955	4.405.330.012	4.405.330.012	78.898.617	0	2.288.967.943	0	2.288.967.943	4.405.330.012
III. Totalen (1 + 2)	522.997.057.769	12.584.700.000	12.993.200.000	40.773.578.736	563.362.136.505	512.801.591.118	512.801.591.118	3.603.236.950	96.037.444	50.656.582.831	10.089.462.698	40.567.120.133	512.801.591.118

* werkelijk bedrag ontvangsten middelenbegroting.

** Voetnoot kolom 5

Overgang 1994-1995 : 4.210.945.999 F (rekening 1994) – 5.361.958 F (overdracht DAB « Alden Biesen ») – 11.643.855 F (overdracht v.z.w. « Destelheide ») = 4.193.940.186 F

*** Voetnoot kolom 12

Inclusief de aanvullende kredieten opgenomen onder kolom 10

TABEL D

Rekening van de begroting van de Vlaamse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 1995

Uitgaven die de begrotingskredieten overschrijden of waarvoor geen enkel krediet werd goedgekeurd

1. Overschrijdingen op het niveau van het wettelijk krediet (aanvullende kredieten)	
1.1 Vastleggingskredieten :	
Prog. 64.10 – Administratie Waterwegen en Zeewezen Waterwegen en Binnenvaart	600.000 BEF
Prog. 69.90 – Diensten van de secretaris-generaal Algemene uitgaven	1.499.963.000 BEF
Totaal	<u>1.500.563.000 BEF</u>
1.2 Niet gesplitste kredieten :	
1.2.1. Van het vorig jaar overgedragen kredieten	
Prog. 24.10 – Administratie financiën en begroting — Algemene financiële logistiek	11.627.573 BEF
Totaal	<u>11.627.573 BEF</u>
1.3 Gesplitste kredieten – Ordonnanceringskredieten :	
Prog. 61.20 – Administratie Leefmilieu, Natuur, Land en Waterbeheer - Natuurbehoud en Groenvoorziening	84.409.871 BEF
Totaal	<u>84.409.871 BEF</u>
2. Overschrijdingen op het basissallocatie niveau (ter informatie)	
2.1. Vastleggingskredieten :	
Prog. 61.20 – Administratie Leefmilieu, Natuur, Land en Waterbeheer - Natuurbehoud en Groenvoorziening	
B.a. 71.61 – Verwerven van bossen, openbare ruimten, natuurgebieden, viswater en terreinen voor de aanleg ervan met inbegrip van de tot deze domeinen behorende inrichtingen en constructies	84.968.489 BEF
Prog. 64.10 – Administratie Waterwegen en Zeewezen	
B.a. 81.06 – Terugvorderbaar voorschot aan de Vlaamse NV Zeekanaal en watergebonden grondbeheer Vlaanderen or rechtsvoorganger om te voorzien in de ontoereikendheid van haar bedrijfsontvangsten	600.000 BEF
Prog. 69.90 – Diensten van de Secretaris-generaal - Algemene uitgaven	
B.a. 61.05 – Bijzondere dotatie aan de DAB Vlaams Infrastructuurfonds met betrekking tot de betaling van de door de DAB Vlaams Infrastructuurfonds overgenomen verbintenissen in uitvoering van artikel 94, § 4 van het decreet van 21 december 1994	1.500.000.000 BEF
Totaal	<u>1.585.568.489 BEF</u>
2.2 Niet gesplitste kredieten :	
2.1.1. Van het vorig jaar overgedragen kredieten	
Prog. 07.10 – Gemeenschapsminister van Verkeer, Buitenlandse handel en Staatshervorming - Algemene werkingskosten	
B.a. 11.02 – Jaarwedden en vergoedingen van het personeel van het Kabinet	2.013.177 BEF
Prog. 24.10 – Administratie Financiën en Begroting - Algemene Financiële Logistiek	
B.a. 34.01 – Terugbetaling van ten onrechte geïnde ontvangsten	203.958.243 BEF
Totaal	<u>205.971.420 BEF</u>
2.3. Gesplitste kredieten - Ordonnanceringskredieten :	
Prog. 61.20 – Administratie Leefmilieu, Natuur, Land en Waterbeheer - Natuurbehoud en Groenvoorziening	
B.a. 71.61 - Verwerven van bossen, openbare ruimten, natuurgebieden, viswater en terreinen bestemd voor de aanleg ervan met inbegrip van de tot deze domeinen behorende inrichting en constructies	200.537.703 BEF
Prog. 64.10 – Administratie Waterwegen en Zeewezen	
B.a. 81.06 - Terugvorderbaar voorschot aan de Vlaamse NV Zeekanaal en watergebonden grondbeheer Vlaanderen of rechtsvoorganger om te voorzien in de ontoereikendheid van haar bedrijfsontvangsten	2.000.000 BEF
Totaal	<u>202.537.703 BEF</u>

Tabel E
Rekening van de begroting van de Diensten met Afzonderlijk Beheer van de Vlaamse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 1995
Ontvangsten

	Toestand van de ontvangsten						Verschil tussen de ramingen en de geboekte ontvangsten	
	Ramingen	Vastgestelde rechten	Aangeerekende ontvangsten	Verschil tussen vastgestelde rechten en aangerekende ontvangsten	Te annuleren of in onbepaald uitstel te brengen	Over te dragen vastgestelde rechten	Meer geraamd dan ingevorderd	Meer ingevorderd dan geraamd
- 1 -	- 2 -	- 3 -	- 4 -	- 5 -	- 6 -	- 7 -	- 8 -	- 9 -
1. Hogere Zeevaartschool	74.888.106	77.564.805	77.564.805	0	0	0	0	2.676.699
2. Bijzondere jeugdzorg "De Zande"	30.200.000	35.207.715	30.687.171	4.520.544	2.680.305	1.840.239	0	487.171
3. De Brakke Grond	27.900.000	36.090.039	33.831.665	2.258.374	995.913	1.262.461	0	5.931.665
4. Bijzondere jeugdzorg "De Kempen"	27.000.000	36.270.482	28.237.914	8.032.568	5.821.780	2.210.788	0	1.237.914
5. Kasteel van Gaasbeek	9.510.000	15.976.147	12.226.147	3.750.000	0	3.750.000	0	2.716.147
6. Koninklijk Museum voor Schone Kunsten	71.200.000	123.321.023	78.346.023	44.975.000	0	44.975.000	0	7.146.023
7. FIOC	89.200.000	106.287.500	86.737.500	19.550.000	0	19.550.000	2.462.500	0
8. Minafonds	14.080.100.000	23.359.303.880	12.640.047.418	10.719.256.462	3.982.001.452	6.737.255.010	1.440.052.582	0
9. Luchthaven Oostende	149.200.000	249.015.113	174.918.851	74.096.262	1.938.362	72.157.900	0	25.718.851
10. Luchthaven Antwerpen	107.700.000	131.908.631	101.454.320	30.454.311	265.642	30.188.669	6.245.680	0
11. Instituut voor het archeologisch patrimonium	52.700.000	60.049.962	50.829.962	9.220.000	2.600.000	6.620.000	1.870.038	0
12. Vlaams Infrastructuurfonds	22.444.800.000	24.669.502.024	22.263.553.495	2.405.948.529	88.746.518	2.317.202.011	181.246.505	0
13. Fonds Financiering Urgentieplan Sociale Huisvesting	0	2.300.000.000	1.035.000.000	1.265.000.000	1.150.000.000	115.000.000	0	1.035.000.000
14. Landcommanderij Alden Biesen	22.000.000	24.415.143	19.238.707	5.176.436	451.782	4.724.654	2.761.293	0
15. Schoonmaak	327.700.000	327.734.020	321.434.020	6.300.000	0	6.300.000	6.265.980	0
16. Vlaams Centrum voor het Openbaar Bibliotheekwerk	37.018.000	37.570.733	25.976.169	11.594.564	447.088	11.147.476	11.041.831	0
Totalen :	37.551.116.106	51.590.217.217	36.980.084.167	14.610.133.050	5.235.948.842	9.374.184.208	1.651.946.409	1.080.914.470

TABEL F

Rekening van de begroting van de Diensten met Afzonderlijk Beheer van de Vlaamse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 1995

Vastleggingen

	Toewijzing van de kredieten			Kredieten-transport	Algemeen totaal	Vastleggingen geboekt tijdens het jaar 1995	Regeling van de kredieten				
	Oorspronkelijk begroting	Aanpassingen					Beschikbare kredieten op het einde van het jaar	Uitgaven die de kredieten te boven gaan	Over te dragen kredieten	Te annuleren kredieten	Definitieve kredieten voor het begrotingsjaar 1995
		Vermeerdering	Vermindering								
- 1 -	- 2 -	- 3 -	- 4 -	- 5 -	- 6 -	- 7 -	- 8 -	- 9 -	- 10 -	- 11 -	
1. Minafonds	16.406.200.000	250.200.000	0	225.286.000	16.881.686.000	15.787.319.154	1.094.565.845	0	309.872.000	784.694.845	15.787.119.154
2. Vlaams Infrastructuurfonds	21.161.100.000	0	598.900.000	0	20.562.200.000	39.428.115.553	0	18.865.915.553	0	0	39.428.115.553
3. fonds Financiering Urgentieplan Sociale Huisvesting	0	0	0	11.773.933.597	11.773.933.597	10.940.333.470	833.600.127	0	833.600.127	0	10.940.333.470
Totalen	37.567.300.000	250.200.000	598.900.000	11.999.219.597	49.217.819.597	66.155.568.177	1.928.166.973	18.865.915.553	1.143.472.127	784.694.846	66.155.568.177

TABEL G

Rekening van de begroting van de Diensten met Afzonderlijk Beheer van de Vlaamse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 1995

UITGAVEN

	Kredieten				Uitgaven		Regeling van de kredieten					
	Toewijzing van kredieten			Kredieten-transport	Algemeen totaal	Totaal	Nog te regulariseren betalingen	Uitgaven gedaan boven de kredieten	Beschikbare kredieten	Te annuleren kredieten	Over te dragen kredieten	Definitieve kredieten voor het begrotingsjaar 1995
	Oorspronkelijke begroting	Aanpassingen (1)										
		Vermeerderingen	Verminderingen									
- 1 -	- 2 -	- 3 -	- 4 -	- 5 -	- 6 -	- 7 -	- 8 -	- 9 -	- 10 -	- 11 -	- 12 -	- 13 -
A. NIET-GESPLITSTE KREDIETEN												
1. Hogere Zeevaartschool	58.970.000	61.336.679	0	0	120.306.679	58.229.835	0	0	62.076.844	62.076.844	0	58.229.835
2. Bijzondere Jeugdzorg "De Zande"	38.600.000	400.000	0	0	39.000.000	38.133.233	0	0	866.767	866.767	0	38.133.233
3. De Brakke Grond	32.900.000	0	0	0	32.900.000	38.573.520	0	5.673.520	0	0	0	38.573.520
4. Bijzondere Jeugdzorg "De Kempen"	38.600.000	1.200.000	0	0	39.800.000	35.951.421	0	0	3.848.579	3.848.579	0	35.951.421
5. Kasteel van Gaasbeek	13.399.149	0	0	0	13.399.149	8.919.031	0	0	4.480.118	4.480.118	0	8.919.031
6. Koninklijk Museum voor Schone Kunsten	71.300.000	0	100.000	0	71.200.000	90.839.382	0	19.639.382	0	0	0	90.839.382
7. FIOC	139.300.000	18.500.000	0	0	157.800.000	93.887.375	0	0	63.912.625	63.912.625	0	93.887.375
8. Luchthaven van Oostende	149.200.000	0	0	0	149.200.000	257.506.002	0	108.306.002	0	0	0	257.506.002
9. Luchthaven van Antwerpen	107.700.000	0	0	0	107.700.000	135.264.442	0	27.564.442	0	0	0	135.264.442
10. Instituut voor het archeologisch patrimonium	51.300.000	8.100.000	0	0	59.400.000	45.845.171	0	0	13.554.829	13.554.829	0	45.845.171
11. Vlaams Infrastructuurfonds	230.000.000	152.600.000	0	92.426.056	475.026.056	269.170.577	0	0	205.855.479	57.701.593	148.153.886	269.170.577
12. Fonds Financiering Urgentieplan Sociale Huisvesting	1.150.000.000	0	0	0	1.150.000.000	107.005.730	0	0	1.042.994.270	1.042.994.270	0	107.005.730
13. Landcommanderij Alden Biesen	32.900.000	0	5.600.000	0	27.300.000	21.808.634	0	0	5.491.366	5.491.366	0	21.808.634
14. Schoonmaak	321.400.000	6.300.000	0	0	327.700.000	288.029.342	0	0	39.670.658	39.670.658	0	288.029.342
15. Vlaams Centrum voor Openbaar bibliotheekwerk	37.300.000	0	282.000	0	37.018.000	22.654.525	0	0	14.363.475	14.363.475	0	22.654.525
Totalen-niet Gesplitste Kredieten	2.472.869.149	248.436.679	5.982.000	92.426.056	2.807.749.884	1.511.818.220	0	161.183.346	1.457.115.010	1.308.961.124	148.153.886	1.511.818.220
B. ORDONNANCERINGSKREDIET												
1. Minafonds	16.283.000.000	122.800.000	0	9.841.529.103	26.247.329.103	10.392.182.145	0	0	15.855.146.958	957.766.570	14.897.380.388	10.392.182.145
2. Vlaams Infrastructuurfonds	19.791.300.000	2.270.900.000	0	2.875.167.467	24.937.367.467	22.030.310.767	0	0	2.907.056.700	2.907.056.700	0	22.030.310.767
Totalen Ordonnanceringskrediet	36.074.300.000	2.393.700.000	0	12.716.696.570	51.184.696.570	32.422.492.912	0	0	18.762.203.658	3.864.823.270	14.897.380.388	32.422.492.912
ALGEMENE TOTALEN DAB	38.547.169.149	2.642.136.679	5.982.000	12.809.122.626	53.992.446.454	33.934.311.132	0	161.183.346	20.219.318.668	5.173.784.394	15.045.534.274	33.934.311.132

TABEL H

Rekening van de begroting van de Vlaamse Gemeenschap over het begrotingsjaar 1995

MACHTIGINGEN VERLEEND BIJ BEGROTINGSDECREET

Artikel		Toewijzing van de machtigingen		Aanwending - 3 -	Verschil			
		initieel - 1 -	Aangepast - 2 -		Beschikbaar - 4 -	Overschrijding - 5 -	Over te dragen - 6 -	Te annuleren - 7 -
A. Vastleggingsmachtigingen								
- Economie :								
FEERR - MGO	115/27/41	3.100.000.000	5.295.300.000	5.295.317.328	0	17.328	0	0
FEERR - KO	116/42	3.233.800.000	3.230.000.000	3.229.999.206	794	0	0	794
FIOV	106/35	1.900.000.000	1.563.100.000	1.563.058.086	41.914	0	0	41.914
- Investeringsfonds grond en woonbeleid Vlaams Brabant (VLABINVEST)	107	977.343.640	977.343.640	23.787.894	953.555.746	0	953.555.746	0
- Vlaams Infrastructuurfonds (VIF)	94/26/28	21.391.100.000	20.944.800.000	39.784.951.016	0	18.840.151.016	0	0
- Landbouwinvesteringsfonds (VLIF)	112/39	2.600.000.000	2.210.000.000	2.166.407.308	43.592.692	0	0	43.592.692
- Vlaams Instituut beverd. Wetenschappelijk tech. Onderzoek i/d Industrie (IWT)	21/15	1.812.149.782	1.645.649.782	1.122.500.371	523.149.411	0	523.149.411	0
Totaal A1		35.014.393.422	35.866.193.422	53.186.021.209	1.520.340.557	18.840.168.344	1.476.705.157	43.635.400
- Vlaams Fonds PPLTZ (VLAM)	114/40	600.000.000	640.070.043	446.407.849	193.662.194	0	0	193.662.194
- Cultuur								
Investeringsstoelagen VCGT	20/17/13	306.000.000	298.800.000	298.800.000	0	0	0	0
Eigen investeringen BLOSO	19/16/14	101.400.000	99.100.000	98.797.980	302.020	0	0	302.020
Film in Vlaanderen	110	305.000.000	305.000.000	296.113.964	8.886.036	0	0	8.886.036
- Leefmilieu en Natuurbehoud								
Minafonds	88/24	16.406.400.000	16.881.686.000	15.787.119.154	1.094.566.846	0	371.372.000	723.194.846
VHM - Huurwoningen	29/18	1.564.800.000	1.562.900.000	1.562.900.000	0	0	0	0
VHM - Eigendomswoningen	29/18	635.000.000	634.200.000	634.200.000	0	0	0	0
VHM - Tewerkstellingsprogramma	29/18	400.000.000	400.000.000	400.000.000	0	0	0	0
- Kind en Gezin	23/17	124.100.000	124.000.000	119.918.347	4.081.653	0	0	4.081.653
- Onderwijs								
ARGO » schoolgebouwen	16/13	961.900.000	936.600.000	936.600.000	0	0	0	0
DIGO »								

		Toewijzing van de machtigingen		Aanwending - 3 -	Verschil				
		Artikel	initieel		Aangepast	Beschikbaar	Overschrijding	Over te dragen	Te annuleren
			- 1 -		- 2 -				
Officieel	17/14	594.600.000	588.700.000	588.700.000	0	0	0	0	
Vrij	17/14	2.461.100.000	2.460.400.000	2.460.400.000	0	0	0	0	
Vlaamse Autonome Hogescholen	-/15	0	31.900.000	31.900.000	0	0	0	0	
- Welzijn									
FBI » preventiecampagne	108	65.000.000	65.000.000	56.097.174	8.902.826	0	0	8.902.826	
VFSIPH »	22/16	1.006.800.000	930.900.000	930.261.432	638.568	0	0	638.568	
VIPA » - ziekenhuizen	104/34	3.333.600.000	3.498.100.000	3.485.211.407	12.888.593	0	0	12.888.593	
VIPA » - Centra Geest. Gezondheidszorg	104/34	25.600.000	25.000.000	18.724.326	6.275.674	0	0	6.275.674	
VIPA » - Bejaardenvoorzieningen	104/34	1.516.200.000	1.349.000.000	1.343.532.153	5.467.847	0	0	5.467.847	
VIPA » - Geel et Rekem	104/34	25.200.000	25.200.000	390.000	24.810.000	0	0	24.810.000	
VIPA » - FBI	104/34	50.700.000	50.600.000	49.231.574	1.368.426	0	0	1.368.426	
VIPA » - Overijse	104/34	2.400.000	2.400.000	2.398.981	1.019	0	0	1.019	
VIPA » - Gezondheidscentra - Centra Medisch Schooltoezicht - Consultatiebureaus voor respiratoire aandoeningen	104/34	22.000.000	15.800.000	5.490.592	10.309.408	0	0	10.309.408	
VIPA » - Rustoorden	104/34	1.375.000.000	1.439.625.000	697.125.000	742.500.000	0	742.500.000	0	
VIPA » - Serviceflats	104/34	0	28.500.000	1.425.000	27.075.000	0	27.075.000	0	
- Huisvesting									
Fonds voor Fin. Urgentieplan Sociale Huisvesting	98	11.773.933.597	11.773.933.597	10.940.333.470	833.600.127	0	833.600.127	0	
- Limburgfonds	-/43	0	621.800.000	621.271.999	528.001	0	0	528.001	
- Trekkingsrechten investeringsfonds									
Vlaamse Gemeenschap	18/12	4.655.260.000	4.790.354.037	2.998.710.995	1.791.643.042	0	1.791.643.042	0	
Brussel Hoofdstad	18/12	61.040.000	146.841.313	4.655.708	142.185.605	0	142.185.605	0	
Totaal A2		48.373.033.597	49.726.409.990	44.816.717.105	4.909.692.885	0	3.908.375.774	1.001.317.111	
B. Leningsmachtigingen									
- Leefmilieu en Huisvesting :									
VMM	111	40.000.000	40.000.000	0	40.000.000	0	0	40.000.000	
- Huisvesting									
Vlaams Woningfonds - Gr. Gezin	15/11	5.150.000.000	5.144.000.000	5.144.000.000	0	0	0	0	
Totaal B		5.190.000.000	5.184.000.000	5.144.000.000	40.000.000	0	0	40.000.000	
ALGEMEEN TOTAAL		88.577.427.019	90.776.603.412	103.146.738.314	6.470.033.442	18.840.168.344	5.385.080.931	1.084.952.511	

TRADUCTION

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FLAMANDE

F. 99 — 1184

[C — 99/35286]

15 DECEMBRE 1998. — Décret contenant le règlement définitif du budget de la Communauté flamande et des organismes d'intérêt public pour l'année budgétaire 1995 (1)

Le Parlement flamand a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

TITRE Ier. — Opérations effectuées en exécution du budget de la Communauté flamande**CHAPITRE Ier. — Engagements pris en exécution du budget**

Division 1re. — Fixation des engagements

Article 1^{er}. Les engagements de dépenses effectués à charge des crédits d'engagement de l'année budgétaire 1995 s'élèvent pour les crédits dissociés, d'après la colonne 6 du tableau A ci-joint, à la somme de 25.451.790.143 F.**Art. 2.** Les engagements de dépenses effectués à charge des crédits d'engagement de l'année budgétaire 1995 s'élèvent pour les crédits variables, d'après la colonne 6 du tableau A ci-joint, à la somme de 4.423.068.458 F.

Division 2. — Fixation des crédits d'engagement

Art. 3. Les crédits d'engagement - crédits dissociés - de l'année budgétaire 1995 s'élèvent au total à 24.982.557.666 F (colonne 5 du tableau A).

Cette somme a été affectée par décrets budgétaires et se décompose comme suit :

a. budget primitif :	23.456.400.000 F
b. ajustement du budget :	- 110.000.000 F
c. report de crédits par application de l'article 3 du décret du 31 juillet 1990 et d'autres dispositions décrétales :	1.636.157.666 F

(tableau A, colonnes 1, 2, 3 et 4).

Art. 4. Le montant des crédits d'engagement mis à la disposition et répartis pour l'année budgétaire 1995 est réduit comme suit :

I. les crédits d'engagement reportés à l'année budgétaire suivante par application de :

- l'article 3 du décret du 31 juillet 1990 relatif à l'intégration des personnes défavorisées;
- l'article 10, §§ 2 et 4 du décret du 22 décembre 1995 contenant le budget général des dépenses pour l'année budgétaire 1996;
- l'article 8, § 2 du décret du 8 juillet 1996 ajustant le budget général des dépenses pour l'année budgétaire 1996;

II. les crédits d'engagement restant disponibles, qui sont annulés par application des articles 34 et 35 des lois sur la comptabilité de l'État, coordonnées le 17 juillet 1991 :

(tableau A, colonnes 9 et 10).

Art. 5. Par suite des dispositions contenues dans les articles 3 et 4 ci-dessus, les crédits d'engagement définitifs, répartis pour l'année budgétaire 1995, sont fixés à 25.451.790.143 F; cette somme est égale aux engagements enregistrés à charge de l'année budgétaire 1995 (tableau A, colonnes 6 et 11).**Art. 6.** Les crédits d'engagement - crédits variables - de l'année budgétaire 1995 s'élèvent au total à 6.504.988.862 F (colonne 5 du tableau A).

Cette somme se décompose comme suit :

a. conformément aux recettes sur le budget des Voies et Moyens :	2.500.357.769 F
b. report de crédits en vertu de l'article 45, § 2, des lois sur la comptabilité de l'État, coordonnées le 17 juillet 1991 :	3.981.451.266 F.
c. augmentation de crédits à la suite de l'annulation d'engagements d'années antérieures :	23.179.827 F.

Art. 7. Le montant total des crédits d'engagement répartis pour l'année budgétaire 1995 - crédits variables- est réduit d'un montant de 2.081.920.404 F, qui est reporté à l'année budgétaire suivante par application de l'article 45, § 2, des lois sur la comptabilité de l'État, coordonnées le 17 juillet 1991 (tableau A, colonne 9).**Art. 8.** Par suite des dispositions contenues dans les articles 7 et 8 ci-dessus, les crédits d'engagement définitifs - crédits variables - de l'année budgétaire 1995 sont fixés à 4.423.068.458 F; cette somme est égale aux engagements enregistrés à charge de l'année budgétaire 1995 (tableau A, colonnes 6 et 11).

CHAPITRE II. — *Recettes et dépenses effectuées en exécution du budget*

Division 1re. — Fixation des recettes

Art. 9. Les droits constatés en faveur de la Communauté flamande pour l'année budgétaire 1995 s'élèvent, d'après la colonne 3 du tableau B ci-joint, à 523.064.203.221 F.

Cette somme se décompose comme suit :

— recettes générales :	491.318.424.742 F
— recettes attribuées :	8.745.960.479 F
— produit des emprunts :	23.000.000.000 F.

Art. 10. Les recettes enregistrées pour la même année budgétaire 1995 sont fixées à 516.308.900.069 F.

Cette somme se décompose comme suit :

— recettes générales :	490.808.542.300 F
— recettes attribuées :	2.500.357.769 F
— produit des emprunts :	23.000.000.000 F.

(tableau B, colonne 4).

Art. 11. Les droits constatés restant à recouvrer à la clôture de l'année budgétaire 1995 s'élèvent à 6.755.303.152 F.

Cette somme se décompose comme suit :

a) droits annulés ou portés en surséance indéfinie :

— recettes générales :	106.026.939 F
— recettes attribuées :	2.990.452.977 F

b) droits reportés à l'année budgétaire suivante :

— recettes générales :	403.673.503 F
— recettes attribuées :	3.255.149.733 F

(tableau B, colonnes 5, 6 et 7).

Division 2. — Fixation des dépenses

Art. 12. Les ordonnancements imputés sur l'année budgétaire 1995 sont arrêtés comme suit :

A. services généraux :	508.396.261.106 F
1. à charge des crédits non dissociés :	484.801.702.310 F
2. à charge des crédits d'ordonnancement :	23.594.558.796 F
B. fonds budgétaires :	4.405.330.012 F

(tableau C, colonne 7).

Art. 13. Les paiements effectués, justifiés ou régularisés sur l'année budgétaire 1995 s'établissent comme suit :

A. services généraux : à charge des

— crédits non dissociés :	482.977.363.977 F
— crédits d'ordonnancement :	21.894.558.796 F

B. fonds budgétaires : 4.326.431.395 F

(tableau C, colonnes 7-9).

Art. 14. Les paiements imputés à charge du budget de 1995 et dont la justification ou la régularisation est renvoyée à une année budgétaire ultérieure par application de l'article 79 des lois sur la comptabilité de l'État, coordonnées le 17 juillet 1991, s'élèvent à :

A. services généraux : à charge des

— crédits non dissociés :	1.824.338.333 F
— crédits d'ordonnancement :	1.700.000.000 F

B. fonds budgétaires : 78.898.617 F

(tableau C, colonne 9).

Division 3. — Fixation des crédits de paiement

Art. 15. Les crédits de paiement ouverts au Parlement flamand et affectés par ce Parlement s'élèvent, pour l'année budgétaire 1995, à :

services généraux :	
— crédits non dissociés :	528.982.371.577 F
— crédits d'ordonnancement :	27.685.466.973 F
fonds budgétaires :	6.694.297.955 F

(tableau C, colonne 6).

Ces montants comprennent :

I. les crédits de paiement alloués par les décrets budgétaires et par décret et se décomposent comme suit :

1. Budgets primitifs :

a) services généraux :

— crédits non dissociés :	494.262.700.000 F
— crédits d'ordonnancement :	26.234.000.000 F

b) fonds budgétaires :

1.571.600.000 F

(tableau C, colonne 2).

2. Ajustements des crédits :

Augmentations :

a) services généraux :

— crédits non dissociés :	7.804.900.000 F
— crédits d'ordonnancement :	4.779.800.000 F

b) fonds budgétaires :

121.700.000 F

Réductions :

a) services généraux :

— crédits non dissociés :	8.937.800.000 F
— crédits d'ordonnancement :	4.055.400.000 F

b) fonds budgétaires :

100.400.000 F

(tableau C, colonnes 3 et 4).

II. Les crédits de paiement relatifs aux fonds budgétaires, visés par l'article 45, § 2, des lois sur la comptabilité de l'État, coordonnées le 17 juillet 1991, et ajustés aux recettes imputées aux postes correspondants du budget des Voies et Moyens, qui s'élèvent pour l'année budgétaire 1995 à :

2.500.357.769 F

(tableau C, colonne 2).

III. Les reports de crédits de paiement par application des articles 34 et 35 des lois sur la comptabilité de l'État, coordonnées le 17 juillet 1991, et en vertu de dispositions spéciales, s'établissant comme suit :

a) services généraux :

— crédits non dissociés :	35.852.571.577 F
— crédits d'ordonnancement :	727.066.973 F

b) fonds budgétaires :

4.193.940.186 F

(tableau C, colonne 5).

Art. 16. Le montant des crédits de paiement ouverts et répartis pour l'année budgétaire 1995 est diminué :

I. des crédits de paiement reportés à l'année budgétaire suivante par application :

— des articles 34, 35 et 45, § 2, des lois sur la comptabilité de l'État, coordonnées le 17 juillet 1991;

— de l'article 10, §§ 2 et 4, du décret du 22 décembre 1995 contenant le budget général des dépenses de la Communauté flamande pour l'année budgétaire 1996,

— de l'article 8, § 2, du décret du 8 juillet 1996 ajustant le budget général des dépenses pour l'année budgétaire 1996 :

a) services généraux :

— crédits non dissociés :	37.943.011.172 F
— crédits d'ordonnancement :	335.141.018 F

b) fonds budgétaires :

2.288.967.943 F

II. des crédits de paiement restés disponibles qui sont annulés et s'élèvent à :

a) services généraux :

— crédits non dissociés :	6.249.285.668 F
— crédits d'ordonnancement :	3.840.177.030 F

b) fonds budgétaires :

0 F

(tableau C, colonnes 12 et 13).

La répartition des crédits de paiement à reporter est maintenue pour l'année budgétaire 1996.

Art. 17. Pour couvrir les dépenses effectuées en l'absence ou au-delà de crédits ouverts et répartis pour l'année budgétaire 1995, des crédits complémentaires sont alloués à concurrence de 96.037.444 F.

Ces crédits se répartissent comme suit :

1. services généraux :	
— crédits non dissociés :	11.627.573 F
— crédits d'ordonnement :	84.409.871 F
2. fonds budgétaires :	0 F

(tableau C, colonne 10).

Ces crédits de paiement complémentaires sont affectés comme indiqué au tableau D.

Art. 18. Par suite des dispositions des articles 15, 16 et 17 ci-dessus, les crédits définitifs de l'année budgétaire 1995 sont fixés comme suit :

1. services généraux :	
— crédits non dissociés :	484.801.702.310 F
— crédits d'ordonnement :	23.594.558.796 F
2. fonds budgétaires :	4.405.330.012 F

Ces montants équivalent aux ordonnancements imputés au budget de 1995, conformément au tableau C, colonnes 7 et 14.

CHAPITRE III. — Recettes et dépenses effectuées en exécution du budget des services à gestion séparée

Division 1re. — Fixation des recettes

Art. 19. Les droits constatés en faveur des services à gestion séparée pour l'année budgétaire 1995 s'élèvent à 51.590.217.217 F, d'après la colonne 3 du tableau E ci-joint.

Art. 20. Les recettes enregistrées pour la même année budgétaire 1995 sont fixées à 36.980.084.167 F, d'après la colonne 4 du tableau E ci-joint.

Art. 21. Les droits constatés restant à recouvrer à la clôture de l'année budgétaire 1995 s'élèvent à 14.610.133.050 F.

Cette somme se décompose comme suit :

a) droits annulés ou portés en surséance indéfinie :	5.235.948.842 F
b) droits reportés à l'année budgétaire suivante :	9.374.184.208 F

(tableau E, colonnes 5, 6 et 7).

Division 2. — Fixation des engagements

Art. 22. Les engagements de dépenses effectués à charge des crédits d'engagement de l'année budgétaire 1995 s'élèvent, d'après la colonne 6 du tableau F ci-joint, à la somme de 66.155.568.177 F.

Division 3. — Fixation des crédits d'engagement

Art. 23. Les crédits d'engagement ouverts au Parlement flamand et affectés par ce Parlement s'élèvent, pour l'année budgétaire 1995, à 49.217.819.597 F d'après la colonne 5 du tableau F ci-joint.

Cette somme se décompose comme suit :

a. budget primitif :	37.567.300.000 F
b. ajustement du budget :	
— suppléments :	250.200.000 F
— réductions :	598.900.000 F
c. report des crédits d'engagement conformément à l'article 25 du décret du 19 avril 1995 portant le premier ajustement du budget général des dépenses de la Communauté flamande pour l'année budgétaire 1995 et à l'article 38 du décret du 6 juillet 1994 ajustant le budget général des dépenses de la Communauté flamande pour l'année budgétaire 1994 :	11.999.219.597 F

(tableau F, colonnes 1 à 4).

Art. 24. Le montant des crédits d'engagement ouverts et répartis pour l'année budgétaire 1995 est diminué :

I. des crédits d'engagement reportés à l'année budgétaire suivante par application de :

— l'article 89 du décret du 22 décembre 1995 contenant le budget général des dépenses de la Communauté flamande pour l'année budgétaire 1996,	
— l'article 98 du décret du 21 décembre 1994 contenant le budget général des dépenses de la Communauté flamande pour l'année budgétaire 1995 :	1.143.472.127 F

II. des crédits d'engagement restés disponibles qui sont annulés par application des articles 34 et 35 des lois sur la comptabilité de l'État, coordonnées le 17 juillet 1991, et s'élèvent à :

784.694.846 F

(tableau F, colonnes 9 et 10).

Art. 25. Par suite des dispositions contenues dans les articles 25 et 26 ci-dessus, les crédits d'engagement définitifs répartis pour l'année budgétaire 1995 sont fixés à 66.155.568.177 F; cette somme est égale aux engagements enregistrés à charge de l'année budgétaire 1995 (tableau F, colonnes 6 et 11).

Division 4. — Fixation des dépenses

Art. 26. Les ordonnancements imputés au cours de l'année budgétaire 1995 sont fixés comme suit :

— à charge des crédits non dissociés :	1.511.818.220 F
— à charge des crédits d'ordonnement :	32.422.492.912 F

(tableau G, colonne 7).

Division 5. — Fixation des crédits de paiement

Art. 27. Les crédits de paiement ouverts au Parlement flamand et affectés par ce Parlement s'élèvent, pour l'année budgétaire 1995, à :

— crédits non dissociés :	2.807.749.884 F
— crédits d'ordonnement :	51.184.696.570 F

(tableau G, colonne 6).

Ces montants comprennent :

I. les crédits de paiement alloués par les décrets budgétaires et par décret et se décomposent comme suit :

1. Budgets primitifs :

— crédits non dissociés :	2.472.869.149 F
— crédits d'ordonnement :	36.074.300.000 F

2. Ajustements des crédits :

Augmentations :

— crédits non dissociés :	248.436.679 F
— crédits d'ordonnement :	2.393.700.000 F

Réductions :

— crédits non dissociés :	5.892.000 F
— crédits d'ordonnement :	0 F

(tableau G, colonnes 2, 3 et 4).

II. les reports de crédits de paiement par application de dispositions décrétales spéciales, s'établissant comme suit :

— crédits non dissociés :	92.426.056 F
— crédits d'ordonnement :	12.716.696.570 F

(tableau G, colonne 5).

Art. 28. Le montant des crédits de paiement ouverts et répartis pour l'année budgétaire 1995 est diminué :

I. des crédits de paiement reportés à l'année budgétaire suivante par application de l'article 89 du décret du 22 décembre 1995 contenant le budget général des dépenses de la Communauté flamande pour l'année budgétaire 1995 et des dispositions décrétales spéciales :

— crédits non dissociés :	148.153.886 F
— crédits d'ordonnement :	14.897.380.388 F

II. des crédits de paiement restés disponibles qui sont annulés et s'élèvent à :

— crédits non dissociés :	1.308.961.124 F
— crédits d'ordonnement :	3.864.823.270 F

(tableau G, colonnes 11 et 12).

Art. 29. Pour couvrir les dépenses effectuées en l'absence ou au-delà des crédits ouverts et répartis pour l'année budgétaire 1995 en faveur du « Brakke Grond », du « Koninklijk Museum voor Schone Kunsten » (Musée royal des Beaux-Arts), des aéroports d'Ostende et d'Anvers, des crédits complémentaires sont alloués à concurrence de 161.183.346 F.

Ces crédits se répartissent comme suit :

— crédits non dissociés :	161.183.346 F
— crédits d'ordonnement :	0 F

(tableau G, colonne 9).

Art. 30. Par suite des dispositions des articles 27, 28 et 29 ci-dessus, les crédits définitifs de l'année budgétaire 1995 sont fixés comme suit :

— crédits non dissociés :	1.511.818.220 F
— crédits d'ordonnement :	32.422.492.912 F

Ces montants équivalent aux ordonnancements imputés au budget de 1995, conformément au tableau G, colonnes 7 et 13.

CHAPITRE IV. — *Engagements pris en exécution du décret budgétaire*

Division 1re. — Fixation des autorisations d'engagement

Art. 31. Les autorisations d'engagement accordées pour l'année budgétaire 1995 en application des articles 21, 94, 106, 107, 112, 115 et 116 du décret budgétaire et des articles 15, 28, 35, 39, 41 et 42 du décret portant ajustement du budget s'élèvent, d'après la colonne 2 du point A1 du tableau H ci-joint, à la somme de 35.866.193.422 F.

Art. 32. Les autorisations accordées pour l'année budgétaire 1995 en application des articles 16 à 20, 22, 23, 29, 88, 98, 104, 108, 110 et 114 du décret budgétaire et des articles 12 à 18, 24, 34, 40 et 43 du décret portant ajustement du budget s'élèvent, d'après la colonne 2 du point A2 du tableau H ci-joint, à la somme de 49.726.409.990 F.

Art. 33. Les autorisations de contracter des obligations pour le paiement d'intérêts et l'amortissement de prêts, accordées en application des articles 15 et 111 du décret budgétaire et de l'article 11 du décret portant ajustement du budget s'élèvent, d'après la colonne 2 du point B du tableau H ci-joint, à la somme de 5.184.000.000 F pour l'année budgétaire 1995.

Division 2. — Fixation des affectations

Art. 34. Les affectations relatives aux autorisations accordées par les articles 21, 94, 106, 107, 112, 115 et 116 du décret budgétaire et les articles 15, 28, 35, 39, 41 et 42 du décret portant ajustement du budget s'élèvent, d'après la colonne 3 du point A1 du tableau H ci-joint, à la somme de 53.186.021.209 F pour l'année budgétaire 1995.

Les autorisations non utilisées et à reporter à l'année budgétaire suivante s'élèvent, d'après la colonne 6 du point A1 du tableau H ci-joint, à la somme de 1.476.705.157 F.

Les autorisations non utilisées et à annuler, accordées par ces articles s'élèvent, d'après la colonne 7 du point A1 du tableau H ci-joint, à la somme de 43.635.400 F pour l'année budgétaire 1995.

Pour régulariser les affectations effectuées au-delà des autorisations accordées par les articles 115 et 94 du décret budgétaire et les articles 41 et 28 du décret portant ajustement du budget relatif au « Fonds voor Economische Expansie en Regionale Reversie - Middelgrote en Grote Ondernemingen (FEERR-MGO) » (Fonds d'Expansion économique et de Reconversion régionale - moyennes et grandes Entreprises) et au « Vlaams Infrastructuurfonds voor Persoonsgebonden Aangelegenheden » (Fonds flamand de l'Infrastructure affectée aux Matières personnalisables), des autorisations complémentaires sont allouées à concurrence de 17.328 F et 18.840.151.016 F.

Art. 35. Les affectations relatives aux autorisations accordées par les articles 16 à 20, 22, 23, 29, 88, 98, 104, 108, 110 et 114 du décret budgétaire, les articles 12 à 18, 24, 34, 40 et 43 du décret portant ajustement du budget s'élèvent, d'après la colonne 3 du point A2 du tableau H ci-joint, à la somme de 44.816.717.105 F pour l'année budgétaire 1995.

Les autorisations non utilisées et à reporter à l'année budgétaire suivante s'élèvent, d'après la colonne 6 du point A2 du tableau H ci-joint, à la somme de 3.908.375.774 F.

Les autorisations non utilisées et à annuler, accordées par ces dispositions s'élèvent, d'après la colonne 7 du point A2 du tableau H ci-joint, à la somme de 1.001.317.111 F pour l'année budgétaire 1995.

Art. 36. Les affectations relatives aux autorisations accordées par les articles 15 et 111 du décret budgétaire et l'article 11 du décret portant ajustement du budget s'élèvent, d'après la colonne 3 du point B du tableau H ci-joint, à la somme de 5.144.000.000 F pour l'année budgétaire 1995.

Les autorisations non utilisées et à annuler, accordées par ces dispositions s'élèvent, d'après la colonne 7 du point B du tableau H ci-joint, à la somme de 40.000.000 F pour l'année budgétaire 1995.

Les autorisations non utilisées et à reporter à l'année budgétaire suivante s'élèvent, d'après la colonne 6 du point B du tableau H ci-joint, à la somme de 0 F pour l'année budgétaire 1995.

TITRE II. — Opérations en exécution des budgets des organismes d'intérêt public de la catégorie A, énumérés à l'article 1^{er} de la loi du 16 mars 1954

CHAPITRE Ier. — *"Openbare Afvalstoffenmaatschappij voor het Vlaamse Gewest [OVAM]" (Société publique des Déchets pour la Région flamande), instituée par le décret du 2 juillet 1981 (M.B. du 25 juillet 1981)*

Division 1ère. — Année en cours

Art. 37. Le règlement définitif du budget de la OVAM pour l'année budgétaire 1995 est établi comme suit :

- les recettes à un montant de 1.844.617.730 F;
- les dépenses à un montant de 1.050.095.140 F;

ce qui fait apparaître pour l'année budgétaire 1995 un excédent de 794.522.590 F qui est ajouté à l'excédent de 463.321.423 F calculé au 31 décembre 1994 et porte l'excédent cumulé au 31 décembre 1995 à 1.257.844.013 F.

CHAPITRE II. — *"Vlaams Fonds voor de Lastendelging (VFLD)" (Fonds flamand d'Amortissement des Charges), institué par le décret du 21 décembre 1994 (M.B. du 31 décembre 1994)*

Division 1ère. — Année en cours

Art. 38. Le règlement définitif du budget du VFLD pour l'année budgétaire 1995, est établi comme suit :

- les recettes à un montant de 480.000.000 F;
- les dépenses à un montant de 450.000.000 F;

ce qui fait apparaître pour l'année budgétaire 1995 un excédent de 30.000.000 F qui est reporté à l'année budgétaire suivante.

CHAPITRE III. — *"Vlaams Infrastructuurfonds voor Persoonsgebonden Aangelegenheden [VIPA]" (Fonds flamand de l'infrastructure affectée aux matières personnalisables), institué par le décret du 23 février 1994 (M.B. du 01.06.1994)*

Division 1re. — Année en cours

Art. 39. Le règlement définitif du budget du VIPA pour l'année budgétaire 1995 est établi comme suit :

- les recettes à un montant de 5.452.525.050 F;
- les dépenses à un montant de 5.558.470.932 F;

ce qui fait apparaître pour l'année budgétaire 1995 un déficit de 15.945.882 F qui est décompté de l'excédent de 1.190.092.522 F calculé au 31 décembre 1994 et porte l'excédent cumulé au 31 décembre 1995 à 1.084.146.640 F.

CHAPITRE IV. — *"Fonds voor de Economische Expansie en de Regionale Reconversie - middelgrote en grote ondernemingen [FEERR-MGO]" (Fonds d'Expansion économique et de Reconversion régionale - moyennes et grandes entreprises), institué par le décret du 21 décembre 1990 (M.B. du 29 décembre 1990)*

Division 1re. — Année en cours

Art. 40. Le règlement définitif du budget du « FEERR-MGO » pour l'année budgétaire 1995 est établi comme suit :

- les recettes à un montant de 5.272.744.726 F;
- les dépenses à un montant de 4.849.693.870 F;

ce qui fait apparaître pour l'année budgétaire 1995 un excédent de 423.050.856 F qui est ajouté à l'excédent de 758.190.600 F calculé au 31 décembre 1994 et porte l'excédent cumulé au 31 décembre 1995 à 1.181.241.456 F.

CHAPITRE V. — *"Fonds voor de Economische Expansie en de Regionale Reconversie - kleine ondernemingen [FEERR-KO]" (Fonds d'Expansion économique et de Reconversion régionale - petites entreprises), institué par le décret du 21 décembre 1990 (M.B. du 29 décembre 1990)*

Division 1re. — Année en cours

Art. 41. Le règlement définitif du budget du « FEERR-KO » pour l'année budgétaire 1995 est établi comme suit :

- les recettes à un montant de 3.365.444.088 F;
- les dépenses à un montant de 3.391.779.678 F;

ce qui fait apparaître pour l'année budgétaire 1995 un déficit de 26.335.590 F qui est décompté de l'excédent de 34.376.349 F calculé au 31 décembre 1994 et porte l'excédent cumulé au 31 décembre 1995 à 8.040.759 F.

CHAPITRE VI. — *"Fonds tot Bevordering van het Industrieel Onderzoek in Vlaanderen [FIOV]" (Fonds pour la Promotion de la Recherche industrielle en Flandre [FRIF]), institué par le décret du 21 décembre 1990 (M.B. du 29 décembre 1990)*

Division 1re. — Année en cours

Art. 42. Le règlement définitif du budget du FIOV pour l'année budgétaire 1995 est établi comme suit :

- les recettes à un montant de 1.557.893.968 F;
- les dépenses à un montant de 1.712.871.200 F;

ce qui fait apparaître pour l'année budgétaire 1995 un déficit de 154.977.232 F qui est décompté de l'excédent de 185.324.258 F calculé au 31 décembre 1994 et porte l'excédent cumulé au 31 décembre 1995 à 30.347.026 F.

CHAPITRE VII. — *"« Investeringsfonds voor grond- en woonbeleid voor Vlaams-Brabant [VLABINVEST] » (Fonds d'Investissement pour la Politique foncière et du Logement au Brabant flamand), institué par le décret du 25 juin 1992 (M.B. du 11 juillet 1992)*

Division 1re. — Année en cours

Art. 43. Le règlement définitif du budget du « VLABINVEST » pour l'année budgétaire 1995 est établi comme suit :

- les recettes à un montant de 0 F;
- les dépenses à un montant de 2.451.000 F;

ce qui fait apparaître pour l'année budgétaire 1995 un déficit de 2.451.000 F qui est décompté de l'excédent de 907.270.082 F calculé au 31 décembre 1994 et porte l'excédent cumulé au 31 décembre 1995 à 904.819.082 F.

CHAPITRE VIII. — *"Fonds Bijzondere Jeugdbijstand" (Fonds d'Assistance spéciale à la Jeunesse), institué par le décret du 21 décembre 1990 (M.B. du 29 décembre 1990)*

Division 1re. — Année en cours

Art. 44. Le règlement définitif du budget du "Fonds Bijzondere Jeugdbijstand" pour l'année budgétaire 1995 est établi comme suit :

- les recettes à un montant de 5.443.761.352 F;
- les dépenses à un montant de 5.534.337.345 F;

ce qui fait apparaître pour l'année budgétaire 1995 un déficit de 90.575.993 F qui est décompté de l'excédent de 217.392.855 F calculé au 31 décembre 1994 et porte l'excédent cumulé au 31 décembre 1995 à 126.816.862 F.

CHAPITRE IX. — *"Vlaams Financieringsfonds tot Herstel van de Gemeentefinanciën [VFF]" (Fonds flamand de Financement visant le Redressement financier des Communes), institué par le décret du 20 décembre 1989 (M.B. du 22.02.1990)*

Division 1re. — Année en cours

Art. 45. Le règlement définitif du budget du VFF pour l'année budgétaire 1995 est établi comme suit :

— les recettes à un montant de 73.676.806.167 F;

— les dépenses à un montant de 73.672.842.022 F;

ce qui fait apparaître au 31 décembre 1995 un excédent de 3.964.145 F qui est ajouté au déficit de 3.964.145 F calculé au 31 décembre 1994 et porte le solde cumulé au 31 décembre 1995 à 0 F.

CHAPITRE X. — *"Vlaamse Milieumaatschappij [VMM]" (Société flamande de l'Environnement), instituée par le décret du 12 décembre 1990 (M.B. du 21 décembre 1990)*

Division 1re. — Année en cours

Art. 46. Le règlement définitif du budget de la VMM pour l'année budgétaire 1995 est établi comme suit :

— les recettes à un montant de 6.217.407.495 F;

— les dépenses à un montant de 6.217.407.495 F;

ce qui fait apparaître au 31 décembre 1995 un solde de 0 F.

CHAPITRE XI. — *Fonds "Film in Vlaanderen [FIV]" (Fonds "Le Cinéma en Flandre"), institué par le décret du 22 décembre 1993 (M.B. du 29.12.1993)*

Division 1re. — Année en cours

Art. 47. Le règlement définitif du budget du FIV pour l'année budgétaire 1995 est établi comme suit :

— les recettes à un montant de 307.959.907 F;

— les dépenses à un montant de 282.596.085 F;

ce qui fait apparaître au 31 décembre 1995 un excédent de 25.363.822 F qui est ajouté à l'excédent de 149.191.397 F calculé au 31 décembre 1994 et porte l'excédent cumulé au 31 décembre 1995 à 174.555.219 F.

CHAPITRE XII. — *"Grindfonds" (Fonds gravier), institué par le décret du 14 juillet 1993 (M.B. du 14 octobre 1993)*

Division 1re. — Année en cours

Art. 48. Le règlement définitif du budget du "Grindfonds" pour l'année budgétaire 1995 est établi comme suit :

— les recettes à un montant de 177.774.256 F;

— les dépenses à un montant de 1.767.639 F;

ce qui fait apparaître pour l'année budgétaire 1995 un excédent de 176.006.617 F qui est reporté à l'année budgétaire suivante.

CHAPITRE XIII. — *"Vlaams landbouwinvesteringsfonds [VLIF]" (Fonds flamand d'investissement agricole), institué par le décret du 22 décembre 1993 (M.B. du 29.12.1993)*

Division 1re. — Année en cours

Art. 49. Le règlement définitif du budget du "VLIF" pour l'année budgétaire 1995 est établi comme suit :

— les recettes à un montant de 918.160.752 F;

— les dépenses à un montant de 919.136.020 F;

ce qui fait apparaître au 31 décembre 1995 un déficit de 975.268 F qui est décompté de l'excédent de 2.082.643 F calculé au 31 décembre 1994 et porte l'excédent cumulé au 31 décembre 1995 à 1.107.375 F.

CHAPITRE XIV. — *« Limburgfonds » (Fonds pour le Limbourg), institué par le décret du 13 juillet 1994 (M.B. du 21 octobre 1994)*

Division 1re. — Année en cours

Art. 50. Le règlement définitif du budget du "Limburgfonds" pour l'année budgétaire 1995 est établi comme suit :

— les recettes à un montant de 18.090.508.604 F;

— les dépenses à un montant de 17.606.816.935 F;

ce qui fait apparaître pour l'année budgétaire 1995 un excédent de 483.691.669 F qui est reporté à l'année budgétaire suivante.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 15 décembre 1998.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

L. VAN DEN BRANDE

Le Ministre flamand des Finances, du Budget et de la Politique de Santé,

Mme W. DEMEESTER-DE MEYER

(1) *Session 1998-1999*

Documents. — Projet de décret : 23 - N° 1. — Rapport : 23 - N° 2.

Annales. — Discussion et adoption : Séances du 2 décembre 1998.

TABLEAU A

Compte du budget de la Communauté flamande pour l'année budgétaire 1995

ENGAGEMENTS

	Affectation des crédits			Reports de crédits - 4 -	Total général - 5 -	Engagements enregistrés dans le courant de l'année 1995 - 6 -	Règlement des crédits				
	Budget primitif - 1 -	Ajustements					Crédits disponibles à la fin de l'année budgétaire - 7 -	Dépenses au-delà des crédits - 8 -	Crédits à reporter - 9 -	Crédits à annuler - 10 -	Crédits définitifs de l'année budgétaire 1994 - 11 -
		Augmentations - 2 -	Réductions - 3 -								
	23.456.400.000	2.964.700.000	2.804.700.000	1.636.157.666	24.982.557.666	25.451.790.143	1.031.330.523	1.500.563.000	177.047.236	854.283.287	25.451.790.143
Fonds budgétaires	1.571.600.000 (1) (2.500.357.769)	121.700.000 0	100.400.000 0	3.981.451.266 (2) + 23.179.827	6.504.988.862	4.423.068.458	2.081.920.404	0	2.081.920.404	0	4.423.068.458
Totaux	25.956.757.769 1.571.600.000	2.694.700.000 121.700.000	2.804.700.000 100.400.000	5.640.788.759	31.487.546.528	29.874.858.601	3.113.250.927	1.500.563.000	2.258.967.640	854.283.287	29.874.858.601

(1) Montant réel des recettes sur le budget des Voies et Moyens.

(2) Transition 1994-1995 : 4.009.648.880 F (Compte d'engagement 1994) – 16.553.759 F (dépassement en 1994) – 11.643.855 F (report ASBL « Destelheide ») – 5.361.958 F (report SGS « Alden Biesen ») + 28.541.785 F (annulation encours) = 4.004.631.093 F

TABLEAU B

Compte du budget de la Communauté flamande pour l'année budgétaire 1995

RECETTES

Nature des recettes - 1 -	Situation des recettes						Différence entre les prévisions et les recettes comptabilisées	
	Prévisions - 2 -	Droits constatés - 3 -	Recettes imputées - 4 -	Différence entre les droits constatés et les recettes imputées - 5 -	À annuler ou à porter en surséance indéfinie - 6 -	À reporter - 7 -	Excédent des prévisions sur les recouvrements - 8 -	Excédent des recouvrements sur les prévisions - 9 -
1. Recettes générales	489.417.400.000	491.318.242.742	490.808.542.300	509.700.442	106.026.939	403.673.503	0	1.391.142.300
2. Fonds budgétaires	1.675.700.000	8.745.960.479	2.500.357.769	6.245.602.710	2.990.452.977	3.255.149.733	0	824.657.769
3. Produit des prêts	0	23.000.000.000	23.000.000.000	0	0	0	0	23.000.000.000
Totaux :								
— Recettes générales	489.417.400.000	514.318.242.742	513.808.542.300	509.700.442	106.026.939	403.373.503	0	24.391.142.300
— Fonds budgétaires	1.675.700.000	8.745.960.479	2.500.357.769	6.245.602.710	2.990.452.977	3.255.149.733	0	824.657.769
Total général	491.093.100.000	523.064.203.221	516.308.900.069	6.755.303.152	3.096.479.916	3.658.823.236	0	25.215.800.069

TABLEAU C
Compte du budget de la Communauté flamande pour l'année budgétaire 1995
DÉPENSES

Nature des dépenses et des crédits - 1 -	Crédits					Dépenses			Règlement des crédits					
	Affectation des crédits				Reports de crédits - 5 -	Total général - 6 -	Total - 7 -	Ordonnancements imputés - 8 -	Paiements restant à régulariser - 9 -	Dépenses excédant les crédits - 10 -	Crédits disponibles - 11 -	Crédits à annuler - 12 -	Crédits à reporter - 13 -	Crédits définitifs de l'année budgétaire 1995 - 14 -
	Budget primitif - 2 -	Ajustements (1)		Total										
		Augmentations - 3 -	Réductions - 4 -											
I.														
a) CND	494.262.700.000	7.804.900.000	8.937.800.000	35.852.571.577	528.982.371.577	484.801.702.310	484.801.702.310	1.824.338.333	11.627.573	44.192.296.840	***6.249.285.668	37.943.011.172	484.801.702.310	
b) CO	26.234.000.000	4.779.800.000	4.055.400.000	727.066.973	27.685.466.973	23.594.558.796	23.594.558.796	1.700.000.000	84.409.871	4.175.318.048	3.840.177.030	335.141.018	25.594.558.796	
Total	520.496.700.000	12.584.700.000	12.993.200.000	36.579.638.550	556.667.838.550	508.396.261.106	508.396.261.106	3.524.338.333	96.037.444	48.367.614.888	10.089.462.698	38.278.152.190	508.396.261.106	
II. Fonds budgétaires C0	1.571.600.000 * (2.500.357.769)	191.700.000	100.400.000	**4.193.940.186	6.694.297.955	4.405.330.012	4.405.330.012	78.898.617	0	2.288.967.943	0	2.288.967.943	4.405.330.012	
III. Totaux (1 + 2)	522.997.057.769	12.584.700.000	12.993.200.000	40.773.578.736	563.362.136.505	512.801.591.118	512.801.591.118	3.603.236.950	96.037.444	50.656.582.831	10.089.462.698	40.567.120.133	512.801.591.118	

* montant réel des recettes sur le budget des Voies et Moyens

** Note en marge colonne 5

ransition 1994-1995 : 4.210.945.999 F (compte 1994) – 5.361.958 F (report SGS « Alden Biesen ») – 11.643.855 F (report ASBL « Destelheide ») = 4.193.940.186 F

*** Note en marge colonne 12

A l'inclusion des crédits complémentaires mentionnés dans la colonne 10

TABLEAU D

Compte du budget de la Communauté flamande pour l'année budgétaire 1995

DÉPENSES QUI EXCÈDENT LES CRÉDITS BUDGÉTAIRES OU POUR
LESQUELLES AUCUN CRÉDIT N'A ÉTÉ VOTÉ

1. Dépassements au niveau des crédits légaux (crédits complémentaires)	
1.1 Crédits d'engagement	
Programme 64.10 – Administration des Voies hydrauliques et de la Marine Voies hydrauliques et Navigation intérieure	600.000 F
Programme 69.90 – Services du Secrétaire général Dépenses générales	1.499.963.000 F
Total	<u>1.500.563.000 F</u>
1.2 Crédits non dissociés	
1.2.1. Crédits reportés de l'année précédente	
Programme 24.10 – Administration des Finances et du Budget - logistique financière générale	11.627.573 F
Total	<u>11.627.573 F</u>
1.3 Crédits dissociés – crédits d'ordonnancement	
Programme 61.20 – Administration de la Gestion de l'Environnement, de la Nature, du Sol et des Eaux – Préservation de la nature et Espace vert	84.409.871 F
Total	<u>84.409.871 F</u>
2. Dépassements au niveau des allocations de base (à titre d'information)	
2.1. Crédits d'engagement	
Programme 61.20 – Administration de la Gestion de l'Environnement, de la Nature, du Sol et des Eaux – Conservation de la Nature et Espaces verts	
A.B. 71.61 – Acquisition des forêts, des espaces publics, des zones naturelles, des pêcheries et des terrains affectés à l'aménagement d'une telle zone y compris les installations et constructions annexes de ces domaines	84.968.489 F
Programme 64.10 – Administration des Voies hydrauliques et de la Marine	
A.B. 91.06 – Avance recuperable à la S.A. flamande du Canal maritime et de la Gestion financière des Voies navigables pour la Flandre ou à l'auteur visant à compléter les recettes insuffisantes de l'entreprise	600.000 F
Programme 69.90 – Services du Secrétaire général – Dépenses générales	
A.B. 61.05 – Dotation spéciale au service à gestion séparée « Vlaams Infrastructuurfonds voor persoonsgebonden aangelegenheden » (Fonds flamand de l'Infrastructure affectée au Matières personnalisables) relative au paiement des engagements repris par le service à gestion séparée « Vlaams Infrastructuurfonds voor persoonsgebonden aangelegenheden » en exécution de l'article 94, § 4, du décret du 21 décembre 1994	1.500.000.000 F
Total	<u>1.585.568.489 F</u>
2.2 Crédits non dissociés	
2.1.1. Crédits reportés de l'année précédente	
Programme 07.10 – Ministre communautaire des Transports, du Commerce extérieur et des Réformes institutionnelles - frais généraux de fonctionnement	
A.B. 11.02 – Traitements annuels et indemnités du personnel du cabinet	2.013.177 F
Programme 24.10 – Administration des Finances et du Budget - logistique financière générale	
A.B. 34.01 – Remboursement de recettes indûment perçues	203.958.243 F
Total	<u>205.971.420 F</u>
2.3. Crédits dissociés – crédits d'ordonnancement :	
Programme 61.20 – Administration de la Gestion de l'Environnement, de la Nature, du Sol et des Eaux – Conservation de la Nature et Espaces verts	
A.B. 71.61 - Acquisition des forêts, des espaces publics, des zones naturelles, des pêcheries et des terrains affectés à l'aménagement d'une telle zone y compris les installations et constructions annexes de ces domaines	200.537.703 F
Programme 64.10 – Administration des Voies hydrauliques et de la Marine	
A.B. 81.06 - Avance recuperable à la S.A. flamande du Canal maritime et de la Gestion financière des Voies navigables pour la Flandre ou à l'auteur visant à compléter les recettes insuffisantes de l'entreprise	2.000.000 F
Total	<u>202.537.703 F</u>

TABLEAU E

Compte du budget des services à gestion séparée de la Communauté flamande pour l'année budgétaire 1995

RECETTES

	Situation des recettes						Différence entre les prévisions et les recettes comptabilisées	
	Prévisions	Droits constatés	Recettes imputées	Différence entre les droits constatés et les recettes imputées	À annuler ou à porter en sur-séance indéfinie	Droits constatés à reporter	Excédent des prévisions sur les recouvrements	Excédent des recouvrements sur les prévisions
- 1 -	- 2 -	- 3 -	- 4 -	- 5 -	- 6 -	- 7 -	- 8 -	- 9 -
1. École supérieure de Navigation	74.888.106	77.564.805	77.564.805	0	0	0	0	2.676.699
2. Service à gestion séparée d'assistance spéciale à la jeunesse "De Zande"	30.200.000	35.207.715	30.687.171	4.520.544	2.680.305	1.840.239	0	487.171
3. De Brakke Grond	27.900.000	36.090.039	33.831.665	2.258.374	995.913	1.262.461	0	5.931.665
4. Service à gestion séparée d'assistance spéciale à la jeunesse "De Kempen"	27.000.000	36.270.482	28.237.914	8.032.568	5.821.780	2.210.788	0	1.237.914
5. Château de Gaasbeek	9.510.000	15.976.147	12.226.147	3.750.000	0	3.750.000	0	2.716.147
6. Musée royal des Beaux-Arts	71.200.000	123.321.023	78.346.023	44.975.000	0	44.975.000	0	7.146.023
7. FIOC	89.200.000	106.287.500	86.737.500	19.550.000	0	19.550.000	2.462.500	0
8. Fonds Mina	14.080.100.000	23.359.303.880	12.640.047.418	10.719.256.462	3.982.001.452	6.737.255.010	1.440.052.582	0
9. Aéroport d'Ostende	149.200.000	249.015.113	174.918.851	74.096.262	3.982.001.452	6.737.255.010	1.440.052.582	0
10. Aéroport d'Anvers	107.700.000	131.908.631	101.454.320	30.454.311	265.642	30.188.669	6.245.680	0
11. Institut du Patrimoine archéologique	52.700.000	60.049.962	50.829.962	9.220.000	2.600.000	6.620.000	1.870.038	0
12. Fonds flamand d'Infrastructure	22.444.800.000	24.669.502.024	22.263.553.495	2.405.948.529	88.746.518	2.317.202.011	181.246.505	0
13. Fonds de financement du programme d'urgence du logement social	0	2.300.000.000	1.035.000.000	1.265.000.000	1.150.000.000	115.000.000	0	1.035.000.000
14. Landcommanderij Alden Biesen	22.000.000	24.415.143	19.238.707	5.176.436	451.782	4.724.654	2.761.293	0
15. Nettoyage	327.700.000	327.734.020	321.434.020	6.300.000	0	6.300.000	6.265.980	0
16. Centre flamand des Bibliothèques publiques	37.018.000	37.570.733	25.976.169	11.594.564	447.088	11.147.476	11.041.831	0
Totaux :	37.551.116.106	51.590.217.217	36.980.084.167	14.610.133.050	5.235.948.842	9.374.184.208	1.651.946.409	1.080.914.470

TABLEAU F

Compte du budget des services à gestion séparée de la Communauté flamande pour l'année budgétaire 1995

ENGAGEMENTS

	Affectation des crédits			Reports de crédits	Total général	Engagements enregistrés dans le cou- rant de l'année 1995	Règlement des crédits				
	Budget primitif	Ajustements					Crédits dispo- nibles à la fin de l'année budgétaire	Dépenses au-delà des crédits	Crédits à reporter	Crédits à annuler	Crédits défi- nitifs de l'année bud- gétaire 1995
		Augmen- tations	Réductions								
- 1 -	- 2 -	- 3 -	- 4 -	- 5 -	- 6 -	- 7 -	- 8 -	- 9 -	- 10 -	- 11 -	
1. Fonds Mina	16.406.200.000	250.200.000	0	225.286.000	16.881.686.000	15.787.319.154	1.094.565.845	0	309.872.000	784.694.845	15.787.119.154
2. Fonds flamand d'Infrastructure	21.161.100.000	0	598.900.000	0	20.562.200.000	39.428.115.553	0	18.865.915.553	0	0	39.428.115.553
3. Fonds de finance- ment du programme d'urgence du loge- ment social	0	0	0	11.773.933.597	10.940.333.470	833.600.127	0	0	833.600.127	0	10.940.333.470
Totaux	37.567.300.000	250.200.000	598.900.000	11.999.219.597	49.217.819.597	66.155.568.177	1.928.166.973	18.865.915.553	1.143.472.127	784.694.846	66.155.568.177

TABLEAU G

Compte du budget des services à gestion séparée de la Communauté flamande pour l'année budgétaire 1995

DÉPENSES

	Crédits					Dépenses		Règlement des crédits				
	Affectation des crédits			Reports de crédits	Total général	Total	Paie ments restant à régulariser	Dépenses excédant les crédits	Crédits disponibles	Crédits à annuler	Crédits à reporter	Crédits définitifs de l'année budgétaire 1995
	Budget primitif	Ajustements (1)										
		Augmentations	Réductions									
- 1 -	- 2 -	- 3 -	- 4 -	- 5 -	- 6 -	- 7 -	- 8 -	- 9 -	- 10 -	- 11 -	- 12 -	- 13 -
A. Crédits non dissociés												
1. École supérieure de Navigation	58.970.000	61.336.679	0	0	120.306.679	58.229.835	0	0	62.076.844	62.076.844	0	58.229.835
2. Service à gestion séparée d'assistance spéciale à la jeunesse "De Zande"	38.600.000	400.000	0	0	39.000.000	38.133.233	0	0	866.767	866.767	0	38.133.233
3. De Brakke Grond	32.900.000	0	0	0	32.900.000	38.573.520	0	5.673.520	0	0	0	38.573.520
4. Service à gestion séparée d'assistance spéciale à la jeunesse "De Kempen"	38.600.000	1.200.000	0	0	39.800.000	35.951.421	0	0	3.848.579	3.848.579	0	35.951.421
5. Château de Gaasbeek	13.399.149	0	0	0	13.399.149	8.919.031	0	0	4.480.118	4.480.118	0	8.919.031
6. Musée royal des Beaux-Arts	71.300.000	0	100.000	0	71.200.000	90.839.382	0	19.639.382	0	0	0	90.839.382
7. FIOC	139.300.000	18.500.000	0	0	157.800.000	93.887.375	0	0	63.912.625	63.912.625	0	93.887.375
8. Aéroport d'Ostende	149.200.000	0	0	0	149.200.000	257.506.002	0	108.306.002	0	0	0	257.506.002
9. Aéroport d'Anvers	107.700.000	0	0	0	107.700.000	135.264.442	0	27.564.442	0	0	0	135.264.442
10. Institut du Patrimoine archéologique	51.300.000	8.100.000	0	0	59.400.000	45.845.171	0	0	13.554.829	13.554.829	0	45.845.171
11. Fonds flamand d'Infrastructure	230.000.000	152.600.000	0	92.426.056	475.026.056	269.170.577	0	0	205.855.479	57.701.593	148.153.886	269.170.577
12. Fonds de financement du programme d'urgence du logement social	1.150.000.000	0	0	0	1.150.000.000	107.005.730	0	0	1.042.994.270	1.042.994.270	0	107.005.730
13. Landcommanderij Alden Biesen	32.900.000	0	5.600.000	0	27.300.000	21.808.634	0	0	5.491.366	5.491.366	0	21.808.634
14. Nettoyage	321.400.000	6.300.000	0	0	327.700.000	288.029.342	0	0	39.670.658	39.670.658	0	288.029.342
15. Centre flamand des Bibliothèques publiques	37.300.000	0	282.000	0	37.018.000	22.654.525	0	0	14.363.475	14.363.475	0	22.654.525
Totaux des crédits non dissociés	2.472.869.149	248.436.679	5.982.000	92.426.056	2.807.749.884	1.511.818.220	0	161.183.346	1.457.115.010	1.308.961.124	148.153.886	1.511.818.220
B. Crédits d'ordonnement												
1. Fonds Mina	16.283.000.000	122.800.000	0	9.841.529.103	26.247.329.103	10.392.182.145	0	0	15.855.146.958	957.766.570	14.897.380.388	10.392.182.145
2. Fonds flamand d'Infrastructure	19.791.300.000	2.270.900.000	0	2.875.167.467	24.937.367.467	22.030.310.767	0	0	2.907.056.700	2.907.056.700	0	22.030.310.767
Totaux des crédits d'ordonnement	36.074.300.000	2.393.700.000	0	12.716.696.570	51.184.696.570	32.422.492.912	0	0	18.762.203.658	3.864.823.270	14.897.534.274	32.422.492.912
Totaux généraux pour les s.g.s.	38.547.169.149	2.642.136.679	5.982.000	12.809.122.626	53.992.446.454	33.934.311.132	0	161.183.346	20.219.318.668	5.173.784.394	15.045.534.274	33.934.311.132

	Article	Affectation des autorisations		Autorisations utilisées - 3 -	Différence			
		Initiale - 1 -	Ajustée - 2 -		Disponible - 4 -	Dépassement - 5 -	À reporter - 6 -	À annuler - 7 -
Enseignement officiel	17/14	594.600.000	588.700.000	588.700.000	0	0	0	0
Enseignement libre	17/14	2.461.100.000	2.460.400.000	2.460.400.000	0	0	0	0
Instituts supérieurs autonomes flamands	-/15	0	31.900.000	31.900.000	0	0	0	0
- Aide sociale								
FBJ (Fonds d'Assistance spéciale à la Jeunesse) - campagne de prévention	108	65.000.000	65.000.000	56.097.174	8.902.826	0	0	8.902.826
VFSIPH - (Fonds flamand pour l'Intégration sociale des Personnes handicapées)	22/16	1.006.800.000	930.900.000	930.261.432	638.568	0	0	638.568
VIPA - hôpitaux	104/34	3.333.600.000	3.498.100.000	3.485.211.407	12.888.593	0	0	12.888.593
VIPA - services de santé mentale	104/34	25.600.000	25.000.000	18.724.326	6.275.674	0	0	6.275.674
VIPA - structures destinées aux personnes âgées	104/34	1.516.200.000	1.349.000.000	1.343.532.153	5.467.847	0	0	5.467.847
VIPA - Geel et Rekem	104/34	25.200.000	25.200.000	390.000	24.810.000	0	0	24.810.000
VIPA - Fonds d'Assistance spéciale à la Jeu- nesse	104/34	50.700.000	50.600.000	49.231.574	1.368.426	0	0	1.368.426
VIPA - Overijse	104/34	2.400.000	2.400.000	2.398.981	1.019	0	0	1.019
VIPA - Centres médico-sociaux - Centres d'ins- pection médicale scolaire - Centres des affec- tions respiratoires	104/34	22.000.000	15.800.000	5.490.592	10.309.408	0	0	10.309.408
Vipa - maisons de repos	104/34	1.375.000.000	1.439.625.000	697.125.000	742.500.000	0	742.500.000	0
VIPA - résidences-services	104/34	0	28.500.000	1.425.000	27.075.000	0	27.075.000	0
- Logement								
Fonds de financement du programme d'urgence du logement social	98	11.773.933.597	11.773.933.597	10.940.333.470	833.600.127	0	833.600.127	0
- Fonds pour le Limbourg	-/43	0	621.800.000	621.271.999	528.001	0	0	528.001
- Droits de tirage du Fonds d'investissement								
Communauté flamande	18/12	4.655.260.000	4.790.354.037	2.998.710.995	1.791.643.042	0	1.791.643.042	0
Bruxelles-Capitale	18/12	61.040.000	146.841.313	4.655.708	142.185.605	0	142.185.605	0
Total A2		48.373.033.597	49.726.409.990	44.816.717.105	4.909.692.885	0	3.908.375.774	1.001.317.111
B. Autorisations de contracter des emprunts								
- Environnement et logement								
VMM (Société flamande pour l'Environne- ment)	111	40.000.000	40.000.000	0	40.000.000	0	0	40.000.000
- Logement								
Fonds flamand du Logement des Familles nombreuses	15/11	5.150.000.000	5.144.000.000	5.144.000.000	0	0	0	0
Total B		5.190.000.000	5.184.000.000	5.144.000.000	40.000.000	0	0	40.000.000
TOTAL GÉNÉRAL		88.577.427.019	90.776.603.412	103.146.738.314	6.470.033.442	18.840.168.344	5.385.080.931	1.084.952.511

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 99 — 1185

[C - 99/27312]

1^{er} AVRIL 1999. — Décret modifiant l'arrêté royal n° 258 du 31 décembre 1983 relatif à l'engagement de chômeurs affectés à certains projets d'assistance aux petites et moyennes entreprises (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. L'article 2, § 2, de l'arrêté royal n° 258 du 31 décembre 1983 relatif à l'engagement de chômeurs affectés à certains projets d'assistance aux petites et moyennes entreprises, modifié par l'arrêté royal n° 496 du 31 décembre 1986, est remplacé, en ce qui concerne la Région wallonne, par la disposition suivante :

« § 2. L'intervention est égale à 90 % de la rémunération et des cotisations sociales y afférentes pendant les douze premiers mois et de 75 % au cours des mois suivants.

L'intervention financière visée à l'alinéa 1^{er} peut varier en fonction de la durée de chômage des chômeurs remis au travail. Le Gouvernement wallon détermine le montant de cette intervention ainsi que la durée de chômage y donnant droit. Sa décision motivée doit prendre exclusivement en considération la difficulté de placement des chômeurs concernés. »

Art. 2. L'article 5 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 5. Les emplois visés par le présent arrêté ne peuvent être occupés que par les chômeurs complets indemnisés bénéficiant d'allocations de chômage ou d'attente pour tous les jours de la semaine et les personnes assimilées suivantes :

1° les chômeurs visés par l'article 30, alinéa 3, 7°, et l'article 42, § 2, 9°, de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage;

2° les chômeurs à temps partiel visés à l'article 29 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 précité;

3° les chômeurs percevant des indemnités de chômage à titre provisoire;

4° les travailleurs occupés en entreprise de travail adapté et les travailleurs occupés dans ces mêmes entreprises conformément à l'article 78 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 précité;

5° les bénéficiaires d'une allocation de remplacement de revenu ou d'intégration en vertu de la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux handicapés;

6° les chômeurs dont le droit au bénéfice des allocations de chômage est suspendu en application des articles 80 à 88 de l'arrêté du 25 novembre 1991 précité;

7° les chômeurs visés par les articles 89 ou 90 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 précité;

8° les chômeurs complets indemnisés qui suivent une formation professionnelle organisée ou agréée par le FOREm, par l'Institut de Formation permanente pour les Classes moyennes et les Petites et Moyennes Entreprises ou par l'A.W.I.P.H;

9° les bénéficiaires du minimum de moyens d'existence prévu par la loi du 7 août 1974 instituant le droit à un minimum de moyens d'existence et les travailleurs occupés dans le cadre des articles 60, § 7 et 61 de la loi organique du 8 juillet 1976 des Centres publics d'aide sociale;

10° les bénéficiaires de l'aide sociale n'ayant pas droit au minimum de moyens d'existence en raison de leur nationalité et inscrits dans le registre de la population ou dans le registre des étrangers;

11° les travailleurs occupés dans le troisième circuit de travail;

12° les travailleurs occupés comme agent contractuel subventionné;

13° les travailleurs occupés dans le cadre du Fonds budgétaire interdépartemental de promotion de l'emploi dans le secteur non marchand;

14° les travailleurs occupés dans le cadre du décret du 31 mai 1990 créant un programme de promotion de l'emploi spécialement destiné aux chômeurs de longue durée dans le secteur non marchand;

15° les travailleurs occupés dans le cadre du décret du 19 mai 1994 relatif à l'engagement de chômeurs affectés à certains projets au bénéfice des petites et moyennes entreprises;

16° les travailleurs occupés conformément au décret du 18 juillet 1997 créant un programme de transition professionnelle;

17° les travailleurs occupés dans le cadre du présent arrêté.

La situation des personnes visées à l'alinéa 1^{er} est appréciée la veille du jour où commence l'exécution du contrat.

Le Gouvernement peut étendre ou restreindre les catégories de bénéficiaires et les périodes assimilées à des périodes de chômage. »

Art. 3. Dans l'article 14 du même arrêté, le mot « douze » est remplacé par le mot « six ».

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 1^{er} avril 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E, du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Équipement et des Transports,
M. LEBRUN

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
B. ANSELME

Le Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,
G. LUTGEN

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,
W. TAMINIAUX

Le Ministre de la Recherche, du Développement technologique,
du Sport et des Relations internationales,
W. ANCIEN

Note

(1) *Session 1998-1999*
Documents du Conseil 490 (1998-1999) N^{os} 1 et 2
Compte rendu intégral, séance publique.
Discussion - Vote.

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 99 — 1185

[C - 99/27312]

1. APRIL 1999. — Dekret zur Abänderung des Königlichen Erlasses Nr. 258 vom 31. Dezember 1983 bezüglich der Einstellung von Arbeitslosen, die in gewisse Projekte zugunsten von Klein- und Mittelbetrieben eingesetzt werden (1)

Der Wallonische Regionalrat hat das Folgende angenommen und wir, Regierung, sanktionieren es:

Artikel 1 - Artikel 2, § 2 des Königlichen Erlasses Nr. 258 vom 31. Dezember 1983 bezüglich der Einstellung von Arbeitslosen, die in gewisse Projekte zugunsten von Klein- und Mittelbetrieben eingesetzt werden, abgeändert durch den Königlichen Erlaß Nr. 496 vom 31. Dezember 1986 wird für die Wallonische Region durch folgenden Wortlaut ersetzt:

«§ 2. Die Beteiligung entspricht 90 % des Gehalts und der damit verbundenen Sozialbeiträge während der ersten zwölf Monate und 75 % im Laufe der folgenden Monate.

Die in Absatz 1 angeführte finanzielle Beteiligung kann je nach der Dauer der Arbeitslosigkeit der wiederbeschäftigten Arbeitslosen schwanken. Die Wallonische Regierung legt den Betrag dieser Beteiligung fest, sowie die Dauer der Arbeitslosigkeit, ab der das Anrecht auf diese Beteiligung gewährt wird. Bei der Begründung ihres Beschlusses hat die Regierung ausschließlich die Vermittlungsschwierigkeiten der betroffenen Arbeitslosen zu berücksichtigen.»

Art. 2 - Artikel 5 desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 5 - Die durch den vorliegenden Erlaß betroffenen Stellen dürfen nur durch Vollarbeitslose, die Arbeitslosenunterstützung oder Wartezulagen für alle Tage der Woche beziehen, oder durch die nachstehend angeführten gleichgestellten Personen besetzt werden:

1° die in den Artikeln 30, Absatz 3, 7° und 42, § 2, 9° des Königlichen Erlasses vom 25. November 1991 zur Regelung der Arbeitslosigkeit angeführten Arbeitslosen;

2° die in Artikel 29 des vorgenannten Königlichen Erlasses vom 25. November 1991 angeführten Teilzeitarbeitslosen;

3° die Arbeitslosen, die vorläufig Arbeitslosenunterstützung beziehen;

4° die in einem Unternehmen für angepaßte Arbeit beschäftigten Arbeitslosen und die Arbeitslosen, die auf der Grundlage von Artikel 78 des vorgenannten Königlichen Erlasses vom 25. November 1991 in diesen Unternehmen beschäftigt werden;

5° die Personen, die auf der Grundlage des Gesetzes vom 27. Februar 1987 über die Behindertenbeihilfen ein Anrecht auf eine Einkommensersatz- oder Eingliederungsbeihilfe haben;

6° die Arbeitslosen, deren Recht auf Arbeitslosenunterstützung in Anwendung der Artikel 80 bis 88 des Königlichen Erlasses vom 25. November 1991 zur Regelung der Arbeitslosigkeit eingestellt wurde;

7° die in den Artikeln 89 oder 90 des vorgenannten Königlichen Erlasses vom 25. November 1991 angeführten Arbeitslosen;

8° die entschädigten Vollarbeitslosen, die an einem Berufsbildungsprogramm teilnehmen, das durch das FOREM, das «Institut de formation et de formation continue pour les Classes moyennes et les P.M.E., IFPME» (Institut für ständige Weiterbildung im Mittelstand und in kleinen und mittleren Unternehmen) oder durch die «Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées, A.W.I.P.H.» (wallonische Agentur für die Eingliederung der behinderten Personen) durchgeführt oder anerkannt wird;

9° die Personen, die das durch das Gesetz vom 7. August 1974 zur Einführung des Rechts auf ein Existenzminimum festgelegte Existenzminimum beziehen und die Arbeitnehmer, die im Rahmen der Artikel 60, § 7 und 61 des Grundlagengesetzes vom 8. Juli 1976 über öffentliche Sozialhilfzentren beschäftigt werden;

10° die Personen, die Sozialhilfe beziehen, die aufgrund ihrer Staatsangehörigkeit kein Anrecht auf das Existenzminimum haben und in das Bevölkerungsregister oder das Fremdenregister eingetragen sind;

11° die im Rahmen des dritten Arbeitswegs beschäftigten Arbeitnehmer;

12° die als bezuschußter Vertragsbediensteter beschäftigten Arbeitnehmer;

13° die im Rahmen des zwischendepartementalen Haushaltsfonds zur Förderung der Beschäftigung im nichtkommerziellen Sektor beschäftigten Arbeitnehmer;

14° die im Rahmen des Dekrets vom 31. Mai 1990 zur Schaffung eines speziell für Langzeitarbeitslose bestimmten Programms zur Förderung des Arbeitsmarktes im nicht-kommerziellen Sektor beschäftigten Arbeitnehmer;

15° die im Rahmen des Dekrets vom 19. Mai 1994 bezüglich der Einstellung von Arbeitslosen, die in gewisse Projekte zugunsten von Klein- und Mittelbetrieben eingesetzt werden, beschäftigten Arbeitnehmer;

16° die auf der Grundlage des Dekrets vom 18. Juli 1997 zur Schaffung eines beruflichen Übergangsprogramms beschäftigten Arbeitnehmer;

17° die im Rahmen des vorliegenden Erlasses beschäftigten Arbeitnehmer.

Die Lage der in Absatz 1 angeführten Personen wird am Vortag der Ausführung des Vertrags bewertet.

Die Regierung ist berechtigt, die Kategorien von Bezugsberechtigten und die der Arbeitslosigkeit gleichgestellten Zeitspannen auszudehnen oder einzuschränken.»

Art. 3 - In Artikel 14 desselben Erlasses wird das Wort «zwölf» durch das Wort «sechs» ersetzt.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, daß es im Belgischen Staatsblatt veröffentlicht wird.

Namur, den 1. April 1999

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,
R. COLLIGNON

Der Minister der Raumordnung, der Ausrüstung und des Transportwesens,
M. LEBRUN

Der Minister der Inneren Angelegenheiten und des Öffentlichen Dienstes,
B. ANSELME

Der Minister des Haushalts und der Finanzen, der Beschäftigung und der Ausbildung,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,
G. LUTGEN

Der Minister der Sozialen Maßnahmen, des Wohnungswesens und des Gesundheitswesens,
W. TAMINIAUX

Der Minister der Forschung, der Technologischen Entwicklung,
des Sportwesens und der Internationalen Beziehungen,
W. ANCION

—
Note

(1) *Sitzungsperiode 1998-1999*
Dokumente des Rats 490 (1998-1999) Nr. 1 und 2
Ausführlicher Bericht, öffentliche Sitzung,
Diskussion - Abstimmung

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 99 — 1185

[C - 99/27312]

1 APRIL 1999. — Decreet tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 258 van 31 december 1983 betreffende de indienstneming van werklozen voor bepaalde bijstandsprojecten ten behoeve van kleine en middelgrote ondernemingen

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Artikel 2, § 2, van het koninklijk besluit nr. 258 van 31 december 1983 betreffende de indienstneming van werklozen voor bepaalde bijstandsprojecten ten behoeve van kleine en middelgrote ondernemingen, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 496 van 31 december 1986, wordt, wat het Waalse Gewest betreft, vervangen als volgt :

« § 2. De tegemoetkoming bedraagt 90 % van de bezoldiging en van de desbetreffende sociale bijdragen de eerste twaalf maanden, en 75 % de volgende maanden.

De in het eerste lid bedoelde financiële tegemoetkoming kan verschillen naar gelang van de werkloosheidsduur van de tewerkgestelde werklozen. De Waalse Regering bepaalt het bedrag van die tegemoetkoming, alsook de werkloosheidsduur die er recht op geeft. Haar met redenen omklede beslissing moet uitsluitend rekening houden met de moeilijkheid om de betrokken werklozen te plaatsen. »

Art. 2. Artikel 5 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 5. De in dit decreet bedoelde betrekkingen zijn voorbehouden aan volledig uitkeringsgerechtigde werklozen die voor elke weekdag werkloosheids- of wachttijduitkeringen genieten, en aan de met hen gelijkgestelde personen, met name :

1° de werklozen bedoeld in artikel 30, derde lid, 7°, en in artikel 42, § 2, 9°, van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering;

2° de deeltijdse werklozen bedoeld in artikel 29 van bovenvermeld koninklijk besluit van 25 november 1991;

3° de werklozen die voorlopig werkloosheidsuitkeringen ontvangen;

4° de werknemers die in een onderneming voor aangepast werk tewerkgesteld zijn en de werknemers die in dezelfde onderneming tewerkgesteld zijn overeenkomstig artikel 78 van bovenvermeld koninklijk besluit van 25 november 1991;

5° de rechthebbenden op een inkomensvervangende of integratietegemoetkoming overeenkomstig de wet van 27 februari 1987 betreffende de tegemoetkomingen aan gehandicapten;

6° de werklozen van wie het recht op werkloosheidsuitkeringen geschorst is overeenkomstig de artikelen 80 tot 88 van bovenvermeld koninklijk besluit van 25 november 1991;

7° de werklozen bedoeld in de artikelen 89 of 90 van bovenvermeld koninklijk besluit van 25 november 1991;

8° de volledig uitkeringsgerechtigde werklozen die een door de « FOREM » (Gemeenschaps- en Gewestdienst voor Beroepsopleiding en Arbeidsbemiddeling), het « Institut de Formation permanente pour les Classes moyennes et petites et moyennes Entreprises » (Instituut voor Permanente Vorming voor de Middenstand en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen) of het « A.W.I.P.H. » (Waals Agentschap voor de Integratie van Gehandicapte Personen) georganiseerde of erkende beroepsopleiding volgen;

9° de rechthebbenden op het bestaansminimum bedoeld in de wet van 7 augustus 1974 tot instelling van het recht op een bestaansminimum, alsook de werknemers tewerkgesteld in het kader van de artikelen 60, § 7, en 61 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn;

10° de rechthebbenden op sociale hulp die wegens hun nationaliteit geen recht hebben op het bestaansminimum en ingeschreven zijn in het bevolkingsregister of in het vreemdelingenregister;

11° de werknemers tewerkgesteld in het derde arbeidscircuit;

12° de werknemers tewerkgesteld in het kader van het koninklijk besluit nr. 258 van 31 december 1983 betreffende de indienstneming van werklozen voor bepaalde bijstandsprojecten ten behoeve van kleine en middelgrote ondernemingen;

13° de werknemers tewerkgesteld als gesubsidieerde contractuelen;

14° de werknemers tewerkgesteld in het kader van het Interdepartementaal begrotingsfonds ter bevordering van de werkgelegenheid in de niet-commerciële sector;

15° de werknemers tewerkgesteld in het kader van het decreet van 31 mei 1990 houdende instelling van een programma tot bevordering van de werkgelegenheid dat speciaal bestemd is voor langdurige werklozen in de niet-commerciële sector;

16° de werknemers tewerkgesteld overeenkomstig het decreet van 18 juli 1997 houdende creatie van een doorstromingsprogramma;

17° de werknemers tewerkgesteld in het kader van dit decreet.

De toestand van de in het eerste lid bedoelde personen wordt geëvalueerd op de dag voorafgaande aan die waarop het contract begint te lopen.

De Regering kan de categorieën van rechthebbenden en de met werkloosheidsperioden gelijkgestelde perioden uitbreiden of beperken. »

Art. 3. In artikel 14 van hetzelfde besluit wordt het woord « twaalf » vervangen door het woord « zes ».
Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.
Namen, 1 april 1999.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Uitrustingen en Vervoer,
M. LEBRUN

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
B. ANSELME

De Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LUTGEN

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,
W. TAMINIAUX

De Minister van Onderzoek, Technologische Ontwikkeling, Sport en Internationale Betrekkingen,
W. ANCIEN

—
Nota

(1) *Zitting 1998-1999*
Stukken van de Raad 490 (1998-1999) nrs. 1 en 2
Volledig verslag, openbare vergadering.
Bespreking - Stemming.



F. 99 — 1186

[C - 99/27311]

1^{er} AVRIL 1999. — Décret modifiant le décret du 19 mai 1994 relatif à l'engagement de chômeurs affectés à certains projets au bénéfice des petites et moyennes entreprises (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. L'article 6 du décret du 19 mai 1994 relatif à l'engagement de chômeurs affectés à certains projets au bénéfice des petites et moyennes entreprises est remplacé par le texte suivant :

« Art. 6. Les emplois visés par le présent décret ne peuvent être occupés que par les chômeurs complets indemnisés bénéficiant d'allocations de chômage ou d'attente pour tous les jours de la semaine et les personnes assimilées suivantes :

1° les chômeurs visés par l'article 30, alinéa 3, 7°, et l'article 42, § 2, 9°, de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage;

2° les chômeurs à temps partiel visés à l'article 29 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 précité;

3° les chômeurs percevant des indemnités de chômage à titre provisoire;

4° les travailleurs occupés en entreprise de travail adapté et les travailleurs occupés dans ces mêmes entreprises conformément à l'article 78 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 précité;

5° les bénéficiaires d'une allocation de remplacement de revenu ou d'intégration en vertu de la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux handicapés;

6° les chômeurs dont le droit au bénéfice des allocations de chômage est suspendu en application des articles 80 à 88 de l'arrêté du 25 novembre 1991 précité;

7° les chômeurs visés par les articles 89 ou 90 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 précité;

8° les chômeurs complets indemnisés qui suivent une formation professionnelle organisée ou agréée par le FOREm, par l'Institut de Formation permanente pour les Classes moyennes et les Petites et Moyennes Entreprises ou par l'A.W.I.P.H.;

9° les bénéficiaires du minimum de moyens d'existence prévu par la loi du 7 août 1974 instituant le droit à un minimum de moyens d'existence et les travailleurs occupés dans le cadre des articles 60, § 7, et 61 de la loi organique du 8 juillet 1976 des Centres publics d'aide sociale;

10° les bénéficiaires de l'aide sociale n'ayant pas droit au minimum de moyens d'existence en raison de leur nationalité et inscrits dans le registre de la population ou dans le registre des étrangers;

11° les travailleurs occupés dans le troisième circuit de travail;

12° les travailleurs occupés dans le cadre de l'arrêté royal n° 258 du 31 décembre 1983 relatif à l'engagement de chômeurs affectés à certains projets d'assistance aux petites et moyennes entreprises;

13° les travailleurs occupés comme agent contractuel subventionné;

14° les travailleurs occupés dans le cadre du Fonds budgétaire interdépartemental de promotion de l'emploi dans le secteur non marchand;

15° les travailleurs occupés dans le cadre du décret du 31 mai 1990 créant un programme de promotion de l'emploi spécialement destiné aux chômeurs de longue durée dans le secteur non marchand;

16° les travailleurs occupés conformément au décret du 18 juillet 1997 créant un programme de transition professionnelle;

17° les travailleurs occupés dans le cadre du présent décret.

La situation des personnes visées à l'alinéa 1^{er} est appréciée la veille du jour où commence l'exécution du contrat.

Le Gouvernement peut étendre ou restreindre les catégories de bénéficiaires et les périodes assimilées à des périodes de chômage. »

Art. 2. Un article 13bis, rédigé comme suit est inséré dans le même décret :

« Art. 13bis. L'intervention financière visée aux articles 11 à 13 peut varier en fonction de la durée de chômage des chômeurs remis au travail. Le Gouvernement détermine le montant de cette intervention ainsi que la durée de chômage y donnant droit. Sa décision motivée doit prendre exclusivement en considération la difficulté de placement des chômeurs concernés. »

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 1^{er} avril 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Équipement et des Transports,
M. LEBRUN

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
B. ANSELME

Le Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,
G. LUTGEN

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,
W. TAMINIAUX

Le Ministre de la Recherche, du Développement technologique,
du Sport et des Relations internationales,
W. ANCION

—
Note

(1) *Session 1998-1999*

Documents du Conseil. — 492 (1998-1999) n^{os} 1 et 2.

Compte rendu intégral. Séance publique.

Discussion. Vote.

—
ÜBERSETZUNG

D. 99 — 1186

[C - 99/27311]

1. APRIL 1999 — Dekret zur Abänderung des Dekrets vom 19. Mai 1994 bezüglich der Einstellung von Arbeitslosen, die in gewisse Projekte zugunsten von Klein- und Mittelbetrieben eingesetzt werden (1)

Der Wallonische Regionalrat hat das Folgende angenommen und wir, Regierung, sanktionieren es:

Artikel 1 - Artikel 6 des Dekrets vom 19. Mai 1994 bezüglich der Einstellung von Arbeitslosen, die in gewisse Projekte zugunsten von Klein- und Mittelbetrieben eingesetzt werden, wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

«Art. 6. Die durch das vorliegende Dekret betroffenen Stellen dürfen nur durch Vollarbeitslose, die Arbeitslosenunterstützung oder Wartezulagen für alle Tage der Woche beziehen, oder durch die nachstehend angeführten gleichgestellten Personen besetzt werden:

1° die in den Artikeln 30, Absatz 3, 7° und 42, § 2, 9° des Königlichen Erlasses vom 25. November 1991 zur Regelung der Arbeitslosigkeit angeführten Arbeitslosen;

2° die in Artikel 29 des vorgenannten Königlichen Erlasses vom 25. November 1991 angeführten Teilzeitarbeitslosen;

3° die Arbeitslosen, die vorläufig Arbeitslosenunterstützung beziehen;

4° die in einem Unternehmen für angepasste Arbeit beschäftigten Arbeitslosen und die Arbeitslosen, die auf der Grundlage von Artikel 78 des vorgenannten Königlichen Erlasses vom 25. November 1991 in diesen Unternehmen beschäftigt werden;

5° die Personen, die auf der Grundlage des Gesetzes vom 27. Februar 1987 über die Behindertenbeihilfen ein Anrecht auf eine Einkommensersatz- oder Eingliederungsbeihilfe haben;

6° die Arbeitslosen, deren Recht auf Arbeitslosenunterstützung in Anwendung der Artikel 80 bis 88 des Königlichen Erlasses vom 25. November 1991 zur Regelung der Arbeitslosigkeit eingestellt wurde;

7° die in den Artikeln 89 oder 90 des vorgenannten Königlichen Erlasses vom 25. November 1991 angeführten Arbeitslosen;

8° die entschädigten Vollarbeitslosen, die an einem Berufsbildungsprogramm teilnehmen, das durch das FOREM, das «Institut de formation et de formation continue pour les Classes moyennes et les P.M.E., IFPME» (Institut für ständige Weiterbildung im Mittelstand und in kleinen und mittleren Unternehmen) oder durch die «Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées, A.W.I.P.H.» (wallonische Agentur für die Eingliederung der behinderten Personen) durchgeführt oder anerkannt wird;

9° die Personen, die das durch das Gesetz vom 7. August 1974 zur Einführung des Rechts auf ein Existenzminimum festgelegte Existenzminimum beziehen und die Arbeitnehmer, die im Rahmen der Artikel 60, § 7, und 61 des Grundlagengesetzes vom 8. Juli 1976 über öffentliche Sozialhilfezentren beschäftigt werden;

10° die Personen, die Sozialhilfe beziehen, die aufgrund ihrer Staatsangehörigkeit kein Anrecht auf das Existenzminimum haben und in das Bevölkerungsregister oder das Fremdenregister eingetragen sind;

11° die im Rahmen des dritten Arbeitswegs beschäftigten Arbeitnehmer;

12° die im Rahmen des Königlichen Erlasses Nr. 258 vom 31. Dezember 1983 bezüglich der Einstellung von Arbeitslosen, die in gewisse Projekte zugunsten von Klein- und Mittelbetrieben eingesetzt werden, beschäftigten Arbeitnehmer;

13° die als bezuschußter Vertragsbediensteter beschäftigten Arbeitnehmer;

14° die im Rahmen des zwischendepartmentalen Haushaltsfonds zur Förderung der Beschäftigung im nichtkommerziellen Sektor beschäftigten Arbeitnehmer;

15° die im Rahmen des Dekrets vom 31. Mai 1990 zur Schaffung eines speziell für Langzeitarbeitslose bestimmten Programms zur Förderung des Arbeitsmarktes im nicht-kommerziellen Sektor beschäftigten Arbeitnehmer;

16° die auf der Grundlage des Dekrets vom 18. Juli 1997 zur Schaffung eines beruflichen Übergangsprogramms beschäftigten Arbeitnehmer;

17° die im Rahmen des vorliegenden Dekrets beschäftigten Arbeitnehmer.

Die Lage der in Absatz 1 angeführten Personen wird am Vortag der Ausführung des Vertrags bewertet.

Die Regierung ist berechtigt, die Kategorien von Bezugsberechtigten und die der Arbeitslosigkeit gleichgestellten Zeitspannen auszudehnen oder einzuschränken.»

Art. 2 - In dasselbe Dekret wird ein Artikel 13bis mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. 13bis B Die in den Artikeln 11 bis 13 angeführte finanzielle Beteiligung kann je nach der Dauer der Arbeitslosigkeit der wiederbeschäftigten Arbeitslosen schwanken. Die Regierung legt den Betrag dieser Beteiligung fest, sowie die Dauer der Arbeitslosigkeit, ab der das Anrecht auf diese Beteiligung gewährt wird. Bei der Begründung ihres Beschlusses hat die Regierung ausschließlich die Vermittlungsschwierigkeiten der betroffenen Arbeitslosen zu berücksichtigen.»

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, daß es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 1. April 1999

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den KMB, dem Tourismus und dem Erbe,
R. COLLIGNON

Der Minister der Raumordnung, der Ausrüstung und des Transportwesens,
M. LEBRUN

Der Minister der Inneren Angelegenheiten und des Öffentlichen Dienstes,
B. ANSELME

Der Minister des Haushalts und der Finanzen, der Beschäftigung und der Ausbildung,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,
G. LUTGEN

Der Minister der Sozialen Maßnahmen, des Wohnungswesens und des Gesundheitswesens,
W. TAMINIAUX

Der Minister der Forschung, der Technologischen Entwicklung,
des Sportwesens und der Internationalen Beziehungen,
W. ANCION

—
Note

(1) *Sitzungsperiode 1998-1999*

Dokumente des Rats — 492 (1998-1999) Nrn. 1 und 2

Ausführlicher Bericht — Öffentliche Sitzung.

Diskussion — Abstimmung

VERTALING

N. 99 — 1186

[C - 99/27311]

1 APRIL 1999. — Decreet tot wijziging van het decreet van 19 mei 1994 betreffende de indienstneming van werklozen voor bepaalde projecten ten bate van kleine en middelgrote ondernemingen (1)

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Artikel 6 van het decreet van 19 mei 1994 betreffende de indienstneming van werklozen voor bepaalde projecten ten bate van kleine en middelgrote ondernemingen, wordt vervangen als volgt :

« Art. 6. De in dit decreet bedoelde betrekkingen zijn voorbehouden aan volledig uitkeringsgerechtigde werklozen die voor elke weekdag werkloosheids- of wachttijduitkeringen genieten, en aan de met hen gelijkgestelde personen, met name :

1° de werklozen bedoeld in artikel 30, derde lid, 7°, en in artikel 42, § 2, 9°, van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering;

2° de deeltijdse werklozen bedoeld in artikel 29 van bovenvermeld koninklijk besluit van 25 november 1991;

3° de werklozen die voorlopig werkloosheidsuitkeringen ontvangen;

4° de werknemers die in een onderneming voor aangepast werk tewerkgesteld zijn en de werknemers die in dezelfde onderneming tewerkgesteld zijn overeenkomstig artikel 78 van bovenvermeld koninklijk besluit van 25 november 1991;

5° de rechthebbenden op een inkomensvervangende of integratietegemoetkoming overeenkomstig de wet van 27 februari 1987 betreffende de tegemoetkomingen aan gehandicapten;

6° de werklozen van wie het recht op werkloosheidsuitkeringen geschorst is overeenkomstig de artikelen 80 tot 88 van bovenvermeld koninklijk besluit van 25 november 1991;

7° de werklozen bedoeld in de artikelen 89 of 90 van bovenvermeld koninklijk besluit van 25 november 1991;

8° de volledig uitkeringsgerechtigde werklozen die een door de « FOREm » (Gemeenschaps- en Gewestdienst voor Beroepsopleiding en Arbeidsbemiddeling), het « Institut de Formation permanente pour les Classes moyennes et les Petites et Moyennes Entreprises » (Instituut voor Permanente Vorming voor de Middenstand en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen) of het « A.W.I.P.H. » (Waals Agentschap voor de Integratie van Gehandicapte Personen) georganiseerde of erkende beroepsopleiding volgen;

9° de rechthebbenden op het bestaansminimum bedoeld in de wet van 7 augustus 1974 tot instelling van het recht op een bestaansminimum, alsook de werknemers tewerkgesteld in het kader van de artikelen 60, § 7, en 61 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn;

10° de rechthebbenden op sociale hulp die wegens hun nationaliteit geen recht hebben op het bestaansminimum en ingeschreven zijn in het bevolkingsregister of in het vreemdelingenregister;

11° de werknemers tewerkgesteld in het derde arbeidscircuit;

12° de werknemers tewerkgesteld in het kader van het koninklijk besluit nr. 258 van 31 december 1983 betreffende de indienstneming van werklozen voor bepaalde bijstandsprojecten ten behoeve van kleine en middelgrote ondernemingen;

13° de werknemers tewerkgesteld als gesubsidieerde contractuelen;

14° de werknemers tewerkgesteld in het kader van het Interdepartementaal begrotingsfonds ter bevordering van de werkgelegenheid in de niet-commerciële sector;

15° de werknemers tewerkgesteld in het kader van het decreet van 31 mei 1990 houdende instelling van een programma tot bevordering van de werkgelegenheid dat speciaal bestemd is voor langdurige werklozen in de niet-commerciële sector;

16° de werknemers tewerkgesteld overeenkomstig het decreet van 18 juli 1997 houdende creatie van een doorstromingsprogramma;

17° de werknemers tewerkgesteld in het kader van dit decreet.

De toestand van de in het eerste lid bedoelde personen wordt geëvalueerd op de dag voorafgaande aan die waarop het contract begint te lopen.

De Regering kan de categorieën van rechthebbenden en de met werkloosheidsperioden gelijkgestelde perioden uitbreiden of beperken. »

Art. 2. In hetzelfde decreet wordt een artikel 13*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 13*bis*. De in de artikelen 11 tot 13 bedoelde financiële tegemoetkoming kan verschillen naar gelang van de werkloosheidsduur van de tewerkgestelde werklozen. De Regering bepaalt het bedrag van die tegemoetkoming, alsook de werkloosheidsduur die er recht op geeft. Haar met redenen omklede beslissing moet uitsluitend rekening houden met de moeilijkheid om de betrokken werklozen te plaatsen. »

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 1 april 1999.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Uitrusting en Vervoer,
M. LEBRUN

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
B. ANSELME

De Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LUTGEN

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,
W. TAMINIAUX

De Minister van Onderzoek, Technologische Ontwikkeling, Sport en Internationale Betrekkingen,
W. ANCION

—
Nota

(1) *Zitting 1998-1999*

Stukken van de Raad. — 492 (1998-1999) nrs. 1 en 2.

Volledig verslag. — Openbare vergadering.

Bespreking. Stemming.



F. 99 — 1187

[C - 99/27314]

1^{er} AVRIL 1999. — Décret modifiant le décret du 31 mai 1990 créant un programme de promotion de l'emploi spécialement destiné aux chômeurs de longue durée dans le secteur non marchand (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. L'article 2 du décret du 31 mai 1990 créant un programme de promotion de l'emploi spécialement destiné aux chômeurs de longue durée dans le secteur non marchand, modifié par le décret du 19 mai 1994, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 2. § 1^{er}. Les emplois visés par le présent décret ne peuvent être occupés que par les chômeurs complets indemnisés bénéficiant d'allocations de chômage ou d'attente pour tous les jours de la semaine et les personnes assimilées suivantes :

1° les chômeurs visés par l'article 30, alinéa 3, 7°, et l'article 42, § 2, 9°, de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage;

2° les chômeurs à temps partiel visés à l'article 29 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 précité;

3° les chômeurs percevant des indemnités de chômage à titre provisoire;

4° les travailleurs occupés en entreprise de travail adapté et les travailleurs occupés dans ces mêmes entreprises conformément à l'article 78 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 précité;

5° les bénéficiaires d'une allocation de remplacement de revenu ou d'intégration en vertu de la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux handicapés;

6° les chômeurs dont le droit au bénéfice des allocations de chômage est suspendu en application des articles 80 à 88 de l'arrêté du 25 novembre 1991 précité;

7° les chômeurs visés par les articles 89 ou 90 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 précité;

8° les chômeurs complets indemnisés qui suivent une formation professionnelle organisée ou agréée par le FOREm, par l'Institut de Formation permanente pour les Classes moyennes et les Petites et Moyennes Entreprises ou par l'A.W.I.P.H.;

9° les bénéficiaires du minimum de moyens d'existence prévu par la loi du 7 août 1974 instituant le droit à un minimum de moyens d'existence et les travailleurs occupés dans le cadre des articles 60, § 7 et 61 de la loi organique du 8 juillet 1976 des Centres publics d'aide sociale;

10° les bénéficiaires de l'aide sociale n'ayant pas droit au minimum de moyens d'existence en raison de leur nationalité et inscrits dans le registre de la population ou dans le registre des étrangers;

11° les travailleurs occupés dans le troisième circuit de travail;

12° les travailleurs occupés dans le cadre de l'arrêté royal n° 258 du 31 décembre 1983 relatif à l'engagement de chômeurs affectés à certains projets d'assistance aux petites et moyennes entreprises;

13° les travailleurs occupés comme agent contractuel subventionné;

14° les travailleurs occupés dans le cadre du Fonds budgétaire interdépartemental de promotion de l'emploi dans le secteur non marchand;

15° les travailleurs occupés dans le cadre du décret du 19 mai 1994 relatif à l'engagement de chômeurs affectés à certains projets au bénéfice des petites et moyennes entreprises;

16° les travailleurs occupés conformément au décret du 18 juillet 1997 créant un programme de transition professionnelle;

17° les travailleurs occupés dans le cadre du présent décret.

La situation des personnes visées à l'alinéa 1^{er} est appréciée la veille du jour où commence l'exécution du contrat.

Le Gouvernement peut étendre ou restreindre les catégories de bénéficiaires et les périodes assimilées à des périodes de chômage. »

Art. 2. Sont abrogés :

1. L'article 2*bis* du même décret modifié par le Décret du 19 mai 1994;

2. L'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} septembre 1994 portant exécution de l'article 2*bis* du décret du 31 mai 1990 créant un programme de promotion de l'emploi spécialement destiné aux chômeurs de longue durée dans le secteur non marchand.

Art. 3. L'article 4 du même décret est complété par l'alinéa suivant :

« L'intervention financière visée à l'alinéa 1^{er} peut varier en fonction de la durée de chômage des chômeurs remis au travail. Le Gouvernement détermine le montant de cette intervention ainsi que la durée de chômage y donnant droit. Sa décision motivée doit prendre exclusivement en considération la difficulté de placement des chômeurs concernés. »

Art. 4. L'article 3 du même décret est complété par l'alinéa suivant :

« Les centres publics d'aide sociale peuvent occuper des chômeurs complets indemnisés bénéficiant d'allocations de chômage ou d'attente et les personnes assimilées visés à l'article 2 lorsqu'il sont mis à la disposition des parents visés à l'article 7 »

Art. 5. Dans l'article 6 du même décret, les §§ 1^{er} et 2, sont remplacés respectivement par les dispositions suivantes :

« § 1^{er}. On entend par rémunération :

1° la rémunération au moins égale à celle octroyée à un agent des services du Gouvernement pour la même fonction ou une fonction analogue à condition d'être en possession du diplôme, certificat ou brevet requis pour exercer cette fonction ainsi que les allocations et les augmentations barémiques qui y sont liées, à l'exclusion des indemnités de rupture du contrat de travail;

2° les pécules de vacances accordés par ou en exécution des lois relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés, coordonnées le 28 juin 1971, ou par des conventions collectives de travail conclues au sein du Conseil national du travail et rendues obligatoires par arrêté royal ou par d'autres conventions collectives de travail rendues obligatoires par arrêté royal, à concurrence des avantages prévus par les conventions collectives de travail conclues au sein du Conseil national du travail;

3° l'intervention dans les frais de transport en commun prévue par ou en vertu de la loi du 27 juillet 1962 établissant une intervention des employeurs dans la perte subie par la Société nationale des Chemins de fer belges par l'émission d'abonnements ouvriers et employés.

§ 2. On entend par cotisations sociales :

1° les cotisations des employeurs pour l'ensemble des régimes de sécurité sociale visés à l'article 5 de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs salariés et, s'il y a lieu, les cotisations des employeurs dues en vertu de l'arrêté-loi du 10 janvier 1945 concernant la sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés ou de l'arrêté-loi du 7 février 1945 concernant la sécurité sociale des marins de la marine marchande;

2° les primes et cotisations d'assurance contre les accidents du travail visés par la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail;

3° les cotisations de solidarité au Fonds des maladies professionnelles visées par les lois relatives à la réparation des dommages résultant des maladies professionnelles, coordonnées le 3 juin 1970;

4° les cotisations spéciales de sécurité sociale visées par la loi du 30 mars 1994 portant des dispositions sociales. »

Art. 6. Dans l'article 7 du même décret, les mots « ou qui sont occupés par des » sont remplacés par les mots « ou de ».

Art. 7. L'article 11 du même décret est abrogé.

Art. 8. L'article 12 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 12. Le FOREm paie la rémunération des travailleurs occupés dans le programme « P.R.I.M.E. » à l'exclusion des compléments de rémunération éventuellement accordés par l'employeur. L'employeur adresse au FOREm les états de prestations, dont le FOREm détermine le modèle, au plus tard le 25^e jour du mois pour lequel la rémunération est due. L'employeur adresse au FOREm les états rectificatifs de prestations dans les quinze jours à dater de la fin du mois pour lequel la rémunération est due. A défaut, l'employeur est seul débiteur des rémunérations et des cotisations de sécurité sociale y afférentes.

Chaque trimestre, le FOREm réclame à l'employeur, pour le trimestre précédent, la quote-part prévue aux articles 6 et 17 ou en vertu de l'article 7 du décret.

L'employeur rembourse au FOREm les montants dont il est redevable au cours du mois qui suit la date d'envoi de la demande de remboursement ».

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 1^{er} avril 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E, du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Equipement et des Transports,
M. LEBRUN

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
B. ANSELME

Le Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,
G. LUTGEN

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,
W. TAMINIAUX

Le Ministre de la Recherche, du Développement technologique,
du Sport et des Relations internationales,
W. ANCIEN

—————
Note

(1) *Session 1998-1999*
Documents du Conseil 491 (1998-1999) N°s 1 et 2
Compte rendu intégral, séance publique du.....
Discussion - Vote.

—————
ÜBERSETZUNG

D. 99 — 1187

[C - 99/27314]

1. APRIL 1999. — Dekret zur Abänderung des Dekrets vom 31. Mai 1990 zur Schaffung eines speziell für Langzeitarbeitslose bestimmten Programms zur Förderung des Arbeitsmarktes im nicht-kommerziellen Sektor (1)

Der Wallonische Regionalrat hat das Folgende angenommen und wir, Regierung, sanktionieren es:

Artikel 1 - Artikel 2 des Dekrets vom 31. Mai 1990 zur Schaffung eines speziell für Langzeitarbeitslose bestimmten Programms zur Förderung des Arbeitsmarktes im nicht-kommerziellen Sektor, abgeändert durch das Dekret vom 19. Mai 1994, wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 2 - § 1 - Die durch das vorliegende Dekret betroffenen Stellen dürfen nur durch Vollarbeitslose, die Arbeitslosenunterstützung oder Wartezulagen für alle Tage der Woche beziehen, oder durch die nachstehend angeführten gleichgestellten Personen besetzt werden:

1° die in den Artikeln 30, Absatz 3, 7° und 42, § 2, 9° des Königlichen Erlasses vom 25. November 1991 zur Regelung der Arbeitslosigkeit angeführten Arbeitslosen;

2° die in Artikel 29 des vorgenannten Königlichen Erlasses vom 25. November 1991 angeführten Teilzeitarbeitslosen;

3° die Arbeitslosen, die vorläufig Arbeitslosenunterstützung beziehen;

4° die in einem Unternehmen für angepasste Arbeit beschäftigten Arbeitslosen und die Arbeitslosen, die auf der Grundlage von Artikel 78 des vorgenannten Königlichen Erlasses vom 25. November 1991 in diesen Unternehmen beschäftigt werden;

5° die Personen, die auf der Grundlage des Gesetzes vom 27. Februar 1987 über die Behindertenbeihilfen ein Anrecht auf eine Einkommensersatz- oder Eingliederungsbeihilfe haben;

6° die Arbeitslosen, deren Recht auf Arbeitslosenunterstützung in Anwendung der Artikel 80 bis 88 des Königlichen Erlasses vom 25. November 1991 zur Regelung der Arbeitslosigkeit eingestellt wurde;

7° die in den Artikeln 89 oder 90 des vorgenannten Königlichen Erlasses vom 25. November 1991 angeführten Arbeitslosen;

8° die entschädigten Vollarbeitslosen, die an einem Berufsbildungsprogramm teilnehmen, das durch das FOREm, das «Institut de Formation et de formation continue pour les Classes moyennes et les P.M.E., IFPME» (Institut für ständige Weiterbildung im Mittelstand und in kleinen und mittleren Unternehmen) oder durch die «Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées, A.W.I.P.H.» (wallonische Agentur für die Eingliederung der behinderten Personen) durchgeführt oder anerkannt wird;

9° die Personen, die das durch das Gesetz vom 7. August 1974 zur Einführung des Rechts auf ein Existenzminimum festgelegte Existenzminimum beziehen und die Arbeitnehmer, die im Rahmen der Artikel 60, § 7 und 61 des Grundlagengesetzes vom 8. Juli 1976 über öffentliche Sozialhilfezentren beschäftigt werden;

10° die Personen, die Sozialhilfe beziehen, die aufgrund ihrer Staatsangehörigkeit kein Anrecht auf das Existenzminimum haben und in das Bevölkerungsregister oder das Fremdenregister eingetragen sind;

11° die im Rahmen des dritten Arbeitswegs beschäftigten Arbeitnehmer;

12° die im Rahmen des Königlichen Erlasses Nr. 258 vom 31. Dezember 1983 bezüglich der Einstellung von Arbeitslosen, die in gewisse Projekte zugunsten von Klein- und Mittelbetrieben eingesetzt werden, beschäftigten Arbeitnehmer;

13° die als bezuschußter Vertragsbediensteter beschäftigten Arbeitnehmer;

14° die im Rahmen des zwischendepartmentalen Haushaltsfonds zur Förderung der Beschäftigung im nichtkommerziellen Sektor beschäftigten Arbeitnehmer;

15° die im Rahmen des Dekrets vom 19. Mai 1994 bezüglich der Einstellung von Arbeitslosen, die in gewisse Projekte zugunsten von Klein- und Mittelbetrieben eingesetzt werden, beschäftigten Arbeitnehmer;

16° die auf der Grundlage des Dekrets vom 18. Juli 1997 zur Schaffung eines beruflichen Übergangsprogramms beschäftigten Arbeitnehmer;

17° die im Rahmen des vorliegenden Dekrets beschäftigten Arbeitnehmer.

Die Lage der in Absatz 1 angeführten Personen wird am Vortag der Ausführung des Vertrags bewertet.

Die Regierung ist berechtigt, die Kategorien von Bezugsberechtigten und die der Arbeitslosigkeit gleichgestellten Zeitspannen auszudehnen oder einzuschränken.»

Art. 2 - Werden aufgehoben:

1. Artikel 2*bis* desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 19. Mai 1994;

2. der Erlaß der Wallonischen Regierung vom 1. September 1994 zur Ausführung von Artikel 2*bis* des Dekrets vom 31. Mai 1990 zur Schaffung eines speziell für Langzeitarbeitslose bestimmten Programms zur Förderung des Arbeitsmarktes im nicht-kommerziellen Sektor.

Art. 3 - Artikel 4 desselben Dekrets wird durch folgenden Absatz ergänzt:

«Die in Absatz 1 angeführte finanzielle Beteiligung kann je nach der Dauer der Arbeitslosigkeit der wiederbeschäftigten Arbeitslosen schwanken. Die Regierung legt den Betrag dieser Beteiligung fest, sowie die Dauer der Arbeitslosigkeit, ab der das Anrecht auf diese Beteiligung gewährt wird. Bei der Begründung ihres Beschlusses hat die Regierung ausschließlich die Vermittlungsschwierigkeiten der betroffenen Arbeitslosen zu berücksichtigen.»

Art. 4 - Artikel 3 desselben Dekrets wird durch folgenden Absatz ergänzt:

«Die öffentlichen Sozialhilfezentren sind berechtigt, die entschädigten Vollarbeitslosen, die Arbeitslosenunterstützung oder Wartezulagen beziehen, und die ihnen gleichgestellten Personen, angeführt in Artikel 2, zu beschäftigen, wenn sie den in Artikel 7 angeführten Eltern zur Verfügung gestellt werden.»

Art. 5 - In Artikel 6 desselben Dekrets werden die Paragraphen 1 und 2 jeweils durch folgende Bestimmungen ersetzt:

«§ 1. Als Entlohnung gilt:

1° die Entlohnung, die wenigstens der entspricht, die einem Bediensteten der Dienststellen der Regierung für die gleiche Funktion oder für eine vergleichbare Funktion gewährt wird, unter der Bedingung, das Diplom, die Bescheinigung oder das Befähigungszeugnis zu besitzen, das zur Ausübung dieser Tätigkeit verlangt wird, sowie die damit verbundenen Zulagen und die in den Gehaltstabellen vorgesehenen Erhöhungen, mit Ausnahme der bei Vertragsbruch gezahlten Entschädigungen;

2° das Urlaubsgeld, das gewährt wird aufgrund oder in Ausführung der am 28. Juni 1971 koordinierten Gesetze über den Jahresurlaub der Arbeitnehmer oder aufgrund kollektiver Arbeitsabkommen, die im Nationalen Arbeitsrat geschlossen und durch Königlichen Erlaß verbindlich gemacht worden sind, oder aufgrund anderer kollektiver Arbeitsabkommen, die durch Königlichen Erlaß verbindlich gemacht worden sind, und zwar bis zu dem Betrag der Leistungen, die in den im Nationalen Arbeitsrat geschlossenen kollektiven Arbeitsabkommen vorgesehen sind.

3° die Beteiligung an den Transportkosten für öffentliche Verkehrsmittel, die aufgrund oder in Ausführung des Gesetzes vom 27. Juli 1962 zur Festlegung einer Beteiligung der Arbeitgeber an dem durch die Ausstellung von Zeitkarten für Arbeiter und Angestellte von der Belgischen Nationalen Eisenbahngesellschaft erlittenen Verlust, vorgesehen ist;

§ 2. Als Sozialbeiträge gelten:

1° die Beiträge der Arbeitgeber für alle Systeme der sozialen Sicherheit, die in Artikel 5 des Gesetzes vom 27. Juni 1969 zur Revision des Gesetzeserlasses vom 28. Dezember 1944 bezüglich der sozialen Sicherheit der Arbeitnehmer erwähnt sind, und gegebenenfalls die Beiträge der Arbeitgeber, die aufgrund des Gesetzeserlasses vom 10. Januar 1945 über die soziale Sicherheit der Bergbauarbeiter und der ihnen gleichgestellten Arbeiter oder des Gesetzeserlasses vom 7. Februar 1945 über die soziale Sicherheit der Seeleute der Handelsmarine zu entrichten sind;

2° die Prämien und Beiträge für die Versicherung gegen Arbeitsunfälle, die in dem Gesetz vom 10. April 1971 über die Arbeitsunfälle erwähnt sind;

3° die Solidaritätsbeiträge zugunsten des Fonds für Berufskrankheiten, die in den am 3. Juni 1970 koordinierten Gesetzen über die Entschädigung der durch Berufskrankheiten bedingten Schäden erwähnt sind;

4° die durch das Gesetz vom 30. März 1994 über soziale Bestimmungen eingeführten Sonderbeiträge.»

Art. 6 - In Artikel 7 desselben Dekrets werden die Wörter «oder die von Eltern beschäftigt werden» durch «oder von Eltern» ersetzt.

Art. 7 - Artikel 11 desselben Dekrets wird aufgehoben.

Art. 8 - Artikel 12 desselben Dekrets wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 12 - Das Forem zahlt die Entlohnung der im Rahmen des PRIME-Programms beschäftigten Arbeitnehmer, mit Ausnahme der ggf. durch den Arbeitgeber gewährten Lohnergänzungen. Der Arbeitgeber übermittelt dem Forem seine Leistungsaufstellung gemäß dem durch das Forem festgelegten Muster spätestens am 25. Tag des Monats, für den die Entlohnung zu gewähren ist. Der Arbeitgeber übermittelt dem Forem innerhalb von fünfzehn Tagen ab dem Ende des Monats, für den die Entlohnung zu gewähren ist, die berichtigte Leistungsaufstellung. Übermittelt er keinerlei Leistungsaufstellung, ist der Arbeitgeber der alleinige Schuldner der Entlohnungen und der damit verbundenen Sozialbeiträge.

Jedes Quartal fordert das Forem den Arbeitgeber auf, den in den Artikeln 6 und 17 oder den aufgrund von Artikel 7 des Dekrets vorgesehenen Beitrag für das vorangehende Quartal zu leisten.

Der Arbeitgeber zahlt dem Forem die geschuldeten Beträge im Laufe des Monats nach dem Tag der Zusendung der Rückzahlungsaufforderung zurück.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, daß es im Belgischen Staatsblatt veröffentlicht wird.

Namur, den 1 April 1999

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,
R. COLLIGNON

Der Minister der Raumordnung, der Ausrüstung und des Transportwesens,
M. LEBRUN

Der Minister der Inneren Angelegenheiten und des Öffentlichen Dienstes,
B. ANSELME

Der Minister des Haushalts und der Finanzen, der Beschäftigung und der Ausbildung,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,
G. LUTGEN

Der Minister der Sozialen Maßnahmen, des Wohnungswesens und des Gesundheitswesens,
W. TAMINIAUX

Der Minister der Forschung, der Technologischen Entwicklung,
des Sportwesens und der Internationalen Beziehungen,
W. ANCIEN

—
Note

(1) *Sitzungsperiode 1998-1999*
Dokumente des Rats 491 (1998-1999) Nr. 1 und 2
Ausführlicher Bericht, öffentliche Sitzung vom....
Diskussion - Abstimmung

VERTALING

N. 99 — 1187

[C - 99/27314]

1 APRIL 1999. — Decreet tot wijziging van het decreet van 31 mei 1990 houdende instelling van een programma tot bevordering van de werkgelegenheid dat speciaal bestemd is voor langdurige werklozen in de niet-commerciële sector (1)

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Artikel 2 van het decreet van 31 mei 1990 houdende instelling van een programma tot bevordering van de werkgelegenheid dat speciaal bestemd is voor langdurige werklozen in de niet-commerciële sector, gewijzigd bij het decreet van 19 mei 1994, wordt vervangen als volgt :

« Art. 2. § 1. De in dit decreet bedoelde betrekkingen zijn voorbehouden aan volledig uitkeringsgerechtigde werklozen die voor elke weekdag werkloosheids- of wachttijduitkeringen genieten, en aan de met hen gelijkgestelde personen, met name :

1° de werklozen bedoeld in artikel 30, derde lid, 7°, en in artikel 42, § 2, 9°, van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering;

2° de deeltijdse werklozen bedoeld in artikel 29 van bovenvermeld koninklijk besluit van 25 november 1991;

3° de werklozen die voorlopig werkloosheidsuitkeringen ontvangen;

4° de werknemers die in een onderneming voor aangepast werk tewerkgesteld zijn en de werknemers die in dezelfde onderneming tewerkgesteld zijn overeenkomstig artikel 78 van bovenvermeld koninklijk besluit van 25 november 1991;

5° de rechthebbenden op een inkomensvervangende of integratietegemoetkoming overeenkomstig de wet van 27 februari 1987 betreffende de tegemoetkomingen aan gehandicapten;

6° de werklozen van wie het recht op werkloosheidsuitkeringen geschorst is overeenkomstig de artikelen 80 tot 88 van bovenvermeld koninklijk besluit van 25 november 1991;

7° de werklozen bedoeld in de artikelen 89 of 90 van bovenvermeld koninklijk besluit van 25 november 1991;

8° de volledig uitkeringsgerechtigde werklozen die een door de « FOREm » (Gemeenschaps- en Gewestdienst voor Beroepsopleiding en Arbeidsbemiddeling), het « Institut de Formation permanente pour les Classes moyennes et les Petites et Moyennes Entreprises » (Instituut voor Permanente Vorming voor de Middenstand en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen) of het « A.W.I.P.H. » (Waals Agentschap voor de Integratie van Gehandicapte Personen) georganiseerde of erkende beroepsopleiding volgen;

9° de rechthebbenden op het bestaansminimum bedoeld in de wet van 7 augustus 1974 tot instelling van het recht op een bestaansminimum, alsook de werknemers tewerkgesteld in het kader van de artikelen 60, § 7, en 61 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn;

10° de rechthebbenden op sociale hulp die wegens hun nationaliteit geen recht hebben op het bestaansminimum en ingeschreven zijn in het bevolkingsregister of in het vreemdelingenregister;

11° de werknemers tewerkgesteld in het derde arbeidscircuit;

12° de werknemers tewerkgesteld in het kader van het koninklijk besluit nr. 258 van 31 december 1983 betreffende de indienstneming van werklozen voor bepaalde bijstandsprojecten ten behoeve van kleine en middelgrote ondernemingen;

13° de werknemers tewerkgesteld als gesubsidieerde contractuelen;

14° de werknemers tewerkgesteld in het kader van het Interdepartementaal Begrotingsfonds ter bevordering van de werkgelegenheid in de niet-commerciële sector;

15° de werknemers tewerkgesteld in het kader van het decreet van 19 mei 1994 betreffende de indienstneming van werklozen voor bepaalde projecten ten bate van kleine en middelgrote ondernemingen;

16° de werknemers tewerkgesteld overeenkomstig het decreet van 18 juli 1997 houdende creatie van een doorstromingsprogramma;

17° de werknemers tewerkgesteld in het kader van dit decreet.

De toestand van de in het eerste lid bedoelde personen wordt geëvalueerd op de dag voorafgaande aan die waarop het contract begint te lopen.

De Regering kan de categorieën van rechthebbenden en de met werkloosheidsperioden gelijkgestelde perioden uitbreiden of beperken. »

Art. 2. Opgeheven worden :

1. artikel *2bis* van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 19 mei 1994;

2. het besluit van de Waalse Regering van 1 september 1994 tot uitvoering van artikel *2bis* van het decreet van 31 mei 1990 houdende instelling van een programma tot bevordering van de werkgelegenheid dat speciaal bestemd is voor langdurige werklozen in de niet-commerciële sector.

Art. 3. Artikel 4 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met het volgende lid :

« De in het eerste lid bedoelde financiële tegemoetkoming kan verschillen naar gelang van de werkloosheidsduur van de tewerkgestelde werklozen. De Regering bepaalt het bedrag van die tegemoetkoming, alsook de werkloosheidsduur die er recht op geeft. Haar met redenen omklede beslissing moet uitsluitend rekening houden met de moeilijkheid om de betrokken werklozen te plaatsen. »

Art. 4. Artikel 3 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met het volgende lid :

« De openbare centra voor maatschappelijk welzijn mogen volledig uitkeringsgerechtigde werklozen in dienst nemen die werkloosheids- of wachttijduitkeringen genieten, alsook de met hen gelijkgestelde personen bedoeld in artikel 2 als ze ter beschikking worden gesteld van de in artikel 7 bedoelde ouders. »

Art. 5. In artikel 6 van hetzelfde decreet worden de §§ 1 en 2 respectievelijk vervangen als volgt :

« § 1. Onder bezoldiging wordt verstaan :

1° de bezoldiging die ten minste gelijk is aan die van een ambtenaar van de Regeringsdiensten voor hetzelfde of een gelijkwaardig ambt op voorwaarde dat hij in het bezit is van het vereiste diploma, getuigschrift of attest, alsook de daaraan gekoppelde toelagen en loonsverhogingen, met uitzondering van de vergoedingen wegens verbreking van de arbeidsovereenkomst;

2° het vakantiegeld toegekend krachtens of ter uitvoering van de wetten betreffende de jaarlijkse vakantie van de werknemers, gecoördineerd op 28 juni 1971, of bij collectieve arbeidsovereenkomsten die in de Nationale Arbeidsraad gesloten zijn en bij koninklijk besluit verbindend zijn gemaakt, of bij andere collectieve arbeidsovereenkomsten die bij koninklijk besluit verbindend zijn gemaakt, ten belope van de voordelen bedoeld in de collectieve arbeidsovereenkomsten die in de Nationale Arbeidsraad gesloten zijn;

3° de tegemoetkoming in de kosten van openbaar vervoer, bepaald bij of krachtens de wet van 27 juli 1962 tot vaststelling van een werkgeversbijdrage in het verlies geleden door de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen ingevolge de uitgifte van abonnementen voor werklieden en bedienden.

§ 2. Onder sociale bijdragen wordt verstaan :

1° de werkgeversbijdragen voor het geheel van de regelingen van sociale zekerheid bedoeld in artikel 5 van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der werknemers en, in voorkomend geval, de werkgeversbijdragen verschuldigd krachtens de besluitwet van 10 januari 1945 betreffende de maatschappelijke zekerheid van de mijnwerkers en ermee gelijkgestelden of krachtens de besluitwet van 7 februari 1945 betreffende de maatschappelijke veiligheid van de zeelieden ter koopvaardij;

2° de verzekeringspremies en -bijdragen tegen de arbeidsongevallen bedoeld in de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971;

3° de solidariteitsbijdragen in het Fonds voor beroepsziekten bedoeld in de wetten betreffende de schadeloosstelling voor beroepsziekten, gecoördineerd op 3 juni 1970;

4° de bijzondere bijdragen aan de sociale zekerheid bedoeld in de wet van 30 maart 1994 houdende sociale bepalingen. »

Art. 6. In artikel 7 van hetzelfde decreet worden de woorden « of tewerkgesteld door » vervangen door de woorden « of van ».

Art. 7. Artikel 11 van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

Art. 8. Artikel 12 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« Art. 12. De « FOREm » betaalt de bezoldiging van de werknemers die tewerkgesteld zijn in het kader van het « P.R.I.M.E. »-programma, met uitzondering van bijkomende bezoldigingen die eventueel worden toegekend door de werkgever. De werkgever bezorgt de « FOREm », uiterlijk de 25e dag van de maand waarvoor de bezoldiging verschuldigd is, een staat van de dienstverstrekingen, waarvan het model door de « FOREm » wordt bepaald. De werkgever bezorgt de « Forem » binnen vijftien dagen na afloop van de maand waarvoor de bezoldiging verschuldigd is, een rectificerende staat van de dienstverstrekingen. Bij gebrek hieraan is de werkgever de enige schuldenaar van de bezoldigingen en de desbetreffende sociale zekerheidsbijdragen.

De « FOREm » eist elk kwartaal van de werkgever dat hij de in de artikelen 6 en 17 bedoelde of krachtens artikel 7 van het decreet opgelegde bijdrage voor het vorige kwartaal betaalt.

De werkgever betaalt de verschuldigde bedragen terug aan de « FOREm » in de loop van de maand die volgt op de datum waarop de aanvraag om terugbetaling is verzonden. »

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 1 april 1999.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Uitrustingen en Vervoer,
M. LEBRUN

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
B. ANSELME

De Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LUTGEN

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,
W. TAMINIAUX

De Minister van Onderzoek, Technologische Ontwikkeling, Sport en Internationale Betrekkingen,
W. ANCIEN

Nota

(1) *Zitting 1998-1999*
Stukken van de Raad 491 (1998-1999), nrs. 1 en 2
Volledig verslag, openbare vergadering van...
 Bespreking - Stemming.



F. 99 — 1188

[C - 99/27313]

**1^{er} AVRIL 1999. — Décret modifiant le décret du 11 juillet 1996
 relatif au Fonds budgétaire interdépartemental de promotion de l'emploi dans le secteur non marchand (1)**

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. L'article 6 du décret du 11 juillet 1996 relatif au Fonds budgétaire interdépartemental de promotion de l'emploi dans le secteur non marchand est remplacé par le texte suivant :

« Art. 6. Les emplois visés par le présent décret ne peuvent être occupés que par les chômeurs complets indemnisés bénéficiant d'allocations de chômage ou d'attente pour tous les jours de la semaine ou les personnes assimilées suivantes :

1° les chômeurs visés par l'article 30, alinéa 3, 7°, et l'article 42, § 2, 9°, de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage;

2° les chômeurs à temps partiel visés à l'article 29 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 précité;

3° les chômeurs percevant des indemnités de chômage à titre provisoire;

4° les travailleurs occupés en entreprise de travail adapté et les travailleurs occupés dans ces mêmes entreprises conformément à l'article 78 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 précité;

5° les bénéficiaires d'une allocation de remplacement de revenu ou d'intégration en vertu de la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux handicapés;

6° les chômeurs dont le droit au bénéfice des allocations de chômage est suspendu en application des articles 80 à 88 de l'arrêté du 25 novembre 1991 précité;

7° les chômeurs visés par les articles 89 ou 90 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 précité;

8° les chômeurs complets indemnisés qui suivent une formation professionnelle organisée ou agréée par le FOREm, par l'Institut de Formation permanente pour les Classes moyennes et les Petites et Moyennes Entreprises ou par l'A.W.I.P.H.;

9° les bénéficiaires du minimum de moyens d'existence prévu par la loi du 7 août 1974 instituant le droit à un minimum de moyens d'existence et les travailleurs occupés dans le cadre des articles 60, § 7 et 61 de la loi organique du 8 juillet 1976 des Centres publics d'aide sociale;

10° les bénéficiaires de l'aide sociale n'ayant pas droit au minimum de moyens d'existence en raison de leur nationalité et inscrits dans le registre de la population ou dans le registre des étrangers;

11° les travailleurs occupés dans le troisième circuit de travail;

12° les travailleurs occupés comme agent contractuel subventionné;

13° les travailleurs occupés dans le cadre de l'arrêté royal n° 258 du 31 décembre 1983 relatif à l'engagement de chômeurs affectés à certains projets de d'assistance aux petites et moyennes entreprises;

14° les travailleurs occupés dans le cadre du décret du 31 mai 1990 créant un programme de promotion de l'emploi spécialement destiné aux chômeurs de longue durée dans le secteur non marchand;

15° les travailleurs occupés dans le cadre du décret du 19 mai 1994 relatif à l'engagement de chômeurs affectés à certains projets au bénéfice des petites et moyennes entreprises;

16° les travailleurs occupés conformément au décret du 18 juillet 1997 créant un programme de transition professionnelle;

17° les travailleurs occupés dans le cadre du présent décret.

La situation des personnes visées à l'alinéa 1^{er} est appréciée la veille du jour où commence l'exécution du contrat.

Le Gouvernement peut étendre ou restreindre les catégories de bénéficiaires et les périodes assimilées à des périodes de chômage. »

Art. 2. L'article 8 du même décret est complété par l'alinéa suivant :

« L'intervention financière visée à l'alinéa 1^{er} peut varier en fonction de la durée de chômage des chômeurs remis au travail. Le Gouvernement détermine le montant de cette intervention ainsi que la durée de chômage y donnant droit. Sa décision motivée doit prendre exclusivement en considération la difficulté de placement des chômeurs concernés. »

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 1^{er} avril 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E, du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Équipement et des Transports,
M. LEBRUN

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
B. ANSELME

Le Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,
G. LUTGEN

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,
W. TAMINIAUX

Le Ministre de la Recherche, du Développement technologique,
du Sport et des Relations internationales,
W. ANCION

—————
Note

(1) *Session 1998-1999.*
Documents du Conseil 493 (1998-1999) N^{os} 1 et 2.
Compte rendu intégral, séance publique du...
Discussion - Vote.

—————
ÜBERSETZUNG

D. 99 — 1188

[C - 99/27313]

**1. APRIL 1999. — Dekret zur Abänderung des Dekrets vom 11. Juli 1996
über den zwischendepartmentalen Haushaltsfonds zur Förderung der Beschäftigung
im nichtkommerziellen Sektor (1)**

Der Wallonische Regionalrat hat das Folgende angenommen und wir, Regierung, sanktionieren es:

Artikel 1 - Artikel 6 des Dekrets vom 11. Juli 1996 über den zwischendepartmentalen Haushaltsfonds zur Förderung der Beschäftigung im nichtkommerziellen Sektor wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

«Art. 6. Die durch das vorliegende Dekret betroffenen Stellen dürfen nur durch Vollarbeitslose, die Arbeitslosenunterstützung oder Wartezulagen für alle Tage der Woche beziehen, oder durch die nachstehend angeführten gleichgestellten Personen besetzt werden:

1° die in den Artikeln 30, Absatz 3, 7° und 42, § 2, 9° des Königlichen Erlasses vom 25. November 1991 zur Regelung der Arbeitslosigkeit angeführten Arbeitslosen;

2° die in Artikel 29 des vorgenannten Königlichen Erlasses vom 25. November 1991 angeführten Teilzeitarbeitslosen;

3° die Arbeitslosen, die vorläufig Arbeitslosenunterstützung beziehen;

4° die in einem Unternehmen für angepasste Arbeit beschäftigten Arbeitslosen und die Arbeitslosen, die auf der Grundlage von Artikel 78 des vorgenannten Königlichen Erlasses vom 25. November 1991 in diesen Unternehmen beschäftigt werden;

5° die Personen, die auf der Grundlage des Gesetzes vom 27. Februar 1987 über die Behindertenbeihilfen ein Anrecht auf eine Einkommensersatz- oder Eingliederungsbeihilfe haben;

6° die Arbeitslosen, deren Recht auf Arbeitslosenunterstützung in Anwendung der Artikel 80 bis 88 des Königlichen Erlasses vom 25. November 1991 zur Regelung der Arbeitslosigkeit eingestellt wurde;

7° die in den Artikeln 89 oder 90 des vorgenannten Königlichen Erlasses vom 25. November 1991 angeführten Arbeitslosen;

8° die entschädigten Vollarbeitslosen, die an einem Berufsbildungsprogramm teilnehmen, das durch das FOREM, das «Institut de formation et de formation continue pour les Classes moyennes et les P.M.E., IFPME» (Institut für ständige Weiterbildung im Mittelstand und in kleinen und mittleren Unternehmen) oder durch die « Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées, A.W.I.P.H. » (wallonische Agentur für die Eingliederung der behinderten Personen) durchgeführt oder anerkannt wird;

9° die Personen, die das durch das Gesetz vom 7. August 1974 zur Einführung des Rechts auf ein Existenzminimum festgelegte Existenzminimum beziehen und die Arbeitnehmer, die im Rahmen der Artikel 60, § 7 und 61 des Grundlagengesetzes vom 8. Juli 1976 über öffentliche Sozialhilfzentren beschäftigt werden;

10° die Personen, die Sozialhilfe beziehen, die aufgrund ihrer Staatsangehörigkeit kein Anrecht auf das Existenzminimum haben und in das Bevölkerungsregister oder das Fremdenregister eingetragen sind;

11° die im Rahmen des dritten Arbeitswegs beschäftigten Arbeitnehmer;

12° die als bezuschufter Vertragsbediensteter beschäftigten Arbeitnehmer;

13° die im Rahmen des Königlichen Erlasses Nr. 258 vom 31. Dezember 1983 bezüglich der Einstellung von Arbeitslosen, die in gewisse Projekte zugunsten von Klein- und Mittelbetrieben eingesetzt werden, beschäftigten Arbeitnehmer;

14° die im Rahmen des Dekrets vom 31. Mai 1990 zur Schaffung eines speziell für Langzeitarbeitslose bestimmten Programms zur Förderung des Arbeitsmarktes im nicht-kommerziellen Sektor beschäftigten Arbeitnehmer;

15° die im Rahmen des Dekrets vom 19. Mai 1994 bezüglich der Einstellung von Arbeitslosen, die in gewisse Projekte zugunsten von Klein- und Mittelbetrieben eingesetzt werden, beschäftigten Arbeitnehmer;

16° die auf der Grundlage des Dekrets vom 18. Juli 1997 zur Schaffung eines beruflichen Übergangsprogramms beschäftigten Arbeitnehmer;

17° die im Rahmen des vorliegenden Dekrets beschäftigten Arbeitnehmer.

Die Lage der in Absatz 1 angeführten Personen wird am Vortag der Ausführung des Vertrags bewertet.

Die Regierung ist berechtigt, die Kategorien von Bezugsberechtigten und die der Arbeitslosigkeit gleichgestellten Zeitspannen auszudehnen oder einzuschränken.»

Art. 2 - Artikel 8 desselben Dekrets wird durch folgenden Absatz ergänzt:

«Die in Absatz 1 angeführte finanzielle Beteiligung kann je nach der Dauer der Arbeitslosigkeit der wiederbeschäftigten Arbeitslosen schwanken. Die Regierung legt den Betrag dieser Beteiligung fest, sowie die Dauer der Arbeitslosigkeit, ab der das Anrecht auf diese Beteiligung gewährt wird. Bei der Begründung ihres Beschlusses hat die Regierung ausschließlich die Vermittlungsschwierigkeiten der betroffenen Arbeitslosen zu berücksichtigen.»

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, daß es im Belgischen Staatsblatt veröffentlicht wird.

Namur, den 1. April 1999

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,
R. COLLIGNON

Der Minister der Raumordnung, der Ausrüstung und des Transportwesens,
M. LEBRUN

Der Minister der Inneren Angelegenheiten und des Öffentlichen Dienstes,
B. ANSELME

Der Minister des Haushalts und der Finanzen, der Beschäftigung und der Ausbildung,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,
G. LUTGEN

Der Minister der Sozialen Maßnahmen, des Wohnungswesens und des Gesundheitswesens,
W. TAMINIAUX

Der Minister der Forschung, der Technologischen Entwicklung,
des Sportwesens und der Internationalen Beziehungen,
W. ANCION

—
Note

(1) *Sitzungsperiode 1998-1999.*
Dokumente des Rats 493 (1998-1999) Nr. 1 und 2.
Ausführlicher Bericht, öffentliche Sitzung vom....
Diskussion - Abstimmung.

—
VERTALING

N. 99 — 1188

[C - 99/27313]

**1 APRIL 1999. — Decreet tot wijziging van het decreet van 11 juli 1996
betreffende het Interdepartementaal Begrotingsfonds ter bevordering van de werkgelegenheid
in de niet-commerciële sector (1)**

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Artikel 6 van het decreet van 11 juli 1996 betreffende het Interdepartementaal Begrotingsfonds ter bevordering van de werkgelegenheid in de niet-commerciële sector, wordt vervangen als volgt :

« Art. 6. De in dit decreet bedoelde betrekkingen zijn voorbehouden aan volledig uitkeringsgerechtigde werklozen die voor elke weekdag werkloosheids- of wachttijduitkeringen genieten, en aan de met hen gelijkgestelde personen, met name :

1° de werklozen bedoeld in artikel 30, derde lid, 7°, en in artikel 42, § 2, 9°, van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering;

2° de deeltijdse werklozen bedoeld in artikel 29 van bovenvermeld koninklijk besluit van 25 november 1991;

3° de werklozen die voorlopig werkloosheidsuitkeringen ontvangen;

4° de werknemers die in een onderneming voor aangepast werk tewerkgesteld zijn en de werknemers die in dezelfde onderneming tewerkgesteld zijn overeenkomstig artikel 78 van bovenvermeld koninklijk besluit van 25 november 1991;

5° de rechthebbenden op een inkomensvervangende of integratietegemoetkoming overeenkomstig de wet van 27 februari 1987 betreffende de tegemoetkomingen aan gehandicapten;

6° de werklozen van wie het recht op werkloosheidsuitkeringen geschorst is overeenkomstig de artikelen 80 tot 88 van bovenvermeld koninklijk besluit van 25 november 1991;

7° de werklozen bedoeld in de artikelen 89 of 90 van bovenvermeld koninklijk besluit van 25 november 1991;

8° de volledig uitkeringsgerechtigde werklozen die een door de « FOREM » (Gemeenschaps- en Gewestdienst voor Beroepsopleiding en Arbeidsbemiddeling), het « Institut de Formation permanente pour les Classes moyennes et les Petites et Moyennes Entreprises » (Instituut voor Permanente Vorming voor de Middenstand en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen) of het « A.W.I.P.H. » (Waals Agentschap voor de Integratie van Gehandicapte Personen) georganiseerde of erkende beroepsopleiding volgen;

9° de rechthebbenden op het bestaansminimum bedoeld in de wet van 7 augustus 1974 tot instelling van het recht op een bestaansminimum, alsook de werknemers tewerkgesteld in het kader van de artikelen 60, § 7, en 61 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn;

10° de rechthebbenden op sociale hulp die wegens hun nationaliteit geen recht hebben op het bestaansminimum en ingeschreven zijn in het bevolkingsregister of in het vreemdelingenregister;

11° de werknemers tewerkgesteld in het derde arbeidscircuit;

12° de werknemers tewerkgesteld als gesubsidieerde contractuelen;

13° de werknemers tewerkgesteld in het kader van het koninklijk besluit nr. 258 van 31 december 1983 betreffende de indienstneming van werklozen voor bepaalde bijstandsprojecten ten behoeve van kleine en middelgrote ondernemingen;

14° de werknemers tewerkgesteld in het kader van het decreet van 31 mei 1990 houdende instelling van een programma tot bevordering van de werkgelegenheid dat speciaal bestemd is voor langdurige werklozen in de niet-commerciële sector;

15° de werknemers tewerkgesteld in het kader van het decreet van 19 mei 1994 betreffende de indienstneming van werklozen voor bepaalde projecten ten bate van kleine en middelgrote ondernemingen;

16° de werknemers tewerkgesteld overeenkomstig het decreet van 18 juli 1997 houdende creatie van een doorstromingsprogramma;

17° de werknemers tewerkgesteld in het kader van dit decreet.

De toestand van de in het eerste lid bedoelde personen wordt geëvalueerd op de dag voorafgaande aan die waarop het contract begint te lopen.

De Regering kan de categorieën van rechthebbenden en de met werkloosheidsperioden gelijkgestelde perioden uitbreiden of beperken. »

Art. 2. Artikel 8 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met het volgende lid :

« De in het eerste lid bedoelde financiële tegemoetkoming kan verschillen naar gelang van de werkloosheidsduur van de tewerkgestelde werklozen. De Regering bepaalt het bedrag van die tegemoetkoming, alsook de werkloosheidsduur die er recht op geeft. Haar met redenen omklede beslissing moet uitsluitend rekening houden met de moeilijkheid om de betrokken werklozen te plaatsen. »

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 1 april 1999.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Uitrustingen en Vervoer,
M. LEBRUN

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
B. ANSELME

De Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LUTGEN

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,
W. TAMINIAUX

De Minister van Onderzoek, Technologische Ontwikkeling, Sport en Internationale Betrekkingen,
W. ANCION

—
Nota

(1) *Zitting 1998-1999.*

Stukken van de Raad 493 (1998-1999), nrs. 1 en 2.

Volledig verslag, openbare vergadering van....

Bespreking - Stemming.

F. 99 — 1189

[C - 99/27310]

4 MARS 1999. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 13 juin 1991 déterminant les critères de répartition des subventions accordées aux pouvoirs locaux occupant des agents contractuels

Le Gouvernement wallon,

Vu l'arrêté royal n° 474 du 28 octobre 1986 portant création d'un régime de contractuels subventionnés par l'Etat auprès de certains pouvoirs locaux, notamment les articles 4, § 2, et 5, § 2, alinéa 3;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 13 juin 1991 déterminant les critères de répartition des subventions accordées aux pouvoirs locaux occupant des agents contractuels, modifié par l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 3 décembre 1992, par les arrêtés du Gouvernement wallon des 14 janvier 1993, 3 février 1994, 6 octobre 1994, 8 décembre 1994, 30 mars 1995, 11 mai 1995, 31 octobre 1996, 27 janvier 1998, par le décret du 5 février 1998 et par l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 avril 1998;

Vu l'avis du Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne, donné le 19 janvier 1999;

Vu l'avis du Conseil économique et social de la Région wallonne, donné le 25 janvier 1999;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi donné le 9 février 1999;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 8 décembre 1998;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 9 décembre 1998;

Vu l'urgence motivée par le fait que le plan d'action belge 1998 pour l'emploi, établi dans le cadre des lignes directrices européennes pour l'emploi, prévoit l'harmonisation et la simplification des différentes mesures en faveur de l'emploi, que l'Etat fédéral et les Régions sont convenus lors de la conférence interministérielle de l'emploi du 13 mai 1998 de procéder à cette harmonisation et à cette simplification et qu'il s'indique dès lors que ces mesures soient prises sans tarder pour qu'elles figurent dans l'évaluation du plan d'action belge 1998 qui sera réalisée en avril 1999 pour être présentée à la Commission européenne en juin conformément à ce que le Sommet européen de Vienne a décidé en décembre 1998;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 23 février 1999, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Considérant que la concertation prévue à l'article 6, § 3bis, 1°, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles a eu lieu;

Sur la proposition du Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 2 de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 13 juin 1991 déterminant les critères de répartition des subventions accordées aux pouvoirs locaux occupant des agents contractuels, modifié par l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 3 décembre 1992, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 2. Le montant de la subvention annuelle dont bénéficie le pouvoir local est de deux cent cinq mille francs si, la veille de l'entrée en vigueur de la convention visée à l'article 13 ou, en cas d'engagement ultérieur à cette date, la veille de l'engagement, l'agent contractuel subventionné est un chômeur au sens défini à l'article 5. »

Art. 2. Dans l'article 3, 2°, du même arrêté, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 8 décembre 1994 et 27 janvier 1998, les mots « article 5, 1° à 10° » sont remplacés par les mots « article 5 ».

Art. 3. Dans l'article 4, alinéa 1^{er}, 2°, du même arrêté, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 8 décembre 1994 et 27 janvier 1998, les mots « article 5, 1° à 10° » sont remplacés par les mots « article 5 ».

Art. 4. L'article 5 du même arrêté, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 6 octobre 1994 et 27 janvier 1998, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 5. Peuvent occuper un emploi d'A.C.S. les chômeurs complets indemnisés bénéficiant d'allocations de chômage ou d'attente pour tous les jours de la semaine et les personnes assimilées suivantes :

1° les chômeurs visés par l'article 30, alinéa 3, 7°, et l'article 42, § 2, 9°, de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage;

2° les chômeurs à temps partiel visés à l'article 29 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 précité;

3° les chômeurs percevant des indemnités de chômage à titre provisoire;

4° les travailleurs occupés en entreprise de travail adapté et les travailleurs occupés dans ces mêmes entreprises conformément à l'article 78 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 précité;

5° les bénéficiaires d'une allocation de remplacement de revenu ou d'intégration en vertu de la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux handicapés;

6° les chômeurs dont le droit au bénéfice des allocations de chômage est suspendu en application des articles 80 à 88 de l'arrêté du 25 novembre 1991 précité;

7° les chômeurs visés par les articles 89 ou 90 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 précité;

8° les chômeurs complets indemnisés qui suivent une formation professionnelle organisée ou agréée par le FOREM, par l'Institut de Formation permanente des classes moyennes et des petites et moyennes entreprises ou par l'A.W.I.P.H.;

9° les bénéficiaires du minimum de moyens d'existence prévu par la loi du 7 août 1974 instituant le droit à un minimum de moyens d'existence et les travailleurs occupés dans le cadre des articles 60, § 7, et 61, de la loi organique du 8 juillet 1976 des centres publics d'aide sociale;

10° les bénéficiaires de l'aide sociale n'ayant pas droit au minimum de moyens d'existence en raison de leur nationalité et inscrits dans le registre de la population ou dans le registre des étrangers;

11° les travailleurs occupés dans le troisième circuit de travail;

12° les travailleurs occupés dans le cadre de l'arrêté royal n° 258 du 31 décembre 1983 relatif à l'engagement de chômeurs affectés à certains projets d'assistance aux petites et moyennes entreprises;

13° les travailleurs occupés comme agent contractuel subventionné;

14° les travailleurs occupés dans le cadre du Fonds budgétaire interdépartemental de promotion de l'emploi dans le secteur non marchand;

15° les travailleurs occupés dans le cadre du décret du 19 mai 1994 relatif à l'engagement de chômeurs affectés à certains projets au bénéfice des petites et moyennes entreprises;

16° les travailleurs occupés conformément au décret du 18 juillet 1997 créant un programme de transition professionnelle;

17° les travailleurs occupés dans le cadre du décret du 31 mai 1990 créant un programme de promotion de l'emploi spécialement destiné aux chômeurs de longue durée dans le secteur non marchand.

La situation des personnes visées à l'alinéa 1^{er} est appréciée la veille du jour où commence l'exécution du contrat. »

Art. 5. L'article 6 du même arrêté, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 6 octobre 1994 et 27 janvier 1998, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 6. Pour l'application des articles 3 et 4, sont assimilées à des périodes de chômage :

1° les périodes de non-paiement d'allocations de chômage ou d'attente de maximum quinze jours consécutifs, sauf s'il s'agit d'une sanction administrative ou d'une exclusion en vertu des articles 51 et 52 ou 153 à 156 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 précité;

2° les périodes qui ont donné lieu au paiement d'une indemnité en vertu des dispositions légales ou réglementaires concernant l'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité;

3° les périodes d'emprisonnement en Belgique;

4° les périodes de résidence en Allemagne d'un travailleur qui cohabite avec un Belge occupé dans le cadre du stationnement des Forces belges en Allemagne;

5° les périodes de chômage couvertes par un pécule de vacances;

6° les périodes pendant lesquelles le chômeur a suivi une formation professionnelle organisée ou agréée par le FOREM, l'Institut de formation permanente des Classes moyennes et des petites et moyennes entreprises ou par l'A.W.I.P.H.;

7° les périodes pendant lesquelles le chômeur n'a pas bénéficié d'allocations de chômage en application des articles 80 à 88 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 précité;

8° les périodes de non-paiement du minimum de moyens d'existence ou de l'aide sociale de maximum quinze jours consécutifs;

9° les périodes de travail salarié qui, cumulées, ne dépassent pas l'équivalent de trois mois d'occupation à temps plein;

10° les périodes de travail à temps partiel;

11° les périodes d'occupation dans le cadre du troisième circuit de travail;

12° les périodes d'occupation en tant qu'agent contractuel subventionné;

13° les périodes d'occupation dans le cadre de l'arrêté royal n° 258 du 31 décembre 1983 précité;

14° les périodes d'occupation dans le cadre du Fonds budgétaire interdépartemental de promotion de l'emploi dans le secteur non marchand;

15° les périodes d'occupation dans le cadre du décret du 31 mai 1990 précité;

16° les périodes d'occupation dans le cadre du décret du 19 mai 1994 précité;

17° les périodes d'occupation en tant que travailleur occupé conformément au décret du 18 juillet 1997 précité. »

Art. 6. Le Ministre de l'Emploi et de la Formation est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 4 mars 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

ÜBERSETZUNG

D. 99 — 1189

[C - 99/27310]

4. MÄRZ 1999 — Erlaß der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regional-exekutive vom 13. Juni 1991 zur Bestimmung der Kriterien für die Verteilung der Zuschüsse, die den lokalen Behörden, die Vertragspersonal beschäftigen, gewährt werden

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Königlichen Erlasses Nr. 474 vom 28. Oktober 1986 zur Errichtung eines Systems für staatlich bezuschußtes Vertragspersonal bei gewissen lokalen Behörden, insbesondere der Artikel 4, § 2 und 5, § 2, Absatz 3;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regional-exekutive vom 13. Juni 1991 zur Bestimmung der Kriterien für die Verteilung der Zuschüsse, die den lokalen Behörden, die Vertragspersonal beschäftigen, gewährt werden, abgeändert durch den Erlaß der Wallonischen Regional-exekutive vom 3. Dezember 1992, durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 14. Januar 1993, vom 3. Februar 1994, vom 6. Oktober 1994, vom 8. Dezember 1994, vom 30. März 1995, vom 11. Mai 1995, vom 31. Oktober 1996, vom 27. Januar 1998, durch das Dekret vom 5. Februar 1998 und durch den Erlaß der Wallonischen Regierung vom 2. April 1998;

Aufgrund des am 19. Januar 1999 abgegebenen Gutachtens des «Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne» (Hoher Rat der Städte, Gemeinden und Provinzen der wallonischen Region);

Aufgrund des am 25. Januar 1999 abgegebenen Gutachtens des «Conseil économique et social de la Région wallonne» (Sozial- und Wirtschaftsrat der Wallonischen Region);

Aufgrund des am 9. Februar 1999 abgegebenen Gutachtens des Verwaltungsausschusses des «Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi» (Gemeinschaftliches und Regionales Amt für Berufsbildung und Arbeitsbeschaffung);

Aufgrund des am 8. Dezember 1998 abgegebenen Gutachtens des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 9. Dezember 1998 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund der Dringlichkeit, die durch die Tatsache begründet ist, daß der im Rahmen der europäischen Beschäftigungsleitlinien aufgestellte belgische Aktionsplan 1998 für die Beschäftigung eine Angleichung und eine Vereinfachung der verschiedenen Maßnahmen zugunsten der Beschäftigung vorsieht; daß der Föderalstaat und die Regionen bei der interministeriellen Konferenz über die Beschäftigung vom 13. Mai 1998 beschlossen haben, diese Angleichung und diese Vereinfachung durchzuführen und daß es infolgedessen erforderlich ist, daß diese Maßnahmen unverzüglich getroffen werden, damit sie in der Bewertung des belgischen Aktionsplans 1998 erscheinen, welche im Monat April 1999 vorgenommen wird, um der Europäischen Kommission im Monat Juni gemäß der Entscheidung des Europäischen Gipfels von Wien vom Dezember 1998 vorgestellt zu werden;

Aufgrund des am 23. Februar 1999 abgegebenen Gutachtens des Staatsrats, in Anwendung von Artikel 84, Absatz 1, 2° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

In der Erwägung, daß die in Artikel 6, § 3bis, 1° des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen vorgesehene Konzertierung stattgefunden hat;

Auf Vorschlag des Ministers des Haushalts und der Finanzen, der Beschäftigung und der Ausbildung,

Beschließt:

Artikel 1 - Artikel 2 des Erlasses des Wallonischen Regionalexekutive vom 13. Juni 1991 zur Bestimmung der Kriterien für die Verteilung der Zuschüsse, die den lokalen Behörden, die Vertragspersonal beschäftigen, gewährt werden, abgeändert durch den Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 3. Dezember 1992, wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 2 - Der Betrag des jährlichen Zuschusses, der den lokalen Behörden gewährt wird, beläuft sich auf zweihundertfünftausend BEF, wenn das bezuschußte Vertragspersonalmitglied am Tage vor dem Inkrafttreten der in Artikel 13 erwähnten Vereinbarung oder, bei einer Einstellung nach diesem Datum, am Tag vor seiner Einstellung Arbeitsloser im Sinne von Artikel 5 ist.»

Art. 2 - In Artikel 3, 2° desselben Erlasses, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 8. Dezember 1994 und vom 27. Januar 1998, werden die Wörter «Artikel 5, Nr. 1 bis Nr. 10» durch die Wörter «Artikel 5» ersetzt.

Art. 3 - In Artikel 4, Absatz 1, 2° desselben Erlasses, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 8. Dezember 1994 und vom 27. Januar 1998, werden die Wörter «Artikel 5, Nr. 1 bis Nr. 10» durch die Wörter «Artikel 5» ersetzt.

Art. 4 - Artikel 5 desselben Erlasses, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 6. Oktober 1994 und vom 27. Januar 1998, wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

« Art. 5 - Die entschädigten Vollarbeitslosen, die Arbeitslosengeld oder eine Wartebeihilfe für alle Tage der Woche beziehen, sowie die folgenden gleichgestellten Personen können eine Stelle als A.C.S. besetzen:

1° die in Artikel 30, Absatz 3, 7° und in Artikel 42, § 2, 9° des Königlichen Erlasses vom 25. November 1991 erwähnten Arbeitslosen;

2° die in Artikel 29 des vorerwähnten Königlichen Erlasses vom 25. November 1991 erwähnten Teilzeitarbeitslosen;

3° die Arbeitslosen, die Arbeitslosengeld vorläufig beziehen;

4° die Arbeitnehmer, die in einem Unternehmen für angepaßte Arbeit beschäftigt sind und die Arbeitnehmer, die gemäß Artikel 78 des vorerwähnten Königlichen Erlasses vom 25. November 1991 in denselben Unternehmen beschäftigt sind;

5° die Empfänger einer Einkommensersatzbeihilfe oder einer Eingliederungsbeihilfe aufgrund des Gesetzes vom 27. Februar 1987 über die Behindertenbeihilfen;

6° die Arbeitslosen, deren Anrecht auf Arbeitslosengeld in Anwendung von Artikeln 80 bis 88 des vorerwähnten Königlichen Erlasses vom 25. November 1991 aufgehoben wurde;

7° die in Artikeln 89 oder 90 des vorerwähnten Königlichen Erlasses vom 25. November 1991 erwähnten Arbeitslosen;

8° die entschädigten Vollarbeitslosen, die eine Berufsausbildung ablegen, die durch das «FOREM», das Institut für ständige Ausbildung des Mittelstands und der Klein- und Mittelbetriebe oder durch die «A.W.I.P.H.» organisiert oder anerkannt ist;

9° die Empfänger des Existenzminimums, das durch das Gesetz vom 7. August 1974 zur Einführung des Rechts auf ein Existenzminimum vorgesehen ist, und die Arbeitnehmer, die im Rahmen der Artikel 60, § 7 und 61 des Grundlagengesetzes vom 8. Juli 1976 über die öffentlichen Sozialhilfezentren beschäftigt sind;

10° die Sozialhilfeempfänger, die kein Recht auf das Existenzminimum aufgrund ihrer Staatsangehörigkeit haben und die im Bevölkerungsregister oder im Fremdenregister eingetragen sind;

11° die im dritten Arbeitsweg beschäftigten Arbeitnehmer;

12° die Arbeitnehmer, die im Rahmen des Königlichen Erlasses Nr. 258 vom 31. Dezember 1983 über die Einstellung von Arbeitslosen, die in gewisse Beistandsprojekte zugunsten von Klein- und Mittelbetrieben eingesetzt werden, beschäftigt werden;

13° die als bezuschußtes Vertragspersonalmitglied beschäftigten Arbeitnehmer;

14° die Arbeitnehmer, die im Rahmen des zwischendepartementalen Haushaltsfonds zur Förderung der Beschäftigung im nichtkommerziellen Sektor beschäftigt werden;

15° die Arbeitnehmer, die im Rahmen des Dekrets vom 19. Mai 1994 bezüglich der Einstellung von Arbeitslosen, die in gewissen Projekten zugunsten von Klein- und Mittelbetrieben eingesetzt werden, beschäftigt werden;

16° die Arbeitnehmer, die gemäß dem Dekret vom 18. Juli 1997 zur Schaffung eines beruflichen Übergangsprogramms beschäftigt werden;

17° die Arbeitnehmer, die im Rahmen des Dekrets vom 31. Mai 1990 zur Schaffung eines speziell für Langzeitarbeitslose bestimmten Programms zur Förderung des Arbeitsmarktes im nichtkommerziellen Sektor beschäftigt werden.

Die Situation der in Absatz 1 erwähnten Personen wird am Tag vor der Vertragsdurchführung bewertet.»

Art. 5 - Artikel 6 desselben Erlasses, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 6. Oktober 1994 und vom 27. Januar 1998, wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 6 – Für die Anwendung der Artikel 3 und 4 werden folgende Perioden den Arbeitslosigkeitsperioden gleichgestellt:

1° die Perioden von höchstens fünfzehn aufeinanderfolgenden Tagen, in denen kein Arbeitslosengeld oder keine Wartebeihilfe gezahlt worden ist, außer wenn es sich um eine aufgrund der Artikel 51 und 52 oder 153 bis 156 des vorerwähnten Königlichen Erlasses vom 25. November 1991 ausgesprochene administrative Strafe bzw. einen Ausschluß handelt;

2° die Perioden, die aufgrund der Gesetzes- oder Verordnungsbestimmungen in bezug auf die Pflichtversicherung gegen Krankheit und Invalidität zur Zahlung einer Entschädigung geführt haben;

3° die Haftzeiten in Belgien;

4° die Perioden, in denen ein Arbeitnehmer, der mit einem im Rahmen der Stationierung der Belgischen Streitkräfte in Deutschland beschäftigten Belgier zusammenlebt, in Deutschland gewohnt hat;

5° die mit Urlaubsgeld gedeckten Arbeitslosigkeitsperioden;

6° die Perioden, im Laufe deren der Arbeitslose eine Berufsausbildung ablegt, die durch das «FOREM», das Institut für ständige Ausbildung des Mittelstands und der Klein- und Mittelbetriebe oder durch die «A.W.I.P.H.» organisiert oder anerkannt ist;

7° die Perioden, im Laufe deren der Arbeitslose kein Arbeitslosengeld in Anwendung der Artikel 80bis 88 des vorerwähnten Königlichen Erlasses vom 25. November 1991 bezogen hat;

8° die Perioden von höchstens fünfzehn aufeinanderfolgenden Tagen, im Laufe deren kein Existenzminimum oder keine Sozialbeihilfe gezahlt worden ist;

9° die Perioden, im Laufe deren die Arbeitssuchenden als Lohnempfänger tätig gewesen sind und die insgesamt nicht mehr als drei Monaten Vollzeitbeschäftigung entsprechen;

10° die Perioden von Teilzeitbeschäftigung;

11° die Perioden von Beschäftigung im dritten Arbeitsweg;

12° die Perioden von Beschäftigung als bezuschusstes Vertragspersonalmitglied;

13° die Perioden von Beschäftigung im Rahmen des vorerwähnten Königlichen Erlasses Nr. 258 vom 31. Dezember 1983;

14° die Perioden von Beschäftigung im Rahmen des zwischendepartementalen Haushaltsfonds zur Förderung der Beschäftigung im nichtkommerziellen Sektor;

15° die Perioden von Beschäftigung im Rahmen des vorerwähnten Dekrets vom 31. Mai 1990;

16° die Perioden von Beschäftigung im Rahmen des vorerwähnten Dekrets vom 19. Mai 1994;

17° die Perioden von Beschäftigung als gemäß dem vorerwähnten Dekret vom 18. Juli 1997 beschäftigter Arbeitnehmer.»

Art. 6 - Der Minister der Beschäftigung und der Ausbildung wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 4. März 1999

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,

beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,

R. COLLIGNON

Der Minister des Haushalts und der Finanzen, der Beschäftigung und der Ausbildung,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

VERTALING

N. 99 — 1189

[C - 99/27310]

4 MAART 1999. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 13 juni 1991 tot bepaling van de verdelingsmaatstaven van de toelagen die toegekend zijn aan de plaatselijke besturen waar contractuelen tewerk zijn gesteld

De Waalse Regering,

Gelet op het koninklijk besluit nr 474 van 28 oktober 1986 tot opzetting van een stelsel van door de Staat gesubsidieerde contractuelen bij sommige plaatselijke besturen, inzonderheid op de artikelen 4, § 2, en 5, § 2, derde lid;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 13 juni 1991 tot bepaling van de verdelingsmaatstaven van de toelagen die toegekend zijn aan de plaatselijke besturen waar contractuelen te werk zijn gesteld, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 3 december 1992, bij de besluiten van de Waalse Regering van 14 januari 1993, 3 februari 1994, 6 oktober 1994, 8 december 1994, 30 maart 1995, 11 mei 1995, 31 oktober 1996, 27 januari 1998, bij het decreet van 5 februari 1998 en bij het besluit van de Waalse Regering van 2 april 1998;

Gelet op het advies van de « Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne » (Hoge Raad van Steden, Gemeenten en Provincies van het Waalse Gewest), gegeven op 19 januari 1999;

Gelet op het advies van de « Conseil économique et social de la Région wallonne » (Sociaal-Economische Raad van het Waalse Gewest), gegeven op 25 januari 1999;

Gelet op het advies van het Beheerscomité van de « Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi » (Gemeenschaps- en Gewestdienst voor Beroepsopleiding en Arbeidsbemiddeling), gegeven op 9 februari 1999;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 8 december 1998;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 9 december 1998;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, gegrond op het feit dat het Belgische actieplan 1998 inzake werkgelegenheid, dat opgemaakt is in het kader van de Europese richtlijnen inzake werkgelegenheid, voorziet in de harmonisatie en vereenvoudiging van de verschillende maatregelen inzake werkgelegenheid, dat de federale Staat en de Gewesten tijdens de interministeriële werkgelegenheidsconferentie van 13 mei 1998 beslist hebben die harmonisatie en vereenvoudiging te verwezenlijken en dat derhalve zo spoedig mogelijk maatregelen getroffen moeten worden indien ze moeten worden opgenomen in de evaluatie van het Belgische actieplan 1998, die in april 1999 zal worden doorgevoerd en in juni zal worden voorgelegd aan de Europese Commissie, overeenkomstig hetgeen werd beslist op de Europese Top van Wenen in december 1998;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 23 februari 1999, overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Overwegende dat het overleg bedoeld in artikel 6, § 3bis, 1°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen heeft plaatsgevonden;

Op de voordracht van de Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 2 van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 13 juni 1991 tot bepaling van de verdelingsmaatstaven van de toelagen die toegekend zijn aan de plaatselijke besturen waar contractuelen tewerk zijn gesteld, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 3 december 1992, wordt vervangen als volgt :

« Art. 2. De jaarlijkse toelage die het plaatselijk bestuur geniet, bedraagt tweehonderdvijfduizend frank als de gesubsidieerde contractueel de dag vóór de inwerkingtreding van de in artikel 13 bedoelde overeenkomst of, bij indienstneming na die datum, de dag vóór zijn indienstneming werkloos is in de zin van artikel 5. »

Art. 2. In artikel 3, 2°, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 8 december 1994 en 27 januari 1998, worden de termen « artikel 5, 1° tot 10° » vervangen door de termen « artikel 5 ».

Art. 3. In artikel 4, eerste lid, 2°, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 8 december 1994 en 27 januari 1998, worden de termen « artikel 5, 1° tot 10° » vervangen door de termen « artikel 5 ».

Art. 4. Artikel 5 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 6 oktober 1994 en 27 januari 1998, wordt gewijzigd als volgt :

« Art. 5. Geco-banen zijn voorbehouden aan volledig uitkeringsgerechtigde werklozen die voor elke weekdag werkloosheids- of wachtuitkeringen genieten, en aan de met hen gelijkgestelde personen, met name :

1° de werklozen bedoeld in artikel 30, derde lid, 7°, en in artikel 42, § 2, 9°, van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering;

2° de deeltijdse werklozen bedoeld in artikel 29 van bovenvermeld koninklijk besluit van 25 november 1991;

3° de werklozen die voorlopig werkloosheidsuitkeringen ontvangen;

4° de werknemers die in een onderneming voor aangepast werk tewerkgesteld zijn en de werknemers die in dezelfde onderneming tewerkgesteld zijn overeenkomstig artikel 78 van bovenvermeld koninklijk besluit van 25 november 1991;

5° de rechthebbenden op een inkomensvervangende of integratietegemoetkoming overeenkomstig de wet van 27 februari 1987 betreffende de tegemoetkomingen aan gehandicapten;

6° de werklozen van wie het recht op werkloosheidsuitkeringen geschorst is overeenkomstig de artikelen 80 tot 88 van bovenvermeld koninklijk besluit van 25 november 1991;

7° de werklozen bedoeld in de artikelen 89 of 90 van bovenvermeld koninklijk besluit van 25 november 1991;

8° de volledig uitkeringsgerechtigde werklozen die een door de « FOREM » (Gemeenschaps- en Gewestdienst voor Beroepsopleiding en Arbeidsbemiddeling), het « Institut de Formation permanente pour les Classes moyennes et les Petites et Moyennes Entreprises » (Instituut voor Permanente Vorming voor de Middenstand en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen) of het « A.W.I.P.H. » (Waal Agentschap voor de Integratie van Gehandicapte Personen) georganiseerde of erkende beroepsopleiding volgen;

9° de rechthebbenden op het bestaansminimum bedoeld in de wet van 7 augustus 1974 tot instelling van het recht op een bestaansminimum, alsook de werknemers tewerkgesteld in het kader van de artikelen 60, § 7, en 61 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn;

10° de rechthebbenden op sociale hulp die wegens hun nationaliteit geen recht hebben op het bestaansminimum en ingeschreven zijn in het bevolkingsregister of in het vreemdelingenregister;

11° de werknemers tewerkgesteld in het derde arbeidscircuit;

12° de werknemers tewerkgesteld in het kader van het koninklijk besluit nr. 258 van 31 december 1983 betreffende de indienstneming van werklozen voor bepaalde bijstandsprojecten ten behoeve van kleine en middelgrote ondernemingen;

13° de werknemers tewerkgesteld als gesubsidieerde contractueel;

14° de werknemers tewerkgesteld in het kader van het Interdepartementaal begrotingsfonds ter bevordering van de werkgelegenheid in de niet-commerciële sector;

15° de werknemers tewerkgesteld in het kader van het decreet van 19 mei 1994 betreffende de indienstneming van werklozen voor bepaalde projecten ten bate van kleine en middelgrote ondernemingen;

16° de werknemers tewerkgesteld overeenkomstig het decreet van 18 juli 1997 houdende creatie van een doorstromingsprogramma;

17° de werknemers tewerkgesteld in het kader van het decreet van 31 mei 1990 houdende instelling van een programma tot bevordering van de werkgelegenheid dat speciaal bestemd is voor langdurige werklozen in de niet-commerciële sector.

De toestand van de in het eerste lid bedoelde personen wordt geëvalueerd op de dag voorafgaande aan die waarop het contract begint te lopen. »

Art. 5. Artikel 6 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 6 oktober 1994 en 27 januari 1998, wordt vervangen als volgt :

« Art. 6. Voor de toepassing van de artikelen 3 en 4 worden gelijkgesteld met werkloosheidsperiodes :

1° de periodes van maximum vijftien opeenvolgende dagen waarin geen werkloosheids- of wachtuitkeringen worden betaald, behalve als het gaat om een administratieve sanctie of een uitsluiting die besloten is overeenkomstig de artikelen 51 en 52 of 153 tot 156 van bovenvermeld koninklijk besluit van 25 november 1991;

2° de periodes waarvoor een uitkering werd betaald overeenkomstig de wettelijke of reglementaire bepalingen betreffende de verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering;

3° de periodes van gevangenisstraf in België;

4° de verblijfperiodes in Duitsland van een werknemer die samenwoont met een Belg tewerkgesteld in het kader van de in Duitsland gelegerde Belgische strijdkrachten;

5° de door vakantiegeld gedekte werkloosheidsperiodes;

6° de periodes waarin de werknemer een door de « FOREM », het « Institut de Formation permanente pour les Classes moyennes et les Petites et Moyennes Entreprises » of het « A.W.I.P.H. » georganiseerde of erkende beroepsopleiding heeft gevolgd;

7° de periodes waarin de werkloze geen werkloosheidsuitkering heeft genoten overeenkomstig de artikelen 80 tot 88 van bovenvermeld koninklijk besluit van 25 november 1991;

8° de periodes van maximum vijftien opeenvolgende dagen waarin geen bestaansminimum of sociale hulp is betaald;

9° de periodes van loonarbeid die, samengevoegd, niet langer duren dan drie maanden voltijdse tewerkstelling;

10° de periodes van deeltijdse tewerkstelling;

11° de periodes van tewerkstelling in het kader van het derde arbeidscircuit;

12° de periodes van tewerkstelling als gesubsidieerde contractueel;

13° de periodes van tewerkstelling in het kader van bovenvermeld koninklijk besluit nr. 258 van 31 december 1983;

14° de periodes van tewerkstelling in het kader van het Interdepartementaal begrotingsfonds ter bevordering van de werkgelegenheid in de niet-commerciële sector;

15° de periodes van tewerkstelling in het kader van bovenvermeld decreet van 31 mei 1990;

16° de periodes van tewerkstelling in het kader van bovenvermeld decreet van 19 mei 1994;

17° de periodes van tewerkstelling als werknemer in het kader van bovenvermeld decreet van 18 juli 1997. »

Art. 6. De Minister van Tewerkstelling en Vorming is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 4 maart 1999.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE



F. 99 — 1190

[C - 99/27309]

4 MARS 1999. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 mai 1995 relatif à l'engagement d'agents contractuels subventionnés auprès de certains pouvoirs publics et employeurs assimilés

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi-programme du 30 décembre 1988, notamment les articles 94, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 96, § 2, et 97, § 3;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 mai 1995 relatif à l'engagement d'agents contractuels subventionnés auprès de certains pouvoirs publics et employeurs y assimilés, notamment l'article 4, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 22 janvier 1998 (I et II), 26 mars 1998 et 2 avril 1998;

Vu l'avis du Conseil économique et social de la Région wallonne, donné le 25 janvier 1999;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi, donné le 9 février 1999;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 8 décembre 1998;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 9 décembre 1998;

Vu l'urgence motivée par le fait que le plan d'action belge 1998 pour l'emploi, établi dans le cadre des lignes directrices européennes pour l'emploi, prévoit l'harmonisation et la simplification des différentes mesures en faveur de l'emploi, que l'Etat fédéral et les Régions sont convenus lors de la conférence interministérielle de l'emploi du 13 mai 1998 de procéder à cette harmonisation et à cette simplification et qu'il s'indique dès lors que ces mesures soient prises sans tarder pour qu'elles figurent dans l'évaluation du plan d'action belge 1998 qui sera réalisée en avril 1999 pour être présentée à la Commission européenne en juin conformément à ce que le Sommet européen de Vienne a décidé en décembre 1998;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 23 février 1999, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Considérant que la concertation prévue à l'article 6, § 3bis, 1°, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles a eu lieu;

Sur la proposition du Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'article 4, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 mai 1995 relatif à l'engagement d'agents contractuels subventionnés auprès de certains pouvoirs publics et employeurs y assimilés, sont apportées les modifications suivantes :

a) le § 1^{er} est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 4. § 1^{er}. Peuvent occuper un emploi d'A.C.S. le chômeur complet indemnisé bénéficiant d'allocations de chômage ou d'attente pour tous les jours de la semaine et les personnes assimilées suivantes :

1° les chômeurs visés par l'article 30, alinéa 3, 7°, et l'article 42, § 2, 9°, de l'arrêté royal;

2° les chômeurs à temps partiel visés à l'article 29 de l'arrêté royal;

3° les chômeurs percevant des indemnités de chômage à titre provisoire;

4° les travailleurs occupés en entreprise de travail adapté et les travailleurs occupés dans ces mêmes entreprises conformément à l'article 78 de l'arrêté royal;

5° les bénéficiaires d'une allocation de remplacement de revenu ou d'intégration en vertu de la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux handicapés;

6° les chômeurs dont le droit au bénéfice des allocations de chômage est suspendu en application des articles 80 à 88 de l'arrêté royal;

7° les chômeurs visés par les articles 89 ou 90 de l'arrêté royal;

8° les chômeurs complets indemnisés qui suivent une formation professionnelle organisée ou agréée par le FOREm, par l'Institut de Formation permanente des Classes moyennes et des Petites et Moyennes Entreprises ou par l'A.W.I.P.H.;

9° les bénéficiaires du minimum de moyens d'existence prévu par la loi du 7 août 1974 instituant le droit à un minimum de moyens d'existence et les travailleurs occupés dans le cadre des articles 60, § 7, et 61, de la loi organique du 8 juillet 1976 des centres publics d'aide sociale;

10° les bénéficiaires de l'aide sociale n'ayant pas droit au minimum de moyens d'existence en raison de leur nationalité et inscrits dans le registre de la population ou dans le registre des étrangers;

11° les travailleurs occupés dans le troisième circuit de travail;

12° les travailleurs occupés dans le cadre de l'arrêté royal n° 258 du 31 décembre 1983 relatif à l'engagement de chômeurs affectés à certains projets d'assistance aux petites et moyennes entreprises;

13° les travailleurs occupés comme agent contractuel subventionné;

14° les travailleurs occupés dans le cadre du Fonds budgétaire interdépartemental de promotion de l'emploi dans le secteur non marchand;

15° les travailleurs occupés dans le cadre du décret du 19 mai 1994 relatif à l'engagement de chômeurs affectés à certains projets au bénéfice des petites et moyennes entreprises;

16° les travailleurs occupés conformément au décret du 18 juillet 1997 créant un programme de transition professionnelle;

17° les travailleurs occupés dans le cadre du décret du 31 mai 1990 créant un programme de promotion de l'emploi spécialement destiné aux chômeurs de longue durée dans le secteur non marchand.

La situation des personnes visées à l'alinéa 1^{er} est appréciée la veille du jour où commence l'exécution du contrat. »;

b) le § 2 est abrogé;

c) le § 6, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 janvier 1998 (II) et modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 avril 1998, est abrogé;

d) au § 7, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 janvier 1998 (I), les alinéas 1^{er} et 2 sont abrogés.

Art. 2. L'article 6 du même arrêté est abrogé.

Art. 3. Un article 6bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Art. 6bis. La prime est liquidée trimestriellement par le FOREM sur production des pièces justificatives suivantes :

- 1° la fiche individuelle du travailleur;
- 2° le relevé trimestriel de prestation;
- 3° la copie de la fiche de paie.

Ces pièces justificatives doivent être produites au cours du mois qui suit le trimestre auquel elles sont afférentes. Passé ce délai, le FOREM n'est plus tenu de payer la prime. »

Art. 4. Le Ministre de l'Emploi et de la Formation est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 4 mars 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

ÜBERSETZUNG

D. 99 — 1190

[C - 99/27309]

4. MÄRZ 1999 — Erlaß der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 11. Mai 1995 über die Einstellung von bezuschußten Vertragspersonalmitgliedern bei bestimmten öffentlichen Behörden und gleichgestellten Arbeitgebern

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Programmgesetzes vom 30. Dezember 1988, insbesondere der Artikel 94, § 1, Absatz 1, 96, § 2 und 97, § 3;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 11. Mai 1995 über die Einstellung von bezuschußten Vertragspersonalmitgliedern bei bestimmten öffentlichen Behörden und gleichgestellten Arbeitgebern, insbesondere des Artikels 4, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 22. Januar 1998 (I und II), vom 26. März 1998 und vom 2. April 1998;

Aufgrund des am 25. Januar 1999 abgegebenen Gutachtens des «Conseil économique et social de la Région wallonne» (Sozial- und Wirtschaftsrat der Wallonischen Region);

Aufgrund des am 9. Februar 1999 abgegebenen Gutachtens des Verwaltungsausschusses des «Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi» (Gemeinschaftliches und Regionales Amt für Berufsbildung und Arbeitsbeschaffung);

Aufgrund des am 8. Dezember 1998 abgegebenen Gutachtens des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 9. Dezember 1998 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund der Dringlichkeit, die durch die Tatsache begründet ist, daß der im Rahmen der europäischen Beschäftigungsleitlinien aufgestellte belgische Aktionsplan 1998 für die Beschäftigung eine Angleichung und eine Vereinfachung der verschiedenen Maßnahmen zugunsten der Beschäftigung vorsieht; daß der Föderalstaat und die Regionen bei der interministeriellen Konferenz über die Beschäftigung vom 13. Mai 1998 beschlossen haben, diese Angleichung und diese Vereinfachung durchzuführen und daß es infolgedessen erforderlich ist, daß diese Maßnahmen unverzüglich getroffen werden, damit sie in der Bewertung des belgischen Aktionsplans 1998 erscheinen, welche im Monat April 1999 vorgenommen wird, um der Europäischen Kommission im Monat Juni gemäß der Entscheidung des Europäischen Gipfels von Wien vom Dezember 1998 vorgestellt zu werden;

Aufgrund des am 23. Februar 1999 abgegebenen Gutachtens des Staatsrats, in Anwendung von Artikel 84, Absatz 1, 2° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

In der Erwägung, daß die in Artikel 6, § 3 bis, 1° des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen vorgesehene Konzertierung stattgefunden hat;

Auf Vorschlag des Ministers des Haushalts und der Finanzen, der Beschäftigung und der Ausbildung,

Beschließt:

Artikel 1 - In Artikel 4 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 11. Mai 1995 über die Einstellung von bezuschußten Vertragspersonalmitgliedern bei bestimmten öffentlichen Behörden und gleichgestellten Arbeitgebern werden folgende Abänderungen vorgenommen:

a) § 1 wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 4 - § 1. Der entschädigte Vollarbeitslose, der Arbeitslosengeld oder eine Wartebeihilfe für alle Tage der Woche bezieht, sowie die folgenden gleichgestellten Personen können eine Stelle als A.C.S. besetzen:

- 1° die in Artikel 30, Absatz 3, 7° und in Artikel 42, § 2, 9° des Königlichen Erlasses erwähnten Arbeitslosen;
- 2° die in Artikel 29 des Königlichen Erlasses erwähnten Teilzeitarbeitslosen;
- 3° die Arbeitslosen, die Arbeitslosengeld vorläufig beziehen;
- 4° die Arbeitnehmer, die in einem Unternehmen für angepaßte Arbeit beschäftigt sind und die Arbeitnehmer, die gemäß Artikel 78 des Königlichen Erlasses in denselben Unternehmen beschäftigt sind;
- 5° die Empfänger einer Einkommensersatzbeihilfe oder einer Eingliederungsbeihilfe aufgrund des Gesetzes vom 27. Februar 1987 über die Behindertenbeihilfen;
- 6° die Arbeitslosen, deren Anrecht auf Arbeitslosengeld in Anwendung von Artikeln 80 bis 88 des Königlichen Erlasses aufgehoben wurde;
- 7° die in Artikeln 89 oder 90 des Königlichen Erlasses erwähnten Arbeitslosen;
- 8° die entschädigten Vollarbeitslosen, die eine Berufsausbildung ablegen, die durch das «FOREM», das Institut für ständige Ausbildung des Mittelstands und der Klein- und Mittelbetriebe oder durch die «A.W.I.P.H.» organisiert oder anerkannt ist;

9° die Empfänger des Existenzminimums, das durch das Gesetz vom 7. August 1974 zur Einführung des Rechts auf ein Existenzminimum vorgesehen ist, und die Arbeitnehmer, die im Rahmen der Artikel 60, § 7 und 61 des Grundlagengesetzes vom 8. Juli 1976 über die öffentlichen Sozialhilfzentren beschäftigt sind;

10° die Sozialhilfeempfänger, die kein Recht auf das Existenzminimum aufgrund ihrer Staatsangehörigkeit haben und die im Bevölkerungsregister oder im Fremdenregister eingetragen sind;

11° die im dritten Arbeitsweg beschäftigten Arbeitnehmer;

12° die Arbeitnehmer, die im Rahmen des Königlichen Erlasses Nr. 258 vom 31. Dezember 1983 über die Einstellung von Arbeitslosen, die in gewisse Beistandsprojekte zugunsten von Klein- und Mittelbetrieben eingesetzt werden, beschäftigt werden;

13° die als bezuschußtes Vertragspersonalmitglied beschäftigten Arbeitnehmer;

14° die Arbeitnehmer, die im Rahmen des zwischendepartementalen Haushaltsfonds zur Förderung der Beschäftigung im nichtkommerziellen Sektor beschäftigt werden;

15° die Arbeitnehmer, die im Rahmen des Dekrets vom 19. Mai 1994 bezüglich der Einstellung von Arbeitslosen, die in gewisse Projekte zugunsten von Klein- und Mittelbetrieben eingesetzt werden, beschäftigt werden;

16° die Arbeitnehmer, die gemäß dem Dekret vom 18. Juli 1997 zur Schaffung eines beruflichen Übergangsprogramms beschäftigt werden;

17° die Arbeitnehmer, die im Rahmen des Dekrets vom 31. Mai 1990 zur Schaffung eines speziell für Langzeitarbeitslose bestimmten Programms zur Förderung des Arbeitsmarktes im nichtkommerziellen Sektor beschäftigt werden.

Die Situation der in Absatz 1 erwähnten Personen wird am Tag vor der Vertragsdurchführung bewertet.«;

b) § 2 wird aufgehoben;

c) § 6, ersetzt durch den Erlaß der Wallonischen Regierung vom 22. Januar 1998 (II) und abgeändert durch den Erlaß der Wallonischen Regierung vom 2. April 1998, wird aufgehoben;

d) in § 7, eingefügt durch den Erlaß der Wallonischen Regierung vom 22. Januar 1998 (I), werden die Absätze 1 und 2 aufgehoben.

Art. 2 - Artikel 6 desselben Erlasses wird aufgehoben.

Art. 3 - Ein Artikel *6bis* mit folgendem Wortlaut wird in denselben Erlaß eingefügt:

« Art. *6bis* - Die Prämie wird quartalsweise vom «FOREM» gegen Vorlage der folgenden Beweisstücke gezahlt :

1° die Personalkarte des Arbeitnehmers;

2° das Quartalsverzeichnis der Leistungen;

3° die Abschrift der Lohnkarte.

Diese Beweisstücke müssen im Laufe des Monats nach dem betreffenden Quartal vorgelegt werden.

Nach Ablauf dieser Frist ist das «FOREM» nicht mehr verpflichtet, die Prämie zu zahlen. »

Art. 4 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Beschäftigung und die Ausbildung gehören, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 4. März 1999

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,
R. COLLIGNON

Der Minister des Haushalts und der Finanzen, der Beschäftigung und der Ausbildung,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

VERTALING

N. 99 — 1190

[C - 99/27309]

4 MAART 1999. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 11 mei 1995 betreffende de indienstneming van gesubsidieerde contractuelen door sommige openbare besturen en ermee gelijkgestelde werkgevers

De Waalse Regering,

Gelet op de programmawet van 30 december 1988, inzonderheid op de artikelen 94, § 1, eerste lid, 96, § 2, en 97, § 3;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 11 mei 1995 betreffende de indienstneming van gesubsidieerde contractuelen door sommige openbare besturen en ermee gelijkgestelde werkgevers, inzonderheid op artikel 4, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 22 januari 1998 (I en II), 26 maart 1998 en 2 april 1998;

Gelet op het advies van de « Conseil économique et social de la Région wallonne » (Sociaal-Economische Raad van het Waalse Gewest), gegeven op 25 januari 1999;

Gelet op het advies van het Beheerscomité van de « Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi » (Gemeenschaps- en Gewestdienst voor Beroepsopleiding en Arbeidsbemiddeling), gegeven op 9 februari 1999;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 8 december 1998;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 9 december 1998;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, gegrond op het feit dat het Belgische actieplan 1998 inzake werkgelegenheid, dat opgemaakt is in het kader van de Europese richtlijnen inzake werkgelegenheid, voorziet in de harmonisatie en vereenvoudiging van de verschillende maatregelen inzake werkgelegenheid, dat de federale Staat en de Gewesten tijdens de interministeriële werkgelegenheidsconferentie van 13 mei 1998 beslist hebben die harmonisatie en vereenvoudiging te verwezenlijken en dat derhalve zo spoedig mogelijk maatregelen getroffen moeten worden indien ze moeten worden opgenomen in de evaluatie van het Belgische actieplan 1998, die in april 1999 zal worden doorgevoerd en in juni zal worden voorgelegd aan de Europese Commissie, overeenkomstig hetgeen werd beslist op de Europese Top van Wenen in december 1998;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 23 februari 1999, overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Overwegende dat het overleg bedoeld in artikel 6, § 3bis, 1°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen heeft plaatsgevonden;

Op de voordracht van de Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 4 van het besluit van de Waalse Regering van 11 mei 1995 betreffende de indienstneming van gesubsidieerde contractuelen door sommige openbare besturen en ermee gelijkgestelde werkgevers worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) paragraaf 1 wordt vervangen als volgt :

« Art. 4. § 1. Geco-banen zijn voorbehouden aan volledig uitkeringsgerechtigde werklozen die voor elke weekdag werkloosheids- of wachttuitkeringen genieten en aan de met hen gelijkgestelde personen, met name :

- 1) de werklozen bedoeld in artikel 30, derde lid, 7°, en in artikel 42, § 2, 9°, van het koninklijk besluit;
- 2) de deeltijdse werklozen bedoeld in artikel 29 van het koninklijk besluit;
- 3) de werklozen die voorlopig werkloosheidsuitkeringen ontvangen;
- 4) de werknemers die in een onderneming voor aangepast werk tewerkgesteld zijn en de werknemers die in dezelfde onderneming tewerkgesteld zijn overeenkomstig artikel 78 van het koninklijk besluit;
- 5) de rechthebbenden op een inkomensvervangende of integratietegemoetkoming overeenkomstig de wet van 27 februari 1987 betreffende de tegemoetkomingen aan gehandicapten;
- 6) de werklozen van wie het recht op werkloosheidsuitkeringen geschorst is overeenkomstig de artikelen 80 tot 88 van het koninklijk besluit;
- 7) de werklozen bedoeld in de artikelen 89 of 90 van het koninklijk besluit;
- 8) de volledig uitkeringsgerechtigde werklozen die een door de « FOREM » (Gemeenschaps- en Gewestdienst voor Beroepsopleiding en Arbeidsbemiddeling), het « Institut de Formation permanente pour les Classes moyennes et les Petites et Moyennes Entreprises » (Instituut voor Permanente Vorming voor de Middenstand en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen) of het « A.W.I.P.H. » (Waals Agentschap voor de Integratie van Gehandicapte Personen) georganiseerde of erkende beroepsopleiding volgen;
- 9) de rechthebbenden op het bestaansminimum bedoeld in de wet van 7 augustus 1974 tot instelling van het recht op een bestaansminimum, alsook de werknemers tewerkgesteld in het kader van de artikelen 60, § 7, en 61 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn;
- 10) de rechthebbenden op sociale hulp die wegens hun nationaliteit geen recht hebben op het bestaansminimum en ingeschreven zijn in het bevolkingsregister of in het vreemdelingenregister;
- 11) de werknemers tewerkgesteld in het derde arbeidscircuit;
- 12) de werknemers tewerkgesteld in het kader van het koninklijk besluit nr. 258 van 31 december 1983 betreffende de indienstneming van werklozen voor bepaalde bijstandsprojecten ten behoeve van kleine en middelgrote ondernemingen;
- 13) de werknemers tewerkgesteld als gesubsidieerde contractuelen;
- 14) de werknemers tewerkgesteld in het kader van het Interdepartementaal begrotingsfonds ter bevordering van de werkgelegenheid in de niet-commerciële sector;
- 15) de werknemers tewerkgesteld in het kader van het decreet van 19 mei 1994 betreffende de indienstneming van werklozen voor bepaalde projecten ten bate van kleine en middelgrote ondernemingen;
- 16) de werknemers tewerkgesteld overeenkomstig het decreet van 18 juli 1997 houdende creatie van een doorstromingsprogramma;
- 17) de werknemers tewerkgesteld in het kader van het decreet van 31 mei 1990 houdende instelling van een programma tot bevordering van de werkgelegenheid dat speciaal bestemd is voor langdurige werklozen in de niet-commerciële sector.

De toestand van de in het eerste lid bedoelde personen wordt geëvalueerd op de dag voorafgaande aan die waarop het contract begint te lopen. »;

b) § 2 wordt opgeheven;

c) § 6, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 22 januari 1998 (II) en gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 2 april 1998, wordt opgeheven;

d) in § 7, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 22 januari 1998 (I), worden het eerste en het tweede lid opgeheven.

Art. 2. Artikel 6 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 3. In hetzelfde besluit wordt een artikel 6bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 6bis. De « FOREM » betaalt de premie om de drie maanden tegen overlegging van de volgende bewijsstukken :

- 1° het individuele loonstrookje van de werknemer;
- 2° de driemaandelijke staat van de dienstverstrekkings;
- 3° een afschrift van het loonstrookje.

Die bewijsstukken moeten overgelegd worden binnen de maand na het kwartaal waarop ze betrekking hebben. Na afloop van die termijn is de « FOREM » niet meer verplicht de premie te betalen. »

Art. 4. De Minister van Tewerkstelling en Vorming is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 4 maart 1999.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE



F. 99 — 1191

[C - 99/27316]

1^{er} AVRIL 1999. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté royal du 14 octobre 1986 portant exécution de l'arrêté royal n° 258 du 31 décembre 1983 relatif à l'engagement de chômeurs affectés à certains projets d'assistance aux petites et moyennes entreprises

Le Gouvernement wallon,

Vu l'arrêté royal n° 258 du 31 décembre 1983 relatif à l'engagement de chômeurs affectés à certains projets d'assistance aux petites et moyennes entreprises, confirmé par la loi du 6 décembre 1984 (II), notamment l'article 16;

Vu l'arrêté royal du 14 octobre 1986 portant exécution de l'arrêté royal n° 258 du 31 décembre 1983 relatif à l'engagement de chômeurs affectés à certains projets d'assistance aux petites et moyennes entreprises, notamment l'article 11;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 8 décembre 1998;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 9 décembre 1998;

Vu l'avis du Conseil économique et social de la Région wallonne, donné le 25 janvier 1999;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Office communautaire et régional de la formation professionnelle et de l'emploi, donné le 9 février 1999;

Vu la concertation avec le Ministre de l'Emploi et du Travail, chargé de la Politique de l'égalité des chances;

Vu la délibération du Gouvernement wallon, le 4 février 1999, sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 15 mars 1999, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 11 de l'arrêté royal du 14 octobre 1986 portant exécution de l'arrêté royal n° 258 du 31 décembre 1983 relatif à l'engagement de chômeurs affectés à certains projets d'assistance aux petites et moyennes entreprises est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 11 L'Office communautaire et régional de la formation professionnelle et de l'emploi procède au recouvrement, par toutes voies de droit, des sommes indûment perçues. »

Art. 2. Le Ministre de l'Emploi et de la Formation dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 1^{er} avril 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

ÜBERSETZUNG

D. 99 — 1191

[C - 99/27316]

1. APRIL 1999 — Erlaß der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Königlichen Erlasses vom 14. Oktober 1986 zur Ausführung des Königlichen Erlasses Nr. 258 vom 31. Dezember 1983 bezüglich der Einstellung von Arbeitslosen, die in gewisse Projekte zugunsten von Klein- und Mittelbetrieben eingesetzt werden

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Königlichen Erlasses Nr. 258 vom 31. Dezember 1983 bezüglich der Einstellung von Arbeitslosen, die in gewisse Projekte zugunsten von Klein- und Mittelbetrieben eingesetzt werden, bestätigt durch das Gesetz vom 6. Dezember 1984 (II), insbesondere des Artikels 16;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 14. Oktober 1986 zur Ausführung des Königlichen Erlasses Nr. 258 vom 31. Dezember 1983 bezüglich der Einstellung von Arbeitslosen, die in gewisse Projekte zugunsten von Klein- und Mittelbetrieben eingesetzt werden, insbesondere des Artikels 11;

Aufgrund des am 8. Dezember 1998 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 9. Dezember 1998 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 25. Januar 1999 abgegebenen Gutachtens des "Conseil économique et social de la Région wallonne" (Wirtschafts- und Sozialrat der Wallonischen Region);

Aufgrund des am 9. Februar 1999 abgegebenen Gutachtens des Verwaltungsausschusses des "Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi" (Gemeinschaftliches und Regionales Amt für Berufsbildung und Arbeitsbeschaffung);

Aufgrund der Konzertierung mit dem Minister für Beschäftigung und Arbeit, beauftragt mit der Politik der Chancengleichheit;

Aufgrund der Beratung der Wallonischen Regierung vom 4. Februar 1999 über den Antrag auf Begutachtung durch den Staatsrat innerhalb eines Zeitraums, der einen Monat nicht überschreitet;

Aufgrund des am 15. März 1999 in Anwendung von Artikel 84, Absatz 1, 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrates;

Auf Vorschlag des Ministers des Haushalts und der Finanzen, der Beschäftigung und der Ausbildung;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Artikel 11 des Königlichen Erlasses vom 14. Oktober 1986 zur Ausführung des Königlichen Erlasses Nr. 258 vom 31. Dezember 1983 bezüglich der Einstellung von Arbeitslosen, die in gewisse Projekte zugunsten von Klein- und Mittelbetrieben eingesetzt werden, wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 11 - Das 'Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi' nimmt unter Anwendung aller Rechtsmittel die Beitreibungen der ungeschuldet bezogenen Summen vor.»

Art. 2 - Der Minister der Beschäftigung und der Ausbildung wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 1. April 1999

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,

R. COLLIGNON

Der Minister des Haushalts und der Finanzen, der Beschäftigung und der Ausbildung,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

VERTALING

N. 99 — 1191

[C - 99/27316]

1 APRIL 1999. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het koninklijk besluit van 14 oktober 1986 tot uitvoering van het koninklijk besluit nr. 258 van 31 december 1983 betreffende de indienstneming van werklozen voor bepaalde bijstandsprojecten ten behoeve van kleine en middelgrote ondernemingen

De Waalse Regering,

Gelet op het koninklijk besluit nr. 258 van 31 december 1983 betreffende de indienstneming van werklozen voor bepaalde bijstandsprojecten ten behoeve van kleine en middelgrote ondernemingen, bekrachtigd bij de wet van 6 december 1984 (II), inzonderheid op artikel 16;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 oktober 1986 tot uitvoering van het koninklijk besluit nr. 258 van 31 december 1983 betreffende de indienstneming van werklozen voor bepaalde bijstandsprojecten ten behoeve van kleine en middelgrote ondernemingen, inzonderheid op artikel 11;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 8 december 1998;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 9 december 1998;

Gelet op het advies van de « Conseil économique et social de la Région wallonne » (Sociaal-Economische Raad van het Waalse Gewest), gegeven op 25 januari 1999;

Gelet op het advies van het Beheerscomité van de « Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi » (Gemeenschaps- en Gewestdienst voor Beroepsopleiding en Arbeidsbemiddeling), gegeven op 9 februari 1999;

Gelet op het overleg met de Minister van Tewerkstelling en Arbeid en van het Beleid voor gelijke kansen;

Gelet op de beraadslaging van de Waalse Regering van 4 februari 1999 betreffende de aanvraag om adviesverlening door de Raad van State binnen een termijn van maximum één maand;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 15 maart 1999, overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 11 van het koninklijk besluit van 14 oktober 1986 tot uitvoering van het koninklijk besluit nr. 258 van 31 december 1983 betreffende de indienstneming van werklozen voor bepaalde bijstandsprojecten ten behoeve van kleine en middelgrote ondernemingen, wordt vervangen als volgt :

« Art. 11. De FOREm gaat over tot de invordering van de ten onrechte geïnde bedragen door alle wettelijke middelen. »

Art. 2. De Minister van Tewerkstelling en Vorming is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 1 april 1999.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,

R. COLLIGNON

De Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

F. 99 — 1192

[C - 99/27315]

1^{er} AVRIL 1999. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 22 juin 1990 portant exécution du décret du 31 mai 1990 créant un programme de promotion de l'emploi spécialement destiné aux chômeurs de longue durée dans le secteur non marchand

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 31 mai 1990 créant un programme de promotion de l'emploi spécialement destiné aux chômeurs de longue durée dans le secteur non marchand, notamment l'article 8, alinéa 4;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 22 juin 1990 portant exécution du décret du 31 mai 1990 créant un programme de promotion de l'emploi spécialement destiné aux chômeurs longue durée dans le secteur non marchand, notamment l'article 7;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 8 décembre 1998;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 9 décembre 1998;

Vu l'avis du Conseil économique et social de la Région wallonne, donné le 25 janvier 1999;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Office communautaire et régional de la formation professionnelle et de l'emploi, donné le 9 février 1999;

Vu la concertation avec le Ministre de l'Emploi et du Travail, chargé de la Politique de l'égalité des chances;

Vu la délibération du Gouvernement wallon, le 4 février 1999, sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 15 mars 1999, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'article 7 de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 22 juin 1990 portant exécution du décret du 31 mai 1990 créant un programme de promotion de l'emploi spécialement destiné aux chômeurs de longue durée dans le secteur non marchand, les alinéas 2 et 3 sont remplacés par l'alinéa suivant :

« Le FOREM procède au recouvrement par toutes voies de droit. »

Art. 2. Le Ministre de l'Emploi et de la Formation est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 1^{er} avril 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

ÜBERSETZUNG

D. 99 — 1192

[C - 99/27315]

1. APRIL 1999 — Erlaß der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 22. Juni 1990 zur Ausführung des Dekrets vom 31. Mai 1990 zur Schaffung eines speziell für Langzeitarbeitslose bestimmten Programms zur Förderung des Arbeitsmarktes im nicht-kommerziellen Sektor

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 31. Mai 1990 zur Schaffung eines speziell für Langzeitarbeitslose bestimmten Programms zur Förderung des Arbeitsmarktes im nicht-kommerziellen Sektor, insbesondere des Artikels 8, Absatz 4;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 22. Juni 1990 zur Ausführung des Dekrets vom 31. Mai 1990 zur Schaffung eines speziell für Langzeitarbeitslose bestimmten Programms zur Förderung des Arbeitsmarktes im nicht-kommerziellen Sektor, insbesondere des Artikels 7;

Aufgrund des am 8. Dezember 1998 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 9. Dezember 1998 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 25. Januar 1999 abgegebenen Gutachtens des "Conseil économique et social de la Région wallonne" (Wirtschafts- und Sozialrat der Wallonischen Region);

Aufgrund des am 9. Februar 1999 abgegebenen Gutachtens des Verwaltungsausschusses des "Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi" (Gemeinschaftliches und Regionales Amt für Berufsbildung und Arbeitsbeschaffung);

Aufgrund der Konzertierung mit dem Minister für Beschäftigung und Arbeit, beauftragt mit der Politik der Chancengleichheit;

Aufgrund der Beratung der Wallonischen Regierung vom 4. Februar 1999 über den Antrag auf Begutachtung durch den Staatsrat innerhalb eines Zeitraums, der einen Monat nicht überschreitet;

Aufgrund des am 15. März 1999 in Anwendung von Artikel 84, Absatz 1, 1^o der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrates;

Auf Vorschlag des Ministers des Haushalts und der Finanzen, der Beschäftigung und der Ausbildung;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - In Artikel 7 des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 22. Juni 1990 zur Ausführung des Dekrets vom 31. Mai 1990 zur Schaffung eines speziell für Langzeitarbeitslose bestimmten Programms zur Förderung des Arbeitsmarktes im nicht-kommerziellen Sektor werden die Absätze 2 und 3 durch folgenden Absatz ersetzt:

«Das Forem nimmt unter Anwendung aller Rechtsmittel Beitreibungen vor.»

Art. 2 - Der Minister der Beschäftigung und der Ausbildung wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 1. April 1999

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,
R. COLLIGNON
Der Minister des Haushalts und der Finanzen, der Beschäftigung und der Ausbildung,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

VERTALING

N. 99 — 1192

[C - 99/27315]

1 APRIL 1999. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 22 juni 1990 tot uitvoering van het decreet van 31 mei 1990 houdende instelling van een programma ter bevordering van de werkgelegenheid dat speciaal bestemd is voor langdurige werklozen in de niet-commerciële sector

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 31 mei 1990 houdende instelling van een programma tot bevordering van de werkgelegenheid dat speciaal bestemd is voor langdurige werklozen in de niet-commerciële sector, inzonderheid op artikel 8, vierde lid;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 22 juni 1990 tot uitvoering van het decreet van 31 mei 1990 houdende instelling van een programma ter bevordering van de werkgelegenheid dat speciaal bestemd is voor langdurige werklozen in de niet-commerciële sector, inzonderheid op artikel 7;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 8 december 1998;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 9 december 1998;

Gelet op het advies van de « Conseil économique et social de la Région wallonne » (Sociaal-Economische Raad van het Waalse Gewest), gegeven op 25 januari 1999;

Gelet op het advies van het Beheerscomité van de « Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi » (Gemeenschaps- en Gewestdienst voor Beroepsopleiding en Arbeidsbemiddeling), gegeven op 9 februari 1999;

Gelet op het overleg met de Minister van Tewerkstelling en Arbeid en van het Beleid voor gelijke kansen;

Gelet op de beraadslaging van de Waalse Regering van 4 februari 1999 betreffende de aanvraag om adviesverlening door de Raad van State binnen een termijn van maximum één maand;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 15 maart 1999, overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 7 van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 22 juni 1990 tot uitvoering van het decreet van 31 mei 1990 houdende instelling van een programma ter bevordering van de werkgelegenheid dat speciaal bestemd is voor langdurige werklozen in de niet-commerciële sector, worden het tweede en het derde lid door het volgende lid vervangen :

« De FOREM gaat over tot de invordering door alle wettelijke middelen. »

Art. 2. De Minister van Tewerkstelling en Vorming is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 1 april 1999.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

MINISTERE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL

[C - 99/12132]

Arrêtés concernant les membres des commissions paritaires

*Commission paritaire**pour les entreprises de travaux techniques agricoles et horticoles*

Par arrêté royal du 9 février 1999, qui produit ses effets le 1^{er} décembre 1998, M. Frans DIRIX à Melle, est nommé, en qualité de représentant d'une organisation de travailleurs, membre effectif de la Commission paritaire pour les entreprises de travaux techniques agricoles et horticoles, en remplacement de M. Eric DELECLUYSE, à Gand, qui est nommé membre suppléant, il achèvera le mandat de son prédécesseur;

M. Eric DELECLUYSE, à Gand, membre effectif de cette commission, est nommé, en qualité de représentant d'une organisation de travailleurs, membre suppléant de cette commission, en remplacement de M. Vincent ANCORA, à Mons, dont le mandat a pris fin à la demande de l'organisation qui l'avait présenté; il achèvera le mandat de son prédécesseur.

Commission paritaire des constructions métallique, mécanique et électrique

Par arrêté royal du 21 janvier 1999, qui entre en vigueur le 2 mars 1999, M. Joseph ALLELEYN, à Saint-Georges-sur-Meuse, est nommé, en qualité de représentant d'une organisation de travailleurs, membre suppléant de la Commission paritaire des constructions métallique, mécanique et électrique, en remplacement de M. Jean POTIER, à Seraing, dont le mandat a pris fin à la demande de l'organisation qui l'avait présenté; il achèvera le mandat de son prédécesseur.

Sous-commission paritaire pour la carrosserie

Par arrêté royal du 9 février 1999, qui entre en vigueur le 2 mars 1999, M. Jean-Marie MUSETTE, à Amay, est nommé, en qualité de représentant d'une organisation de travailleurs, membre effectif de la Sous-commission paritaire pour la carrosserie, en remplacement de M. Marcel BARTHOLOMI, à Theux, dont le mandat a pris fin à la demande de l'organisation qui l'avait présenté; il achèvera le mandat de son prédécesseur.

Commission paritaire pour les employés de la sidérurgie

Par arrêté royal du 9 février 1999, qui produit ses effets le 1^{er} janvier 1999, MM. Ernesto SALAMONI, à Genova (Italie); Xavier GAILLY, à Charleroi, et Robert JOOS, à Ixelles, sont nommés, en qualité de représentants de l'organisation d'employeurs, membres effectifs de la Commission paritaire pour les employés de la sidérurgie, en remplacement respectivement de MM. Libert FROIDMONT, à Ciney; Jean-Pierre GERARD, à Walcourt, et Rudolf GAUDER, à Rixensart, dont le mandat a pris fin à la demande de l'organisation qui les avait présentés; ils achèveront le mandat de leurs prédécesseurs;

M. Alain MOLENS, à Ottignies-Louvain-la-Neuve, et Mme Sophie ROSMAN, à Ixelles, sont nommés, en qualité de représentants de l'organisation d'employeurs, membres suppléants de cette commission, en remplacement respectivement de MM. Jean-Pierre VAN DE WEERDT, à Namur, et Jean-Pierre ROUSSEAU, à Wavre, dont le mandat a pris fin à la demande de l'organisation qui les avait présentés; ils achèveront le mandat de leurs prédécesseurs.

MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID

[C - 99/12132]

Besluiten betreffende de leden van de paritaire comités

*Paritair Comité**voor de ondernemingen van technische land- en tuinbouwwerken*

Bij koninklijk besluit van 9 februari 1999, dat uitwerking heeft met ingang van 1 december 1998, wordt de heer Frans DIRIX, te Melle, als vertegenwoordiger van een werknemersorganisatie, tot gewoon lid benoemd van het Paritair Comité voor de ondernemingen van technische land- en tuinbouwwerken, ter vervanging van de heer Eric DELECLUYSE, die tot plaatsvervangend lid wordt benoemd; hij zal het mandaat van zijn voorganger voleindigen;

wordt de heer Eric DELECLUYSE, te Gent, gewoon lid van dit comité, als vertegenwoordiger van een werknemersorganisatie, tot plaatsvervangend lid benoemd van dit comité, ter vervanging van de heer Vincent ANCORA, te Bergen, wiens mandaat een einde nam op verzoek van de organisatie die hem had voorgedragen; hij zal het mandaat van zijn voorganger voleindigen.

Paritair Comité voor de metaal-, machine- en elektrische bouw

Bij koninklijk besluit van 21 januari 1999, dat in werking treedt op 2 maart 1999, wordt de heer Joseph ALLELEYN, te Saint-Georges-sur-Meuse, als vertegenwoordiger van een werknemersorganisatie, tot plaatsvervangend lid benoemd van het Paritair Comité voor de metaal-, machine- en elektrische bouw, ter vervanging van de heer Jean POTIER, te Seraing, wiens mandaat een einde nam op verzoek van de organisatie die hem had voorgedragen; hij zal het mandaat van zijn voorganger voleindigen.

Paritair Subcomité voor het koetswerk

Bij koninklijk besluit van 9 februari 1999, dat in werking treedt op 2 maart 1999, wordt de heer Jean-Marie MUSETTE, te Amay, als vertegenwoordiger van een werknemersorganisatie, tot gewoon lid benoemd van het Paritair Subcomité voor het koetswerk, ter vervanging van de heer Marcel BARTHOLOMI, te Theux, wiens mandaat een einde nam op verzoek van de organisatie die hem had voorgedragen; hij zal het mandaat van zijn voorganger voleindigen.

Paritair Comité voor de bedienden van de ijzernijverheid

Bij koninklijk besluit van 9 februari 1999, dat uitwerking heeft met ingang van 1 januari 1999, worden de heren Ernesto SALAMONI, te Genova (Italië); Xavier GAILLY, te Charleroi, en Robert JOOS, te Elsene, als vertegenwoordigers van de werkgeversorganisatie, tot gewone leden benoemd van het Paritair Comité voor de bedienden van de ijzernijverheid, respectievelijk ter vervanging van de heren Libert FROIDMONT, te Ciney; Jean-Pierre GERARD, te Walcourt, en Rudolf GAUDER, te Rixensart, wier mandaat een einde nam op verzoek van de organisatie die hen had voorgedragen; zij zullen het mandaat van hun voorgangers voleindigen;

worden de heer Alain MOLENS, te Ottignies-Louvain-la-Neuve, en Mevr. Sophie ROSMAN, te Elsene, als vertegenwoordigers van de werkgeversorganisatie, tot plaatsvervangende leden benoemd van dit comité, respectievelijk ter vervanging van de heren Jean-Pierre VAN DE WEERDT, te Namur, en Jean-Pierre ROUSSEAU, te Waver, wier mandaat een einde nam op verzoek van de organisatie die hen had voorgedragen; zij zullen het mandaat van hun voorgangers voleindigen.

*Sous-commission paritaire
des maisons d'éducation et d'hébergement de la Communauté française*

Par arrêté royal du 9 février 1999, qui produit ses effets le 27 octobre 1998, M. Michel DUPONT, à Vresse-sur-Semois, est nommé, en qualité de représentant de l'organisation d'employeurs, membre effectif de la Sous-commission paritaire des maisons d'éducation et d'hébergement de la Communauté française, en remplacement de M. Jean-Marie JUSNIAUX, à Ham-sur-Heure-Nalinnes, dont le mandat a pris fin à la demande de l'organisation qui l'avait présenté; il achèvera le mandat de son prédécesseur.

Commission paritaire des entreprises d'assurances

Par arrêté royal du 9 février 1999, qui entre en vigueur le 2 mars 1999, M. Patrick VANDEN BOSSCHE, à Jette, est nommé, en qualité de représentant d'une organisation de travailleurs, membre suppléant de la Commission paritaire des entreprises d'assurances, en remplacement de M. Philippe DELBASCOURT, à Namur, dont le mandat a pris fin à la demande de l'organisation qui l'avait présenté; il achèvera le mandat de son prédécesseur.

Commission paritaire de l'industrie sidérurgique

Par arrêté royal du 9 février 1999, qui produit ses effets le 1^{er} janvier 1999, Mme Sophie ROSMAN, à Ixelles, membre suppléant de la Commission paritaire de l'industrie sidérurgique, est nommée, en qualité de représentante de l'organisation d'employeurs, membre effectif de cette commission, en remplacement de M. Jean-Pierre ROUSSEAU, à Wavre, dont le mandat a pris fin à la demande de l'organisation qui l'avait présenté; elle achèvera le mandat de son prédécesseur;

M. Luc BRAET, à Mortsel, est nommé, en qualité de représentant de l'organisation d'employeurs, membre suppléant de cette commission, en remplacement de Mme Sophie ROSMAN, à Ixelles, qui est nommée membre effectif; il achèvera le mandat de son prédécesseur;

M. Jean DELMELLE, à Rhode-Saint-Genèse, est nommé, en qualité de représentant de l'organisation d'employeurs, membre suppléant de cette commission, en remplacement de M. Michel MARLOT, à Lobbes, dont le mandat a pris fin à la demande de l'organisation qui l'avait présenté, il achèvera le mandat de son prédécesseur.

*Commission paritaire pour les entreprises de courtage
et agences d'assurances*

Par arrêté royal du 9 février 1999, qui entre en vigueur le 2 mars 1999, M. Johan FOBELETS, à Louvain, membre suppléant de la Commission paritaire pour les entreprises de courtage et agences d'assurances, est nommé, en qualité de représentant d'une organisation de travailleurs, membre effectif de cette commission, en remplacement de M. Marc VANDERMOSTEN, à Court-Saint-Etienne, dont le mandat a pris fin à la demande de l'organisation qui l'avait présenté; il achèvera le mandat de son prédécesseur;

M. Abel DJEZAR, à Basse-Sambre, est nommé, en qualité de représentant d'une organisation de travailleurs, membre suppléant de cette commission, en remplacement de M. Johan FOBELETS, à Louvain, qui est nommé membre effectif; il achèvera le mandat de son prédécesseur;

M. Yvan MATHEYS, à Jette, est nommé, en qualité de représentant d'une organisation de travailleurs, membre suppléant de cette commission, en remplacement de M. Georges SELS, à Oupeye, dont le mandat a pris fin à la demande de l'organisation qui l'avait présenté; il achèvera le mandat de son prédécesseur.

Commission paritaire pour les entreprises nettoyage et de désinfection

Par arrêté royal du 9 février 1999, qui entre en vigueur le 2 mars 1999, M. Albert LAMBERT, à Liège, est nommé, en qualité de représentant de l'organisation d'employeurs, membre suppléant de la Commission

Paritair Subcomité

voor de opvoedings- en huisvestingsinrichtingen van de Franse Gemeenschap

Bij koninklijk besluit van 9 februari 1999, dat uitwerking heeft met ingang van 27 oktober 1998, wordt de heer Michel DUPONT, te Vresse-sur-Semois, als vertegenwoordiger van de werkgeversorganisatie, tot gewoon lid benoemd van het Paritair Subcomité voor de opvoedings- en huisvestingsinrichtingen van de Franse Gemeenschap, ter vervanging van de heer Jean-Marie JUSNIAUX, te Ham-sur-Heure-Nalinnes, wiens mandaat een einde nam op verzoek van de organisatie die hem had voorgedragen; hij zal het mandaat van zijn voorganger voleindigen.

Paritair Comité voor het verzekeringswezen

Bij koninklijk besluit van 9 februari 1999, dat in werking treedt op 2 maart 1999, wordt de heer Patrick VANDEN BOSSCHE, te Jette, als vertegenwoordiger van een werknemersorganisatie, tot plaatsvervangend lid benoemd van het Paritair Comité voor het verzekeringswezen, ter vervanging van de heer Philippe DELBASCOURT, te Namen, wiens mandaat een einde nam op verzoek van de organisatie die hem had voorgedragen; hij zal het mandaat van zijn voorganger voleindigen.

Paritair Comité voor de ijzernijverheid

Bij koninklijk besluit van 9 februari 1999, dat uitwerking heeft met ingang van 1 januari 1999, wordt Mevr. Sophie ROSMAN, te Elsene, plaatsvervangend lid van het Paritair Comité voor de ijzernijverheid, als vertegenwoordigster van de werkgeversorganisatie, tot gewoon lid benoemd van dit comité, ter vervanging van de heer Jean-Pierre ROUSSEAU, te Waver, wiens mandaat een einde nam op verzoek van de organisatie die hem had voorgedragen; zij zal het mandaat van haar voorganger voleindigen;

wordt de heer Luc BRAET, te Mortsel, als vertegenwoordiger van de werkgeversorganisatie, tot plaatsvervangend lid benoemd van dit comité, ter vervanging van Mevr. Sophie ROSMAN, te Elsene, die tot gewoon lid wordt benoemd; hij zal het mandaat van zijn voorganger voleindigen;

wordt de heer Jean DELMELLE, te Sint-Genesius-Rode, als vertegenwoordiger van de werkgeversorganisatie, tot plaatsvervangend lid benoemd van dit comité, ter vervanging van de heer Michel MARLOT, te Lobbes, wiens mandaat een einde nam op verzoek van de organisatie die hem had voorgedragen; hij zal het mandaat van zijn voorganger voleindigen.

Paritair Comité voor de makelarij en verzekeringsagentschappen

Bij koninklijk besluit van 9 februari 1999, dat in werking treedt op 2 maart 1999, wordt de heer Johan FOBELETS, te Leuven, plaatsvervangend lid van het Paritair Comité voor de makelarij en verzekeringsagentschappen, als vertegenwoordiger van een werknemersorganisatie, tot gewoon lid benoemd van dit comité, ter vervanging van de heer Marc VANDERMOSTEN, te Court-Saint-Etienne, wiens mandaat een einde nam op verzoek van de organisatie die hem had voorgedragen; hij zal het mandaat van zijn voorganger voleindigen;

wordt de heer Abel DJEZAR, te Basse-Sambre, als vertegenwoordiger van een werknemersorganisatie, tot plaatsvervangend lid benoemd van dit comité, ter vervanging van de heer Johan FOBELETS, te Leuven, die tot gewoon lid wordt benoemd; hij zal het mandaat van zijn voorganger voleindigen;

wordt de heer Yvan MATHEYS, te Jette, als vertegenwoordiger van een werknemersorganisatie, tot plaatsvervangend lid benoemd van dit comité, ter vervanging van de heer Georges SELS, te Oupeye, wiens mandaat een einde nam op verzoek van de organisatie die hem had voorgedragen; hij zal het mandaat van zijn voorganger voleindigen.

Paritair Comité voor de schoonmaak- en ontsmettingsondernemingen

Bij koninklijk besluit van 9 februari 1999, dat in werking treedt op 2 maart 1999, wordt de heer Albert LAMBERT, te Luik, als vertegenwoordiger van de werkgeversorganisatie, tot plaatsvervangend lid

paritaire pour les entreprises de nettoyage et de désinfection, en remplacement de M. Luc DEHAENE, à Namur, dont le mandat a pris fin à la demande de l'organisation qui l'avait présenté; il achèvera le mandat de son prédécesseur.

Commission paritaire pour les banques

Par arrêté royal du 9 février 1999, qui entre en vigueur le 2 mars 1999, MM. Freddy BANCK, à Dilbeek, et Hans DECHAMPS, à Rotselaar, membres suppléants de la Commission paritaire pour les banques, sont nommés, en qualité de représentants de l'organisation d'employeurs, membres effectifs de cette commission, en remplacement respectivement de MM. André MICHEL, à Uccle, et Walter VANDERHASSELT, à Affligem, dont le mandat a pris fin à la demande de l'organisation qui les avait présentés; ils achèveront le mandat de leurs prédécesseurs;

M. Christian LAURIERS, à Saint-Ghislain, est nommé, en qualité de représentant de l'organisation d'employeurs, membre effectif de cette commission, en remplacement de Mme Martine HUYBRECHTS, à Bocchout, dont le mandat a pris fin à la demande de l'organisation qui l'avait présentée; il achèvera le mandat de son prédécesseur;

MM. Philippe ANNEZ de TABOADA, à Woluwe-Saint-Pierre, et Joris DE WORTELAER, à Louvain, sont nommés, en qualité de représentants de l'organisation d'employeurs, membres suppléants de cette commission, en remplacement respectivement de MM. Freddy BANCK, à Dilbeek, et Hans DECHAMPS, à Rotselaar, qui sont nommés membres effectifs; ils achèveront le mandat de leurs prédécesseurs;

M. Christian HINS, à Waterloo, et Mme Axelle HEUVELMANS, à Glabbeek-Zuurbemde, sont nommés, en qualité de représentants de l'organisation d'employeurs, membres suppléants de cette commission, en remplacement respectivement de MM. Stefan BLANCQUAERT, à Wellen, et Jean-Marc DURBECQ, à Malines, dont le mandat a pris fin à la demande de l'organisation qui les avait présentés; ils achèveront le mandat de leurs prédécesseurs.

Sous-commission paritaire de l'emploi dans le secteur bancaire

Par arrêté royal du 9 février 1999, qui entre en vigueur le 2 mars 1999, M. Luciaan VERBEKE, à Izegem, membre suppléant de la Sous-commission paritaire de l'emploi dans le secteur bancaire, est nommé, en qualité de représentant de l'organisation d'employeurs, membre effectif de cette sous-commission, en remplacement de M. André MICHEL, à Uccle, dont le mandat a pris fin à la demande de l'organisation qui l'avait présenté; il achèvera le mandat de son prédécesseur;

M. Christian LAURIERS, à Saint-Ghislain, est nommé, en qualité de représentant de l'organisation d'employeurs, membre effectif de cette sous-commission, en remplacement de Mme Martine HUYBRECHTS, à Bocchout, dont le mandat a pris fin à la demande de l'organisation qui l'avait présentée; il achèvera le mandat de son prédécesseur;

M. Philippe ANNEZ de TABOADA, à Woluwe-Saint-Pierre, est nommé, en qualité de représentant de l'organisation d'employeurs, membre suppléant de cette sous-commission, en remplacement de M. Luciaan VERBEKE, à Izegem, qui est nommé membre effectif; il achèvera le mandat de son prédécesseur;

M. Mark BUYST, à De Pinte, et Mme Axelle HEUVELMANS, à Glabbeek-Zuurbemde, sont nommés, en qualité de représentants de l'organisation d'employeurs, membres suppléants de cette sous-commission, en remplacement respectivement de MM. Stefan BLANCQUAERT, à Wellen, et Pierre WOUTERS, à Braine-l'Alleud, dont le mandat a pris fin à la demande de l'organisation qui les avait présentés; ils achèveront le mandat de leurs prédécesseurs.

benoemd van het Paritair Comité voor de schoonmaak- en ontsmettingsondernemingen, ter vervanging van de heer Luc DEHAENE, te Namen, wiens mandaat een einde nam op verzoek van de organisatie die hem had voorgedragen; hij zal het mandaat van zijn voorganger voleindigen.

Paritair Comité voor de banken

Bij koninklijk besluit van 9 februari 1999, dat in werking treedt op 2 maart 1999, worden de heren Freddy BANCK, te Dilbeek, en Hans DECHAMPS, te Rotselaar, plaatsvervangende leden van het Paritair Comité voor de banken, als vertegenwoordigers van de werkgeversorganisatie, tot gewone leden benoemd van dit comité, respectievelijk ter vervanging van de heren André MICHEL, te Ukkel, en Walter VANDERHASSELT, te Affligem, wier mandaat een einde nam op verzoek van de organisatie die hen had voorgedragen; zij zullen het mandaat van hun voorgangers voleindigen;

wordt de heer Christian LAURIERS, te Saint-Ghislain, als vertegenwoordiger van de werkgeversorganisatie, tot gewoon lid benoemd van dit comité, ter vervanging van Mevr. Martine HUYBRECHTS, te Boechout, wiens mandaat een einde nam op verzoek van de organisatie die haar had voorgedragen; hij zal het mandaat van zijn voorgangster voleindigen;

worden de heren Philippe ANNEZ de TABOADA, te Sint-Pieters-Woluwe, en Joris DE WORTELAER, te Leuven, als vertegenwoordigers van de werkgeversorganisatie, tot plaatsvervangende leden benoemd van dit comité, respectievelijk ter vervanging van de heren Freddy BANCK, te Dilbeek, en Hans DECHAMPS, te Rotselaar, die tot gewone leden worden benoemd; zij zullen het mandaat van hun voorgangers voleindigen;

worden de heer Christian HINS, te Waterloo, en Mevr. Axelle HEUVELMANS, te Glabbeek-Zuurbemde, als vertegenwoordigers van de werkgeversorganisatie, tot plaatsvervangende leden benoemd van dit comité, respectievelijk ter vervanging van de heren Stefan BLANCQUAERT, te Wellen, en Jean-Marc DURBECQ, te Mechelen, wier mandaat een einde nam op verzoek van de organisatie die hen had voorgedragen; zij zullen het mandaat van hun voorgangers voleindigen.

Paritair Subcomité voor de tewerkstelling in de sector banken

Bij koninklijk besluit van 9 februari 1999, dat in werking treedt op 2 maart 1999, wordt de heer Luciaan VERBEKE, te Izegem, plaatsvervangend lid van het Paritair Subcomité voor de tewerkstelling in de sector banken, als vertegenwoordiger van de werkgeversorganisatie, tot gewoon lid benoemd van dit subcomité, ter vervanging van de heer André MICHEL, te Ukkel, wiens mandaat een einde nam op verzoek van de organisatie die hem had voorgedragen; hij zal het mandaat van zijn voorganger voleindigen;

wordt de heer Christian LAURIERS, te Saint-Ghislain, als vertegenwoordiger van de werkgeversorganisatie, tot gewoon lid benoemd van dit subcomité, ter vervanging van Mevr. Martine HUYBRECHTS, te Boechout, wiens mandaat een einde nam op verzoek van de organisatie die haar had voorgedragen; hij zal het mandaat van zijn voorgangster voleindigen;

wordt de heer Philippe ANNEZ de TABOADA, te Sint-Pieters-Woluwe, als vertegenwoordiger van de werkgeversorganisatie, tot plaatsvervangend lid benoemd van dit subcomité, ter vervanging van de heer Luciaan VERBEKE, te Izegem, die tot gewoon lid wordt benoemd; hij zal het mandaat van zijn voorganger voleindigen;

worden de heer Mark BUYST, te De Pinte, en Mevr. Axelle HEUVELMANS, te Glabbeek-Zuurbemde, als vertegenwoordigers van de werkgeversorganisatie, tot plaatsvervangende leden benoemd van dit subcomité, respectievelijk ter vervanging van de heren Stefan BLANCQUAERT, te Wellen, en Pierre WOUTERS, te Eigenbrakel, wier mandaat een einde nam op verzoek van de organisatie die hen had voorgedragen; zij zullen het mandaat van hun voorgangers voleindigen.

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

VLAAMSE GEMEENSCHAP — COMMUNAUTE FLAMANDE

TRADUCTION

MINISTERIE VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP

Departement Leefmilieu en Infrastructuur

[S - C - 99/36408]

Gewestplan Kortrijk. — Definitieve vaststelling van het plan tot gedeeltelijke wijziging van het gewestplan Kortrijk op het grondgebied van de gemeenten Anzegem, Avelgem, Deerlijk, Harelbeke, Kortrijk, Kuurne, Lendeledede, Menen, Spiere-Helkijn, Waregem, Wevelgem en Zwevegem

Een besluit van de Vlaamse regering van 10 november 1998 bepaalt:

Artikel 1. Het plan tot gedeeltelijke wijziging van het koninklijk besluit van 4 november 1977 houdende vaststelling van het gewestplan Kortrijk, gewijzigd bij besluiten van de Vlaamse regering van 14 december 1994, 11 januari 1995, 9 juli 1996 en 23 juli 1998 wordt definitief vastgesteld voor delen van de kaartbladen 28/4, 28/8, 29/1, 29/2, 29/3, 29/5, 29/6, 29/7, 29/8 en 37/2 met aanvullende stedenbouwkundige voorschriften, zoals vervat in bijlagen 1 tot en met 11 bij dit besluit.

Art. 2. De kaarten met de bestaande fysische en juridische toestand, behorende tot de niet-normatieve delen van het voormeld gewestplan, zijn vervat in de bijlage 12 tot 21 bij dit besluit.

Art. 3. De Vlaamse minister bevoegd voor de ruimtelijke ordening, is belast met de uitvoering van dit besluit.

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FLAMANDE

Département de l'Environnement et de l'Infrastructure

[S - C - 99/36408]

Plan de secteur "Courtrai". — Fixation définitive ou plan de modification partielle du plan de secteur "Courtrai" sur le territoire des communes d'Anzegem, Avelgem, de Deerlijk, Harelbeke, Courtrai, Kuurne, Lendeledede, Menin, Espierres-Helchin, Waregem, Wevelgem et Zwevegem

Un arrêté du Gouvernement flamand du 10 novembre 1998 décide:

Article 1^{er}. Le plan de modification partielle de l'arrêté royal du 4 novembre 1977 portant fixation du plan de secteur "Courtrai", modifié par les arrêtés du Gouvernement flamand des 14 décembre 1994, 11 janvier 1995, 9 juillet 1996 et 23 juillet 1998, est fixé définitivement pour des parties des feuilles 28/4, 28/8, 29/1, 29/2, 29/3, 29/5, 29/6, 29/7, 29/8 et 37/2 avec des prescriptions urbanistiques complémentaires telles que comprises dans les annexes 1re à 11 incluse au présent arrêté.

Art. 2. Les cartes indiquant la situation physique et juridique existante, appartenant aux parties non normatives du plan de secteur précité, sont comprises dans les annexes 12 à 21 au présent arrêté.

Art. 3. Le ministre flamand ayant l'aménagement du territoire dans ses attributions, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Uittreksel uit het verslag van de Regionale Commissie d.d. 15 juli 1998

Advies gedeeltelijke herziening gewestplan Kortrijk op het grondgebied van de gemeenten Anzegem, Avelgem, Deerlijk, Harelbeke, Kortrijk, Kuurne, Lendeledede, Menen, Spiere-Helkijn, Waregem, Wevelgem en Zwevegem

**GEWESTPLAN KORTRIJK. — ADVIES VAN DE STREEKCOMMISSIE VAN ADVIES
VOOR DE RUIMTELIJKE ORDENING EN DE STEDENBOUW IN WEST-VLAANDEREN**

De Regionale Commissie van Advies in haar zitting van 15 juli 1998,

Gelet op het decreet betreffende de ruimtelijke ordening gecoördineerd op 22 oktober 1996, inzonderheid de artikelen 9, 10 en 11;

Gelet op het koninklijk besluit van 28 december 1972 betreffende de inrichting en de toepassing van de ontwerp-gewestplannen en de gewestplannen, gewijzigd bij koninklijk besluit van 13 december 1978 en bij besluiten van de Vlaamse regering van 3 oktober 1984, 15 en 29 september 1993;

Gelet op het koninklijk besluit van 4 november 1977 houdende vaststelling van het gewestplan Kortrijk en de daarbij horende stedenbouwkundige voorschriften en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 24 februari 1977 houdende vaststelling van het gewestplan Oudenaarde;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 augustus 1979 houdende vaststelling van het gewestplan Ieper-Poperinge en latere wijzigingen;

Gelet op het besluit van de Vlaamse regering van 14 oktober 1992 tot wijziging van het koninklijk besluit van 20 april 1967 houdende aanwijzing van een gewest (Kortrijk) waarvoor een plan van aanleg moet worden opgemaakt;

Gelet op het besluit d.d. 5 april 1995 van de Vlaamse regering zoals bijgesteld met de beslissing van 3 januari 1996 en bevestigd bij de beslissing van 2 april 1996 waarbij zij het voorontwerp-ruimtelijk structuurplan als toetskader aannam voor wijzigingen van de bestemmingen van de vigerende gewestplannen;

Gelet op het besluit d.d. 23 juli 1997 van de Vlaamse regering houdende voorlopige vaststelling van het ontwerp-plan tot gedeeltelijke wijziging van het gewestplan Kortrijk op het grondgebied van de gemeenten Anzegem, Avelgem, Deerlijk, Harelbeke, Kortrijk, Kuurne, Lendeledede, Menen, Spiere-Helkijn, Waregem, Wevelgem en Zwevegem;

Gelet op de brief d.d. 15 december 1997 van de Gouverneur van de provincie West-Vlaanderen aan het College van burgemeester en schepenen van de in het gewestplan Kortrijk gelegen gemeenten, waarbij het : openbaar onderzoek betreffende de gedeeltelijke herziening van het ontwerp-gewestplan Kortrijk wordt bevolen van 19 januari 1998 tot en met 19 maart 1998;

Gelet op de brief d.d. 7 mei 1998 van de Gouverneur van de provincie West-Vlaanderen waarbij het ontwerp-plan werd overgemaakt aan de Regionale Commissie van Advies en aan de Vlaamse regering;

Gelet op de adviezen van de gemeenteraden van Anzegem, Avelgem, Deerlijk, Harelbeke, Kortrijk, Kuurne, Lendeledede, Menen, Spiere-Helkijn, Waregem, Wevelgem en Zwevegem uitgebracht tijdens de periode van 60 dagen (20 maart tot en met 18 mei 1998) volgend op het openbaar onderzoek;

Gelet op het advies van de Bestendige Deputatie d.d. 18 mei 1998;

Overwegende dat tijdens het openbaar onderzoek van 19 januari 1998 tot en met donderdag 19 maart 1998, 16778 bezwaarschriften werden ingediend,

ONDERZOEK VAN DE ADVIEZEN, BEZWAREN EN OPMERKINGEN

KNELPUNTEN

De Commissie formuleert na onderzoek van de bezwaren, opmerkingen en voorstellen een advies aangaande een aantal knelpunten.

1° Regionale bedrijventerreinen met openbaar karakter

A. Brabantstraat, Waregem

De Commissie merkt op

— dat deze uitbreiding van de bestaande industrieterreinen de verbinding maakt tussen de bestaande bedrijventerreinen "Flanders Fieldweg, Vijverdamstraat, en Brabantstraat" en de industriezone gelegen langs de Vichtesteenweg, waardoor langs de E17 een massale industriezone ontstaat die de draagkracht van het gebied overschrijdt en belastend zou zijn voor de leefbaarheid van het achterland;

— dat de ontsluiting langs de Vichtesteenweg niet verantwoord is vanwege de nabijheid van de centra van Vichte en Waregem en de weg die de industriezone Brabantstraat ontsluit niet berekend is op uitbreiding van industriële activiteiten;

— dat deze uitbreiding gelegen is in de onmiddellijke nabijheid van een uitgebreide landelijke woonkorrel;

— dat er een reële behoefte bestaat in de regio aan terreinen voor KMO;

— dat een terrein voor KMO bedrijven in combinatie met een ruime bufferzone de hinder voor omwonenden kan beperken tot het normale niveau.

De Commissie adviseert met 2 onthoudingen en 1 stem tegen de zone voor Regionaal bedrijventerrein met openbaar karakter niet te weerhouden en deze zone te bestemmen als gebied voor ambachtelijke bedrijven, kleine en middelgrote ondernemingen met daarin een ruime bufferzone ten overstaan van de bestaande woonkorrel.

B. Harelbekestraat, Anzegem-Vichte

De Commissie merkt op

— dat dit regionaal bedrijventerrein paalt aan het woongebied en gelegen is vlakbij de kern van de deelgemeente Vichte;

— dat deze locatie uitgespreid wordt langs de N36 waardoor de verkeerssituatie onveilig wordt, mede door de meerdere bijkomende ontsluitingen en waardoor de kernen van Vichte en Deerlijk (Belgiek) nog meer naar elkaar toeslibben;

— dat er een industrieterrein aanwezig is in de richting Deerlijk, langs de E17, waarvoor in deze ontwerp-gewestplanwijziging eveneens een uitbreiding is voorzien;

— dat een zone voor KMO in combinatie met een ruime bufferzone ten overstaan van het aanpalende woongebied en met een ontsluiting langs de toegangsweg van het achterliggende industriegebied, het maximum alternatief is voor de draagkracht van het gebied.

De Commissie adviseert de zone voor Regionaal bedrijventerrein met openbaar karakter niet te weerhouden en deze zone te bestemmen als gebied voor ambachtelijke bedrijven, kleine en middelgrote ondernemingen met daarin een ruime bufferzone ten overstaan van het woongebied en met speciale aandacht naar de ontsluiting op de N36.

C). N391 Zwevegem

De Commissie merkt op

— dat dit regionaal bedrijventerrein nauw omsloten is door het woongebied;

— dat delen van het vroegere woonuitbreidingsgebied behouden werden;

— dat er geen bufferzones voorzien werden ten overstaan van het woongebied;

— dat de ontsluiting goed is.

De Commissie adviseert dat, omwille van de integratie in het woongebied en als overgang naar de industriegebieden ten noorden en ten oosten, deze zone niet te weerhouden en te bestemmen als zone voor ambachtelijke bedrijven, kleine en middelgrote ondernemingen met daarin een ruime bufferzone ten overstaan van het woongebied.

2° Woonwagenvak te Aalbeke

De Commissie stelt vast

— dat in het stedelijk gebied Kortrijk een nood bestaat aan woonwagenterreinen;

— dat volgens het RSV deze woonwagenterreinen deel uitmaken van de woongebieden;

— dat woonwagenterreinen dienen gelegen te zijn in de omgeving van de grote verkeersassen, dat de ontsluiting van woonwagenterreinen louter gericht is op toegang geven en deze ontsluiting het functioneren van wegen met een verbindingfunctie niet mag hinderen;

— dat voor de uitvoering van het Ruimtelijk Structuurplan Vlaanderen het Vlaams Gewest, in afwachting van het nieuwe decreet betreffende de ruimtelijke ordening, moet gebruik maken van de gewestplannen;

— dat het RSV voorziet dat de ruimtelijke afweging voor locaties voor woonwagenterreinen moet plaatsvinden in het kader van het provinciaal en gemeentelijk structuurplanningsproces en/of het afbakeningsproces voor de stedelijke gebieden;

— dat de afbakening van het regionaal stedelijk gebied Kortrijk nog niet gerealiseerd is;

— dat de locatie voorgesteld in de ontwerp-gewestplanwijziging geen voorwerp heeft uitgemaakt van overleg tussen de verschillende bestuursniveaus.

De Commissie adviseert met 2 onthoudingen en 2 stemmen tegen de ontwerp-gewestplanwijziging betreffende het woonwagenvak te Aalbeke ongunstig.

3° De zone voor parking in de verkeerswisselaar "het Ei"

De Commissie stelt vast dat voor het deel van het binnengebied van het oprittencomplex "het Ei", dat een bestemming zone voor parking, bestemd voor de Kortrijkse Hallen, gekregen heeft met een ontsluiting via de bestaande parking van de Hallen, in de adviezen en bezwaren:

1. een ontsluiting gevraagd wordt rechtstreeks via de verkeerswisselaar;
2. een bestemming zone voor gemeenschapsvoorziening en diensten.

De Commissie stelt dat, naar de visie van het RSV op een hoofdweg of primaire weg geen toegang kan gegeven worden tot belendende percelen, daar de verbindende functie op internationaal of Vlaams niveau en de verzamelende functie op Vlaams niveau niet kan verstoord worden en dat de ontsluiting geen voorwerp uitmaakt van een gewestplanwijziging.

De Commissie stelt verder dat de bestemming gemeenschapsvoorziening en openbaar nutsvoorziening de mogelijkheden tot ontwikkeling van het gebied verruimen. De Commissie acht het noodzakelijk dat een uitvoeringsplan dient opgemaakt voor de uitbouw van dit gebied. Dit uitvoeringsplan dient gerelateerd te worden aan de zone van het bestaande Hallencomplex en dient tevens de problematiek van verkeer en ontsluiting te behandelen.

De Commissie adviseert met 1 onthouding de ontwerp-gewestplanwijziging betreffende de zone "het Ei" ongunstig en stelt dat binnen het betrokken gebied het bijkomend voorschrift P dient geschrapt te worden en dat het betrokken gebied de bestemming gemeenschapsvoorziening en openbaar nut dient te krijgen.

Het minderheidsstandpunt bepleit het behoud van de bestemming op het huidige gewestplan.

4° Aanduiding lijninfrastructuren

De Commissie stelt vast dat een aantal nog te verwezenlijken lijninfrastructuren en verkeerswisselaars grafisch niet meer aangeduid worden. Gezien hierdoor de toekomstige verwezenlijking en de aanpassing van deze wegen of delen van wegen in gedrang komen, is het wenselijk dat de aanduiding behouden blijft. Dat de bufferzones ingetekend in het binnengebied van de wegen niet aangewezen zijn en dat bij de realisatie van de weg de overheid dient rekening te houden met alle aspecten van veiligheid en hinder, inclusief verkeersveiligheid en geluids- en visuele hinder. De Commissie adviseert de bezwaren hieromtrent gunstig.

5° Uitbreiding van de voorgestelde zoneringen of opname van nieuwe zoneringen in een vastgesteld ontwerp-gewestplan

De Commissie stelt dat adviezen van gemeenteraden, Bestendige Deputatie, bezwaren en opmerkingen tot uitbreiding van voorgestelde zoneringen of tot opname van nieuwe zoneringen in een vastgesteld ontwerp-gewestplan het voorwerp moeten uitmaken van nieuwe voorstellen tot aanpassing/wijziging van een gewestplan waarover de Vlaamse regering en alleen zij beslist over het gevolg dat daaraan kan verleend worden; dat deze adviezen, bezwaren en opmerkingen ongunstig bevonden worden in de procedure tot gedeeltelijke herziening van het gewestplan Kortrijk ingevolge besluit van de Vlaamse regering d.d. 23 juli 1997.

6° De hoeves in bosgebied

De Commissie stelt vast dat in de gebieden, welke in deze ontwerp-gewestplanwijziging aangeduid zijn als bosgebied, zich een aantal land- en tuinbouwexploitaties bevinden.

De Commissie stelt eveneens vast dat binnen de zones, welke binnen de ontwerp-gewestplanwijziging de bestemming bos toegewezen krijgen, zich historische hoeves bevinden.

De Commissie adviseert dat, met 2 onthoudingen en 1 stem tegen, omwille van de continuïteit van de bedrijven, de exploitatiezetels, gelegen in bosgebied, de bestemming "uitbreiding voor bos" dienen te krijgen waardoor de bestemming die als grondkleur is weergegeven, blijft gelden tot op het moment dat de bosuitbreiding effectief gerealiseerd wordt.

ADVIEZEN GEMEENTEN

Advies van de Commissie m.b.t. de adviezen van de gemeenteraden

WAREGEM

De gemeente Waregem geeft een gunstig advies voor de ontwerp-gewestplanwijziging, behalve voor

1° de inplanting van de waterzuiveringsinstallatie, daar de voorgestelde inplanting de ontwikkeling van het aldaar gevestigde bedrijf schaadt en dat voor dit deel een bouwaanvraag werd ingediend door het bedrijf, welke gunstig geadviseerd werd door de administratie ROHM. De gemeente geeft een alternatieve inplantingsplaats welke volledig kan worden opgenomen in het natuurlijk landschap en de woonkern en het nabije natuurgebied niet schaadt.

De Commissie stelt vast dat de in de ontwerp-gewestplanwijziging voorgestelde bestemming niet meer verwezenlijkbaar is, vanwege de door de administratie ROHM gunstig geadviseerde bedrijfsuitbreiding en adviseert de bestemming te schrappen.

De Commissie adviseert het voorstel van de gemeente voor een nieuwe inplantingsplaats ongegrond omdat deze geen voorwerp heeft uitgemaakt van het openbaar onderzoek en verwijst naar haar advies onder knelpunten nr. 5;

2° een deel van de bestemming natuurgebied Zavelputten, Beveren-Leie, hetgeen zich bevindt op het terrein van de nieuwe uitbreiding van de begraafplaats. De gemeente vraagt hier een aanpassing naar zone voor gemeenschaps- en openbaar nutsvoorziening voor het deel van de begraafplaats.

De Commissie adviseert gegrond. De uitbreiding begraafplaats dient de bestemming gemeenschaps- en openbaar nutsvoorziening te krijgen;

3° het bosuitbreidingsgebied aan de Spitaalbossen, voor het deel dat gesitueerd is ter plaatse van de bestaande woningen, koeren en hovingen. De gemeente vraagt hier de bestemming woonpark.

De Commissie stelt dat de woningen die in de ontwerp-gewestplanwijziging in bosuitbreidingsgebied komen te liggen, thans gelegen zijn in agrarisch gebied, dus zonevreemd zijn en dat de omzetting tot woonpark strijdig is met de reservering van gronden voor uitbreiding bos.

De Commissie adviseert ongegrond;

4° een deel van de uitbreiding industriezone Unilin, de nieuwe inname agrarisch gebied langs de Leemputstraat. De gemeente vraagt een bufferzone t.o.v. van de Leemputstraat, ter voorkoming van verkeer via deze weg en om te vermijden dat de uitbreiding dient om een nieuw bedrijf op te starten.

De Commissie stelt dat voor deze belangrijke uitbreiding van de industriezone een uitvoeringsplan aangewezen is voor de inrichting van het terrein en dat voorwaarden tot ontsluiting en bufferzones hierin dienen opgenomen te worden.

De Commissie wijst op de noodzaak van een uitvoeringsplan. De Commissie adviseert ongegrond;

5° zone voor dagrecreatie nabij het golfterrein, welke dient ingetekend te worden als zone voor verblijfsrecreatie.

De Commissie stelt vast dat de grafische voorstelling niet overeenkomt met de tekst van de toelichting en vraagt deze zone in te tekenen als zone voor verblijfsrecreatie.

De Commissie adviseert gegrond;

6° het regionaal bedrijventerrein Brabantstraat. De gemeente vindt het eerder aangewezen om hier een ambachtelijke bedrijvenzone in te richten, gezien de grote vraag voor terreinen voor KMO's en de nabijheid van een woonkorrel. Verder ziet de gemeente een ambachtelijke zone op deze plaats als een eindpunt aan de inname van gronden voor industriële activiteiten. Verder wenst de gemeente de inrichting van deze ambachtelijke zone op zich te nemen.

De Commissie stelt dat de ontsluiting van dit gebied onvoldoende is en dat de draagkracht van het gebied bereikt is, dat de aanduiding van deze zone als regionaal bedrijventerrein te belastend zou zijn voor de leefbaarheid van het achterland dat een zone voor ambachtelijke bedrijven de hinder voor de omgeving beperkt en verwijst naar haar advies onder knelpunten nr. 1A.

De Commissie adviseert gegrond.

KORTRIJK

De stad Kortrijk geeft een gunstig advies voor de ontwerp-gewestplanwijziging mits, op kaartblad 29/1,

A. voor de reservatiezone ringlaan R8 en omgeving

1° het behoud agrarisch gebied en reservatiestrook verkeerswisselaar R8-A17;

2° de bufferzones rond R8 vervangen worden door gemeenschaps- en openbaar nutsvoorzieningen;

3° het parkgebied ter hoogte pompstation R8 vervangen wordt door gemeenschaps- en openbaar nutsvoorzieningen;

4° agrarisch en woongebied vervangen wordt door gemeenschaps- en openbaar nutsvoorzieningen daar het gebied tot de begraafplaats behoort;

5° de nog aan te leggen delen van de R8 ingetekend worden conform richtlijnen RSV.

De Commissie adviseert gegrond wat betreft de lijninfrastructuren en verwijst naar haar advies onder knelpunten nr. 4.

De Commissie adviseert gegrond betreffende de intekening van de bestaande begraafplaats en het pompstation als zone voor gemeenschaps- en openbaar nutsvoorziening;

B. voor de afschaffing reservatiezone "Vlasweg" het kruispunt Mellestraat, Gemeenhof ingetekend wordt als zone voor landelijk wonen, conform bestaande toestand.

De Commissie adviseert gegrond gezien de bestaande toestand ter plaatse;

C. het intekenen van het nieuwe tracé van de N328, het aansluitstuk met de R8, daar door het schrappen van een deel van het tracé er een vacuüm ontstaat.

De Commissie verwijst naar haar advies onder knelpunten nr. 5 betreffende zones die geen deel uitgemaakt hebben van het openbaar onderzoek van deze ontwerp-gewestplanwijziging.

De Commissie adviseert ongegrond;

D. het intekenen van de vervanging van de N50c.

De Commissie verwijst naar haar advies onder knelpunten nr. 5 betreffende zones die geen deel uitgemaakt hebben van het openbaar onderzoek van deze ontwerp-gewestplanwijziging en adviseert ongegrond;

E. Behoud bestaande strook natuurgebied langs Leieboorden i.p.v. industriezone.

De Commissie stelt vast dat de continuïteit van het natuurgebied langs de Leie onderbroken wordt, dat er een klein deeltje natuurgebied wordt ingesloten en dat in het kader van de herwaardering van de Leievalei het niet aangewezen is industriële uitbreiding mogelijk te maken tot tegenaan de Leieboorden.

De Commissie adviseert gegrond.

De stad Kortrijk geeft een gunstig advies voor de ontwerp-gewestplanwijziging mits, op kaartblad 29/5,

A. het behoud van het recreatief park ten noorden van het stadsrandbos, gezien de densiteit van de omringende bebouwing.

De Commissie stelt dat de bestemming bosgebied het recreatieve aspect van de vijvers aantast.

De Commissie adviseert gegrond;

B. het intekenen van agrarische bestemming voor de hoeves binnen het stadsrandbos die nog in exploitatie zijn.

De Commissie stelt dat deze geïsoleerde hoeves geen toekomst hebben binnen dit bosgebied. De Commissie adviseert ongegrond en verwijst naar haar advies onder knelpunten nr. 6;

C. het intekenen van twee bedrijven langs de Cannartstraat als agrarisch gebied, in het voorgesteld bosgebied en de hoeve ter hoogte van de Kennedylaan in te tekenen als zone voor dagrecreatie.

De Commissie stelt dat deze geïsoleerde hoeves geen toekomst hebben binnen dit bosgebied. De Commissie adviseert ongegrond en verwijst naar haar advies onder knelpunten nr. 6 voor de hoeves langs de Cannartstraat en gegrond voor de zone dagrecreatie voor de hoeve ter hoogte van de Kennedylaan;

D. het intekenen van de uitbreiding industrie aan de vroegere pannenfabriek, als zone voor ambachtelijke bedrijven.

De Commissie stelt dat de locatie paalt aan een woongebied en adviseert gegrond;

E. het intekenen van de regionale zone voor diensten en handel (Barco) als zone voor industrie.

De Commissie stelt dat voor de leefbaarheid van het aldaar gevestigd bedrijf de bestemming industrie noodzakelijk is.

De Commissie adviseert gegrond;

F. het intekenen van de zone voor parking (het Ei) als gemengde zone voor gemeenschapsvoorzieningen en diensten en een rechtstreekse ontsluiting op de verkeerswisselaar.

De Commissie stelt dat de zone de bestemming Gemeenschapsvoorziening en openbaar nut dient te krijgen.

De Commissie verwijst naar haar advies onder knelpunten nr. 3 en adviseert ongegrond;

G. het schrappen van de bestemming pleisterplaats voor woonwagewoners.

De Commissie adviseert gegrond, en verwijst naar haar advies onder knelpunten nr. 2;

H. de nabestemming dagrecreatie van het ontginningsgebied achter de pannenfabriek behouden blijft.

De Commissie stelt dat de bestemming dagrecreatie kan uitgebouwd worden in een kader dat nauw aansluit bij de natuurwaarden uit de omgeving.

De Commissie adviseert gegrond.

De stad Kortrijk geeft een gunstig advies voor de ontwerp-gewestplanwijziging met uitzondering van, op kaartblad 29/6,

het intekenen van agrarisch gebied voor de hoeve in het bosgebied tussen Argendaalbos en Bellegebos.

De Commissie stelt dat deze geïsoleerde hoeves geen toekomst hebben binnen dit bosgebied en verwijst naar haar advies onder nr. 6.

De Commissie adviseert ongegrond.

ANZEGEM

De gemeente Anzegem geeft een gunstig advies voor de ontwerp-gewestplanwijziging, behalve voor

A. het regionaal bedrijventerrein te Anzegem-Vichte, dat de leefbaarheid van de woonkern in gedrang brengt. De gemeente stelt een locatie voor een regionaal bedrijventerrein voor, aansluitend aan de industriezone Brabantstraat, Waregem.

De Commissie verwijst naar haar advies onder knelpunten 1B en adviseert ongegrond voor de voorgestelde locatie welke geen deel uitgemaakt heeft van deze ontwerp-gewestplanwijziging en verwijst hiervoor naar haar advies onder knelpunten nr. 5;

B. het bosgebied en het bosuitbreidingsgebied Hemsrode, omwille van het teloorgaan van de bestaande natuurlijke elementen en het verdwijnen van rijke landbouwgronden.

De gemeente stelt voor om op gemeentelijk vlak extra maatregelen te nemen tot het valoriseren en het behoud van deze natuurlijke elementen.

De Commissie wijst erop dat mede door het toekennen van de bestemming bosuitbreiding de bescherming van kleine natuurgebieden en bronnen wegvalt, dat deze bronnen mede bepalend zijn voor de bestaande natuurwaarden in het deel dat de bestemming bosgebied krijgt, dat dit gebied een landschappelijke waarde heeft en dat om deze redenen een bos en uitbreiding voor bos niet aangewezen is.

De Commissie neemt nota van de intenties van het gemeentebestuur.

De Commissie adviseert gegrond;

C. het bosuitbreidingsgebied Hellestraat en Meuleberg, welke ecologisch eveneens onverantwoord is. De gemeente stelt voor reeds beboste percelen en nog te bebossen percelen op te nemen als bosgebied (ongeveer 13 ha samen) omdat deze een vrij homogeen bosgebied vormen.

De Commissie stelt dat deze locaties geen deel uitgemaakt hebben van het openbaar onderzoek en verwijst hiervoor naar haar advies onder nr. 5. De in de ontwerp-gewestplanwijziging voorgestelde zone voor uitbreiding voor bos is een optie van de Vlaamse regering waarbij vooropgesteld wordt dat het gebied een aaneensluitend ruimtelijk geheel wordt.

De Commissie adviseert ongegrond;

D. de voorgestelde wijziging van de site voormalig pompgebouw (hoek Schelde-kanaal van Bossuit) gezien de bestemming van dit lokaal als infokantoor voor de intergemeentelijke VVV. De bestemming gemeenschapsvoorziening dient behouden te blijven.

De Commissie stelt dat de uitwerking van dit intergemeentelijk initiatief tot bevordering van het streektoerisme niet gehypothekeerd kan worden door de bestemming natuurgebied en adviseert gegrond.

DEERLIJK

De gemeente Deerlijk geeft een gunstig advies voor de ontwerp-gewestplanwijziging, behalve voor

A. de omgeving van de Gavers: de gronden van het bestaand landbouwbedrijf mogen niet opgenomen worden als agrarisch gebied met ecologisch belang. Deze bestemming legt te zware beperkingen op aan de leefbaarheid van het bedrijf.

De Commissie stelt dat de wijziging van het gewestplan voorgesteld werd omwille van de drinkwatervoorziening in de vijver van de Gavers en het aangrenzend natuurgebied.

De Commissie adviseert met 1 onthouding ongegrond;

B. de voorgestelde wijziging van de site voormalig pompgebouw (hoek Schelde-kanaal van Bossuit), gezien de bestemming van dit lokaal als infokantoor voor de intergemeentelijke VVV. De bestemming gemeenschapsvoorziening dient behouden te blijven.

De Commissie adviseert gegrond (zie advies Anzegem);

C. de opmerkingen geformuleerd door de intercommunale Leiedal.

LEIEDAL (Kortrijk)

1. De herziening bevat zeer veel verschillende invalshoeken

— Inzake de uitbreidingsgebieden voor bos.

Het bezwaar heeft betrekking op de grote versnippering. Er worden met name veel kleine — te verspreid over de regio — bos-, park- of bosuitbreidingsgebieden voorzien. Dit gegeven kan nooit leiden tot een gewenste en noodzakelijke verbetering van omgevings- en woonkwaliteit. Bovendien garandeert de bestemming bosuitbreidingsgebied niet dat er effectief ook een bos zal komen.

— Inzake nieuwe bedrijventerreinen.

Het bedrijventerrein Vicht-Deerlijkstraat en Zwevegem ten zuiden van de N391 dienen aangeduid te worden als gebied voor ambachtelijke en KMO- bedrijven.

— Inzake uitbreiding van bestaande bedrijven.

Deze gebieden worden aangeduid als "klassiek" industriegebied, wat inhoudt dat er zich eender welk nieuw bedrijf kan vestigen. Het is nodig dat deze gebieden aangeduid worden als "industriegebied voor de uitbreiding van bestaande bedrijven", tenzij dergelijke bestemming reeds via een BPA werd vastgelegd.

— Inzake groene bufferzones.

Op verschillende plaatsen worden bufferzones oneigenlijk gebruikt. Zo is er geen groene bufferzone nodig tussen een autoweg en een industriegebied, binnen het weggebied van de ringlaan en binnen een verkeerswisselaar.

— Inzake lijninfrastructuur.

Terzake is de gewestplanwijziging incoherent en inconsequent t.a.v. de andere aspecten. Uit de toelichting en de dossierbehandeling blijkt dat de weginfrastructuur enkel behandeld wordt op het Vlaamsgewestelijk niveau en niet op het subregionaal. Dit is planologisch-juridisch duidelijk een foutieve aanpak. De reeds sinds jaren bestaande consensus omtrent het binnengebied van de R8 en het tracé van de N391 wordt op de gewestplanwijziging onvolledig tot uiting gebracht.

— Inzake waterwegen.

Het is onduidelijk of de grafische aanduiding "waterweg" de reeds bestaande stroken omvat die zowel langs de Leie als langs het kanaal Bossuit-Kortrijk zijn voorzien. Het is in ieder geval niet verantwoord de strook langs het water, ingenomen of voorzien voor een bedieningsweg (waar ook leidingen en collectoren aangelegd kunnen worden) als N- of P-gebied op te nemen.

2. Bezwaren per kaartblad en per gemeente

— kaartblad 28/4 (plan 1)

WEVELGEM: de groene bufferzone tussen de autoweg en de industriezone is overbodig. De wetgeving op de autowegen heeft een eigen regeling inzake de bouwvrije stroken.

— kaartblad 29/1 (plan 2)

WEVELGEM: de strook langs de Driemastenstraat vanaf de Gouden Bank tot de Westakker moet opgenomen worden als woongebied en niet als recreatief parkgebied omwille van de bestaande bebouwing en de realisatie van de bedieningsweg evenwijdig met de Driemastenstraat; het bosuitbreidingsgebied dient zijn huidige bestemming te behouden en indien men meent de bestemming te moeten wijzigen, dan moet dat een woonzone worden; aangaande de uitbreiding van het bedrijf Thermote dient het gebied waar het is gelegen de bestemming "industriegebied voor de uitbreiding van bestaand bedrijf" te krijgen.

LENDELEDE: het gebied van en rond de bestaande klei-ontginning moet aangepast worden aan de laatste versie van het BPA 14 Bergkapel. In het bijzonder dient op twee plaatsen een gebied voor ambacht en KMO aangeduid te worden (ten westen van een strook die reeds gebruikt wordt door aannemer Govaere en ten zuiden van een gebied dat reeds is bebouwd).

KORTRIJK (R8 en omgeving): op de grens tussen Kortrijk en Kuurne (ten zuiden van de Brugsesteenweg) dient de ringlaan centraal in de "groenzones" met een streeplijn aangeduid te worden; het weggebied van de ringlaan dient niet als groene bufferzone aangeduid te worden; de bestaande reservatiestrook en de bestemming agrarisch gebied ter hoogte van de nog te realiseren verkeerswisselaar R8-A19 moet behouden blijven; het bestaand pompstation op het hoekpunt van de R8 en de Heulebeek moet als openbare bestemming aangeduid worden en niet als parkgebied.

KUURNE: het goedgekeurde gemeentelijke structuurplan voorziet uitdrukkelijk dat de wijziging van het woonuitbreidingsgebied langs de Leie (in de herziening bestemd als recreatief parkgebied) en het woonuitbreidingsgebied Kerkweg (voorzien als parkgebied) gekoppeld is aan de opname van een nieuw woongebied op de Sint-Pieterswijk. In de doorliggende gewestplanwijziging is dit laatste gebied niet opgenomen, wat neerkomt op een onheuse behandeling van de gemeente en een miskennis van het subsidiariteitsprincipe.

— kaartblad 29/2 (plan 3)

KUURNE: wijziging woonuitbreidingsgebied Leiehoek (zie hoger). Het is noodzakelijk dat de volledige groenzone vastgelegd in het goedgekeurde BPA als parkgebied is aangeduid.

HARELBEKE: de strook tussen de Leie en de huisvuilverwerkingsinstallatie IMOG dient een openbare bestemming te krijgen; de N36 ter hoogte van de Gentssteenweg moet aangeduid worden en de groene bufferzone aldaar is overbodig; in het noordelijk deel van de Gavers is een deel van het recreatiegebied gewijzigd in agrarisch gebied terwijl de bestemming "bosuitbreidingsgebied" hier meer aangewezen is; de uitbreiding van de bedrijven Vyncke en Verhaeghe dient opgenomen te worden als "industriegebied voor de uitbreiding van bestaand bedrijf"; gezien het BPA 15 "Gavermeersen" de landbouwbestemming eenduidig vastgelegd heeft, is het niet aangewezen een agrarisch gebied met ecologisch belang aan te duiden in het gewestplan, temeer omdat dit belangrijke beperkingen oplegt aan de landbouwexploitatie.

DEERLIJK: de woning gelegen in de Zuid-Oosthoek van de N36-Statiestraat dient als woongebied aangeduid te worden; en de gronden van een goed functionerende hofstede in het gebied van de Gavers kunnen niet worden opgenomen als agrarisch gebied met ecologisch belang.

ANZEGEM: het bedrijventerrein Vichte-Deerlijkstraat dient de bestemming "gebied voor ambachtelijke bedrijven of gebieden voor kleine en middelgrote ondernemingen" te krijgen, gezien de ligging en de configuratie van het terrein.

WAREGEM: de uitbreidingen van Unilin, Huyzentruyt, Balta en Lys-Huyzentruyt dienen de bestemming "industriegebied bestemd voor de uitbreiding van bestaand bedrijf" te krijgen; de N382 ter hoogte van de Gentssteenweg moet aangeduid worden en de groene bufferzone aldaar is overbodig; waarom wordt de strook tussen de oude en de nieuwe Leie niet volledig als natuurgebied opgenomen?

— kaartblad 29/3 (plan 4)

WAREGEM: in het recreatiegebied moet ook verblijfsrecreatie mogelijk zijn; de bestaande woningen met bijhorende tuinen dienen niet opgenomen te worden in het bosuitbreidingsgebied omdat deze percelen uiteraard nooit bos zullen worden.

— kaartblad 28/8 (plan 5)

MENEN: de groene bufferzone gelegen in de verkeerswisselaar van de autoweg A19 en de expressweg is zinloos, net als deze die zich bevindt tussen de expressweg en het industriegebied; ter hoogte van de kruising van de expressweg met de Kortrijkstraat dient de expressweg centraal met een streepjeslijn aangeduid te worden (het evenzeer zinloos dit gebied als bos aan te duiden); het bos ten zuiden van de Leie dient beperkt te worden tot het gedeelte tussen de huidige en vroegere Leie.

— kaartblad 29/5 (plan 6)

MENEN: de uitbreiding Menen-Lavatra dient voorzien te worden als "industriegebied voor de uitbreiding van een bestaand bedrijf", meer bepaald als "reservegebied voor beperkte industriële uitbreiding"; aansluitend op de Leie dient het gebied aangepast te worden aan de feitelijke grondinnamen van het bedrijf De Witte-Lietaer (een groter gebied moet derhalve de bestemming industrie krijgen).

KORTRIJK: de nabestemming van het ontginningsgebied Koekelberg dient behouden te blijven als recreatiegebied; de uitbreidingszone voor Barco dient opgenomen te worden als "industriegebied voor de uitbreiding van het bestaand bedrijf" (dit gebied moet niet door de overheid gerealiseerd worden); het gebied binnen "Het Ei" zou een gebied voor gemeenschapsvoorzieningen en openbare nutsvoorzieningen moeten zijn (ook de mogelijkheid om er gebouwen op te richten moet uitdrukkelijk voorzien worden alsook een rechtstreekse verkeersontsluiting vanaf het Hallencomplex op de autoweg moet voorzien worden).

— kaartblad 29/6 (plan 7)

ZWEVEGEM: het bedrijventerrein ten zuiden van de N391 dient aangeduid te worden als gebied voor ambachtelijke en KMO bedrijven; het gebied rond het bedrijf Lesage dient opgenomen te worden als "industriegebied voor uitbreiding van bestaande bedrijven"; tussen de E17 en het vroeger station Moen-Heestert wordt het tracé en de bijhorende reservatiestrook van de N391 weggelaten (het voorliggend wijzigingsplan wijzigt op verschillende plaatsen de bestaande bestemmingen gelegen binnen of palend aan deze reservatiestrook = algemeen gesteld dienen de bestaande basisbestemmingen van het gewestplan overal integraal behouden te worden).

— kaartblad 29/7 (plan 8)

AVELGEM: omgeving van de sluis van Bossuit (de strook tussen het pompgebouw en het kanaal moet volledig als gebied voor openbare bestemming aangeduid worden en de groenzone T heeft op die plaats geen enkel object en zou veel beter als woongebied worden opgenomen); het tracé van de N391 tussen de provincieweg en de grens met Henegouwen moet geschrapt worden.

De Commissie verwijst naar haar advies onder Leiedal.

MENEN

De stad Menen geeft een gunstig advies voor de ontwerp-gewestplanwijziging met uitzondering van, op kaartblad 28/8,

A. de wijziging naar bosgebied voor Leiemeersen - Bekenhoek op de rechteroever van de Leie. De stad stelt parkgebied voor naar de opties genomen in het voorontwerp BPA Leievallei;

B. de wijziging van agrarisch gebied naar bosgebied, aansluitend aan vorige wijziging. De stad stelt hier landschappelijk waardevol agrarisch gebied voor naar de opties genomen in het voorontwerp BPA Leievallei.

De Commissie stelt dat dit voorontwerp BPA geen deel heeft uitgemaakt van het openbaar onderzoek, dat een BPA in principe een verfijning is van een bestemming in het gewestplan en dat in die optiek de procedure van het BPA kan verder gaan en verwijst naar haar advies onder knelpunten nr. 5.

De Commissie adviseert het advies onder A en B ongegrond;

C. de wijziging van landschappelijk waardevol agrarisch gebied naar bosgebied. Gezien deze aansluit bij een parkgebied aan de zijde van het woongebied en aan de overzijde van de Leie met het parkgebied en gezien de sterk verstedelijkte structuur van de wijk Barakken stelt de stad hier de zone parkgebied voor.

De Commissie stelt dat het bosgebied als dusdanig kan aansluiten en deel uitmaken van het parkgebied en adviseert ongegrond.

D. de bufferzones rond het regionaal bedrijventerrein, deze dienen voorzien te worden in een uitvoeringsplan, en het ontbreken van de aanduiding RO op het gewestplan.

De Commissie adviseert ongegrond betreffende de bufferzone en gegrond m.b.t. het aanbrengen van de aanduiding RO in de industriezone conform de toelichting;

op het kaartblad 29/5,

E. de uitbreiding van het industrieterrein ter plaatse van het bedrijf Lavatra. De gemeente wenst hier bestemming reservegebied voor beperkte industriële uitbreiding, waarbij een BPA dient opgemaakt te worden voor de eventuele uitbreiding van het bedrijf.

De Commissie stelt dat het koninklijk besluit d.d. 28 december 1972 betreffende de inrichting en de toepassing van de ontwerp-gewestplannen en de gewestplannen een bufferzone voorziet bij de inrichting van de industrieterreinen doch dat het intekenen van een ruime bufferzone ten zuiden van het bedrijf ten overstaan van de aldaar gelegen woonzone, binnen de industrieterreinen, de hinder voor de omwonenden kan beperken en de werking van het bedrijf bevorderen.

De Commissie verwijst naar de motivatie voor de ontwerp-gewestplanwijziging vervat in het besluit en de toelichting van de Vlaamse regering.

De Commissie adviseert ongegrond wat betreft de uitbreiding industrie en adviseert een ruime bufferzone binnen de industriezone;

F. het niet-intekenen van de aanpalende bestemmingszone waterweg als industriezone ten zuiden van de stad.

De Commissie stelt dat de waterweg geen deel heeft uitgemaakt van het openbaar onderzoek van deze gewestplanwijziging en verwijst naar haar advies onder knelpunten nr. 5.

De Commissie adviseert ongegrond;

G. de bestemmingen van de reservatiestrook van de gerealiseerde N32 dienen overeen te stemmen met de bestaande bestemmingen en de bestemmingen toegekend in de vigerende BPA's. Een bosgebied ter hoogte van de kruising van de N32 en de N8 is niet meer verwezenlijkbaar en de expressweg dient op deze plaats centraal met een aslijn te worden aangeduid voor verdere uitbouw mogelijkheden.

De Commissie stelt dat de oorspronkelijke bestemmingen van het vigerend gewestplan binnen de reservatiestrook van een weg dienen behouden te blijven bij het schrappen van de weg, of bij realisatie.

De Commissie stelt tevens dat de vigerende BPA's geen deel hebben uitgemaakt van deze ontwerp-gewestplanwijziging en verwijst naar haar advies onder knelpunten nr. 5.

De Commissie adviseert gegrond met betrekking tot de bestemmingen van de gerealiseerde N32 en ongegrond m.b.t. de bestemmingen van de BPA's.

De Commissie adviseert gegrond betreffende het bosgebied binnen het gebied van de N32 en het intekenen van de centrale aslijn en verwijst naar haar advies onder knelpunten nr. 4;

H. de opname van de uitbreiding van het sportcomplex Wimbledon in het woongebied, analoog aan de opgestarte BPA - procedure.

De Commissie stelt dat het BPA geen deel heeft uitgemaakt van het openbaar onderzoek van deze ontwerp-gewestplanwijziging en verwijst naar haar advies onder nr. 5.

De Commissie adviseert ongegrond;

I. ter hoogte van het bedrijf De Witte-Lietaer, dient de zone langs de Leie de bestemming industriegebied te krijgen o.a. ter hoogte van het vergunde waterzuiveringsstation in plaats van deels natuurgebied, zone voor ambachtelijke bedrijven en woongebied, conform de bestaande toestand. De Commissie stelt dat de strook langs de Leie, over de breedte van het bedrijf De Witte-Lietaer, dient ingetekend te worden als industriegebied, conform de bestaande toestand. De Commissie adviseert gegrond.

AVELGEM

De gemeente Avelgem geeft gunstig advies voor de ontwerp-gewestplanwijziging, behalve voor

A. de bufferstrook langs het kanaal van Bossuit, welke als woongebied dient ingekleurd te worden. De Commissie stelt dat de bufferstrook deel uitmaakt van de ruimtelijke voorwaarden die het integraal waterbeheer ondersteunen en die de relaties tussen de waterloop, de vallei en de omgeving versterken.

De Commissie adviseert ongegrond;

B. de reservatiestrook voor de N391 tussen Avelgem en de Schelde dient geschrapt te worden, gezien de ontsluiting van het bedrijventerrein anders verwezenlijkt werd en de geplande weg waardevolle landschappen doorsnijdt.

De Commissie stelt dat de reservatiestrook voor de N391 geen deel heeft uitgemaakt van het openbaar onderzoek van deze ontwerp-gewestgewestplanwijziging en verwijst naar haar advies onder nr. 5.

De Commissie adviseert ongegrond;

C. de voorgestelde wijziging van de site voormalig pompgebouw (hoek Schelde-kanaal van Bossuit) gezien de bestemming van dit lokaal als infokantoor voor de intergemeentelijke VVV. De bestemming gemeenschapsvoorziening dient behouden te blijven.

De Commissie stelt dat de uitwerking van dit intergemeentelijk initiatief tot bevordering van het streektoerisme niet gehypothekeerd kan worden door de bestemming natuurgebied en adviseert gegrond (zie advies Anzegem);

D. de landbouw- en horeca-uitbatingen in landschappelijk waardevol gebied dienen voldoende garantie te krijgen voor hun leefbaarheid.

De Commissie verwijst naar de voorschriften gesteld in het koninklijk besluit van 28 december 1972 betreffende de inrichting en de toepassing van de ontwerp-gewestplannen en de gewestplannen en adviseert ongegrond.

HARELBEKE

De stad Harelbeke geeft gunstig advies voor de ontwerp-gewestplanwijziging, behalve voor

A. het "landschappelijk waardevol landbouwgebied" ten zuidoosten van de Gavers welke als dusdanig dient behouden te worden i.p.v. als landbouwgebied met ecologisch gebied bestemd te worden.

De Commissie stelt dat deze wijziging voorgesteld werd omwille van de drinkwatervoorziening in de vijver van de Gavers en het aangrenzend natuurgebied.

De Commissie adviseert ongegrond met 1 onthouding;

B. de omvorming van recreatiegebied in landbouwgebied ten noorden van de Gavers. Deze zone dient als nabestemming bos te krijgen.

De Commissie stelt dat de bestemming agrarisch gebied de aanleg van bos niet uitsluit.

De Commissie adviseert ongegrond;

C. de omvorming van "recreatiegebied" in "natuurgebied" van dat deel van het Gavergebied dat door wandelpaden doorkruist wordt. Dit deel moet de bestemming bosgebied krijgen.

De Commissie wijst erop dat de bestemming natuurgebied geen beperkingen oplegt voor bestaande wandelpaden.

De Commissie adviseert ongegrond;

D. het deel van het kanaalbos tussen de Beneluxbrug en de sluis van Zwevegem dat als recreatief parkgebied voorzien is en welke dient ingekleurd te worden als natuurgebied.

De Commissie stelt dat de continuïteit van het natuurgebied langs het kanaal dient verzorgd te worden, dat een recreatief park buiten het woongebied aansluitend op een omleidingsweg niet gewenst is.

De Commissie adviseert ongegrond;

E. de strook natuurgebied langs de Leie en de huisvuilverbrandingsoven welke dient beperkt te blijven tot de gronden van de Waterwegen.

De Commissie stelt dat de verbrandingsoven zich bevindt op een industrieterrein gelegen langs een bevaarbare waterloop, dat er zich op het vlak van mobiliteit ontwikkelingen kunnen voordoen waarbij huisvuil kan aangevoerd worden langs deze waterweg, dat deze ontwikkeling verhinderd kan worden door de bestemming natuurgebied.

De Commissie adviseert gegrond met 1 stem tegen;

F. de aanduiding van de uitbreiding van de zonevreemde bedrijven. Deze dient zo te zijn dat ze enkel dienstig zijn voor het bewuste bedrijf.

De Commissie wijst erop dat het koninklijk besluit van 28 december 1972, betreffende de inrichting en de toepassing van de ontwerp-gewestplannen en gewestplannen stelt dat de ontwerp-gewestplannen en de gewestplannen de bestemmingsgebieden omschrijven en niet het eigendomsrecht en/of het exploitatierecht.

De Commissie adviseert ongegrond;

G. de aanduiding van de bufferzone T ter hoogte van de aansluiting van de N36 op de N43. Deze zone dient beschikbaar te blijven voor de N36.

De Commissie adviseert gegrond;

H. de als secundaire weg gerealiseerde N36, tussen de N43 en de weg Kortrijk, Bavikhove, Ooigem. Deze dient aangeduid te worden op het plan zoals beschreven in de toelichting.

De Commissie adviseert gegrond en verwijst naar haar advies onder knelpunten nr. 4.

KUURNE

De gemeente Kuurne geeft gunstig advies voor de ontwerp-gewestplanwijziging behalve voor

A. de groenzone "Groene Long" die dient opgenomen te worden zoals in BPA Kerkweg. De Commissie stelt dat noch het gebied noch het BPA deel hebben uitgemaakt van het openbaar onderzoek van deze gewestplanwijziging en verwijst naar haar advies onder knelpunten nr. 5.

De Commissie adviseert ongegrond;

B. ter compensatie van de open ruimten Leiemeers en Groene Long dient een aangetast gebiedsdeel in agrarische zone waarvoor een BPA genaamd Langebeek werd opgemaakt, in de wijziging van het gewestplan te worden opgenomen.

De Commissie stelt dat noch het gebied noch het BPA deel hebben uitgemaakt van het openbaar onderzoek van deze gewestplanwijziging en verwijst naar haar advies onder knelpunten nr. 5.

De Commissie adviseert ongegrond;

C. het niet-opnemen van de R8 ten oosten van de N50 (grens met Kortrijk). Deze dient opgenomen te worden door een streeplijn in de T-zone.

De Commissie adviseert gegrond en verwijst naar haar advies onder knelpunten nr. 4;

D. als correctie van het gebiedsdeel RP aan de Leie, dient een gedeelte woongebied ingekleurd te worden tot op de perceelsscheiding van de panden aan de Roterijstraat.

De Commissie adviseert gegrond voor een wijziging conform de bestaande toestand.

SPIERE-HELKIJN

De gemeente Spiere-Helkijn geeft gunstig advies voor de ontwerp-gewestplanwijziging, behalve voor de voorgestelde wijziging van de site voormalig pompgebouw (hoek Schelde-kanaal van Bossuit) gezien de bestemming van dit lokaal als infokantoor voor de intergemeentelijke VVV. De bestemming gemeenschapsvoorziening dient behouden te blijven.

De Commissie stelt dat de uitwerking van dit intergemeentelijk initiatief tot bevordering van het streektoerisme niet gehypothekeerd kan worden door de bestemming natuurgebied en adviseert gegrond (zie advies Anzegem).

LENDELEDE

De gemeente Lendelede geeft gunstig advies voor de ontwerp-gewestplanwijziging behalve voor

A. de ontginningszone Bergkapel. Hier dienen de opties genomen in het voorontwerp BPA Bergkapel gerespecteerd te worden.

De Commissie stelt dat het BPA Bergkapel in voorontwerp, geen deel heeft uitgemaakt van het openbaar onderzoek van deze ontwerp-gewestplanwijziging en verwijst hier naar haar advies onder knelpunten nr. 5.

De Commissie stelt dat het koninklijk besluit van 28 december 1972 betreffende de inrichting van de ontwerp-gewestplannen en de gewestplannen voorziet in een bufferzone bij de inrichting van een industrieterrein.

De Commissie stelt bovendien dat dient rekening gehouden te worden met de bestaande wooneenheden en de bestaande bedrijven en hun bedrijfszekerheid. De Commissie adviseert rekening te houden met de bestaande toestand en de particuliere bezwaren.

De Commissie adviseert gegrond betreft de principiële aanpassing van de zone met name de intekening van de bestaande bedrijven en wooneenheden en het afschaffen van de T-zone.

De Commissie stelt bovendien dat het initiatief van de realisatie van de nabestemming geschiedt door middel van een gemeentelijk plan van aanleg;

B. de opmerkingen geformuleerd door de intercommunale Leiedal.

De Commissie refereert naar haar advies onder Leiedal.

ZWEVEGEM

De gemeente Zwevegem geeft gunstig advies voor de ontwerp-gewestplanwijziging behalve voor

A. het Argendaalbos en Bellegebos welke verkeerdelijk worden benoemd als grondgebied van de gemeente Zwevegem.

De Commissie wijst erop dat de eigendom van grondgebied geen deel uitmaakt van de ontwerp-gewestplanwijziging en verwijst naar haar advies onder nr. 5.

De Commissie adviseert ongegrond;

B. de wijziging van agrarisch gebied naar bosgebied ter hoogte van het Grandvalbos en Kooigembos.

De gemeente wenst deze zone te behouden als landschappelijk waardevol agrarisch gebied.

De Commissie stelt dat het hier om een bestaand bos gaat en dat een opname als dusdanig wenselijk is.

De Commissie adviseert dit advies ongegrond;

C. de onduidelijke afbakening van het regionaal bedrijventerrein ten zuiden van de N391.

De Commissie verwijst voor de bestemming naar haar advies onder knelpunten nr. 1C.

De Commissie adviseert dit advies gegrond;

D. het niet-vastleggen van het tracé voor de N391 vanaf de wijk Knokke. De gemeente wenst het doorgaand verkeer te leiden langs de oostelijke oever van het kanaal.

De Commissie stelt dat dit tracé heeft geen deel uitgemaakt van het openbaar onderzoek van deze ontwerp-gewestplanwijziging en verwijst naar haar advies onder nr. 5.

De Commissie adviseert ongegrond.

E. het geschrapte deel van de N391. De basisbestemmingen dienen hier behouden te blijven.

De Commissie stelt dat de oorspronkelijke bestemmingen van het vigerend gewestplan binnen de reservatiestrook van een weg dienen behouden te blijven bij het schrappen van de weg, of bij realisatie.

De Commissie adviseert dit bezwaar gegrond.

WEVELGEM

De gemeente Wevelgem geeft gunstig advies voor de ontwerp-gewestplanwijziging, behalve voor

A. De bosuitbreidingsgebieden

De gemeente merkt op

— dat er te grote versnippering is, dat er geen garantie is dat deze gebieden snel zullen bebost worden;

— dat de hoeve Dermaux zijn huidige bestemming dient te behouden;

— dat het bosuitbreidingsgebied te Gullegem zijn huidige bestemming dient te behouden en dat dit gebied potenties heeft als woongebied.

De Commissie adviseert gegrond, wat betreft het behoud van de bestemming van het vigerend gewestplan voor de bosuitbreidingsgebieden te Wevelgem en te Gullegem.

B. Het recreatief parkgebied

De gemeente wenst:

— dat de woningen en de horecazaken langs de Driemastenstraat (vanaf de Gouden Bank) terug worden opgenomen als woongebied i.p.v. recreatief park;

— dat het vrije perceel naast de Gouden Bank in de Hondschotestraat eveneens wordt opgenomen in woongebied.

De Commissie adviseert gegrond met 2 onthoudingen, wat betreft de woningen en de horecazaken conform het vigerend gewestplan en gegrond wat betreft het perceel grond in de Hondschotestraat, welke kan opgenomen worden in het woongebied.

C. De bufferzones

De gemeente merkt op dat de bufferzones tussen de autoweg en het industriegebied overbodig zijn, evenals binnen de verkeerswisselaar.

De Commissie adviseert ongegrond en stelt dat een lokale ontsluiting in de bufferzone kan geregeld worden via een uitvoeringsplan.

D. Het gebied voor ambachtelijke bedrijven

De gemeente wenst dat de bedrijven die zich hier bevinden, garage, groentenverwerkend bedrijf en grootwinkelbedrijf, verder kunnen ontwikkelen en vraagt daarvoor een aangepaste zone.

De verfijning van de bestemmingen en voorwaarden kunnen vastgelegd worden in een BPA. De Commissie adviseert dit bezwaar ongegrond.

ADVIES VAN DE BESTENDIGE DEPUTATIE VAN DE PROVINCIERAAD VAN WEST-VLAANDEREN

Advies van de Commissie m.b.t. tot het advies van de Bestendige Deputatie

Voor de ontwerp-gewestplanwijziging tot gedeeltelijke wijziging van het gewestplan Kortrijk op het grondgebied van de gemeenten Anzegem, Avelgem, Deerlijk, Harelbeke, Kortrijk, Kuurne, Lendeledede, Menen, Spiere-Helkijn, Waregem, Wevelgem en Zwevegem, wordt een GUNSTIG advies verleend voor een deel van de kaartbladen, 29/8 en 37/2.

De Commissie neemt nota van het gunstig advies voor de ontwerp-gewestplanwijziging voor de kaartbladen 29/8 en 37/2.

Voor de ontwerp-gewestplanwijziging tot gedeeltelijke wijziging van het gewestplan Kortrijk op het grondgebied van de gemeenten Anzegem, Avelgem, Deerlijk, Harelbeke, Kortrijk, Kuurne, Lendeledede, Menen, Spiere-Helkijn, Waregem, Wevelgem en Zwevegem, wordt een GUNSTIG advies verleend voor een deel van

Kaartblad 28/4: mits

— het verwijderen van de bufferzone tussen het regionaal bedrijventerrein en de autostrade A17;

— het intekenen van het tracé van de Kortrijkse ring.

De Commissie adviseert ongegrond betreffende de bufferzone en verwijst naar haar advies onder Wevelgem.

De Commissie adviseert gegrond wat betreft het intekenen van de Kortrijkse ring en verwijst naar haar advies onder knelpunten nr. 4.

Kaartblad 29/1: mits

— er voor de ontginningszone Bergkapel te Lendeledede rekening gehouden wordt met het BPA in opmaak;

— in het recreatief parkgebied te Gullegem het woongebied behouden wordt;

— de bestaande reservatiestrook en de bestemming agrarisch gebied ter hoogte van de verkeerswisselaar R8-A19 behouden wordt.

— Het intekenen van het centrale tracé ten hoogte van de R 8 ten zuiden van de Brugse steenweg.

De Commissie stelt dat het BPA geen deel heeft uitgemaakt van het openbaar onderzoek en verwijst naar haar advies onder knelpunten nr. 5 en haar advies onder Lendeledede en adviseert ongegrond.

De Commissie adviseert gegrond wat betreft het behoud van het woongebied gezien de bestaande toestand en betreffende de lijninfrastructuren en verwijst hiervoor naar haar advies onder knelpunten nr. 4.

Kaartblad 29/2: mits

— de uitbreiding begraafplaats te Beveren-Leie ingetekend wordt als gemeenschapsvoorziening;

— het laguneringsgebied afstand houdt van de oude Leie-arm.

— Het regionaal bedrijventerrein te Vichte krijgt een ONGUNSTIG advies. Een ambachtelijke zone met een bufferzone ten overstaan van het woongebied, buiten de ambachtelijke zone, is een aanvaardbaar alternatief.

De Commissie adviseert gegrond wat betreft het intekenen van de uitbreiding van de begraafplaats als gemeenschapsvoorziening, zie advies Waregem.

De Commissie stelt dat afstand dient gehouden te worden van de oude Leiearm. De Commissie adviseert gegrond.

De Commissie adviseert gegrond wat betreft het bedrijventerrein in Anzegem-Vichte en verwijst naar haar advies onder knelpunten nr. 1B.

Kaartblad 29/3: mits

— een goede ontsluiting van het regionaal bedrijventerrein Brabantstraat;

— de zone voor dagrecreatie, zone voor verblijfsrecreatie wordt.

— De bos- en bosuitbreidingsbestemming Hemsrode te Anzegem krijgt een ONGUNSTIG advies.

De Commissie verwijst naar haar advies onder nr IA wat betreft het bedrijventerrein Brabantstraat en beveelt de bestemming zone voor ambachtelijke bedrijven en kleine en middelgrote ondernemingen aan met daarin een ruime bufferzone ten overstaan van de bestaande woonkorrel.

De Commissie stelt vast dat de grafische voorstelling niet overeenkomt met de tekst van de toelichting en vraagt deze zone in te tekenen als zone voor verblijfsrecreatie.

De Commissie adviseert gegrond.

De Commissie wijst erop dat mede door het toekennen van de bestemming bosuitbreiding de bescherming van kleine natuurgebieden en bronnen wegvalt, dat deze bronnen mede bepalend zijn voor de bestaande natuurwaarden in het deel dat de bestemming bosgebied krijgt, dat dit gebied een landschappelijke waarde heeft en dat om deze redenen een bos en uitbreiding voor bos niet aangewezen is.

De Commissie adviseert gegrond en verwijst naar haar advies Anzegem.

Kaartblad 28/8 mits

— het weglaten van de bufferzones rond de verkeerswisselaar en de expressweg (Oostelijke omleidingsweg te Menen);

— het intekenen van de expressweg, ter hoogte van de kruising met de Kortrijkstraat;

— dat er rekening gehouden wordt met het BPA Leievallei in opmaak.

De Commissie adviseert ongegrond met betrekking tot de bufferzone rond de verkeerswisselaar.

De Commissie adviseert gegrond voor de adviezen over de lijninfrastructuren en verwijst naar haar advies onder knelpunten nr. 4.

De Commissie verwijst in verband met de intekening van het BPA naar haar advies onder knelpunten nr. 5 en adviseert ongegrond.

Kaartblad 29/5: mits

— een bijkomende bufferzone in de industriële uitbreiding van het bedrijf Lavatra;

— de ontsluiting van de parking van het "Ei" gebeurt via de parking van de Hallen;

— de omgeving van De Witte-Lietaer, waar het BPA in opmaak dient gevolgd te worden.

De Commissie adviseert dit advies m.b.t. Lavatra gegrond en verwijst naar haar advies onder Menen.

De Commissie adviseert ongegrond en verwijst naar haar advies onder knelpunten nr. 3 wat betreft "het Ei".

De Commissie stelt dat de strook langs de Leie, over de breedte van het bedrijf De Witte-Lietaer, dient ingetekend te worden, conform de bestaande vergunde toestand. De Commissie adviseert gegrond en verwijst naar haar advies onder Menen.

Kaartblad 29/6: mits

— het regionaal bedrijventerrein, palend aan het centrum van Zwevegem, wordt omgezet in ambachtelijke zone met ingetekende bufferzone;

— de basisbestemmingen van het geschrapte tracé van de N391 behouden blijven.

De Commissie verwijst voor het regionaal bedrijventerrein naar haar advies onder 1C en adviseert gegrond.

De Commissie stelt dat de oorspronkelijke bestemmingen van het vigerend gewestplan binnen de reservatiestrook van een weg dienen behouden te blijven bij het schrappen van de weg, of bij realisatie.

De Commissie adviseert gegrond.

Kaartblad 29/7: mits

— Het intekenen van een zone voor gemeenschapsvoorziening en openbaar nut aan de sluis van Bossuit.

De Commissie stelt dat de uitwerking van dit intergemeentelijk initiatief tot bevordering van het streektoerisme niet gehypothekeerd kan worden door de bestemming natuurgebied adviseert gegrond.

GEHEEL VAN BEZWAREN EN OPMERKINGEN VAN PARTICULIEREN OPENBARE BESTUREN EN ANDEREN

Advies van de Commissie m.b.t. de bezwaren/opmerkingen

1. Bezwaren en opmerkingen m.b.t. tot het woonwagenvak

1.1.1. NCMV KORTRIJK

Het NCMV regio Kortrijk stelt vast dat de keuze van de locatie in strijd is met het RSV, gezien deze

a) geen voorwerp heeft uitgemaakt van een afweging binnen provinciaal en gemeentelijke structuurplan;

b) geen voorwerp van overleg heeft uitgemaakt binnen de afbakening van de stedelijke gebieden, waar het RSV duidelijke een samenspraak voorziet voor die afbakening.

Dit resulteert in een grove schending van de principes van behoorlijk bestuur.

Verder haalt het NCMV aan dat de geest van het RSV geschonden is, daar een globale visie over de problematiek ontbreekt, dat uiteindelijk een grote last wordt opgelegd aan één kleine deelgemeente zonder een beleidsobjectief te realiseren.

Het NCMV stelt dat de draagkracht op gebied van de veiligheid wordt overschreden voor de gemeente Aalbeke, dat de ontsluiting niet rechtstreeks op de autosnelweg gebeurt en bijgevolg niet voldoet en dat de aanpalende gasinstallatie bijkomend gevaar oplevert.

1.1.2. WILLEMS FERNAND (Aalbeke)

De persoon in kwestie is eigenaar van het belendend perceel. Hij beklemtoont voornamelijk het onveiligheidsgevoel en de daaruit voortvloeiende angst.

1.1.3.1 t.e.m. 1.1.3.5 TYPEBRIEF (Marke)

De grote sociale overlast en het feit dat de Stad Kortrijk in het verleden afgelegen plaatsen aan zigeuners oplegde zijn een doorn in het oog. Ook de vereniging Vlaams Woonwagenvak krijgt kritiek, want hun, ten voordele van de doortrekkenden genomen beslissing, komt over als een eerder ondoordachte en onoverwogen besluitvorming.

1.1.4. DE WILDE YVES (Aalbeke)

Reageert niet op grond van xenofobe gevoelens, maar benadrukt wel de verkeers- en de fysieke onveiligheid. Ook het esthetische van de inplanting laat te wensen over. Tenslotte zijn er in de onmiddellijke nabijheid ook meer geschikte plaatsen voorhanden.

1.1.5. PUTMAN JACQUES (Marke)

Vreest een ware diefstallenplaag en het feit dat de veiligheid zwaar gehypothekeerd zal worden.

1.1.6. VERBRUGGE RAPHAEL (Aalbeke)

Betrokkene haalt aan dat z'n broodwinning in het gedrang zal komen en zegt dat er in de directe omgeving meerdere en betere inplantingsmogelijkheden voor een woonwagenvak zijn.

1.1.7. KETELS MARNIX (Aalbeke)

Onhygiënische omstandigheden (zwerfvuil), criminaliteit, duistere praktijken (autohandel) en het feit dat alles werd beslist boven de hoofden van de omwonenden liggen bij betrokkene zwaar op de maag.

1.1.8. VAN VLIERBERGHE PATRICK (Kortrijk)

Betwijfelt de nood aan nomadenstandplaatsen in het Kortrijkse. Er dreigt ook een soort "versmeltingsgevaar" met de residentiële wijken daar de afstand tot deze laatste hoogstens 200 meter bedraagt. Tenslotte zal het gevoel van veiligheid nog meer inkrimpen.

1.1.9. BONNE-DEPAUW F. (Aalbeke)

Benadrukt de "wetteloosheid" waarin de nomaden leven met alle gevolgen vandien. Voorts dreigt de eerder rustige buurt overspoeld te worden met fenomenen (een niet gangbare levenswijze en dito opvattingen evenals criminaliteit en een daarmee samenhangend onveiligheidsgevoel) die daar geenszins thuishoren.

1.1.10. NCMV AALBEKE

Tengevolge van de bijkomende inplanting zal het ongevallengemiddelde in deze drukke omgeving stijgen. Tevens wordt de nadruk gelegd op de reeds aanwezige grenscriminaliteit waaraan men de handen meer dan vol heeft. Extra bedreigingen van gelijk welke soort kan dus als kiespijn gemist worden.

1.1.11. CENTRUM VLAAMS OVERLEG WOONWAGENVERKEER (Leuven)

In West-Vlaanderen en meer bepaald in Kortrijk is er daadwerkelijk nood aan een doortreksterrein.

De voorgestelde locatie voldoet aan de doelstellingen van het RSV met betrekking tot woonwagenterreinen. Niettemin moeten t.a.v. bepaalde aspecten een aantal "minimumnormen" nageleefd worden (o.a. op het vlak van de ontsluiting, de omvang, de inpassing, de privacy, de veiligheid en sociale controle en de leefbaarheid en beheersbaarheid).

1.1.12. VANACKERE MICHELINE

Verwelkomt de woonwagengewoners met open armen en verzet zich krachtadig tegen elke vorm van kortzichtigheid. Betrokkene heeft dan ook geen enkel bezwaar tegen het onafwendbare contact met allerlei vreemde "culturelementen".

1.1.13. PETITIELIJST ACTIECOMITE WOONWAGENPARK A17 (Marke) : 1433 handtekeningen

Benaderen ganse situatie objectief en wensen mee te werken om zodoende tot een compromisoplossing te komen. Toch hebben ze bepaalde bedenkingen bij de inplantingsplaats, de esthetische kant van de zaak, de veiligheid en de overlast ("elke vorm van bijkomende overlast is niet wenselijk").

De Commissie verklaart de bezwaren ontvankelijk en neemt nota van de positieve opmerkingen en aanbevelingen en stelt dat de inrichting van het woonwagenpark, de maatregelen die dienen genomen te worden om de veiligheid en verkeersveiligheid te verzekeren niet behoren tot het niveau van het gewestplan.

De Commissie adviseert de bezwaren gegrond en verwijst naar haar advies onder knelpunt nr. 2.

2. Bezwaren en opmerkingen m.b.t. tot de omzetting van agrarisch gebied naar natuur- en parkgebied (kaartblad 29/6)

2.2.1. HALLAERT JULIEN (Sint-Denijs) (Grandvalbos)

25 % van de totale bedrijfsoppervlakte van betrokkene komt in bosuitbreidingsgebied te liggen waardoor de leefbaarheid ervan zwaar belast wordt. Tevens vormt de inkleuring van het desbetreffend gebied een miskennen van het cultuurhistorisch landschap (veel weekendwandelaars). De voorgestelde wijziging vormt bovendien geen geheel met het bestaande bos, want er wordt een afsnijding veroorzaakt door een zeer druk bereden autoweg richting Kortrijk. Schadevergoeding voor het waardeverlies van de gronden zal zeker gevorderd worden.

2.2.2. DEBAERE GABRIELE (Sint-Denijs) (Grandvalbos)

Sluit zich volledig aan bij de argumentatie van de heer Hallaert J.(is zijn medewerkende echtgenote). Wil als bijkomende motivatie nog aanhalen dat de voorziene uitbreiding van het Grandvalbos in strijd is met "het eindrapport Ruimtelijke Visie-GAPAK" van 1995, waarin de mogelijke bebossing in open ruimten in elk geval beperkt wordt tot landbouwgronden die vrijkomen en dan nog tot kleikoppen, restgronden en waterwinningsgebieden.

2.2.4.1. t.e.m. 2.2.4.5. TYPEBRIEF (Sint-Denijs): ondertekend door 55 personen (Grandvalbos)

Men wil de uitzonderlijke landschappelijke waarde van het geheel behoeden. Voorts vindt men dat het mogelijke erosiegevaar via deze bosuitbreiding geenszins zal ingedijkt worden, want dergelijke dreiging bestaat helemaal niet (de helling is er vooreerst niet eens zo steil en het meest steile deel werd als weiland aangelegd, dat op zichzelf reeds een voldoende buffer vormt tegen een erosiedreiging). Ook de strijdigheid met het Eindrapport Ruimtelijke Visie-GAPAK" wordt vermeld en de onmiskenbare teloorgang van 2 bedrijven zit de ondertekenaars hoog.

2.2.5. DESLE GRETA (Sint-Denijs) (Grandvalbos)

Klaagt het 19 % verlies aan bedrijfsoppervlakte aan waardoor de leefbaarheid en de inkomenszekerheid in het gedrang komen. Het gaat om een flagrante miskennen van het cultuurhistorisch karakter van het landschap waardoor vele recreanten noodgedwongen zullen moeten afhaken. Ook het feit dat er geen geheel ontstaat (afsnijding door drukke autoweg) wordt aangehaald. Schadevergoeding zal ongetwijfeld geëist worden.

2.2.6. VERHOEST JOZEF (Sint-Denijs) (Grandvalbos)

Is medewerkend echtgenoot van Mevrouw Greta Deslé en sluit zich volledig bij de door haar geformuleerde argumentatie aan. Hijzelf benadrukt nog dat de voorgestelde uitbreiding niet in overeenstemming is met "het eindrapport Ruimtelijke Visie-GAPAK" uit 1995 en dat de uitbreiding in geen geval een zogenaamde erosiedreiging zou kunnen voorkomen. Tenslotte is het zo dat de geplande uitbreiding geen "totaalbos" tot stand brengt.

2.2.7. PATTYN JOSÉ EN LAURENT (Luigne) (Kooigembos)

Willen voornamelijk het waardevol karakter van het landschap behoeden voor een eventuele bosuitbreiding. De betreffende percelen zijn in een open en ongeschonden ruimte gelegen (één van de weinige die nog resten in het zuiden van de provincie) met agrarische bestemming, die rechtstreekse aansluiting heeft met andere open sites van de aanpalende gemeente. Bovendien is het voorstel in strijd met een studie van GAPAK (1995), waarin gesteld wordt dat bosuitbreiding in landschappelijk waardevol agrarisch gebied beperkt moet blijven tot landbouwgronden die vrijkomen en die voor een agrarische bestemming als minderwaardig moeten beschouwd worden. Met onrechtstreekse onteigening en de waardevermindering van de grond kunnen betrokkenen zich niet verzoenen.

2.2.8.1. t.e.m. 2.2.8.5. TYPEBRIEF (Sint-Denijs): ondertekend door 5 personen (Grandvalbos)

Het aanplanten van een jong loofbos komt het landschappelijk waardevol karakter niet ten goede. Een bruske en onnodige verandering in het dorpsgezicht van Sint-Denijs zal het resultaat zijn. Ook de inplantingslocatie is onverantwoord, want de Grote Dalstraat zal het reeds bestaande bos en de eventuele nieuwe inplanting van elkaar afsnijden, zodat er geenszins een geheel tot stand kan komen. Ook het argument als zou het bos er komen om de erosie tegen te gaan, raakt kant noch wal, want de meeste percelen zijn weiland die op zichzelf reeds doeltreffend zijn als erosie-afweer.

2.2.13.1. t.e.m. 2.2.13.9 KVLV HOLVOET EDITH: mede-ondertekend door 8 personen (Sint-Denijs) (Grandvalbos)

Twee melkveebedrijven die voor het landschap en de wandelaar een cultuurhistorische waarde hebben, worden getroffen door het geplande voorstel om 6,5 ha landbouwgrond te transformeren naar bosuitbreidingsgebied. Het belang van beide bedrijven blijkt ook uit het gegeven dat ze het ras met een dubbel doel (melk en vlees) in stand houdt (rood, roodbont en blauw ras). De oppervlakte zal met respectievelijk 20 en 25 % dalen, wat de leefbaarheid zwaar zal hypothekeren. Ook de voorkoming van mogelijke erosie wordt weggewuifd. Tevens werd een bosuitbreiding rond het Grandvalbos niet weerhouden als beleidspunt in het GNOP van Zwevegem. Dat de gemeente ernaar streeft om de kwaliteit van het landschap en de open ruimte te bewaren of te verbeteren, stoort betrokkenen geenszins, maar deze "groene visie" mag niet ten koste gaan van het functioneren van de hoofdbestemming die het gebied heeft. Tenslotte zullen de veiligheid en de mooie vergezichten tot het verleden behoren.

2.2.14. MAES PIERRE EN CNOCKAERT ANNIE (Kooigem) (Kooigembos)

De voorziene uitbreiding van het Kooigembos, waarbij een omvorming van 3 ha waardevol agrarisch gebied naar bosuitbreiding wordt voorgesteld, betekent voor betrokkenen een verlies van zeer goede landbouwgrond. De vlotte bewerking ervan dreigt te verdwijnen en een productieverlies is onafwendbaar. Bovendien zorgt de aanwezigheid van bomen in de nabijheid van landbouwgrond immer voor problemen (droogtrekking van de grond, schade aan werktuigen en wildschade). Ook het feit dat geen eensluidende omschrijving van het begrip "bosuitbreidingsgebied" bestaat (kan het al dan niet onteigend worden om er bos van openbaar nut aan te planten?), zorgt voor rechtsonzekerheid: Bovendien stelt art. 15 van de omzendbrief betreffende de inrichting en toepassing van de gewestplannen en ontwerp-gewestplannen dat het landschappelijk karakter zoveel als mogelijk bewaard dient te worden. De vele recreanten die de streek bezoeken, bevestigen het cultuurhistorisch en waardevol karakter ervan.

2.2.15.1. t.e.m. 2.2.15.15. VINCKE MARCEL (VOORZITTER LANDELIJKE GILDE): mede-ondertekend door 14 andere personen (Sint-Denijs) (Kooigembos)

De door betrokkenen geformuleerde motivatie is dezelfde als deze van mevrouw Holvoet Edith van het KVLV (zie puntje 2.2.13.)

De Commissie stelt dat de bosuitbreidingsgebieden rond Kooigem- en Grandvalbos ingrijpende veranderingen teweeg brengen in het landschappelijk karakter van de omgeving en de agrarische activiteiten te zeer bezwaren. De Commissie verklaart de bezwaren ontvankelijk en gegrond en adviseert de bestemming van het vigerend gewestplan te behouden, wat betreft de bosuitbreidingsgebieden.

De Commissie ondersteunt de bestemming bos, in de ontwerp-gewestplanwijziging, conform de bestaande toestand ter plaatse.

3. Bezwaren en opmerkingen m.b.t. tot het bedrijventerrein te Anzegem-Vichte (kaartblad 29/2)

3.3.1. DEPRAETERE-WAELKENS (Vichte)

Betrokkenen ijveren voor het voortbestaan van de groene zones. Ze kochten hun huis in deze optiek doch vrezen de overgang naar zware industrie met het gevolg dat hun toekomstplannen in het water dreigen te vallen. Ook de onzekerheid of het hoge kadastrale inkomen al dan niet zal aangepast worden indien de industriezone er komt, boezemt hen angst in.

3.3.2. ONLEESBAAR (ook geen vermelding van het adres)

3.3.3. BERTRAND LUC & INES (Vichte)

Betrokkenen stellen dat de voorziene inplantingsplaats van de industriezone totaal verkeerd is daar ze zal grenzen aan hun woning. De reeds bestaande verkeerschaos zal nog verder uitbreiden. Ook de vele jonge gezinnen die hier recentelijk komen wonen zijn zullen geenszins deugd hebben van hun dagelijks leven mochten de plannen uitwerking krijgen.

3.3.4. VANLERBERGHE CHRIST (Vichte)

Stelt dat het rustige en landelijke karakter van de omgeving zal verdwijnen en dat er een aanzienlijke waardevermindering van hun duur betaalde grond zal plaatsvinden. Vraagt zich ook af of het kadastraal inkomen zal aangepast worden. Tenslotte zal het ook een negatieve invloed hebben op de handelszaak van de echtgenote van betrokkene (moeilijker bereikbaar, wegvallen van visuele publiciteit).

3.3.5. VANDEN HAUTTE (Vichte)

De geplande industriezone is gelegen vlak naast een verkaveling van meer dan 100 loten bouwgrond. Er is in de onmiddellijke omgeving geen doeltreffende afscherming mogelijk en de Vlarem-wet biedt onvoldoende garanties om overlast te voorkomen voor de naburige woningen.

3.3.6.1. t.e.m. 3.3.6.132 BUURTCOMITE (petitielijst ondertekend door 132 personen)

Men vreest een waardevermindering van de woningen en men vraagt zich af wie en hoe de kadastrale inkomens zullen herzien worden. Ook de inplantingsplaats is totaal verkeerd en het feit dat er in de nabijheid voldoende industriegrond aanwezig is stoort hen uitermate. Bovendien is er in Vichte evenzeer noodzaak aan bijkomende bouwgrond.

3.3.7. CBA N.V. (Vichte)

Heeft een woning aangeschaft in een rustige omgeving met de bedoeling haar bestuur toe te laten in een residentiële wijk te wonen. De dreigende waardevermindering van het onroerend goed en het niet optimaal benutten van nog resterende industriegrond elders in de gemeente, is voor de vennootschap onaanvaardbaar.

3.3.8. VANDEVIJVERE DIRK (Vichte)

Vraagt om het kleine stukje open ruimte dat nog rest te behouden en stelt dat er in Vichte reeds voldoende industrie aanwezig is. Ook het niet goed benutten van de bestaande industriezones verklaart de onkunde van degenen die zich met de materie bezighouden. Voorts is de voorgestelde inplantingsplaats totaal verkeerd gekozen. Tenslotte is er onzekerheid wat er met de kadastrale inkomens zal gebeuren alsook wie de waardevermindering van de woningen zal opvangen (de verkeersproblematiek in de gemeente zal er eveneens niet op verbeteren).

3.3.9. VERMOERE ERIC (Vichte)

Betrokkene zegt dat er een onvermijdelijke bijkomende verkeersdruk op de gemeente zal komen te liggen. Ook het feit of er met deze 8ha een oplossing zal geboden worden voor het industrievraagstuk lijkt hem zeer twijfelachtig.

3.3.10. DESCAMPS-LECONTE (Vichte)

Betrokkenen zijn eigenaars van een villa in aanbouw die op een duur stuk grond werd ingeplant. Doch het feit dat het in een rustige omgeving is gelegen, gaf voor de doorslag om de zware financiële inspanningen te leveren. Nu komt de voorgestelde wijziging bij hen aan als een donderslag bij heldere hemel. Het niet ingelicht zijn omtrent de plannen zit hen erg hoog om nog maar te zwijgen van de te verwachten overlast.

3.3.11. DECLERCQ STEVEN (Vichte)

Vreest allerlei hinder en zegt dat er veel geschiktere sites zijn om industriezones aan te leggen. De eventuele bijkomende tewerkstellingsmogelijkheden wegen niet op tegen de vele gedupeerden in de woonzone.

3.3.12. ROOSE-VIAENE (Vichte)

De inplanting van een industriezone bij een woongebied van residentiële aard is onaanvaardbaar wetende dat de gronden duur werden aangekocht en dat de kadastrale inkomens eigen zijn aan dergelijke wijk. Grote financiële verliezen tengevolge van de waardeverminderingen zijn het resultaat. Er wordt bovendien nergens gesproken van een bufferzone tussen beide zones, zodat lawaaihinder en onveiligheid tengevolge van het toenemende verkeer de omgeving zullen teisteren.

3.3.13. DESMET-AMEZ (Vichte)

Wie zal de minwaarde van de woningen vergoeden? De inplantingsplaats is totaal verkeerd gekozen en dit terwijl er andere, reeds bestaande zones zijn die veel geschikter zijn om de voorgestelde wijziging door te voeren. Tenslotte zal er een extra verkeersdruk op de gemeente komen te liggen.

3.3.14. HAJAJI-DECUYPERE (Vichte)

Het is hoogst ongepast om een industriezone in te planten tegen een woonzone en een residentiële verkaveling. De duur aangekochte bouwgrond dreigt haar waarde te verliezen. Betrokkenen doen tenslotte het logische voorstel om eerst leegstaande industriegebouwen aan te wenden en reeds bestaande industriezones optimaal te benutten.

3.3.15. PARMENTIER NICOLE (Deerlijk)

Kwam er wonen omwille van de rustige ligging. Het nog voorhanden zijn van beter gelegen industriegrond moet volgens haar eerst benut worden. Het industrievraagstuk zal via deze 8ha zeker niet opgelost worden en ze vraagt zich af wie de minderwaarde van de woningen zal opvangen?

3.3.16. ROELS-SEYNHAEVE (Vichte)

Geven uitdrukkelijk te kennen dat ze GEEN bedrijven, grenzend aan de verkaveling, wensen. Er werd hen destijds maximaal wooncomfort gegarandeerd. Nu vragen ze zich af wat er met het principe van de rechtszekerheid is gebeurd? Er ontstaat zowel visuele hinder als lawaai-overlast; er zijn andere meer geschikte inplantingsmogelijkheden. Ook het feit dat er tegenstrijdigheid blijkt uit het Ruimtelijk Structuurplan Vlaanderen is voor betrokkenen blijk van onkunde.

3.3.17. DELSOIR -MAES (Vichte)

Deze schamele 8 ha zal het industrieprobleem niet oplossen maar het veroorzaakt daarentegen wel enorme overlast voor tal van gedupeerden in de onmiddellijke omgeving.

3.3.18. HERMANS-GEERTS (Vichte)

Vrezen een leven in een wijk waar er reuk- en lawaaihinder, onnodige verkeersoverlast en eventuele milieuhinder van allerlei chemische stoffen zal zijn. Er zijn veel aantrekkelijkere inplantingsmogelijkheden voor een industriezone. Tenslotte willen betrokkenen weten wat er zal gedaan worden om de waardevermindering van de gronden en de woningen op te vangen?

3.3.19. DRIESESENS-LANNOY (Kortrijk)

Het feit dat het om een regionaal bedrijventerrein gaat, houdt in dat er zich eender welke industrievorm kan vestigen (ververijen, tapijtweverijen,...). Dergelijke inplantingen zullen zonder meer geluids- en milieuhinder met zich brengen. Ook de verkeersveiligheid zal in het gedrang komen. Er wordt ook nergens gesproken van een bufferzone tussen de beide gebieden. Talrijke jonge gezinnen werden 2 jaar geleden naar het Schaliënshof gelokt onder het mom van een residentiële verkaveling met een rustig landelijk karakter. Nu lijkt het erop dat zij aan de overkant geconfronteerd zullen worden met een industriezone en dit zonder enige vorm van inlichting van overheidswege. Hun enige hoop is dan ook op het openbaar onderzoek gevestigd.

3.3.20. VANDERSCHELDEN JULIA (Vichte)

Betrokkene stelt dat er elders in Vichte betere en minder hinderende inplantingsmogelijkheden voor een industriezone voorhanden zijn. Ook de nefaste invloed op de vele jonge gezinnen is voor haar onaanvaardbaar. Vraagt om dit kleine stukje landbouwgrond alstublieft ongemoeid te laten.

3.3.21. BULCKAEN-D'HAENE (Vichte)

Het gaat om een ongepaste inplanting tegen een woonzone en een residentiële verkaveling. De industriebond "De Jagershoek" werd eerst als ambachtelijke zone vooropgesteld en nadien als zware industrie ingekleurd op het gewestplan. De particulier werd weer voor schut gezet. Er zal verkeerschaos ontstaan en dit zal de veiligheid van de vele kinderen niet ten goede komen.

3.3.22. LIPPENS-VANDENBROUCKE (Vichte)

Een tijd geleden werd de uitbreiding van een reeds bestaand industrieterrein tussen Waregem en Anzegem afgekeurd, terwijl er zich daar geen woongebied bevindt ! Tevens spreekt men van een ambachtelijke zone, maar het staat ingekleurd als zware industrie (type E-klasse), met als resultaat heel veel milieu-, lawaai- en verkeershinder.

3.3.23. NUYTTENS-VANDAELE (Vichte)

Industrie is noodzakelijk, maar dan wel op een weldoordachte plaats! Er is nog plaats genoeg in Vichte waar niemand er hinder van zal ondervinden. Verwijst ook naar "De Jagershoek" waar de burger eveneens voor schut werd gezet. Vraagt nadrukkelijk om dit stukje groen ongemoeid te laten.

3.3.24. GESELLE-DEMURIE (Vichte)

Hebben hun grond duur aangekocht met de bedoeling er landelijk en rustig te kunnen wonen. Zijn niet akkoord met de bestemmingsverandering van een woonzone naar industriezone. Vrezen de hoogstwaarschijnlijke zware industrie die er zich zal komen vestigen, met alle mogelijke hinder vandien. Er zijn tal van andere meer geschikte inplantingsmogelijkheden in de gemeente. Stelt dat deze verschillende opties niet voldoende onderzocht worden, want bepaalde personen hebben er te veel belangen.

3.3.25. STEELAND JANIEK (Vichte)

De droom om landelijk te wonen dreigt te verdwijnen. Bezwaarindiener ziet dit als gebrek aan democratie. De inplantingsplaats is totaal ongepast. Er is reeds voldoende industrie aanwezig in Vichte. Verwijst ook naar de "Jagershoek" de burger die er de dupe van was. Bezwaarindiener vreest voor minwaarde van zijn eigendom. Er zijn andere meer geschikte inplantingsmogelijkheden voor dergelijke zones in de gemeente. Bezwaarindiener stelt voor bomen te planten en tevens eerst de leegstaande industriegebouwen aan te wenden.

3.3.26. DEVOS FR. (Vichte)

Vichte heeft zich reeds voldoende ingespannen voor de industrie (zie o.a. de "Jagershoek") en vreest dat, mocht de wijziging doorgang vinden, ze zullen ingesloten raken.

3.3.27. DEVOS LUC (Vichte)

Klaagt aan dat er een volledige insluiting door de industrie dreigt en dat deze 8 ha het industrieprobleem zeker niet zullen oplossen. Er zijn tal van andere en meer geschikte inplantingsmogelijkheden. Wie zal de minwaarde van de woningen opvangen? Zullen de K.I.'s naar beneden worden aangepast? Welke garanties zal men krijgen i.v.m. de inrichting van een industriezone? Als men de "Jagershoek" als voorbeeld kan nemen, kent men nu reeds het antwoord. De beloofde berm is er wel gekomen, zij het minder hoog dan verwacht. De beplanting is echter een lachertje.

3.3.28. DE RORE-DECLERCQ (Vichte)

De illusie om rustig en landelijk te wonen dreigt te verdwijnen. De inplantingsplaats is totaal verkeerd gekozen. Wie zal de minderwaarde opvangen en wat zal er met de K.I.'s gebeuren? Zal 8 ha bijkomende industriegrond het probleem oplossen? Vele particulieren zijn er wel het slachtoffer van. Er zal tevens bijkomende verkeerschaos ontstaan. Als men onder dit voornemen "herlocalisatie van bedrijven" moet verstaan is de logica voor niets meer nodig.

3.3.29. FEYS-MAHIEU (Vichte)

Dreigen totaal ingesloten te worden door industriegrond. Zijn er niet reeds voldoende van dergelijke zones aanwezig in de gemeente? Bovendien worden deze niet optimaal benut. Wie zal opdraaien voor de minwaarde van de woningen? Er zal zich hoogstwaarschijnlijk een nieuwe "Jagershoek"-tactiek voordoen. Is dit een voorbeeld van "nieuwe politiek"? De buurt is reeds genoeg getroffen door allerlei hinder.

3.3.30. LOOSVELD-DEVOS (Vichte)

Alle toekomstplannen vallen in duigen. Elders in de gemeente zijn er betere en meer geschikte inplantingsmogelijkheden voor dergelijke vestigingen. Wat zal er met de minderwaarde en de K.I.'s gebeuren? Men geeft voorrang aan enkele industriële die vaak niet uit de gemeente afkomstig zijn, terwijl men de plaatselijke bevolking laat stikken.

De Commissie verklaart de bezwaren ontvankelijk en gegrond wat betreft de inplanting van een regionaal bedrijventerrein met openbaar karakter en verwijst naar haar advies onder knelpunt nr. 1B

4. Bezwaren en opmerkingen m.b.t. tot het bedrijventerrein Brabantstraat, Waregem (kaartblad 29/2)

4.4.1. GERMAIN LOOSVELDT (Waregem)

Alle rust en stilte in de straat zal verdwijnen. Drukte, lawaai en allerlei andere hinder zullen de omgeving zwaar belasten en schade toebrengen aan de eigendommen van de particulieren. Er zal een minderwaarde van de woningen optreden en de verkeersveiligheid dreigt ook ten onder te gaan.

4.4.2. VERCAEMST-VYNCKE (Waregem)

Zullen van langs alle kanten ingesloten zijn door verkeer en beton. Langs de andere kant van de E17 ligt nochtans grond genoeg om dergelijke plannen uit te voeren zonder dat een woonzone er last van heeft.

4.4.3. VERMOERE-VANDEBogaERDE (Waregem)

Bezwaarindieners werden stellig beloofd dat de binnenkant van de Brabantstraat gevrijwaard zou blijven van industrie. De droom om op den buiten te wonen lijkt nu wel definitief tot het verleden te gaan behoren. De aanpassing aan de drukte en de overlast zal er nooit komen. Het willekeurig aanleggen van industrie dient te stoppen.

4.4.4. TIJTGAT-DEJAGER (Waregem)

Aan de overzijde van de E17 kan men dubbel zoveel industrie inplanten zonder dat woningen er hinder van ondervinden. Het zou een jammere zaak zijn mochten de voorziene plannen uitgevoerd worden, want betrokkene zou zijn hele hebben en houden verloren zien gaan. Dit weegt niet op tegen de tewerkstelling van slechts enkelen.

4.4.5. KLEOZ LENA (Waregem)

Bejaarde dame die vreest dat de rust definitief voorbij zal zijn. Haalt ook de meer geschikte inplantingsplaats aan de overzijde van de E17 aan. Vraagt zich af wie de minderwaarde van de woning zal opvangen?

4.4.6. DEVOS-CALLENS (Waregem)

Bezwaarindieners stellen vragen aangaande de toekomst van de omgeving, over de minwaarde die hun eigendom zou kunnen krijgen en of deze wijziging kan tegengehouden worden.

4.4.7. DEPREESTER ROGER (Waregem)

Het landelijke woongebied zal verdwijnen, verkeershinder met als gevolg de waardevermindering van de woning en het verdwijnen van de rust.

4.4.8. BENOIT-VANEDER (Waregem)

De reeds bestaande industriezones werden tot op heden nog niet optimaal benut. Het rustig wonen zal definitief over zijn. De overlast, het toenemend verkeer en de aantasting van onze landelijke omgeving dragen ertoe bij dat er een waardevermindering van het eigendom zal optreden.

4.4.9. VIAENE-BRUNEEL (Waregem)

Stellen dat ze zich moeilijk zullen kunnen aanpassen aan een omgeving die gedomineerd wordt door industrie. De leefkwaliteit zal ernstig aangetast worden, zonder nog te spreken van de waardevermindering van het eigendom.

4.4.10.1. VERBAUWHEDE M. (Waregem)

Vraagt zich af of er onteigend zal worden en indien dit het geval zou zijn, dan kan de eventuele billijke schadevergoeding de vele ongemakken nooit of te nimmer compenseren. Wat zal er van de vele opgebouwde sociale contacten geworden? Wie zal er de minderwaarde van de woning opvangen? Wat met de onvermijdelijke hinder en verontreiniging?

4.4.10.2. VERBAUWHEDE G. (Waregem)

zie 4.4.10.1.

4.4.11.1 t.e.m. 4.4.11.58. BRIEF ONDERTEKEND DOOR 58 INWONERS UIT DE OMGEVING

Er zal een verlies zijn van de landelijke omgeving. Vele bewoners zijn er opgegroeid en zullen de betonnen inplantingen nooit gewoon worden; indien er onteigening dreigt, zal het zeer moeilijk zijn om een andere identieke leefomgeving te vinden zonder dat er zware financiële inspanningen geleverd worden; sociale contacten zullen verloren gaan en het is niet uitgesloten dat er zich gezinsdrama's zullen afspelen; het gaat om de zoveelste aanslag op de open ruimte in Vlaanderen.

4.4.12. DE CONINCK FRANKY (Waregem)

Leeft in grote onzekerheid en angst. Indien er onteigening volgt, dan zal dat een financiële ramp betekenen (de totale waarde van het huis kan nooit vergoed worden en het zou trouwens zeer moeilijk zijn om een andere evenwaardige woning te vinden). Indien er industrie komt, dan zal dit allerlei ongemakken met zich brengen (leefkwaliteit daalt, waardevermindering van de woning en de grond en het ingesloten raken door allerhande betonnen constructies). Het zou zeker niet om een beperkte aantasting van het buitengebied gaan. Het voorstel is absurd en zinloos.

4.4.13. DE FRENE FRANK (Waregem)

De gedane investeringen zullen niet meer renderen als er verdere grondinnames gebeuren. Het geleden verlies zal zeker niet gecompenseerd worden door de toegestane vergoedingen. Ook de veestapel dreigt in te krimpen daar zij eveneens grondgebonden is en i.v.m. het mestactieplan en de Europese inkomstensteun. Met de huidige voorstellen worden nu reeds 206,3 ha bijkomend bedrijventerrein afgebakend d.w.z. dat er nog slechts 118,3 ha overblijft voor economische activiteiten tot 2007. Met de bestaande nood aan uitbreiding van zonevreemde bedrijven zal een "quotum" van ongeveer 10 ha per gemeente niet volstaan. Een besparing op de inkleuring van bijkomende bedrijventerreinen dringt zich dan ook op.

4.4.14.1 t.e.m. 4.4.14.5 BRIEF ONDERTEKEND DOOR 5 LANDBOUWERS UIT DE OMGEVING

Enkele landbouwers dreigen een bepaald percentage van hun bedrijfsoppervlakte te verliezen mochten de plannen ten uitvoer gelegd worden. De rest van de argumentatie is dezelfde als bij nummer 4.4.13.

4.4.15. DEWYN-LAGAISSE (Waregem)

De leefomstandigheden voor het gezin zouden onmogelijk worden, daar het wonen in een rustige omgeving tot het verleden zal gaan behoren. Mocht er onteigening plaatsvinden dan zal het zeer moeilijk, zonet onmogelijk zijn om een gelijkaardige vestigingsplaats te vinden. Het zou veel beter zijn mocht men eerst de leegstaande industriegebouwen aanwenden.

4.4.16. VAN DEN BOGAERDE (Waregem)

Heeft veel energie en geld in hun huis op den buiten geïnvesteerd en is dan ook verbolgen over de voorgelegde plannen. Ook de vele opgebouwde sociale contacten dreigen zo verloren te gaan. Er is ook zeer veel onzekerheid onder de buurtbewoners.

4.4.17. CNUUDE-VANHAUWAERT (Waregem)

De leefomstandigheden en de woonomgeving zouden zeer zwaar lijden onder de realisatie van de voorgelegde plannen. De overgang van rust naar drukte zal een lichamelijke en psychische tol eisen. Men is bezorgd over een eventuele onteigening en ook de sociale contacten zullen verloren gaan.

4.4.18. DELORGE DANNY (Waregem)

Heeft niet echt bezwaar tegen de uitbreiding, doch deze dreigt op een uiterst nadelige wijze te gebeuren. Stelt een kleine opschuiving voor tot aan de aanpalende gracht om te vermijden dat verschillende eigendommen binnen de industriezone zouden vallen. Onteigening zou dan overbodig worden.

4.4.19. VAN NEDER A. (Waregem)

Leeft in grote onzekerheid en vreest aanpassingsmoeilijkheden. De stank en het lawaai zullen voor een ware ommekeer in het leven zorgen. De waardevermindering van het onroerend goed zal eventueel nog kunnen worden opgevangen, maar de niet-materiële kant van de zaak zal op geen enkele wijze gecompenseerd kunnen worden.

4.4.20. DECLERCQ-DEKETELE (Waregem)

Het inplanten van industrie rondom de eigendommen van de vele buurtbewoners zal ontgensprekelijk voor allerlei overlast en aanpassingsmoeilijkheden zorgen. Wat betrokkenen het meest zorgen baart, is het dreigende gevaar voor onteigening en de daaruit voortvloeiende schade aan de sociale contacten.

4.4.21. DELORGE-VANDEBOGAERDE (Waregem)

Vraagt of het mogelijk is om eerst de reeds bestaande industriegronden in te nemen alvorens men nieuwe gebieden aansnijdt. Stelt tevens dat er andere en meer geschikte inplantingsmogelijkheden zijn (bv. Aan de overzijde van de E17). Ook de blijvende onzekerheid omtrent allerhande zaken knaagt aan alle gezinsleden.

4.4.22. TYTGAT MARIA (Waregem)

Alle toekomstmogelijkheden voor de eigendom van betrokkene dreigen verloren te gaan. Er zal een enorme waardevermindering optreden en wie zal dit ongemak dan wel opvangen? Voorts is er niet eens sprake van een bufferzone om de woongelegenheden af te scherm.

4.4.23. CASTEELE MARCEL (Waregem)

Het mag en kan de bedoeling niet zijn om veel inwoners te benadelen met allerlei vormen van hinder, waardevermindering van hun onroerende goederen of gedwongen onteigening. De minieme extra tewerkstelling-mogelijkheden wegen hier zeker niet tegen op. Er zijn bovendien alternatieve inplantingsplaatsen voorhanden. Ook de weinige informatie die van de gemeente werd bekomen stoort betrokkene. Kortom, het gaat om een aantasting van de waardigheid, want elkeen in de buurt had gekozen voor een rustig en groen leven. Er is trouwens al industrie genoeg aanwezig in de onmiddellijke buurt (wat zal er gebeuren met de waardevermindering van de woningen?)

4.4.24. DEDECKER DANIEL (Waregem)

Waarom moeten zovelen voor zo weinigen inboeten op het vlak van rust, privacy en waarde van hun bezit? Aan de overzijde van de E17 is er veel betere inplantingsmogelijkheid die minder hinder zal veroorzaken.

4.4.25. POLLET JANINE (Waregem)

Wat met de talrijke bewoners die gekozen hebben voor een rustig en landelijk leven? De wijziging van het gewestplan voorziet niet eens zones voor woonuitbreidingsgebieden noch een zone voor de gedupeerden om een gelijkwaardige woning te zoeken in geval van onteigening. Hét alternatief is de overzijde van de E17 waar de bedrijven trouwens van een betere publiciteit zullen kunnen genieten. Er is bovendien nergens sprake van een buffer of een groenscherm die de omwonenden kan beschermen.

4.4.26. AGALEV (Waregem)

De landelijke woonomgeving wordt aan talrijke bewoners ontnomen. De opgegeven verklaringen zijn niets anders dan drogredenen. Wat zal er trouwens met de belangen van omwonenden gebeuren? De toegangsweg naar dit terrein is overigens niet geschikt voor de transport van vrachtwagens. Het volbouwen van open ruimtes is totaal niet verantwoord (zie ook Unilin in Desselgem). Zwaar verkeer en schoolgaande jongeren gaan niet samen. Er is uiteraard nood aan industrie, maar de inplanting ervan moet op een weloverwogen manier gebeuren.

De Commissie stelt dat planschade en vergoedingen wegens onbebouwbare behoren tot de bevoegdheid van de rechtbanken van eerste aanleg (art. 35 en 36 van het decreet betreffende de ruimtelijke ordening).

De Commissie stelt dat de inrichting van bufferzones in de industriegebieden geregeld is bij koninklijk besluit d.d. 28 december 1972, betreffende de inrichting en de toepassing van de ontwerp-gewestplannen en gewestplannen.

De Commissie stelt tevens dat andere locaties geen deel hebben uitgemaakt van het openbaar onderzoek van deze ontwerp-gewestplanwijziging en verwijst naar haar advies onder knelpunten nr. 5.

De Commissie verklaart de bezwaren ontvankelijk en gegrond in verband met de inrichting van een regionaal bedrijventerrein met openbaar karakter en verwijst naar haar advies onder knelpunten nr. 1A.

5. Bezwaren m.b.t. uitbreiding Unilin Waregem-Desselgem

5.1. ADV. DOUTRELUIGNE VOOR PATTEEUW E.A. (Kortrijk)

De bestemming agrarisch gebied is prioritair en moet dus behouden blijven, daar ze zeker niet is achterhaald. De wijziging naar industriezone is daarom onverantwoord. Het zou veel praktischer zijn om de uitbreiding uit te voeren in de Waregemstraat. Bovendien is het bedrijf Unilin zonevreemd. Tenslotte zou de uitbreiding ook kunnen gebeuren bij een andere afdeling van de groep in de regio (Wielsbeke of Ooigem).

5.2.1. t.e.m. 5.2.31. ADV. DECLERCK VOOR BEWONERS UIT DE OMGEVING. (Harelbeke)

Het bezwaar is gericht tegen de omvorming van agrarisch gebied en bestaand parkgebied naar industriezone en tegen de omvorming van agrarisch gebied naar bufferzone. Het bestaande parkgebied moet behouden blijven als minimale afscherming ten opzichte van de thans in uitvoering zijnde uitbreiding van de nv Unilin. Er dient aangestipt te worden dat het bedrijf reeds tot op ca. 30 meter komt van de dichtsbij gelegen percelen van de Krekelhoek. Indien er een uitbreiding zou worden overwogen op de percelen 224a, 217a, 215d en 214d dan moet ook daar in een voldoende brede buffer voorzien worden (i.e. langs de Leemputstraat). De geplande wijziging is kennelijk onverenigbaar met de goede plaatselijke ordening; het algemeen belang kan niet worden opgeofferd aan het belang van één enkele onderneming. Tenslotte wordt er gewezen op reeds bestaande geluids- en verkeersoverlast, de onveilige verkeersstoestand en de algemene milieuhinder, inherent aan grootschalige industrie. Voor de heer Moerman zou de wijziging neerkomen op een verlies van 30 % van zijn bedrijfsoppervlakte en aangaande het perceel van de familie Vandekerckhove wordt er geen rekening mee gehouden dat de woning ontsloten wordt via een openbare weg. Bovendien zou hun woning volledig door industrie ingesloten worden.

5.3.1. t.e.m. 5.3.20. 20 TYPEBRIEVEN ONDERTEKEND DOOR BEWONERS UIT DE OMGEVING (Desselgem)

De bewoners hebben gekozen om in een rustige en industrievrije omgeving te wonen. Bezwaarindieners merken op dat de meesten er reeds woonden alvorens er van industrie sprake was.

Bij grootschalige uitbreiding zal er een onaantvaardbare overlast en hinder ontstaan (geluid, verkeerschaos en veiligheidsproblemen en algemene milieuhinder, inherent aan industrie).

5.4.1 en 5.4.2 BVBA DE LEEMPUT (A. VANDEKERKHOVE EN HAERENS R.) (Desselgem)

De toegangsweg van het perceel van betrokkenen (3 meter breed en ongeveer 250 meter lang) staat niet vermeld op de plannen. Op grond van de voorgestelde wijziging zal deze dwars door een fabriek lopen. Tevens laat de Leemputstraat niet toe om personenwagens te laten dubbelen of te kruisen. Wat zal er dan allemaal niet gebeuren als er nog meer zwaar verkeer in de straat zal verschijnen.

De straat is voorts ook ingeschakeld in de "Stijn Streuvelsroute", de "Vlasroute" en de "Molenroute", welke alledrie een toeristisch wandeldoel hebben.

Bezwaarindiener vraagt zich af of er een bufferzone zal aangelegd worden en of de minwaarde van zijn eigendom zal vergoed worden. Volgens bezwaarindiener wordt het agrarisch gebied en het uitzicht aangetast en zelfs vernietigd. Bezwaarindiener wijst er ook op dat er reeds 4 maal brand is uitgebroken, tijdens de laatste 2 jaar. Hij wijst erop dat de gevolgen van een ernstige brand.

De Commissie stelt dat in het vigerend gewestplan het bestaand bedrijf Unilin gelegen is in industriegebied en de vergunde uitbreiding in uitbreiding industriezone, dat een andere locatie geen deel heeft uitgemaakt van het openbaar onderzoek en verwijst hiervoor naar haar advies onder knelpunten nr. 5.

De Commissie stelt dat de bestemming bufferzone dient om gebieden met bestemmingen, die moeilijk met elkaar te verzoenen zijn van elkaar scheiden, in dit geval industriezone en woongebied. Binnen de bufferzone geldt absoluut bouwverbod.

De Commissie stelt dat maatregelen ter voorkoming van milieuhinder en ter bevordering van de verkeersveiligheid geen deel uitmaken van de procedure van een gewestplanwijziging.

De Commissie stelt dat voor deze belangrijke uitbreiding van de industriezone een uitvoeringsplan aangewezen is voor de inrichting van het terrein en dat voorwaarden tot ontsluiting en bufferzones hierin dienen opgenomen te worden.

De Commissie stelt dat planschade en vergoedingen wegens onbebouwbaarheid behoren tot de bevoegdheid van de rechtbanken van eerste aanleg (art. 35 en 36 van het decreet betreffende de ruimtelijke ordening).

De Commissie verklaart de bezwaren ontvankelijk en ongegrond.

6. Bezwaren m.b.t. de uitbreiding Lavatra Menen-Lauwe

6.6.1. COTTENIER JOZEF (Lauwe)

De spoorlijn is geenszins afdoende als bescherming tegen de hinder door Lavatra voortgebracht. De hele situatie lijkt verdacht veel op een poging tot regularisatie van een illegale toestand. Aanvankelijk was het een rustige buurt met een niet-hinderend dakpannenbedrijf, doch sinds de komst van Lavatra en haar stortactiviteiten, is er een steeds onveiligere verkeerssituatie ontstaan.

6.6.2. DEN HERT-MAES (Lauwe)

De voorziene wijziging is onaantvaardbaar. Stank, stof, lawaai-en verkeershinder teisteren de omgeving reeds ettelijke jaren. De spoorlijn als een voldoende bescherming tegen de hinder bestempelen is gewoon lachwekkend.

6.6.3. DEBLAERE E. (Lauwe)

Daar het concept Stadsbos niet uitgevoerd wordt kan er geen sprake zijn van integratie en is de inplanting visueel en ruimtelijk hinderlijk. Voor de aan- en afvoer, die ondertussen met zeker 50 % is toegenomen, bestaat geen enkel mobiliteitsplan. De stof- en lawaaihinder veroorzaakt door het zware vervoer overschrijden in ruime mate de aanvaardbare normen.

De economische situatie van het bedrijf, bij het uitbreiden ervan, zal niet opwegen tegen de negatieve gevolgen voor mens en milieu.

Er is reeds jarenlang zware hinder van het bedrijf en recentelijk heeft het geprobeerd om een illegale situatie te regulariseren. Kortom, dergelijk bedrijf hoort NIET thuis in een woonkern. Bovendien wordt er onder het mom van recyclage afval gestort.

6.6.4. BOONE RIK- DEVOS (Lauwe)

Stank, lawaai, stof, verkeershinder, ongedierte en visuele ongemakken teisteren reeds lange tijd de buurt.

6.6.5. VERFAILLE-DELILLE (Lauwe)

Stank, lawaai, stof, verkeershinder, ongedierte en visuele ongemakken teisteren reeds lange tijd de buurt. Bovendien hoort dergelijke bedrijvigheid niet thuis in een woonzone.

6.6.6.1 t.e.m. 6.6.6.41. TYPEBRIEVEN ONDERTEKEND DOOR BUURTBEWONERS

Stank, lawaai, stof, verkeershinder, ongedierte en visuele ongemakken teisteren reeds lange tijd de buurt. Bovendien hoort dergelijke bedrijvigheid niet thuis in een woonzone. Het bedrijf is momenteel zelfs in overtreding en de spoorlijn kan de hinder zeker niet opvangen, want het vuil ligt ongeveer 10 meter hoger.

6.6.7. HUYSE YVES (Lauwe)

Daar het concept Stadsbos niet uitgevoerd wordt kan er geen sprake zijn van integratie en is de inplanting visueel en ruimtelijk hinderlijk. Voor de aan- en afvoer, die ondertussen met zeker 50 % is toegenomen, bestaat geen enkel mobiliteitsplan. De stof- en lawaaihinder veroorzaakt door het zware vervoer overschrijden in ruime mate de aanvaardbare normen.

De economische situatie van het bedrijf, bij het uitbreiden ervan, zal niet opwegen tegen de negatieve gevolgen voor mens en milieu.

Er is reeds jarenlang zware hinder van het bedrijf en recentelijk heeft het geprobeerd om een illegale situatie te regulariseren. Kortom, dergelijk bedrijf hoort NIET thuis in een woonkern. Bovendien wordt er onder het mom van recyclage afval gestort

6.6.8.1. BVBA DEMAN-BRYS (Lauwe)

Bedrijven in overtreding kunnen niet geregulariseerd worden via deze gewestplanwijziging! Het spoor vormt weliswaar een scheiding in de bouwzone, maar geen scheiding tussen industriegebied en woonzone. Voorts zijn er het afgesloten uitzicht, de geluids-, stank- en afvalhinder. Ook hier wordt andermaal een uitgangspunt ter beoordeling van de aanvraag tot gewestplanwijziging geschonden: "het onderzoek houdt zowel rekening met de economische als met de ruimtelijke situatie van het bedrijf".

Bij een cumulatie van al deze punten, kan het niet anders zijn dan dat ze een nefaste invloed uitoefenen op de werking van het kantoor van de vennootschap.

6.6.8.2. DEMAN-BRYS (Lauwe)

Bedrijven in overtreding kunnen niet geregulariseerd worden via deze gewestplanwijziging. Het spoor vormt weliswaar een scheiding in de bouwzone, maar geen scheiding tussen industriegebied en woonzone. Voorts zijn er het afgesloten uitzicht, de geluids-, stank- en afvalhinder. Ook hier wordt andermaal een uitgangspunt ter beoordeling van de aanvraag tot gewestplanwijziging geschonden: "het onderzoek houdt zowel rekening met de economische als met de ruimtelijke situatie van het bedrijf".

Bij een cumulatie van al deze punten, kan het niet anders zijn dan dat ze een nefaste invloed uitoefenen op de werking van het kantoor van de vennootschap.

6.6.9. VANDENBUERIE DENISE (Lauwe)

Als alleenstaande bejaarde ervaart bezwaarindienster de omgeving als zeer onveilig door het zware en roekeloze verkeer. Ook de stank- en de milieuhinder maken het onmogelijk om in de tuin te zitten tijdens de zomermaanden. Een dergelijk bedrijf hoort helemaal niet thuis in een woonzone.

6.6.10. DECLERCQ-SERLET (Lauwe)

De bewering dat het gebied voldoende is afgeschermd d.m.v. de spoorlijn is niet correct. De stank is bij wijlen ondraaglijk en de verkeerssituatie is verre van veilig. Ook stof en lawaai zijn hier dagelijkse kost.

De Commissie stelt dat maatregelen betreffende milieuhinder en verkeersveiligheid geen deel uitmaken van de procedure van een gewestplanwijziging.

De Commissie stelt vast dat een bufferzone werd voorzien ten noorden van het industriegebied tussen deze zone en het woongebied. Dat dergelijke bufferzone, andere dan deze voorzien bij de industriezones (koninklijk besluit van 28 december 1972) dient tot het scheiden van bestemmingen die moeilijk met elkaar te verzoenen zijn.

Dat rekening houdend met de mogelijke hinder, die de activiteiten van het daar gevestigde bedrijf kunnen ontwikkelen, en de omsloten situatie van het bedrijf een dergelijke bufferzone aan de zuidkant binnen de industriezone wenselijk zou zijn.

De Commissie verklaart de bezwaren ontvankelijk en gegrond en adviseert een bijkomende bufferzone in de industriezone. De Commissie verwijst naar haar advies onder Menen E), blz. 12.

8. Bezwaren m.b.t. de gronden binnen de verkeerswisselaar "Het Ei"

8.1. NCMV Regio Kortrijk

Het onverantwoord vinden van de inbreng van een evenementenhal binnen het opritcomplex beperkt de uitbouw van de campus Hallen. Door de complementariteit van de 3 functies (beurzen) congressen en evenementen) is dit de enige zone waar de inbreng verantwoord is.

8.2. ACW

De bestemmingswijziging van het Europark van bosgebied naar parking is een te éézijdige benadering. In het kader van de ontwikkelingen van "Hoog Kortrijk" wordt voorgesteld deze zone als bestemming te geven: "Gemengde zone voor gemeenschapsvoorzieningen en diensten" (= wijziging van artikel 11 van de aanvullende stedenbouwkundige voorschriften).

8.3. cv Hallen Kortrijk

Zijn akkoord met de bestemmingswijziging van bosgebied naar parking omwille van de noodzaak een uitwijkparking te voorzien voor de naastliggende gemeenschapsvoorzieningen.

Zijn niet akkoord met het feit dat wordt gesteld dat het bijkomend inbrengen van een evenementenhal onverantwoord is en dat de ontsluiting van de parking steeds via de Hallen dient te gebeuren.

Deze toelichting houdt een afbreuk in met de groeistrategie van de Hallen. De verdere uitbreiding van de Hallen kan enkel en alleen gebeuren binnen "Het Ei".

De 1500 à 2000 wagens die straks binnen "Het Ei" kunnen parkeren enkel toegang verlenen tot "Het Ei" via de Hallenterreinen zal leiden tot een gigantische overbelasting ervan en van de omgeving en tot chaotische toestanden. Een bijkomende op- en afrit zal de situatie veel verkeersveiliger maken. Er wordt ook gepleit voor een rechtstreekse toegang tot het Hallencomplex vanaf de E17.

8.4. Kamer voor Handel en Nijverheid

Is van oordeel dat de oorspronkelijk voorziene stedenbouwkundige ontwikkeling met gebouwen en parking binnen "Het Ei" past in de visie van een geconcentreerde uitbouw van grootschalige activiteiten in de tertiaire sector.

Ook vanuit bereikbaarheidsoogpunt is de ontwikkeling en bundeling van activiteiten op die plaats van wezenlijk belang enerzijds ten aanzien van het openbaar vervoer waarvan de exploitatiemogelijkheden en de frequentie van de lijnen kunnen worden geoptimaliseerd en anderzijds ten aanzien van het autoverkeer door de nabijheid van verschillende belangrijke verkeersassen waarbij een rechtstreekse toegang tot de nieuwe parkings binnen "Het Ei" de verkeersafwikkeling in de omgeving beter kan regelen en de druk op de omgeving verminderen.

De opties in de voorliggende wijziging van het gewestplan Kortrijk remmen een evenwichtige ontwikkeling af en moeten worden bijgestuurd in functie van de voorgestane ontwikkeling van het gebied.

8.5. Matexpo

Pleit ervoor dat naast een rechtstreekse toegang tot het Hallencomplex naar "Het Ei" ook zou voorzien worden in een rechtstreekse op- en afrit van "Het Ei" naar de E17 zoniet zal dit leiden tot een chaotische verkeershinder op de Doorniksesteenweg en de Kennedylaan zowel gedurende de expodagen als gedurende de opbouw- en afbraakdagen.

8.6. vzw Hoog Kortrijk

Samenvattend: de mogelijkheid moet blijven bestaan om binnen de verkeerswisselaar gebouwen te voorzien en een rechtstreekse toegang tot de nieuwe parkings in het Ei is de beste oplossing om de verkeersafwikkeling in de omgeving beter te regelen.

Beste bestemming: gebied voor gemeenschapsvoorzieningen en openbare nutsvoorzieningen.

De omgeving van de Hallen wordt uitgebouwd tot een multifunctionele zone voor grootschalige activiteiten.

De gronden gelegen binnen de verkeerswisselaar het Ei zijn de noodzakelijke uitbreidingsmogelijkheid voor deze ontwikkeling.

Deze visie werd op 15 juli 1996 bekrachtigd door de gemeenteraad van Kortrijk.

I. De uitbouw van deze zone is conform de visie van het Structuurplan Vlaanderen dat opteert voor het concentreren en bundelen van activiteiten in stedelijke gebieden. De ontwikkeling van Kortrijk langs de Noord-zuidas is een garantie voor een gebundelde, geconcentreerde ontwikkeling en vormt het stedenbouwkundig antwoord op de betrachting om het ongeordend uitzwermen van functies tegen te gaan. De omgeving van de Hallen is het gebied voor grootschalige activiteiten.

II. De zone kan zowel met het openbaar als met privé-vervoer worden bereikt. De bundeling van activiteiten is gunstig voor de ontwikkeling van het openbaar vervoer en laat ook een meervoudig gebruik van parkeerplaatsen toe.

Het voornaamste lijkt het concentreren van nieuwe grootschalige activiteiten op een dusdanige manier dat zij vanaf nu door een systeem van openbaar vervoer kunnen worden bediend. Door de concentratie van de ontwikkelingen langs de noord-zuidas kan zich in de toekomst een sterke openbaar vervoeras ontwikkelen die de verschillende delen van de stad met elkaar verbindt. Ook hier worden park-and-ride parkeerplaatsen voorzien.

Openbaar vervoer zal een steeds belangrijkere rol spelen in de stedelijke verkeersafwikkeling maar de aard van de activiteiten en de uren waarop deze plaatsvinden zijn van die aard dat er ook veel autoverkeer zal worden aangetrokken. Deze druk moet worden opgevangen en mag niet op de omgeving worden afgewenteld.

Door het samenleggen van activiteiten die afwisselend overdag en 's avonds volk aantrekken is een meervoudig gebruik van de parkeerplaatsen mogelijk en kan het bijkomend creëren van parkeerplaatsen worden beperkt.

III. De bouwmogelijkheden binnen de gronden van het Ei zijn belangrijk voor de uitbouw van de zone tot polyvalent gebied.

In de studie van de verschillende inplantingsmogelijkheden van de gebouwen is gebleken dat een te grote concentratie van verschillende functies naast mekaar problemen kan opleveren van bereikbaarheid en verkeersafwikkeling. Daarom moet de mogelijkheid blijven bestaan om in het Ei te kunnen bouwen. Het komt erop aan maximale flexibiliteit te behouden.

IV. Voor de ontsluiting van het autoverkeer werd een globaal plan uitgewerkt dat een vlotte verkeersafwikkeling moet garanderen en de druk op de omgeving moet verminderen. Parkeerproblemen in de omgeving bij grote manifestaties moeten worden opgelost door de invoering van blauwe zone en de aanleg van bijkomende parkings. Enkel bij grote manifestaties blijken de aanloopstroken tot de parkings niet voldoende groot (onvoldoende buffercapaciteit) en zijn er verkeersproblemen. De inplanting van een filmzalencomplex en een evenementenhal verandert de situatie in die zin dat er veel meer sprake is van geconcentreerde verkeersbelastingen voor en na de voorstellingen. Oplossing: het algemeen circulatieplan.

Beschrijving.

4.1. Algemene structuur van Hoog Kortrijk: moet de bestaande grootschalige functie in een logisch verband ordenen en de basislijnen vastleggen voor toekomstige ontwikkelingen.

Centrale stadsas: de Doorniksesteenweg (vooral gericht op openbaar vervoer, fietsers en plaatselijk autoverkeer). Typologisch een stedelijke hoofdstraat met meestal kleinere percelen die rechtstreeks toegang geven op deze straat.

De Beneluxlaan daarentegen is de verdeelweg voor het autoverkeer en geeft verbinding met het regionaal verkeersnet (ringlaan en autosnelweg). Is gekenmerkt door 3 grote ronde punten die toegang geven tot straten waarop de toegangen voor auto's van de bestaande en toekomstige grote functies worden geënt. Op deze Beneluxlaan worden dus geen gebouwen meer rechtstreeks ontsloten.

Een lus voor openbaar vervoer doorheen het gebied Hoog Kortrijk verbindt de belangrijkste functies onderling en brengt ze op een snelle manier in verbinding met de binnenstad.

4.2. Nieuwe aftakking op het Ei rond Gent:

Doel: druktste weefzone van het Ei te ontlasten.

In samenspraak met AWV werd een alternatief uitgewerkt om deze bijkomende afrit verkeersveiliger te maken en meteen ook de mogelijkheid geeft de gronden gelegen in het Ei te ontsluiten.

4.3. Betere verkeersafwikkeling op het Ei:

Door de aanleg van een nieuwe aftakking naar Gent werden 2 doelstellingen bereikt: de weefzone kant Hallen komt te vervallen: de voertuigen worden op afzonderlijke banen ofwel naar het Ei ofwel naar de E17 geleid wat de capaciteit merkkelijk verhoogt maar vooral de verkeersveiligheid en de gronden binnen het Ei worden rechtstreeks toegankelijk vanop het Ei wat de capaciteit van de omgeving van de Hallen verdubbelt.

Door de cirkelconstructie ontstaat een zeer grote bufferzone.

Deze ingreep kan eenvoudig door een herbelijning van deze zone van het Ei.

4.4. Rechtstreekse toegang van het Hallencomplex naar het Ei:

voordelen:

1. het verkeer vertrekkende uit de parking van de Hallen wordt niet langer gemengd met het stedelijk verkeer op de Kennedylaan;

2. de situatie voor de fietsers op de Kennedylaan wordt veiliger doordat zij niet meer worden gemengd met de grote flux auto's vertrekkende uit de parking;

3. de uitrijcapaciteit vanuit de Hallen wordt vergroot.

Deze ingreep vergt geen bijkomende investeringen aangezien deze uitrit vanuit het Hallencomplex gebruik maakt van een bestaande rijstrook op het Ei.

4.5. Rechtstreekse toegang tot het Hallencomplex vanaf de E17:

De uitrit die nu vertrekt vanop de E17 richting Hallen en Doorniksesteenweg kan in de toekomst exclusief worden voorbehouden voor de toerit tot de Hallen.

Positieve gevolgen:

1. de capaciteit vergroot opmerkelijk (geen verkeerslichten meer op de Doorniksesteenweg);
 2. het stedelijk verkeer en het openbaar vervoer op de Noord-Zuidas worden niet meer gehinderd door het piekverkeer naar de Hallen;
 3. het fietsverkeer op de Noord-Zuidas wordt veiliger omdat er geen conflict meer is met verkeer naar de Hallen. Kan in hoofdzaak met een herbelijning worden gerealiseerd.
- 4.6. Ronde aan het kruispunt van de Beneluxlaan en de Kennedylaan:

Doel:

1. de stedelijke structuur van het gebied te verduidelijken;
2. de verkeersveiligheid te verhogen;
3. de ongelijkmatige verkeersstromen beter te verwerken.

Aangevat in april 1998.

4.7. Reorganisatie van de parking en realisatie van één gemeenschappelijk parkeerbeleid.

Hierbij wordt vooral gezorgd voor grotere in- en uitrijstroken zodat een veel grotere buffercapaciteit ontstaat.

V. De realisatie van een bijkomende afrit vanop het Ei naar de Hallencampus is noodzakelijk voor een goede verkeersafwikkeling en voor het verminderen van de belasting op stedelijke wegen.

In het structuurplan Vlaanderen en de mobiliteitsplannen wordt gestreefd naar een hiërarchie van wegen.

Door de complexiteit van het Ei is het moeilijk te zeggen welke delen van deze verkeerswisselaar behoren tot welk niveau van uitwisseling. Door het feit dat de functies op de Hallencampus ook niet eenduidig te definiëren zijn (sommige hebben een betekenis op Vlaams niveau en andere op regionaal niveau) lijkt het logisch dat de aftakking op de verkeerswisselaar kan gebruikt worden voor beide niveaus.

Gevolgen op het wegennet bij het volledig uitvoeren van het geprojecteerde programma (zie berekeningen in bijlage):

— belasting van de verschillende toegangen

In geval van 3 toegangen tot de Hallencampus (Doorniksesteenweg, Kennedylaan, Ei) blijken de verschillende toegangen vrij gelijkmatig verdeeld en zijn er geen problemen voor de toegankelijkheid van het Hallencomplex.

Indien er slechts 2 toegangen zijn, zal de toegang langs de Kennedylaan overmatig worden belast (1600 pae/uur) en zullen er problemen ontstaan op de Kennedylaan (op de linksafslagstroken komende van het Ei) die invloed zullen hebben op de afwikkeling van de rotonde.

— verkeersafwikkeling op het Ei

Wanneer er 3 toegangen zijn tot de Hallencampus, blijven de verkeersstromen op alle takken van het Ei beneden hun maximumcapaciteit.

Indien er geen rechtstreekse toegang tot het Ei zou zijn, wordt de toevoerweg Eirtonde overlast (+1600 pae/uur) zodat er problemen van verkeersafwikkeling zullen ontstaan op deze tak en op de rotonde.

— algemeen

Voorgaande berekeningen werden uitgevoerd voor piekmomenten die zich een tien of twintigtal keer per jaar zullen voordoen. Op alle andere ogenblikken zal de verkeersbelasting (veel) lager liggen.

Maar ook op piekmomenten is een goede verkeersafwikkeling gewenst en alleen een 3e toegang tot het Hallencomplex zorgt voor een vlotte en veilige verkeersafwikkeling.

Een bijkomende aftakking op het Ei is de beste oplossing opdat de Kennedylaan en de Doorniksesteenweg hun functie van stedelijke wegen optimaal kunnen blijven spelen.

De Commissie verklaart de bezwaren ontvankelijk en ongegrond wat betreft de ontsluiting via de verkeerswisselaar. De Commissie stelt dat het gebied de bestemming gemeenschapsvoorziening en openbaar nutsvoorziening dient te krijgen. De Commissie verwijst naar haar advies onder knelpunten nr. 3.

9. Bezwaren m.b.t. de ontginningsgebieden

9.1. NV KORIMCO

Kortrijk- Pottelberg

Er zijn geen opmerkingen met betrekking tot deze bestemmingswijziging want ze was voorzien in het BPA nr. 61. Betrokkenen zijn van oordeel dat het een gemiste kans is om het woonuitbreidingsgebied dat één geheel uitmaakt met voornoemde 4,8 ha eenzelfde bestemming te geven conform het aangehaalde BPA.

Kortrijk E17

De landbouwbestemming van de gronden ten noorden van de E17 is naar de toekomst toe volledig achterhaald (landbouwkundige exploitatie is niet meer mogelijk en de terreinen vormen één geheel met de omliggende nieuwe industriegebieden). Betrokkenen stellen een regionaal bedrijventerrein voor.

De Commissie stelt dat de locatie ten noorden van de E17 geen deel heeft uitgemaakt van het openbaar onderzoek van deze gewestplanwijziging en verwijst naar haar standpunt onder knelpunten nr. 5.

De Commissie verklaart het bezwaar ontvankelijk doch ongegrond.

9.2. BVBA TIBERGIJN

Een bestemmingswijziging van hun percelen tot industriegrond als tot woongebied dringt zich op (hun perceel zou dan onmiddellijk aansluiten met het ten zuiden van de Hazebeek bestaande woongebied).

Indien er een overgang moet gerealiseerd worden tussen dit laatstgenoemde woongebied en het vroegere ontginningsgebied zou het logisch zijn dat de bufferzone wordt ingekleurd op de grond (= afvalstort) die uiteindelijk de oorzaak is van de noodzaak om een overgang tot stand te brengen. Het is dus onredelijk dat het perceel van betrokkenen daartoe wordt aangewend.

9.3. NV IMMO LYS

Gezien het thans bestaande gebruik van hun gebouwen (hangars) dringt een bestemmingswijziging van hun percelen tot industriegrond zich op. In subsidiaire orde vraagt men of de zone waarin de gebouwen zich bevinden landbouwgrond zou blijven.

De overheid heeft zich bij het ontwerp van gewestplan gebaseerd op luchtfoto's waarop de hangars van bestrokkene niet vermeld staan. Men vraagt dus dat de correcte en volledige gegevens aan het dossier worden toegevoegd zodat blijkt dat de bufferzone slechts kan worden aangelegd tot aan de westergrens in plaats van tot aan de noordergrens van de percelen.

Indien er een overgang moet gerealiseerd worden tussen enerzijds de woonzone ten zuiden van de Hazebeek en het vroegere ontginningsgebied zou het logisch zijn dat de bufferzone wordt ingekleurd op de grond (= afvalstort) die uiteindelijk de oorzaak is van de noodzaak om een overgang tot stand te brengen. Het is dus onredelijk dat het perceel van betrokkenen daartoe wordt aangewend.

Tenslotte is de voorgestelde gewestplanwijziging onwettig omdat een bufferzone enkel als overgangsgebied kan dienen en niet voor enig ander stedenbouwkundig doel mag aangewend worden.

9.4. NV STEVAN

Als algemeen bezwaar wordt aangehaald dat het dossier niet de documenten bevat die op afdoende wijze de gewestplanwijziging onderbouwen en motiveren.

Er zijn ook concrete bezwaren:

— B.VI. 30 Lendeledede-ontginningsgebied

Het RSV stelt dat het opmaken van gebiedsgerichte visies gebeurt in een sectoraal overleg met alle betrokkenen en gekaderd worden in het ruimtelijk beleid voor het gebied. Nergens is er iets terug te vinden aangaande dergelijke visie (er is niet eens overleg gepleegd). Ten tweede is er, in tegenstelling tot wat in de toelichtingsnota beweerd wordt, geen enkel verband tussen de ligging van een ontginningsgebied en de nabijheid van een steenbakkerij. Voorts is het onjuist te stellen dat het andere ontginningsgebied te Lendeledede tegemoetkomt aan de onmiddellijke behoeften en tenslotte zal er door de wijziging een waardevermindering optreden (de grond werd immers aangekocht met het oog op ontginning).

— B.VI. 32 ontginningsgebied Bergkapel

Het gaat om een gedeeltelijke wijziging in bufferzone. Volgens het koninklijk besluit van 28 december 1972 dient een afzonderingsgordel aangelegd te worden binnen de ontginningszone en niet eveneens er buiten. Een ander gedeelte van het gebied wordt gewijzigd in landelijk woongebied: dit is in strijd met het RSV dat versnippering van bewoning in het buitengebied wil tegengaan. De wijziging van landbouw naar groenzone kan pas zinvol zijn wanneer deze gelijktijdig en in combinatie met de realisatie van de nabestemming als ontginningszone gebeurt. Tenslotte gaat men niet akkoord met de bewering dat de bestemmingswijziging verder gedetailleerd zal worden in een BPA (dit is een uitholling van de bevoegdheid van het Vlaams Gewest).

9.5. KAREL VANDEPUTTE

Als algemeen bezwaar wordt aangehaald dat het dossier niet de documenten bevat die op afdoende wijze de gewestplanwijziging onderbouwen en motiveren.

Er zijn ook concrete bezwaren met betrekking tot het ontginningsgebied te Lendeledede (B.VI.30):

Het RSV stelt dat het opmaken van gebiedsgerichte visies gebeurt in een sectoraal overleg met alle betrokkenen en gekaderd worden in het ruimtelijk beleid voor het gebied. Nergens is er iets terug te vinden aangaande dergelijke visie (er is niet eens overleg gepleegd). Ten tweede is er, in tegenstelling tot wat in de toelichtingsnota beweerd wordt, geen enkel verband tussen de ligging van een ontginningsgebied en de nabijheid van een steenbakkerij. Tenslotte is het onjuist te stellen dat het andere ontginningsgebied te Lendeledede tegemoetkomt aan de onmiddellijke behoeften.

9.11. NV LIANIL

Deze patrimoniumvennootschap is eigenaar van de gronden en van de gebouwen terwijl de NV Henri Govaere er opstalhouder en gebruiker van is. Deze laatste exploiteert aldaar een aannemingsbedrijf sinds 1954.

Doordat er door verschillende besturen geadviseerd werd dat niets zich tegen de verdere uitbating van het bedrijf verzet, wordt inname van bijkomende open ruimte in het buitengebied vermeden waardoor de doelstelling van het RSV gerealiseerd wordt. De bestemming van het bedrijf werd zowel door het BPA nr. 14 als door het sectoraal BPA erkend.

Het is echter zo dat, gezien de reeds sinds lang bestaande bedrijfsactiviteit, een bestemmingswijziging van de percelen naar industriegrond zonder andere nabestemming zich opdringt. Dit zou aansluiten bij de bestaande gewestplanvoorschriften volgens dewelke zich aan de zuidkant van het perceel een klein industrieterrein bevindt. In subsidiaire orde wordt er gevraagd om het perceel de bestemming woongebied te geven omdat de bedrijfsactiviteit daar namelijk compatibel mee is. Het bedrijf is trouwens vanaf de straatzijde nauwelijks als dusdanig herkenbaar.

De voorgestelde nabestemming als bosgebied is niet aanvaardbaar omdat door het niet kunnen gebruiken van het perceel 184 r 3 de bedrijfsuitbating wordt geschaad. Bovendien zijn de aangebrachte groenschermen compatibel met het achter het voornoemd perceel gelegen gebied.

m.b.t. tot de bezwaren 9.2, 9.3, 9.4, 9.5. en 9.11:

De Commissie verwijst naar haar advies onder de gemeente Lendeledede, in verband met de zone Bergkapel.

De Commissie verklaart het bezwaar ontvankelijk en gegrond wat betreft een aanpassing aan de reële toestand en de afschaffing van de T-zone en rekening houdend met de bestaande bebouwing.

9.6. KORAMIC

algemene bezwaren

Men aanvaardt niet dat er in de voorliggende wijziging een aantal kleiwinningsgebieden geschrapt worden zonder dat er een integrale belangenafweging gebeurde op grond van een lange termijnvisie met betrekking tot localisatie en eventuele herschikking van deze gebieden. De overheid haalt aan dat de steenbakkerij niet meer actief is. Dit is om volgende redenen onaanvaardbaar:

1. noch in het koninklijk besluit van 28 december 1972 noch in het gewestplan zelf wordt voorzien dat de ontginning voor bepaalde ondernemingen kan of moet aangewend worden op zo'n wijze dat de afvoer van de ontgonnen grondstoffen naar andere locaties niet zou zijn toegelaten;

2. de problematiek van de kleiwinning mag niet eng geografisch bekeken worden daar de markt van de keramische producten enorm gediversifieerd is.

specifieke bezwaren

B.II.15. Waregem-Zavelput, kleiontginningsgebied

Het eenzijdig schrappen van een gebied voor de ontginning van een natuurlijke rijkdom (zand) zonder dat dit kadert in een integrale afwerking kan, vanuit een bezorgdheid voor de continuïteit in de grondstoffenbevoorrading voor de sector, niet worden aanvaard.

B.VI.29. Zwevegem-Knokke, ontginningsgebied

Er is geen fundamenteel bezwaar tegen de wijziging naar park -en agrarisch gebied op voorwaarde dat er een gelijke oppervlakte aan ontginningsgebied zou worden toegevoegd aan het kleiwinningsgebied van Heestert.

B.VI.30. Lendeledede, ontginningsgebied

Na aftrek van de randzones en van niet bruikbare bedekking bevat deze site nagenoeg 1 000 000 m³ zeer kwalitatieve dakpannenklei. Het eenzijdig schrappen los van de totale aanpak van de problematiek van de natuurlijke rijkdommen in de regio is onaanvaardbaar.

9.7. AFDELING NATUURLIJKE RIJKDOMMEN EN ENERGIE

Het betreft het schrappen van het ontginningsgebied aan de Leiekant (Waregem), hetwelk nog een zandvolume bergt van minstens 500 000 m³. Zolang er geen alternatief is weerhouden, kan niet akkoord worden gegaan met het eenzijdig schrappen van oppervlakten bestemd voor het winnen van grondstoffen.

9.8. AFDELING NATUURLIJKE RIJKDOMMEN EN ENERGIE

Het betreft het schrappen van het ontginningsgebied aan de Beiaardlinde (Lendeledede), hetwelk nog een zand- en kleivolume bergt van minstens 1 000 000 m³. Het eenzijdig doordrukken van een recente optie ten nadele van de veronderstelde rechtszekerheid via het gewestplan past niet in een beleid op langere termijn. Zolang er geen alternatief is weerhouden, kan niet akkoord worden gegaan met het eenzijdig schrappen van oppervlakten bestemd voor het winnen van grondstoffen.

9.9. AFDELING NATUURLIJKE RIJKDOMMEN EN ENERGIE

Het betreft het schrappen van het ontginningsgebied aan de Bergelen (Wevelgem). Van de oorspronkelijke oppervlakte is er nog ongeveer 75 % ontginbaar en de niet aangesproken oppervlakte bergt nog een zandvolume van minstens 1 000 000 m³. Het eenzijdig doordrukken van een recente optie ten nadele van de veronderstelde rechtszekerheid via het gewestplan past niet in een beleid op langere termijn. Zolang er geen alternatief is weerhouden, kan niet akkoord worden gegaan met het eenzijdig schrappen van oppervlakten bestemd voor het winnen van grondstoffen.

9.10. AFDELING NATUURLIJKE RIJKDOMMEN EN ENERGIE

Het eenzijdig doordrukken van een recente optie ten nadele van de veronderstelde rechtszekerheid via het gewestplan past niet in een beleid op langere termijn. Na een geologische benadering en het inschatten van de praktische haalbaarheid in verband met beschikbare oppervlakte en toegankelijkheid werd een compenserende oppervlakte ingetekend aan de Kwadestraat. Zolang er geen alternatief is weerhouden, kan niet akkoord worden gegaan met het eenzijdig schrappen van oppervlakten bestemd voor het winnen van grondstoffen in dit geval Zwevegem Lettenhof.

2.2.3. KERVYN DE LETTENHOVE (Louvain-la-Neuve) (Lettenhof)

Benadrukt het enorme waardeverlies van de grond en stelt dat de desinteresse van de firma Koramic ervoor niet onmiddellijk tot een bestemmingswijziging moet leiden. Ook voor de pachter van de grond zal dit uiteraard een financiële adering betekenen (verlies van 27 % oppervlakte). Uit dit laatste gegeven vloeit dan ook nog het dreigende mestoverschot voort. Tenslotte verdenkt betrokkene de overheid ervan een verdoken "onteigeningspolitiek" te voeren.

2.2.12.1. LATEUR GUIDO (Zwevegem) (Lettenhof)

27 % van de in het bezit van betrokkene zijnde gronden zouden in het voorgestelde parkgebied terecht komen. Het gaat om zeer vruchtbare zandleemgronden die drainagewerken ondergaan hebben en die uitermate geschikt zijn voor akkerbouwteelten. Een logisch inkomensverlies zal het resultaat zijn en bij de minste verstrenging van het mestdecreet zal een mestoverschot ontstaan. Daar er een tendens is tot grondgebondenheid, ook in de varkenssector, leidt dit alles tot een verre van rechtszekere positie wanneer de milieuvergunning van het bedrijf hernieuwd moet worden. De eventuele financiële tegemoetkoming zal geen garantie aan betrokkene kunnen geven dat hij een gelijkaardig perceel in de directe omgeving zal kunnen vinden. Dat de betrokken gronden levensnoodzakelijk zijn voor hem, hoeft dus geen twijfel.

2.2.10. DECUYPERE MONIQUE (Zwevegem) (Lettenhof)

Ongeveer 90 % van de hoeve zal in parkgebied komen te liggen, wat zware gevolgen zal teweegbrengen m.b.t. de eigen ruwvoederwinning voor melkvee; tengevolge van het ontstane grondgebrek komen zowel bijkomende melkquota als premies in het gedrang. Ook mestoverschotten zullen niet geringe proporties aannemen.

2.2.11. GOETHALS ETIENNE (Brugge) (Lettenhof)

Volgens betrokkene bestaat het risico dat de reeds karig beschikbare landbouwgrond nog verder wordt opgesplitst, waardoor de hofstede niet meer rendabel zal zijn en waardevermindering van het geheel met zich brengt (gebouwen kunnen voor geen enkel ander doeleinde aangewend worden). Ook het feit dat er in Lendeledede ontginningsgebied niet tot park wordt omgevormd, wekt het idee dat er met twee maten en twee gewichten wordt gewerkt.

De Commissie stelt dat de bevoorrading van grondstoffen dient verzekerd te worden en dat de afdeling natuurlijke rijkdommen en energie ter zake bevoegd is. De Commissie stelt dat de bezwaren van eigenaars en pachters van de locatie Lettenhof handelen over het verdwijnen van landbouwgronden. De Commissie stelt vast dat deze gronden op het vigerend gewestplan de bestemming ontginningsgebied hebben en geen agrarisch gebied. De Commissie verklaart de bezwaren ontvankelijk en gegrond wat betreft het behoud van de hoofdbestemming ontginningsgebied en adviseert als nabestemming de bestemming opgegeven in het ontwerp-gewestplan.

10. Bezwaren m.b.t. bos- en natuurgebieden

OMGEVING GAVERDOMEIN

10.1.1. DEGEZELLE-DEVOS (Harelbeke-Heirweg)

Indien de voorgestelde wijziging wordt uitgevoerd, zullen betrokkenen een groot stuk van hun bedrijfsoppervlakte verliezen. Het resultaat zal bestaan uit schade aan het alluaam en een demotivatie bij de kinderen van de eigenaars. Het ontnemen van het zelfstandigen initiatief kan niet blijven voortduren!

De Commissie stelt dat bedrijf van bezwaarindiener, volgens het vigerend gewestplan gedeeltelijk gelegen is in woongebied en gedeeltelijk in zone voor verblijfsrecreatie, dat de bestemming van het gedeelte gelegen in verblijfsrecreatie verandert in bosgebied en dat de uitbreidingsmogelijkheden van het bedrijf in het gedrang komen. De Commissie stelt echter dat, omwille van de eigendomstructuur, het wenselijk zou zijn om de bestemming bosgebied slechts door te trekken tot de grens van het perceel en de eigendom van betrokkene integraal in te kleuren als woongebied.

De Commissie verklaart het bezwaar ontvankelijk en gegrond.

10.1.2. JEAN MATTHIJS-DE BRABANDERE (Kortrijk)

Hun eigendom wordt ten onrechte als bosgebied ingekleurd. Ze vragen om het zijn feitelijke stedenbouwkundige bestemming van bouwgrond terug te geven omwille van de financiële inspanningen van destijds. Bovendien paalt het perceel aan het stedelijk gebied van de gemeente Harelbeke waarmee het één gesloten geheel vormt. Een bouwzone aldaar zou een gezonde woongelegenheid tot stand brengen met een optimale ontsluiting naar de autosnelwegen in de buurt.

10.1.3. MATTHIJS-DEBRABANDERE (Kortrijk)

In aanvulling op hun eerste schrijven, willen betrokkenen de aandacht vestigen op de tegenstrijdigheid die bestaat tussen de gewestplanwijziging en de ingesloten nota. De "fout" bestaat erin dat in beide documenten een verschillende oppervlakte wordt aangegeven welke onderhevig is aan omzetting van agrarisch gebied naar bosgebied.

Om een procedure voor de Raad van State te vermijden, stellen ze een compromis voor: "de strook grond langsheen de Heirweg (117 m lang en 50 m diep) als bouwgrond te voorzien".

De Commissie adviseert, rekening houdende met de motivatie van de bezwaarindiener, de omvorming van het bosgebied gelegen tussen de industriezone en het woongebied langs de Heirweg te Deerlijk/Harelbeke tot woongebied tot op een diepte van 50 m, aansluitend met de woonzone van het vigerend gewestplan.

De Commissie verklaart met 4 stemmen tegen het bezwaar ontvankelijk en gegrond.

10.1.4. PIERRE EN TOM VANDEWALLE (Deerlijk)

Ze dreigen 80 % van hun bedrijfsoppervlakte te moeten inleveren. Ook sommige bedrijfsgebouwen worden gedeeltelijk opgenomen als "ecologisch waardevol landbouwgebied"! Een melkveebedrijf is bovendien meer dan welke andere exploitatievorm gebonden aan het gebruik van intensief weiland rondom de bedrijfszetel. Alle gronden die gelegen zijn in het 'agrarisch gebied met ecologische waarden hebben dure draineringswerken ondergaan en hebben dus reeds jarenlang hun oorspronkelijk karakter verloren. Er zal ook een enorme waardevermindering van de gronden ontstaan en er zullen strengere bemestingsnormen worden opgelegd. Ook de rechtszekerheid die bestond met het BPA "De Gavers" wordt volledig ondermijnd. Tenslotte zal het vegetatiewijzigingsbesluit van toepassing worden dat kan resulteren in een discussie over het al dan niet nodig zijn van een vergunning om grasland te kunnen scheuren.

10.1.5. DESMET-MAES (Harelbeke)

De boomkwekerij van betrokkenen zal voor 50 % inkrimpen waardoor een uitbreiding van het familiebedrijf onmogelijk wordt. De zoon des huizes ziet zo alle kansen tot overname van een rendabel bedrijf verloren gaan. Er werden recentelijk veel inspanningen geleverd op het vlak van het milieu. Vrezen dat ze geen vergunning meer zullen krijgen voor uiterst noodzakelijke overwinteringsserses.

Tenslotte zal er een aanmerkelijke waardevermindering van de gronden optreden en wordt de rechtszekerheid op grond van het BPA "De Gavers" compleet ondermijnd.

10.1.6. DESMET GEBRIEL (Harelbeke)

Er wordt gevraagd om de gebieden die ingekleurd zijn als "ecologisch waardevol landbouwgebied" in hun oorspronkelijke bestemming terug te plaatsen om de leefbaarheid van een aantal bedrijven in de omgeving niet in gevaar te brengen. De bestemming "landschappelijk waardevol gebied" werd bevestigd in het BPA "De Gavers" en heeft reeds gedurende jaren zijn diensten bewezen. Er is dan ook geen enkele reden waarom dit gebied aan een omvorming zou moeten worden onderworpen. Er zal een gevoelige waardevermindering van gronden ontstaan en er zullen strengere bemestingsnormen opgelegd worden. Tenslotte zal er een toestand van rechtsonzekerheid geschapen worden.

10.1.7. VERHOYE PIET EN COLLEGA-LANDBOUWERS (Harelbeke)

Heel wat jonge bedrijven worden door de voorliggende gewestplanwijziging getroffen. Vooral de bedrijfsoppervlakte heeft eronder te lijden. Ook de rechtszekerheid die bestond met het BPA "De Gavers" wordt volledig ondermijnd. Tenslotte zal het vegetatiewijzigingsbesluit van toepassing worden dat kan resulteren in een discussie over het al dan niet nodig zijn van een vergunning om grasland te kunnen scheuren.

De Commissie stelt dat deze bedrijven gelegen in agrarisch waardevol gebied, reeds aan een aantal beperkingen onderhevig zijn.

De Commissie stelt dat de wijziging naar ecologisch waardevol gebied verantwoord is vanwege de drinkwatervoorziening in de vijver van de Gavers en het aangrenzend natuurgebied.

De Commissie verklaart met 2 onthoudingen de bezwaren ontvankelijk en ongegrond.

BOS - EN BOSUITBREIDING WAREGEM.

10.1.8. NUYTEN PAUL (Waregem)

Vraagt om de betrokken gronden als agrarisch gebied te handhaven, want anders zal er een verlies aan bedrijfsoppervlakte optreden waardoor de leefbaarheid van de hoeve in het gedrang komt. Betrokkene is nog zeer jong en heeft 3 kleine kinderen en werd reeds zwaar getroffen door onteigeningen in het kader van Flanders Field.

10.1.9. SNAUWAERT FRANS (Waregem)

Als uitbater van een landbouwbedrijf zouden de belangen van betrokkene en van zijn kinderen geschaad worden mochten de voorliggende plannen uitgevoerd worden. Er zal ook een waardevermindering van de gronden optreden tengevolge van de onzekere rechtssituatie waarin men zich bevindt.

10.1.10. LANDELIJKE GILDE WORTEGEM

De weilanden gelegen in de secties B nr. 841X, 842K en 842L worden gebruikt door Joris Snauwaert, zoon van Frans, die er een landbouwbedrijf uitbaat. De gilde wil niet dat de bestemming van deze gronden gewijzigd zou worden.

10.1.17. DEFORCHE ANTOON (Waregem)

Stelt voor om zijn perceel en dat van zijn buurman in een woonzone onder te brengen. Wat betreft de ruime achtergronden van de percelen zijn betrokkenen akkoord om er een bosuitbreidingsgebied van te maken.

De Commissie stelt dat het de optie is van de Vlaamse regering om dit bosuitbreidingsgebied een bufferende functie te geven tussen de waardevolle bossen op het grondgebied van Wortegem en het milieubelastende industriegebied anderzijds.

De Commissie stelt dat de woningen in het betrokken gebied zonevremd zijn, en dat de bestemming van de grondkleur behouden blijft tot de verwezenlijking van het bosgebied.

De Commissie verklaart met 1 onthouding de bezwaren ontvankelijk en ongegrond.

BOS - EN BOSUITBREIDING ANZEGEM,

10. 1.13. LANDELIJKE GILDE ANZEGEM

De leden vragen of de oorspronkelijke bestemming van het gebied behouden zou blijven. Het volledig bebossen van Hemsrode en omgeving zou het vernietigen betekenen van een enig en uniek weidelandschap dat bekend staat als wandelgebied.

10.1.14. DE POURCQ JULES (Anzegem)

De uitbating van het bedrijf van betrokkene zal totaal onmogelijk worden indien de plannen ten uitvoer worden gelegd. Hij heeft het perceel steeds als een goede rentmeester onderhouden en iedereen in de mate van het mogelijke ervan laten meegenieten.

10.1.15. BENOIT DE MAERE D'AERTRYCKE (Anzegem)

Vraagt uitdrukkelijk dat de gebieden die zijn ingekleurd als bosgebied en bosuitbreidingsgebied hun huidige landschappelijk waardevol karakter zouden behouden. Indien dit niet zou gebeuren, zal de geplande "aaneensluiting" voor een ecologische ramp zorgen en een zeer grote teleurstelling betekenen voor de medemens.

Bos is inderdaad waardevol, maar de reeds bestaande bossen vervullen op een uitstekende manier hun functie als leefgemeenschap. Het massaal aanplanten zou het broze evenwicht tussen bos en open ruimte voor lange tijd verstoren. Veel vogelsoorten zullen hun biotoop noodgedwongen moeten verlaten en het "Vortbosselke" zal verdrinken temidden van het door de overheid geplante bos. De bronnen lopen bovendien het risico van verzuring.

De huidige sociale functie van het landschap zal belemmerd worden en een groter bos zal ongetwijfeld de uitnodigende en open sfeer negatief beïnvloeden.

T.o.v. de landgebruiker komt het neer op het opzettelijk negeren en onderkennen van de kennis van kleinere familiale bedrijven. Ook financiële repercussies in de vorm van een waardevermindering van de gronden zullen ontstaan.

10.1.16. CHARLOTTE DE LIMBURG STIRUM (Boechout)

Betrokkene vindt, samen met haar zussen dat de wijziging naar bosgebied geen goed idee is, want daardoor gaan open ruimte en perspectief teloor (veel vogelsoorten zullen er de dupe van zijn).

Wat de wijziging naar bosuitbreidingsgebied betreft, zal er een probleem ontstaan doordat onder de hoogspanningslijn geen bos mag en kan aangelegd worden omwille van veiligheidsredenen.

De gronden in kwestie zijn zeer goed voor landbouwdoeleinden en zijn niet versnipperd (slechts 3 exploitanten voor 30 ha).

Aan de zijde van de Heirweg is sinds mensenheugnis een open landschap aanwezig en dit omwille van militair-historische redenen. Zou het verstandig zijn om dit gegeven uit de weg te ruimen?

De Commissie wijst erop dat mede door het toekennen van de bestemming bosuitbreiding de bescherming van kleine natuurgebieden en bronnen wegvalt, dat deze bronnen mede bepalend zijn voor de bestaande natuurwaarden in het deel dat de bestemming bosgebied krijgt, dat dit gebied een landschappelijke waarde heeft en dat om deze redenen een bos en uitbreiding voor bos niet aangewezen is.

De Commissie verklaart de bezwaren ontvankelijk en gegrond.

BOS - EN BOSUITBREIDING TIEGEM

10.1.11. WINDELS DIRK (Tiegem)

Wijst op de onzekerheden die zullen ontstaan. Wat zal er met de percelen gebeuren? Zal er nog plaats zijn voor landbouw in deze gebieden?

10.1.12. GAEREMYNCK JOHAN (Tiegem)

Vraagt of de betrokken gebieden hun agrarische bestemming zouden behouden. In Tiegem werden er de laatste jaren reeds zeer veel bomen aangeplant. Het zou dan ook jammer zijn dat het typische landbouwkarakter van de gemeente teloor zou gaan door nog meer percelen te bebossen. Betrokkene vreest dat, mocht deze trend zich doorzetten, er voor hem geen toekomstmogelijkheden meer zijn in de landbouw.

10.1.18. DEMEULEMEESTER R. (Tiegem)

Vraagt of de huidige agrarische bestemming van de betrokken gebieden behouden zou blijven.

Ongeveer de helft van zijn bedrijfsoppervlakte zou in bosuitbreidingsgebied komen te liggen, waardoor de leefbaarheid van het fruitbedrijf in het gedrang zou komen. Het perceel heeft een unieke ligging en is een meerwaarde voor het toerisme in de omgeving. Er zal een situatie van rechtsonzekerheid ontstaan waar niemand de verdere gevolgen van kan inschatten.

Enkele privé initiatieven in de onmiddellijke omgeving hebben reeds voor de aanleg van extra bos gezorgd. Kan dit volstaan ter voldoening van de voorgelegde plannen?

10.1.19. LANNEAU PRUDENT (Ingooigem)

De gronden die betrokkene samen met zijn zoon bewerkt zijn broodnodig voor de bedrijfsuitbating en de verdere uitbouw ervan. Ze hebben bovendien een zeer grote landbouwkundige waarde, maken deel uit van de ruilverkaveling Tiegem en zijn met gemeenschapsgelden verkaveld en gedraineerd. Ze vragen uitdrukkelijk om de agrarische bestemming van de percelen te behouden.

10.1.20. LOMBAERT FRANK (Ingooigem)

De gebieden hebben momenteel de bestemming "agrarisch gebied met landschappelijke waarde".

Overeenkomstig art. 15 van de omzendbrief betreffende de inrichting en toepassing van de ontwerp-gewestplannen en de gewestplannen van 8 juli 1997 is het de bedoeling dat het landschappelijk karakter zoveel als mogelijk bewaard wordt. De inkleuring als bos houdt een fundamentele miskenning in van het cultuurhistorisch landschap. Bovendien is het economisch ondraaglijk omwille van de strengere bemestingsnormen en het van toepassing worden van het

vegetatiewijzigingsbesluit dat voor een beknotting van de teeltvrijheid zorgt. Tenslotte zorgt het begrip "bosuitbreidingsgebied" voor enorm veel onzekerheid (Wat zijn de gevolgen op het vlak van de bemesting na de evaluatie van het MAP? Kan de betrokken grond onteigend worden? Hoe lang kunnen de gronden nog gebruikt worden? Het begrip is tevens niet duidelijk omschreven in de omzendbrief, wat de onzekerheid alleen maar groter maakt).

10.1.21. BEDRIJFSGILDE P/A D'HEYGERE (Ingooigem)

Vinden het onverantwoord dat dergelijke grote innames gebeuren voor bos en bosuitbreiding zonder dat er duidelijkheid bestaat over de ligging van de 750 000 ha die volgens het RSV moeten voorbehouden worden voor de beroepslandbouw. De voorstellen zijn op zijn minst voorbarig. De gebieden hebben momenteel de bestemming "agrarisch gebied met landschappelijke waarde". Overeenkomstig art. 15 van de omzendbrief betreffende de inrichting en toepassing van de ontwerp-gewestplannen en de gewestplannen van 8 juli 1997 is het de bedoeling dat het landschappelijk karakter zoveel als mogelijk bewaard wordt. De inkleuring als bos houdt een fundamentele miskennis in van het cultuurhistorisch landschap. Bovendien is het economisch ondraaglijk omwille van de strengere bemestingsnormen en het van toepassing worden van het vegetatiewijzigingsbesluit dat voor een beknotting van de teeltvrijheid zorgt. Tenslotte zorgt het begrip "bosuitbreidingsgebied" voor enorm veel onzekerheid (Wat zijn de gevolgen op het vlak van de bemesting na de evaluatie van het MAP? Kan de betrokken grond onteigend worden? Hoe lang kunnen de gronden nog gebruikt worden? Het begrip is tevens niet duidelijk omschreven in de omzendbrief, wat de onzekerheid alleen maar groter maakt).

De overheid kan toch niet zomaar een bestemmingswijziging doorvoeren zonder te voorzien in een billijke schadevergoeding, want de gronden zullen minstens de helft in waarde dalen.

10.1.22. LOMBAERT FRANK (Ingooigem)

De gebieden hebben momenteel de bestemming "agrarisch gebied met landschappelijke waarde". Overeenkomstig art. 15 van de omzendbrief betreffende de inrichting en toepassing van de ontwerp-gewestplannen en de gewestplannen van 8 juli 1997 is het de bedoeling dat het landschappelijk karakter zoveel als mogelijk bewaard wordt. De inkleuring als bos houdt een fundamentele miskennis in van het cultuurhistorisch landschap. Bovendien is het economisch ondraaglijk omwille van de strengere bemestingsnormen en het van toepassing worden van het vegetatiewijzigingsbesluit dat voor een beknotting van de teeltvrijheid zorgt: Tenslotte zorgt het begrip "bosuitbreidingsgebied" voor enorm veel onzekerheid (Wat zijn de gevolgen op het vlak van de bemesting na de evaluatie van het MAP? Kan de betrokken grond onteigend worden? Hoe lang kunnen de gronden nog gebruikt worden? Het begrip is tevens niet duidelijk omschreven in de omzendbrief, wat de onzekerheid alleen maar groter maakt).

De Commissie stelt dat het de optie is van de Vlaamse regering om de bebossingsindex te verhogen en om een aantal individuele boscomplexen te versterken en de versnippering tegen te gaan.

De Commissie stelt dat planschade en vergoedingen wegens onbebouwbaarheid behoren tot de bevoegdheid van de rechtbanken van eerste aanleg (art. 35 en 36 van het decreet betreffende de ruimtelijke ordening)

De Commissie wijst er tevens op dat bij de bestemming bosuitbreidingsgebied de bestemming die als grondkleur is weergegeven tot op het moment dat de bosuitbreiding effectief gerealiseerd wordt.

De Commissie verklaart de bezwaren ontvankelijk en ongegrond.

OMGEVING GOUDEN BANK, GULLEGEM

10.1.23. VERBEKE ANDRE (Gullegem)

Verzet zich tegen het inkleuren als recreatief parkgebied van de grond die gelegen is langs de Hondschotestraat en de Ballingstraat. Het geheel is omgeven door woonhuizen en er werd aan de Ballingstraat vroeger nog een verkaveling goedgekeurd. Het zou dus veel logischer zijn dat de desbetreffende percelen ingekleurd worden als woonzone.

10.1.24. LAPEIRE FRIEDA (Gullegem)

Met de doorliggende plannen krijgt de eigendom van betrokkene het statuut van recreatief parkgebied en wordt het dus een zonevremde woning. De volumebeperking komt hierdoor op 700m³ en in geval van storm- of brandschade is heropbouw niet meer mogelijk, met het gevolg dat er een waardevermindering van het onroerend goed ontstaat. Hoopt dat het om een rekenfout gaat en wensen de bestemming van woonzone te behouden.

10.1.25. DEVOS HUBERT/MANUELA (Gullegem)

Hun perceel is centraal gelegen ten opzichte van de dorpskom en dit maakt het geschikt voor een uitbreidingsproject. Dit zou trouwens overeenstemmen met het structuurplan Zuid-West-Vlaanderen dat woonuitbreiding voorziet op deze gronden. Bovendien maakt de inkleuring als recreatief parkgebied de woning zonevremd en wordt het dus onmogelijk om te verbouwen, herbouwen of om het een andere bestemming te geven.

10.1.26. VANDEPUTTE/DEVOS (Gullegem)

De huidige bestemming van hun eigendommen is landbouwzone, die op de plannen gewijzigd wordt in bosuitbreidingsgebied. Aangezien geen termijn wordt opgegeven binnen dewelke het bos zal gerealiseerd worden, vrezen zij dat de landbouwfunctie niet lang meer verzekerd is. Dit betekent een minwaarde voor de betrokken percelen.

De Commissie stelt dat de percelen die in het vigerend gewestplan de bestemming woongebied hadden, deze bestemming in het ontwerp-gewestplan dienen te behouden, conform de bestaande toestand.

De Commissie verklaart deze bezwaren ontvankelijk en gegrond en verwijst naar haar advies onder de gemeente Wevelgem.

Wat betreft het perceel gelegen in de Hondschotestraat, naast de Gouden Bank, stelt de Commissie dat hiervoor de bestemming woonzone aangewezen is.

De Commissie verklaart het bezwaar ontvankelijk en gegrond.

De Commissie stelt dat betreffende de gronden in de Hondschotestraat die de bestemming bosuitbreidingsgebied toegewezen krijgen, deze in het vigerend gewestplan de bestemming agrarisch gebied hebben en geen woonuitbreidingsgebied, doch dat het wenselijk is dat de bestemming van het vigerend gewestplan behouden blijft.

De Commissie verklaart dit bezwaar ontvankelijk en gegrond.

BEDRIJF VERHAEGHE

10.1.27. DEMUNSTER MARC EN DE 3 EIGENAARS (Harelbeke)

De uitbreiding van het zonevremde bedrijf Verhaeghe zou met zich brengen dat enkele jonge landbouwbedrijven zwaar zouden moeten inleveren (vooral hun bedrijfsoppervlakte zou inkrimpen).

Door betrokkenen werd recentelijk ook zwaar geïnvesteerd op het vlak van de mestopslag en de stalinrichting. Het is onaanvaardbaar dat ten gunste van een zonevreemd bedrijf uitbreiding wordt toegestaan terwijl het buffergroen op de percelen gelegd wordt van de omliggende eigenaars. Een groenscherm moet geïntegreerd worden binnen het bedrijfsplan !

10.1.28. CASTELEIN (Harelbeke)

Vernamen de voorliggende wijziging op een toevallige manier (moeten de eigenaars dan niet op de hoogte gebracht worden omtrent de plannen?).

Betrokkenen zien de noodzaak niet in om een buffer-bosgebied aan te leggen op de voorgestelde grond. Evenmin kunnen ze zich akkoord verklaren met de opmerking als "zou het slechts om een beperkt agrarisch gebruik van de betrokken grond gaan en het ingesloten karakter ervan". Het is integendeel een uitermate sterk ontsloten perceel.

Er zal ook een waardevermindering optreden en een onderwerping aan strengere normen en voorwaarden zal het gevolg zijn (de huurprijs zal automatisch dalen). Ze kunnen zich niet van de indruk ontdoen dat de aanvraag tot wijziging louter een persoonlijk voordeel betreft.

De Commissie stelt dat de twee bosgebieden die het bedrijf omgeven in de ontwerp-gewestplanwijziging niet tegemoet komen aan de optie van de Vlaamse Gemeenschap om versnippering tegen te gaan, dat het natuurgebied dat verdwijnt door de uitbreiding van het bedrijf geen grote natuurwaarde bezit en dat het koninklijk besluit van 28 december 1972 voorziet in de inrichting van een bufferzone binnen het industriegebied.

De Commissie verklaart de bezwaren ontvankelijk en gegrond en adviseert dat de zones van de bosgebieden hun bestemming van het vigerend gewestplan zouden behouden.

OMGEVING WEVELGEM

10.1.29. DERMAUW SIMONE (Assebroek)

Beweert dat de wijziging van agrarisch naar bosuitbreidingsgebied een grote waardevermindering van de gronden tot gevolg zal hebben.

10.1.30. DEBRABANDERE FRANK (Bavikhove)

Verzet zich tegen het feit dat zijn hoevegebouwen niet als agrarisch werden ingekleurd. Dit is een onrechtvaardige situatie, want de gelegenheid daartoe is zeker voorhanden geweest. Het komt er op neer dat hij bestraft wordt voor het aanplanten en onderhouden van het groen rondom de hofstede.

10.1.31. DERMAUW YVONNE (Bavikhove)

Beweert dat de wijziging van agrarisch naar bosuitbreidingsgebied een grote waardevermindering van de gronden tot gevolg zal hebben. Ze zal planschade eisen mochten de plannen uitgevoerd worden.

10.1.32. DEBRABANDERE ARM. (Kortrijk)

Voor het voortbestaan van de hoeve is het nodig dat de gronden gelegen in de onmiddellijke omgeving agrarisch blijven. Is het niet zo dat de landbouwgronden in de streek van Kortrijk steeds schaarser worden? Waarom bebost men niet de verderop gelegen gronden van het oude stort en deze gelegen in de directe omgeving van het klaverblad en de A17? Tenslotte zal er ook een aanzienlijke waardevermindering ontstaan. Men zal niet aarzelen om planschade in te dienen.

10.1.33. VANFLETEREN ANDRE (Lauwe)

Wil bezwaar indienen tegen het inkleuren van een deel van zijn gronden en een deel van zijn landbouwbedrijfszetel (wat is daar de ecologische waarde van??) als agrarisch gebied met ecologisch belang. Dit heeft onmiddellijke repercussies op de bedrijfsvoering meer bepaald betreffende de toepassing van het mestdecreet zonder dat daar een schadeloosstelling tegenover staat. Zowel de rentabiliteit als de toekomstperspectieven lijden daaronder. Ook de teeltvrijheid zal beperkt worden wanneer het vegetatiewijzigingsbesluit van toepassing wordt.

10.1.34. DEBRABANDERE BEATRIJS (Kortrijk)

Door het inkleuren als bos van de familiegrond zal er een waardevermindering optreden. Het nut daarvan is onbegrijpelijk want het gaat om vruchtbare grond die gunstig gelegen is voor landbouwer Piet Dermauw.

10.1.35.1. en 10.1.35.2. DERMAUW EN D'HOOP (Wevelgem)

De bestemmingswijziging van de percelen is onaanvaardbaar want voor de uitbating van het bedrijf is betrokkene er volledig van afhankelijk (aanwezigheid van de onontbeerlijke waterput). Gezien de nog lopende pacht van negen jaar en de intentie om over te schakelen naar bio-landbouw vragen betrokkenen om de agrarische bestemming te behouden.

10.1.36. DERMAUW-HUYGHE (Wevelgem)

De bestemmingswijziging van de percelen is onaanvaardbaar want voor de uitbating van het bedrijf is betrokkene er volledig van afhankelijk (aanwezigheid van de onontbeerlijke waterput). Gezien de nog lopende pacht van negen jaar en de intentie om over te schakelen naar bio-landbouw vragen betrokkenen om de agrarische bestemming te behouden.

De Commissie stelt dat planschade en vergoedingen wegens onbebouwbaarheid behoren tot de bevoegdheid van de rechtbanken.

De Commissie verklaart de bezwaren ontvankelijk en gegrond, wat betreft het bosuitbreidingsgebied te Wevelgem en verwijst naar haar advies onder Wevelgem.

De Commissie merkt op dat de gronden bedoeld in het bezwaar Van Fleteren niet opgenomen worden in agrarisch gebied met ecologisch belang, doch in landschappelijk waardevol agrarisch gebied. Dit bezwaar is niet gegrond.

De Commissie verklaart het bezwaar Dermauw-Huyghe ontvankelijk en gegrond.

VERKEERSWISSELAAR AALBEKE

10.1.37. BONNE JANNETTE (Marke)

De inkleuring van de Klarenhoek als bos- en bosuitbreidingsgebied betekent voor betrokkene 90 % verlies aan bedrijfsoppervlakte. Recentelijk werden er echter enkele belangrijke investeringen gedaan. De gebieden hebben momenteel de bestemming "agrarisch gebied met landschappelijke waarde".

Overeenkomstig art. 15 van de omzendbrief betreffende de inrichting en toepassing van de ontwerp-gewestplannen en de gewestplannen van 8 juli 1997 is het de bedoeling dat het landschappelijk karakter zoveel als mogelijk bewaard wordt. De inkleuring als bos houdt een fundamentele miskening in van het cultuurhistorisch landschap. Bovendien is het economisch ondraaglijk omwille van de strengere bemestingsnormen en het van toepassing worden van het vegetatiewijzigingsbesluit dat voor een beknotting van de teeltvrijheid zorgt.

De overheid kan toch niet zomaar een bestemmingswijziging doorvoeren zonder te voorzien in een billijke schadevergoeding, want de gronden zullen minstens de helft in waarde dalen.

10.1.38. DEMEULENAERE NOEL (Wielsbeke)

Hun hoeve maakt deel uit van een homogeen landbouwgebied en wordt beschouwd als één van de meest waardevolle historische landbouwbedrijven in de omgeving. De opname ervan in het bosgebied doet afbreuk aan dit gegeven en komt neer op een ondoordachte en onverantwoorde miskennis van het ontstaan van de nederzetting.

De omschakeling naar bos is bovendien in strijd met de principes van het RSV en met artikel 1 van het decreet op de ruimtelijke ordening (er werd geen enkele bedrijfseconomische afweging gemaakt ten aanzien van de vastgelegde optie). Tenslotte wordt de economische last van de optie ten laste gelegd van de particulieren zonder dat er een belangenafweging heeft plaatsgevonden.

10.1.39. DECRUYNAERE JOHAN (Aalbeke)

Het bezwaar van betrokkene betreft de begrenzing van bos- en bosuitbreidingsgebied van het stadsrandbos van 100 ha bos en 12,7 ha bosuitbreiding. Deze grenzen houden geen rekening met het uitgestipte beleid van het Vlaams Gewest en de wetenschappelijke studies van o.a. ir. B. Van Elegem en van Dr. Ir. Myriam Dumortier. Wanneer men het eigen beleid niet kan en durft uitvoeren, getuigt dit van belangenbehartiging en corruptie of incompetentie.

10.1.40. VERRUE ANDRÉ (Kortrijk)

De oorspronkelijk voorgestelde planmatige manier om tot een multifunctioneel stadsrandbos "De Preshoek" te komen en de bestemmingswijziging die daarvoor het startsein tot realisatie zou zijn, zijn slechts gedeeltelijk in de voorliggende gewestplanwijziging opgenomen. Gezien de absolute noodzaak om in het Kortrijkse tot meer bos te komen is de inperking van het bebossingsproject betreurenswaardig. Anderzijds worden te Marke een honderdtal hectaren als bosgebied aangeduid. Dit dient absoluut behouden te blijven om tot een evenwichtig gewestplan voor Kortrijk te komen. Deze zijn immers de aanzet tot de realisatie van een groter groenproject met grensoverschrijdend karakter.

10.1.41. HOLVOET MARC (Marke)

De inkleuring van de Klarenhoek als bos- en bosuitbreidingsgebied betekent voor betrokkene 95 % verlies aan bedrijfsoppervlakte.

De gebieden hebben momenteel de bestemming "agrarisches gebied met landschappelijke waarde".

Overeenkomstig art. 15 van de omzendbrief betreffende de inrichting en toepassing van de ontwerp-gewestplannen en de gewestplannen van 8 juli 1997 is het de bedoeling dat het landschappelijk karakter zoveel als mogelijk bewaard wordt. De inkleuring als bos houdt een fundamentele miskennis in van het cultuurhistorisch landschap. Bovendien is het economisch ondraaglijk omwille van de strengere bemestingsnormen en het van toepassing worden van het vegetatiewijzigingsbesluit dat voor een beknotting van de teeltvrijheid zorgt.

De overheid kan toch niet zomaar een bestemmingswijziging doorvoeren zonder te voorzien in een billijke schadevergoeding, want de gronden zullen minstens de helft in waarde dalen.

10.1.42. BOERENBOND (Heule)

Bebossen zoals opgegeven in de voorliggende plannen is onaanvaardbaar omwille van de recreatieve meerwaarde die ten onder zal gaan. Bovendien zal 140 ha goede landbouwgrond verloren gaan. Realisatie van het plan betekent het onvermijdelijke faillissement voor minstens 2 gezinsbedrijven. Er zullen ook strengere bemestingsnormen van toepassing worden zonder dat er in een opvang van het sociaal passief wordt voorzien. Ook de bemestingsdruk zal automatisch gaan toenemen (de cruciale kaap van 100 kg fosfaat per ha zal overschreden worden) m.a.w. bos is dus milieu-onvriendelijk! Tenslotte is het vertrouwen van de landbouwsector geschokt, want de wijziging gaat veel verder dan de overeenkomst m.b.t. het GNOP (het overleg tussen landbouw en natuur wordt dus miskend), de gewestelijke overheid houdt geen rekening met de prioriteitenlijst van de stedelijke overheid en het uitgetekende plan is er een waaromtrent nooit overleg met de landbouw is geweest.

De Boerenbond vraagt dat er rekening zou worden gehouden met het plaatselijke overleg tussen de natuur en de landbouw, dat in het noordoostelijke deel van het bos van de verkeerswisselaar zou worden ingekleurd zoals voorzien in het GNOP en dat aldaar de mogelijkheid wordt opgehouden voor de bouw van een proefcentrum voor biologische teelt

10.1.43. LG MENEN

Daar de Klarenhoek in Marke ingekleurd wordt als bosgebied zullen er twee dynamische bedrijven van de kaart verdwijnen. Het kan toch de bedoeling niet zijn om waardevolle beroepsactiviteiten op te offeren aan een prestigeproject. De landbouw is noodzakelijk voor de bescherming van de open ruimte, voor de tewerkstelling en de voedselproductie !

10.1.44. LG LAUWE EN REKKEM

Daar de Klarenhoek in Marke ingekleurd wordt als bosgebied zullen er twee dynamische bedrijven van de kaart verdwijnen. Het kan toch de bedoeling niet zijn om waardevolle beroepsactiviteiten op te offeren aan een prestigeproject. De landbouw is noodzakelijk voor de bescherming van de open ruimte, voor de tewerkstelling en de voedselproductie !

10.1.45. BEDRIJFSGILDE (Menen)

Voelt zich solidair met de getroffen landbouwers in de Klarenhoek. Daar het normaal is dat bij een herschikking van de bestemming van gebieden de betrokken sectoren geraadpleegd worden, doch dit in casu nog niet gebeurde, formuleert de gilde enkele bezwaren.

De landbouw in de streek wordt gekenmerkt door zeer dynamische bedrijven die uitermate goed inspelen op de marktsituatie. Vandaar dat het belangrijk is om de nog beschikbare gronden optimaal te benutten. Daarom mogen marginale activiteiten zoals bosbouw geen verarming tot stand brengen in de regio (restgronden zijn daarvoor beter geschikt).

De Commissie stelt dat het de optie is van de Vlaamse regering om binnen het regionaalstedelijk gebied Kortrijk een zone vast te leggen voor bosaanleg en natuurontwikkeling, gezien het arrondissement Kortrijk behoort tot de bosarmste streken van Vlaanderen.

De Commissie stelt tevens dat de bestemming agrarisches gebied bebossing niet uitsluit.

De Commissie stelt dat planschade en vergoedingen wegens onbebouwbaarheid behoren tot de bevoegdheid van de rechtbanken van eerste aanleg (art. 35 en 36 van het decreet betreffende de ruimtelijke ordening).

De Commissie verwijst in verband met de bestaande landbouwzetsels en eventuele historische hoeves naar haar advies onder knelpunten nr. 6.

De Commissie verklaart de bezwaren ontvankelijk en ongegrond en adviseert voor de ingesloten landbouwzetsels de bestemming bosuitbreidingsgebied en voor de historische hoeves een bestemming die kadert in de bestemming bosgebied.

De Commissie verwijst tevens naar haar eindadvies m.b.t. de gevolgen van de sectorale wetgeving op de nieuwe bestemmingen en hun omgeving.

OMGEVING VAN DE SCHELDE (omzetting agrarisch gebied naar landschappelijk waardevol agrarisch gebied)

10.1.46. MESPREEVE MARC (Kerkhove)

Voor betrokkene komt de wijziging neer op een aanzienlijk verlies aan bedrijfsoppervlakte, mestafzet- en stockeringsproblemen, onzekere toekomstperspectieven, waardevermindering van het onroerend goed, problemen met de aflossing van de lopende schulden en demotivatie van de kinderen om het bedrijf voort te zetten.

10.1.47. ADVOCAT VAN CAENEGEM (Ronse)

Clënten van schrijver gaan niet akkoord met de omzetting van agrarisch gebied naar agrarisch gebied met landschappelijke waarde. De exploitatie werd immers reeds overgedragen aan de zoon des huizes en er werden al zware investeringen gedaan. Bovendien is het de bedoeling om het bedrijf met omringende percelen uit te breiden doch ook deze hebben in de wijziging de nieuwe bestemming verkregen. De kans bestaat trouwens ook dat het een meergezinsbedrijf wordt, want de jongste zoon is eveneens in de landbouw geïnteresseerd.

10.1.48. VANDENNIEUWENBORG (Outrijve)

De bedrijfszetel van betrokkene is reeds gedeeltelijk gelegen in een woonzone. Het resterende gedeelte ervan en een groot deel van de gronden zou na de wijziging in landschappelijk waardevol gebied terecht komen. Daardoor zou het moeilijk worden om in de toekomst de nodige milieuvergunningen te bekomen die vereist zijn voor de uitbating van het melkveebedrijf. De gronden blijven nodig om de ruwvoerwinning te verzekeren voor het vee. De bedrijfsopvolging komt eveneens in het gedrang, de onroerende goederen zullen in waarde dalen en er ontstaat een situatie van rechtsonzekerheid (vooral op het vlak van de milieuvergunningen). Kortom, het zou een zware klap betekenen voor de jongere generaties en een hypothekering van hun toekomst.

10.1.49. MOERMAN LUC (Outrijve)

De Kasteelhoeve is momenteel een horeca-uitbating. De ligging van de eigendommen binnen de grenzen van het BPA nr. 1 "Centrum" en de onmiddellijke nabijheid van de dorpskern zouden logischerwijze moeten leiden tot het opnemen ervan binnen een woonzone, alwaar naast wonen ook handel en dienstverlening kan en mag plaatsvinden.

10.1.50. DESMET LUC (Bossuyt)

Vraagt om de bestemmingswijziging naar agrarisch gebied met landschappelijke waarde niet door te voeren en de bestemming agrarisch gebied te behouden.

Bezwaren m.b.t. de bedrijfszetel zijn: deze kan onmogelijk een landschappelijke waarde hebben, de rechtszekerheid tot een verdere bedrijfsuitbating komt in het gedrang en er is een schending van het eigendomsrecht (er is een waardevermindering van de onroerende goederen en de overheid voorziet geen enkele financiële tegemoetkoming).

Bezwaren m.b.t. de gronden zijn: een inkleuring waardoor de rechtszekerheid wordt aangetast van degene die het landschap gebracht heeft tot wat het op vandaag is, vormt een miskening van het geleverde werk van de landbouwer. Bovendien bestaat er geen enkele garantie dat het gebied niet wordt afgebakend als een onderdeel van een GENO (grote eenheid natuur in ontwikkeling) of als verwervingsgebied in het kader van het decreet op het natuurbehoud, waardoor er op termijn bijkomende beperkingen of randvoorwaarden kunnen opgelegd worden. Tenslotte zal ook het vegetatiewijzigingsbesluit van toepassing worden.

10.1.51. BOERENBOND AVELGEM

De inkleuring als agrarisch gebied met landschappelijke waarde betekent een verzwarende voor de landbouw. Vooral het mee inkleuren van de bedrijfszetsels is voor hen onaanvaardbaar.

Rechtsonzekerheid in het kader van bouwvergunningen en een eventuele afbakening als verwervingsgebieden zorgen voor een onzekere toekomst.

De aanduiding als reservaatgebied zorgt ervoor dat er ten aanzien van deze gebieden afstandsregels van tel worden voor veeteeltbedrijven. Alvorens er dergelijke gebieden kunnen aangeduid worden, moet de VLAREM-wetgeving aangepast worden.

Met betrekking tot de inkleuring als natuurgebied vanuit agrarisch gebied met bijzondere waarde wenst men aan te stippen dat het om een typevoorbeeld gaat van de evolutie waarbij er voortdurend naar een strengere norm ten opzichte van de landbouw gestreefd wordt. Natuurgebieden zullen in het kader van het MAP op termijn een 0 bemestingsnorm opgelegd krijgen. Vragen om deze gronden de bestemming agrarisch gebied met ecologische waarde te geven.

10.1.52. GERNIERS VICTOR (Kaster)

Er dreigt inkomstenverlies voor betrokkene. De huidige bestemming van de gebieden is noch schadelijk noch achterhaald en biedt een beschermend karakter. Er zijn te weinig natuurelementen aanwezig die echt de bescherming behoeven van een reservaatgebied. De voorgestelde wijziging maakt het huidig extensief landbouwgebruik van de gronden onmogelijk evenmin als een economisch grondgebruik op termijn. Bovendien is de omvorming tot reservaat- of natuurgebied absoluut niet noodzakelijk voor het goed ruimtelijk functioneren van de streek, die gekenmerkt wordt als een open landelijk gebied met voldoende potentieel inzake milieu en natuur. Er zal ook een waardevermindering van de onroerende goederen ontstaan en de leefbaarheid van het bedrijf worden bedreigd daar het verlies aan cultuurgrond onvoldoende gecompenseerd kan worden.

10.1.53. MAROY FRANS (Helkijn)

De bestemmingswijziging van de bedrijfszetel van natuurgebied naar agrarisch gebied met landschappelijke waarde is positief voor de bedrijfssituatie van betrokkene, hoewel de nieuwe bestemming niet echt relevant is met deze van het omliggende homogene agrarische gebied. De inkleuring als natuurgebied vormt echter een bedreiging voor het bedrijf. Hun eigendom palend aan de hoevegebouwen valt er binnen, wat de verdere uitbating hypothekeert, want deze zone is de enige uitwijkingsmogelijkheid naar optimalisatie van het bedrijf, gezien de nabijheid van het waterwingebied (uitbreiding van eender welke aard zou totaal onmogelijk worden). Tenslotte vormt deze zone geen enkel morfologisch geheel met de omliggende natuurgebieden.

10.1.54. DELDAELE ROGER (Spiere)

De bestemmingswijziging van de bedrijfszetel van natuurgebied naar agrarisch gebied met landschappelijke waarde is positief voor de bedrijfssituatie van betrokkene, hoewel de nieuwe bestemming niet echt relevant is met deze van het omliggende homogene agrarische gebied.

De inkleuring als natuurgebied vormt echter een bedreiging voor het bedrijf. Hun eigendom palend aan de hoevegebouwen valt er binnen, wat de verdere uitbating hypothekeert, want deze zone is de enige uitwijkingsmogelijkheid naar optimalisatie van het bedrijf, gezien de nabijheid van het waterwingebied (uitbreiding van eender welke aard zou totaal onmogelijk worden).

Tenslotte vormt deze zone geen enkel morfologisch geheel met de omliggende natuurgebieden.

De Commissie stelt dat het aanduiden van dit gebied als landschappelijk waardevol gebied en natuurgebied kadert in de optie van de Vlaamse regering om ruimtelijke voorwaarden te creëren die het integraal waterbeheer ondersteunen en die de relaties tussen de waterloop en de omgevende vallei versterken, dat het intekenen van de hoeve Moerman als woongebied een versnippering betekent van het landschappelijk waardevol gebied.

De Commissie stelt dat planschade en vergoedingen wegens onbebouwbaarheid behoren tot de bevoegdheid van de rechtbanken van eerste aanleg (art. 35 en 36 van het decreet betreffende de ruimtelijke ordening).

De Commissie verklaart de bezwaren ontvankelijk en ongegrond.

11. Bezwaren m.b.t. natuur in het algemeen

11.1.1. AGALEV KORTRIJK

A.2. Stadsrandbos Kortrijk

Het voorstel tot wijziging is te beperkt in omvang om tegemoet te komen aan de nood om een boscomplex van enige omvang te verkrijgen.

De corridor tussen het Kennedybos en de verkeerswisselaar is niet breed genoeg. Die strook zou even breed moeten zijn als het Kennedybos zelf tot aan de Cannaertstraat en doorgetrokken moeten worden tot aan de Sjouwer.

De aanzet van een bos is in feite een groenscherm en niets laat vermoeden dat de achterliggende landbouwzone ooit omgevormd zal worden tot een bos.

De zone voor gemeenschapsvoorziening achter de school Open Groen te Marke komt tot aan de Markebeek: dit is veel te ver. Momenteel is dit landbouwgrond. Het zou beter omgevormd worden tot bosgebied zodat de ingang van het bos daar kan voorzien worden.

Het woonuitbreidingsgebied te Marke zou best bosgebied worden en de boerderij op de hoek van de Preshoekstraat zou het best uit de woonzone gelicht worden.

Kortom in plaats van het een bestemming bosuitbreidingsgebied te geven, zou het beter bosgebied worden.

A.8. Kortrijk-Europark

De wijziging van bosgebied naar een zone voor parking is onaanvaardbaar omdat dit gebied aansluit op het Kennedybos en ecologisch waardevol is. De bijkomende parkingmogelijkheid zal het probleem aan het bioscoopcomplex niet oplossen, wel integendeel.

A.9. Woonwagenpark

Wordt volledig ondersteund omdat het beantwoordt aan een behoefte en op een geschikte site is gelegen.

B. De wijzigingen in de Schelde- en de Leievallei worden volledig ondersteund.

C. Regionale Bedrijventerreinen.

Over het algemeen heeft men geen vertrouwen in de behoeftenraming van de GOM. Iedereen weet dat speculatie met industriegrond erg lucratief is en zolang er geen bouwverplichting is of een belasting worden er teveel opties genomen die zelden of nooit gerealiseerd worden.

C.1.2. Harelbeke E17

Er wordt voorgesteld om deze wijziging te schrappen aangezien de bedrijventerreinen van de vorige gewestplanwijziging nog steeds niet gerealiseerd werden.

C.1.3. Zwevegem ten zuiden van de N391

Ook deze wijziging zou moeten geschrapt worden en het woonuitbreidingsgebied zou naar een agrarische zone gewijzigd moeten worden.

C.1.7. Vichte- Deerlijkstraat

Dit voorstel is totaal in tegenspraak met het RSV waar er sprake is van geconcentreerde bundeling en vrijwaring van het buitengebied.

C.II.10. Zwevegem Kanaal Oost

Men stelt voor dit gebied te wijzigen naar landschappelijk waardevol gebied in plaats van naar lokaal bedrijventerrein.

C.III. Zonevreemde bedrijven

C.III.12. Menen Lavatra

Bedrijven in overtreding kunnen niet geregulariseerd worden. Het huidige voorstel is nu zelfs al achterhaald want men is alweer aan het uitbreiden in een landbouwzone.

C III.19. Barco

De voorgestelde wijziging is totaal onverantwoord gezien de vrijgekomen ruimte langs de Beneluxlaan sinds de laatste gewestplanwijziging. Daar is er plaats genoeg maar blijkbaar geen interesse.

C.III.26. Van Lerberghe

De uitbreiding in een agrarisch gebied is wel degelijk een aantasting van het buitengebied. Het is namelijk geen finaliteit maar een tussenstap naar een verdere uitbreiding.

D.10. Instellen van een reservatiestrook voor de omleiding van de bestaande N8

De inplantingsplaats is totaal verkeerd want het gaat daar om een uitermate recreatief gebied. Het wooncomfort in de wijk "De Kappaert" zal sterk aangetast worden.

ALGEMENE CONCLUSIE: er wordt een kleine inspanning gedaan om de groenstructuur van de regio op te waarderen, maar de realisatie van een bos laat op zich wachten. Anderzijds wordt er ruim tegemoet gekomen aan de vraag naar nieuwe industrieterreinen. Gaat het dan wel over een evenwichtige gewestplanwijziging???

11.1.4. DEBAERE JULES (Kortrijk)

A.2. Stadsrandbos Kortrijk

Het voorstel tot wijziging is te beperkt in omvang om tegemoet te komen aan de nood om een boscomplex van enige omvang te verkrijgen.

De corridor tussen het Kennedybos en de verkeerswisselaar is niet breed genoeg. Die strook zou even breed moeten zijn als het Kennedybos zelf tot aan de Cannaertstraat en doorgetrokken moeten worden tot aan de Sjouwer. Het woonuitbreidingsgebied te Marke zou best bosgebied worden.

A.8. Kortrijk-Europark

De wijziging van bosgebied naar een zone voor parking is onaanvaardbaar omdat dit gebied aansluit op het Kennedybos en ecologisch waardevol is. De bijkomende parkingmogelijkheid zal het probleem aan het bioscoopcomplex niet oplossen, wel integendeel. Er is bovendien geen uitgewerkt mobiliteitsplan en de financiële draagkracht zal enorm zijn.

A.9. Woonwagenpark

Wordt volledig ondersteund omdat het beantwoordt aan een behoefte en op een geschikte site is gelegen.

B.II.12. Kortrijk-Marke

Men opteert om het de bestemming van een natuurgebied te geven.

B.IV.19. Kortrijk-Kooigem

De beste bestemming voor dit gebied is bos.

C. Regionale bedrijventerreinen

Over het algemeen heeft men geen vertrouwen in de behoeftenraming van de GOM. Iedereen weet dat speculatie met industriegrond erg lucratief is en zolang er geen bouwverplichting is of een belasting worden er teveel opties genomen die zelden of nooit gerealiseerd worden.

C.III.12. Menen Lavatra

De uitbreiding ervan ligt het best in lijn van de potentiële bebouwing voorzien door de studie van Aminal.

C.III.19. Barco.

Het lijkt meer verantwoord om dit bedrijf te zien uitbreiden in oostelijke richting. De voorziene ruimte langs de Beneluxlaan biedt daartoe mogelijkheden.

C.III.26. Van Lerberghe

Er wordt voorgesteld dit bedrijf niet te laten uitbreiden omwille van het milieubelastend karakter ervan. Een herlocatie dringt zich op.

C.III.28. Kortrijk-Pottelberg

De beste bestemming is parkgebied voor deze zone.

D. Lijninfrastructuren

D.11. Kortrijk-reservatiestrook N50 B/C

Het is niet echt noodzakelijk dat die strook er komt.

ALGEMENE CONCLUSIE: de groenstructuur in de regio verbetert; het geplande groot bosproject is er niet gekomen; de wijziging is niet evenwichtig genoeg om de leefbaarheid van de streek te verbeteren.

11.1.6. MISSION PIET/AGALEV (Kortrijk)

A.2. Stadsrandbos Kortrijk

Het voorstel tot wijziging is te beperkt in omvang om tegemoet te komen aan de nood om een boscomplex van enige omvang te verkrijgen.

De corridor tussen het Kennedybos en de verkeerswisselaar is niet breed genoeg. Die strook zou even breed moeten zijn als het Kennedybos zelf tot aan de Cannaertstraat zodat een deel ervan kan gebruikt worden door de jeugdbewegingen. Anderzijds wordt de druk dan weggenomen om deze zone te laten wijzigen in een gebied voor gemeenschapsvoorzieningen. Ook zou deze corridor moeten doorgetrokken worden tot aan de Sjouwer.

De aanzet van een bos is in feite een groenscherm en niets laat vermoeden dat de achterliggende landbouwzone ooit omgevormd zal worden tot een bos.

De zone voor gemeenschapsvoorziening achter de school Open Groen te Marke komt tot aan de Markebeek: dit is veel te ver. Momenteel is dit landbouwgrond. Het zou beter omgevormd worden tot bosgebied zodat de ingang van het bos daar kan voorzien worden.

Het woonuitbreidingsgebied te Marke zou best bosgebied worden en de boerderij op de hoek van de Preshoekstraat zou het best uit de woonzone gelicht worden.

Kortom, in plaats van het een bestemming bosuitbreidingsgebied te geven, zou het beter bosgebied worden.

A.8. Kortrijk-Europark

De wijziging van bosgebied naar een zone voor parking is onaanvaardbaar omdat dit gebied aansluit op het Kennedybos en ecologisch waardevol is. De bijkomende parkingmogelijkheid zal het probleem aan het bioscoopcomplex niet oplossen, wel integendeel.

A.7. Stedelijk project West-Kortrijk

Er is geen nood aan een nieuwe stadsringweg die dit project doorsnijdt, want er is tot op heden geen mobiliteitsplan waarin het nut ervan bewezen wordt.

A.9. Woonwagenpark

Wordt volledig ondersteund omdat het beantwoordt aan een behoefte en op een geschikte site is gelegen.

B. De wijzigingen in de Schelde- en de Leievallei worden volledig ondersteund.

C. Regionale Bedrijventerreinen.

Over het algemeen heeft men geen vertrouwen in de behoeftenraming van de GOM. Iedereen weet dat speculatie met industriegrond erg lucratief is en zolang er geen bouwverplichting is of een belasting worden er teveel opties genomen die zelden of nooit gerealiseerd worden.

C.III. Zonevreemde bedrijven

C.III.19. Barco

De voorgesteld wijziging is totaal onverantwoord gezien de vrijgekomen ruimte langs de Beneluxlaan sinds de laatste gewestplanwijziging. Daar is er plaats genoeg maar blijkbaar geen interesse.

C.III.26. Van Lerberghe

De uitbreiding in een agrarisch gebied is wel degelijk een aantasting van het buitengebied. Het is namelijk geen finaliteit maar een tussenstap naar een verdere uitbreiding.

ALGEMENE CONCLUSIE: er wordt een kleine inspanning gedaan om de groenstructuur van de regio op te waarderen, maar de realisatie van een bos laat op zich wachten. Anderzijds wordt er ruim tegemoet gekomen aan de vraag naar nieuwe industrieterreinen. Gaat het dan wel over een evenwichtige gewestplanwijziging???

11.1.8. NATUURWERKGROEP DE GAVERS (Kortrijk)

A. REGIONAAL STEDELIJK GEBIED KORTRIJK

A.1. Harelbeke-Deerlijk-De Gavers (kaartblad 29/2)

De wijziging van verblijfsrecreatie naar natuurgebied wordt uitdrukkelijk ondersteund (het is noodzakelijk om ongewenste recreatieve druk in de toekomst te vermijden). Wel wordt er gevraagd om de voorziene bestemming van N-gebied op delen in een deel N-gebied (hoofdzakelijk lage weiden) en een deel bosgebied te bekomen, omwille van de bestaande toestand van bos.

A.2. Stadsrandbos Kortrijk (kaartblad 29/5)

Het gaat om een voorstel dat onmisbaar is voor de streek. De voorgestelde bosuitbreidingszone van 12,7 ha zou eveneens bos moeten worden.

A.3. Wevelgem, Gullegem (omgeving Heulebeek Hoeve Bulskamp) (kaartblad 29/1)

— wijziging van dagrecreatie en agrarisch gebied naar recreatief parkgebied.

Het voorgestelde recreatief parkgebied moet gewoon parkgebied worden.

— wijziging van agrarisch gebied naar bosuitbreidingsgebied.

Wensen dat de overheid duidelijk kiest voor de realisatie op korte termijn stellen dan ook de wijziging naar bosgebied voor in plaats van naar bosuitbreiding.

A.4. Wevelgem-Leiebos (kaartblad 29/5)

De wijziging naar bosgebied te vervanging van de optie bosuitbreidingsgebied (15,6 ha) is noodzakelijk om de realisatie op korte termijn meer kansen te geven.

A.5. Kuurne-Leievallei (kaartblad 29/1 en 29/2)

Het voorgestelde recreatief parkgebied moet parkgebied worden als duidelijke ondersteuning van het behoud van kwaliteitsvolle open ruimte in de Leievallei.

A.8. Kortrijk-Europark (kaartblad 29/5)

De voorgestelde wijziging schrappen en de bestemming van bosgebied behouden.

B. BUITENGEBIED

B.I. Scheldevallei

B.I.1. Spiere-Helkijn (kaartblad 37/2)

De wijziging naar natuurgebied wordt volledig ondersteund.

B.I.2. Avelgem-Scheldemeersen (kaartblad 29/7)

De wijziging naar landschappelijk waardevol agrarisch gebied vormt een erkenning van de bufferfunctie van dit gebied en wordt volledig ondersteund.

B.I.3. Avelgem- Scheldeburcht

De voorgestelde wijziging vormt een erkenning van de biologische waarde en wordt ondersteund.

B.I.4. Avelgem-Kerkhove (kaartblad 29/7 en 29/8)

De wijziging naar landschappelijk waardevol agrarisch gebied vormt een erkenning van de bufferfunctie van dit gebied en wordt volledig ondersteund.

B.I.5. Avelgem-Kerkhove-Scheldemeanders (kaartblad 29/7 en 29/8)

De opname als natuurgebied wordt volledig ondersteund.

B.II. Leievallei

B.II.7. Menen-Leiemeersen Bekenhoek (op rechteroever, kaartblad 28/8)

De wijziging naar agrarisch gebied met landschappelijke waarde is belangrijk om de huidige natuurlijke structuur van de Leievallei die reeds sterk onder druk staat te beschermen en kansen tot ontwikkeling te geven.

B.II.8. Menen-Barakken (kaartblad 28/8)

De wijziging naar bos- en parkgebied is verantwoord gezien de sterke druk die uitgaat van het verstedelijkt gebied.

B.II.10. Wevelgem (landbouwgebieden op rechteroever, kaartblad 29/5)

De wijziging van agrarisch naar landschappelijk waardevol gebied wordt ondersteund daar dit een voortzetting is van het aangrenzende N-gebied en aldus een bufferfunctie naar bebouwing vervult.

B.II.11. Wevelgem- Biezenveld (kaartblad 29/5)

De wijziging van ontginningsgebied naar ontginningsgebied met nabestemming natuur wordt ondersteund omwille van de mogelijkheden tot natuurontwikkeling en ondersteuning van de natuurlijke structuur van de Leievallei.

B.II.12. Kortrijk-Marke-bosuitbreiding langs de Leie (kaartblad 29/5)

Stellen een wijziging van landschappelijk waardevol gebied naar natuurgebied voor.

B.II.13. Kortrijk-Marke Het Schrijverke (kaartblad 29/5)

Dit gebied wordt best natuurgebied.

B.II.14. Wevelgem en Harelbeke, Batikhove-binnengebied oude Leiearm (kaartblad 29/2)

De wijziging naar bosgebied wordt volledig ondersteund.

B.II.15. Waregem, Zavelput, klei-ontginningsgebied (kaartblad 29/2)

De wijziging van dagrecreatie naar natuurgebied wordt ondersteund, want het is een logische erkenning van de huidige grote natuurwaarde van het gebied.

Het ontginningsgebied zou beter wijzigen in natuurgebied in plaats van landschappelijk waardevol agrarisch gebied.

B.III. Kanaal Kortrijk-Bossuit

B.III.16. Moen-kanaalbermen (kaartblad 29/6)

De wijziging naar N-gebied met wetenschappelijke en R-gebied wordt ondersteund.

B.IV. Bosuitbreiding

B.IV.18. Anzegem-Hemsrode (kaartblad 29/3)

De wijziging naar bos -en bosuitbreidingsgebied wordt ondersteund althans voor wat de bosuitbreiding betreft.

B.IV.19. Kortrijk, Kooigem-Grandvalbos en Kooigembos (kaartblad 29/6)

De voorgestelde wijziging naar bosuitbreiding zou beter veranderen in bosgebied.

B.IV.20. Zwevegem-Argendaal en Bellegembos (kaartblad 29/6)

Rechtzetting: deze bossen liggen op Kortrijks grondgebied en niet in Zwevegem. De wijziging naar bosgebied wordt ondersteund.

B.IV.21. Anzegem, Tiegem-Hellebos, Sint-Arnoldusbos (kaartblad 29/7)

De wijziging naar bosuitbreidingsgebied wordt volledig ondersteund.

B.IV.24. Waregem, Desselgem-laguneringsveld (kaartblad 29/2)

Hier wordt voorgesteld dat er in nabestemming natuur wordt voorzien, vooral gezien het feit dat het gebied gelegen is naast reeds aanwezige N-gebieden en langs de Leie. Vragen om de nabestemming natuur vast te leggen.

C. BEDRIJVENTERREINEN

C.III.12. Menen-Lavatra (kaartblad 29/5)

Men stelt voor om de optie industrie te vervangen door bosgebied.

C.III.19. Kortrijk-Barco (kaartblad 29/5)

Vragen om de agrarische bestemming te behouden.

D. LIJNINFRASTRUCTUREN

D.11. Kortrijk (kaartbladen 29/2 en 29/6)

Stellen voor om de reservatiestrook van de stedelijke weg N50 b/c te schrappen omdat deze nieuwe weg ruimteverslindend is en de verkeersleefbaarheid vermindert.

E. ALGEMENE CONCLUSIES BIJ DE VOORSTELLEN VAN DE GEWESTPLANWIJZIGING

Het leidt geen twijfel dat er een nadruk werd gelegd op het realiseren van nieuwe industrieterreinen m.a.w. op wijzigingen naar "harde" gewestplanbestemmingen. Tevens moet de voorziene winst voor de natuur gerelativeerd worden want meestal gaat het gewoon om het toekennen van een passende planologische bestemming welke overeenkomt met de bestaande natuurwaarden. Bovendien is de échte natuuruitbreiding veel kleiner dan aanvankelijk werd voorzien en beperkt ze zich hoofdzakelijk tot bebossingsprojecten. Snelle realisatie van deze laatste dringt zich op!! Tenslotte moet de versterking van de natuurlijke structuur van de valleigebieden van de Schelde en de Leie eveneens een prioriteit zijn in het proces van de ruimtelijke planning.

11.1.9. BRIEF ONDERTEKEND DOOR 5 PERSONEN P/A ANN LAMSENS (Roeselare)

B.I.3. Avelgem-Scheldeburcht: de voorgestelde wijziging wordt ten volle ondersteund want ze past in de filosofie van het RSV om de natuurlijke structuur van de Scheldevallei te versterken.

B.III.16. Moen-kanaalbermen: de wijziging wordt ondersteund.

B.IV.19. Grandvalbos en Kooigembos: de voorgestelde bosuitbreiding moet bosgebied worden.

B.IV.20. Argendaal- en Bellegembos: de bosuitbreiding wordt ondersteund.

B.IV.21. Hellebos en Sint-Arnoldusbos: de bosuitbreiding wordt ondersteund.

B.VI.27. Waterwinningsgebieden en beschermingszones: de inkrimping ervan moet opgeheven worden.

D.15. Kortrijk, Zwevegem - schrapping van reservatie N391: de schrapping wordt ondersteund en het woonpark "Den Helder" moet verder ingekrompen worden.

Betreffende de bezwaren 11.1-11.4-11.6-11-8.11-9

De Commissie verklaart de adviezen ontvankelijk.

De Commissie neemt nota van de positieve benadering van een aantal elementen in deze ontwerp-gewestplanswijziging.

Betreffende bezwaar A2 Stadsrandbos. De Commissie stelt dat het de optie is van de Vlaamse regering om de bebossingsindex te verhogen en een aantal bosgebieden en bosuitbreidingsgebieden vast te leggen. Gebieden die niet in deze ontwerp-gewestplanswijzigingen opgenomen werden hebben geen deel uitgemaakt van het openbaar onderzoek en de Commissie verwijst naar haar advies onder knelpunt nr. 5.

Betreffende bezwaar A7 Stedelijk project. De Commissie stelt dat de motivatie voor dit project vervat is in het besluit en de toelichting van de Vlaamse regering en verklaart het bezwaar ongegrond.

Betreffende bezwaar A8, Europark. De Commissie verwijst naar haar advies onder knelpunten nr. 3 en verklaart het bezwaar ongegrond.

Betreffende bezwaar BII 12 stelt de Commissie dat het de optie is van de Vlaamse regering om de bebossingsindex te verhogen en een aantal bosgebieden en bosuitbreidingsgebieden vast te leggen. De Commissie verklaart het bezwaar ongegrond.

Betreffende bezwaar BII 15 Zavelputten te Beveren-Leie stelt de Commissie dat de voorziening van grondstoffen dient verzekerd te worden, dat de administratie van Natuurlijke Rijkdommen en Energie terzake bevoegd is.

De Commissie verklaart dit bezwaar ongegrond en adviseert ontginningsgebied met nabestemming de bestemming voorgesteld in de ontwerp-gewestplanswijziging zie advies Ontginningsgebieden.

Betreffende bezwaar B IV 18 betreffende Anzegem-Hemsrode, negatief advies aangaande het bosuitbreidingsgebied. De Commissie stelt vast dat het bosuitbreidingsgebied en het bosgebied een geheel vormen en verwijst naar haar advies onder Anzegem. De Commissie verklaart het bezwaar gedeeltelijk gegrond en adviseert voor het gebied het behoud van de bestemmingen van het vigerend gewestplan.

Betreffende bezwaar B IV 19 betreffende Kooigem- en Grandvalbos, bosuitbreiding dient bosgebied te worden.

De Commissie stelt dat de motivatie voor de aanduiding als bosuitbreidingsgebied vervat is in de motivatie en de toelichting van de Vlaamse regering en verklaart dit bezwaar ongegrond en verwijst naar haar advies onder "Geheel van bezwaren en opmerkingen van particulieren, openbare besturen en anderen" punt 2 en adviseert de bestemmingen van het vigerend gewestplan te behouden, wat betreft de gebieden met uitbreiding voor bos.

Betreffende bezwaar B IV 24 Desselgem laguneringsveld. De Commissie stelt dat de noodzaak zich stelt om slijb tijdelijk op te slaan, dat deze locatie zich profileert als de minst schadelijke, dat volgens haar advies afstand dient gehouden te worden van de oude Leiearm, dat deze Leiearm in de ontwerp-gewestplanwijziging Roeselare-Tielt ingekleurd is als natuurgebied, dat de opmerking van de administratie van de Bovenschelde inhoudt dat deze wenst afstand te houden van de waterloop. De Commissie verklaart dit bezwaar gegrond.

Betreffende bezwaar C: De Commissie stelt dat de uitwerking en reglementen van een Bedrijventerrein geen deel uitmaakt van de ontwerp-gewestplan procedure. De Commissie verklaart het bezwaar ongegrond.

Betreffende bezwaar C I 2 Bedrijventerrein Harelbeke: De Commissie stelt dat de motivatie voor dit project vervat is in het besluit en de toelichting van de Vlaamse regering en verklaart het bezwaar ongegrond.

Betreffende bezwaar C I 3 Bedrijventerrein Zwevegem: De Commissie verwijst naar haar advies onder knelpunten nr. 1C en verklaart het bezwaar ongegrond.

Betreffende bezwaar C I 7 Bedrijventerrein Vichte: De Commissie verwijst naar haar advies onder knelpunten 1B.

Betreffende bezwaar C II 10 Zwevegem kanaal Oost lokaal Bedrijventerrein: De Commissie stelt dat de motivatie voor dit project vervat is in het besluit en de toelichting van de Vlaamse regering en verklaart het bezwaar ongegrond.

Betreffende bezwaar C III 12 Bedrijventerrein Lavatra: De Commissie stelt dat de motivatie voor dit project vervat is in het besluit en de toelichting van de Vlaamse regering en verwijst naar haar advies onder Menen/Lavatra en verklaart het bezwaar ongegrond.

Betreffende bezwaar C III 19 Barco uitbreiding: De Commissie stelt dat de motivatie voor dit project vervat is in het besluit en de toelichting van de Vlaamse regering en verklaart het bezwaar ongegrond en verwijst naar haar advies onder Kortrijk.

Betreffende bezwaar C III 26 Van Lerberghe: De Commissie stelt dat de motivatie voor dit project vervat is in het besluit en de toelichting van de Vlaamse regering en verklaart het bezwaar ongegrond.

Betreffende bezwaar C III 28 Pottelberg: De Commissie verwijst naar haar advies onder Kortrijk en stelt de bestemming ambachtelijke bedrijven en KMO's voor en verklaart het bezwaar ongegrond.

Betreffende bezwaar D10 en D11: schrapping reservatiestroken gevraagd. De Commissie stelt dat de motivatie voor dit project vervat is in het besluit en de toelichting van de Vlaamse regering en verklaart het bezwaar ongegrond.

Betreffende bezwaar D15 schrapping van de N391. De Commissie stelt dat de motivatie voor dit project vervat is in het besluit en de toelichting van de Vlaamse regering en verwijst naar haar advies onder Zwevegem waarin gesteld wordt dat de oorspronkelijke bestemmingen van het vigerend gewestplan binnen de reservatiestrook van een weg dienen behouden te blijven bij het schrappen van de weg, of bij realisatie. Bovendien verwijst de Commissie naar haar advies onder knelpunten nr. 5 aangaande locaties die geen deel hebben uitgemaakt van deze ontwerp-gewestplanwijziging.

De Commissie verklaart het bezwaar ongegrond.

11.1.2. ROHM WEST-VLAANDEREN MONUMENTEN EN LANDSCHAPPEN

Voor de gemeenten waarvoor een wijziging of aanduiding werd voorgesteld van het woongebied met culturele, historische en/of esthetische waarde, werd geen enkele van deze voorstellen weerhouden in het voorliggend plan.

Op sommige plaatsen worden harde niet-watergebonden bestemmingen onmiddellijk langs een waterweg voorgesteld, terwijl buffering precies is aangewezen.

Op kaartblad 29/2 wordt ten noorden van Desselgem een gebied voorzien voor gemeenschapsvoorzieningen en openbare nutsvoorzieningen ten behoeve van een laguneringsveld. Ten onrechte en volkomen ongevroegd door AROHM werd niet enkel de tussenliggende zone tussen Leie-arm en rechtgetrokken Leie ingekleurd maar ook de gedeeltelijke oude Leie-arm.

Op kaartblad 29/6 wordt tussen het Bellegembos en het Argendaalbos een zone aangeduid als bosgebied. De schrapping van de zone voor dagrecreatie ten westen van het Bellegembos wordt ondersteund doch het niet schrappen van zo'n zone ten zuidoosten van het bos wordt betreurd. De opportuniteit van een bos tussen een park- en natuurgebied kan wel degelijk in vraag gesteld worden.

Aansluitend zijn er meer geschikte sites voor bebossing.

Op kaartblad 29/3 wordt er ten noorden van Anzegem een bos- en een bosuitbreidingsgebied aangeduid. Binnen de uitbreidingszone dient het natuurgebied rond het brongebied behouden te blijven.

Het is tevens raadzaam om niet het geheel te bebossen doch over grotere zoekzones meer te bebossen.

Op kaartblad 29/7 is de bosuitbreidingszone ten noordwesten van Tiegem opnieuw te minimaal geconcentreerd om een voldoende ruimte aan te bieden waarbinnen concrete projecten mogelijk zijn.

De Commissie stelt dat de motivatie voor deze ontwerp-gewestplanwijziging vervat is in het besluit en de toelichting van de Vlaamse regering en verklaart het bezwaar betreffende het niet opnemen van bestemmingen en bepaalde bufferingen ongegrond.

De Commissie stelt dat volgens haar advies onder 11.1 dat afstand dient gehouden te worden van de oude Leie-arm, dat deze Leie-arm in de ontwerp-gewestplanwijziging Roeselare-Tielt ingekleurd is als natuurgebied, dat de opmerking van de administratie van de Bovenschelde inhoudt dat deze wenst afstand te houden van de waterloop. De Commissie verklaart dit bezwaar gegrond.

De Commissie stelt dat de motivatie voor deze ontwerp-gewestplanwijziging vervat is in het besluit en de toelichting van de Vlaamse regering en dat de zone voor dagrecreatie geen deel heeft uitgemaakt van het openbaar onderzoek en verwijst hiervoor naar haar advies onder knelpunten onder nr. 5 en verklaart het bezwaar ongegrond.

Betreffende Anzegem-Hemsrode verwijst de Commissie naar haar advies onder de gemeente Anzegem en adviseert het behoud van de bestemmingen van het vigerend gewestplan.

De Commissie adviseert gegrond.

Betreffende bosuitbreiding te Tiegem neemt de Commissie stelling dat de de motivatie voor deze ontwerp-gewestplanwijziging vervat is in het besluit en de toelichting van de Vlaamse regering en verklaart het bezwaar ongegrond.

11.1.3. BOERENBOND (Moorsele)

Er wordt bezwaar aangetekend tegen volgende inkleuringen:

49 ha landbouwgrond wordt onttrokken aan de agrarische zone ten voordele van het regionaal bedrijventerrein Gullegem-Moorsele.

7 ha landbouwgrond gelegen in de landbouwzone gaat verloren voor het lokaal bedrijventerrein in de Ballingstraat.

13 ha landbouwgrond wordt bosuitbreidingsgebied in de omgeving van de Bergelenput.

10 ha agrarisch gebied wordt gewijzigd in een parkzone aan de Bergelenput.

23 ha agrarisch gebied wordt agrarisch gebied met landschappelijke waarde.

De rechtszekerheid van de land- en tuinbouwers komt door dit alles in het gedrang.

De Commissie stelt dat de motivatie voor deze ontwerp-gewestplanwijziging verrat is in het besluit en de toelichting van de Vlaamse regering en verklaart het bezwaar ongegrond, behalve voor de uitbreiding voor bos rond Bergelenput waar de Commissie adviseert om de bestemming van het vigerend gewestplan te behouden.

11.1.5. AMINAL AFDELING BOS EN GROEN (Brugge)

1° Op diverse plaatsen wordt de bevestiging van op het gewestplan van een bestaande, sinds jaren beboste toestand meegerekend in de ruimtebalans. Deze gegevens zijn bijgevolg niet bruikbaar volgens het RSV.

2° A1 Gavers: (zie ruimtebalans) Het heeft weinig zin het bestaande landbouwbedrijf als een kleine enclave in het bosgebied te bestendigen en de nadruk te leggen op de verdere landbouweconomische uitbouw van het bedrijf (integratie ervan binnen de Gavers moet nagestreefd worden). Bosuitbreiding zou in kwestie de beste bestemming zijn.

3° A2 Stadsrandbos: de voorziene oppervlakten zijn een aanzet tot het bos, maar voldoen nog niet aan de vereisten terzake. Er zijn klaarblijkelijk ook enkele vergissingen in de planimetriering geslopen (vooral de oppervlakte die overgaat van agrarisch naar bos- of bosuitbreidingsgebied lijkt overschat).

4° A4 Wevelgem-Leiebos: het noordelijk deel van het bosuitbreidingsgebied bestaat uit een villa, een opslagplaats voor een bedrijf en een tuin. Het is weinig realistisch dit op te nemen binnen het bosuitbreidingsgebied.

5° A8 Kortrijk-Europark: er moeten alternatieven gezocht worden voor dit project! Er zijn talrijke natuurwaarden voorhanden en de financiële kant van de zaak zal gigantisch zijn.

6° BIII11 Wevelgem Biezenveld: de naam blijkt onjuist te zijn! Het dient waarschijnlijk Marke Koekelberg te zijn.

7° BIII12 Kortrijk-Marke: het is aangewezen dit gebied op te nemen als natuurgebied. Een klein deel tussen dit gebied en de autostrade is om onbekende redenen niet in de gewestplanwijziging opgenomen. Een schermbos zou hier op z'n plaats zijn.

8° BIV19 Grandval- en Kooigembos: reeds jaren bebost en als dusdanig opgenomen in de ruimtebalans.

9° BV24 Waregem-Dessselgem: de oppervlakte van het laguneringveld overschrijdt de benodigde oppervlakte en neemt zelfs de helft van de "te vrijwaren oude Leiemeander" in. Het verdient de voorkeur enkel de strikt nodige oppervlakte af te bakenen en de rest in natuurgebied te houden.

10° BVI32 Stort Lendeledede Bergkapel : de voor "nabestemming bos" en "bufferzone" voorziene gebieden moeten in hun geheel behouden blijven.

11° CIII14 Harelbeke-Verhaeghe: het buffer-bosgebied wordt gezien zijn doelstelling en beperkte oppervlakte beter opgenomen als buffergebied in plaats van bosgebied.

1° en 2° De Commissie stelt dat de ruimtebalans geen deel uitmaakt van de ontwerp-gewestplanwijzigingen dat het deel verblijfsrecreatie geen deel heeft uitgemaakt van het openbaar onderzoek en verwijst naar haar advies onder knelpunten onder nr. 5.

3° De Commissie neemt nota van de opmerking onder nr. 3.

4° De Commissie verwijst naar haar advies onder gemeente Wevelgem en adviseert om de bestemming van het vigerend gewestplan te behouden voor de ganse zone.

5° De Commissie verwijst naar haar advies onder knelpunten nr. 3.

6° De Commissie neemt nota van de opmerking en stelt dat de benaming geen deel uitmaakt van de gewestplanprocedure.

7° De Commissie stelt dat de locatie geen deel heeft uitgemaakt van de gewestplanwijziging en verwijst naar haar advies onder knelpunten nr. 6. De Commissie stelt dat de motivatie voor deze ontwerp-gewestplanwijziging verrat is in het besluit en de toelichting van de Vlaamse regering.

8° De Commissie neemt nota van de opmerking en verwijst naar punt 1 en 2.

9° De Commissie stelt dat volgens haar advies onder 11.1 dat afstand dient gehouden te worden van de oude Leie-arm, dat deze Leie-arm in de ontwerp-gewestplanwijziging Roeselare-Tielt ingekleurd is als natuurgebied, dat de opmerking van de administratie van de Bovenschelde inhoudt dat deze wenst afstand te houden van de waterloop.

10° De Commissie verwijst naar haar advies onder de gemeente Lendeledede.

11° De Commissie verwijst naar haar bezwaar onder 10.1.27 en 10.1.28.

De Commissie verklaart de bezwaren ontvankelijk, onder 1, 2, 4, 5, 6, 7, 8, 10 en 11 ongegrond en onder 9 gegrond.

11.1.7.1. t.e.m. 11.1.7.5. VZW NATUURRESERVATEN (TYPEBRIEF ONDERTEKEND DOOR 5 PERSONEN)

— Stadsrandbos Kortrijk: het huidig project valt veel kleiner uit dan aanvankelijk gepland. Er mag niets meer van afgenomen worden en wijziging naar bosgebied moet behouden blijven. De voorziene wijziging naar bosuitbreidingsgebied moet tevens veranderd worden in bosgebied.

— Wevelgem, Gullegem: de wijziging naar parkgebied wordt ondersteund en het voorziene bosuitbreidingsgebied moet veranderen in bosgebied. Ook de hoeve "Te Bulskamp" moet in een parkgebied ondergebracht worden.

— Wevelgem-Leiebos: de bestemming ervan moet bos worden.

— De Scheldemeersen te Avelgem en te Kerkhove werden terecht ingekleurd als landschappelijk waardevol agrarisch gebied.

— De wijzigingen met betrekking tot de Leievallei worden integraal ondersteund.

— Ook de voorziene bosuitbreidingen te Anzegem-Hemsrode, Kooigem, Zwevegem en Tiegem worden volledig ondersteund.

De Commissie neemt nota van de positieve opmerkingen en stelt dat de motivatie voor deze ontwerp-gewestplanwijziging verrat is in het besluit en de toelichting van de Vlaamse regering. De Commissie verklaart het bezwaar ontvankelijk en ongegrond.

11.1.10. WATERWEGEN EN ZEEWEGEN AFDELING BOVENSCHELDE (Kortrijk)

Waregem-Desselgem (laguneringsveld): de oude Leie-arm mag onttrokken worden aan de bestemmingswijziging en kan zijn bestemming van natuurgebied behouden. Men zal een bufferstrook van 5 meter aanhouden tussen de arm en het laguneringsveld.

De Commissie neemt nota van de aanwijzing en verwijst naar haar advies onder 11.1. De Commissie verklaart ontvankelijk en gegrond.

11.1.11. SP KUURNE

Voor deel A5 Kuurne Leievallei zijn er bezwaren : de versterking van de natuurlijke structuur van het valleigebied van de Leie moet een prioriteit zijn in het proces van de ruimtelijke planning. Tevens wil men een maximaal behoud van de open ruimten met mogelijkheden tot passieve recreatie. Er mag geen verdere uitbreiding komen van de aanwezige actieve recreatie. Het voorgestelde recreatieve parkgebied moet parkgebied worden als duidelijke ondersteuning van het behoud van kwaliteitsvolle open ruimten in de Leievallei.

De Commissie stelt dat de motivatie voor deze ontwerp-gewestplanwijziging vevat is in het besluit en de toelichting van de Vlaamse regering. De Commissie verklaart het bezwaar ontvankelijk en ongegrond.

11.1.12. ARRONDISEMENTSRAAD KORTRIJK ONDERTEKEND DOOR 34 PERSONEN

— Met betrekking tot het buitengebied: de voorstellen m.b.t. de natuurlijke structuur en de bosstructuur zijn voorbarig en men wil dan ook bezwaar indienen tegen alle omzettingen van agrarisch gebied (al dan niet met landschappelijke waarde) naar bos, park, reservaat of natuur.

— Met betrekking tot de zones voor economische activiteit: met de huidige voorstellen worden er reeds 206 ha bijkomend industrieterrein afgebakend d.w.z. dat er tot 2007 nog slechts 118 ha overblijft voor economische activiteiten. Het is in elk geval onverantwoord om industriezones in te kleuren zonder dat een begroting gemaakt wordt van de nodige ruimte voor uitbreiding van zonevreemde bedrijven.

De Commissie stelt dat de motivatie voor deze ontwerp-gewestplanwijziging vevat is in het besluit en de toelichting van de Vlaamse regering.

De Commissie verklaart het bezwaar ontvankelijk en ongegrond.

11.1.13. MORISSE P. (Lauwe)

— Menen-Lavatra: een bedrijf in overtreding kan niet geregulariseerd worden!! Wie heeft ooit een trein gezien die milieuhinder tegenhoudt??

— Stadsrandbos Kortrijk: het voorstel is te beperkt om tegemoet te komen aan de nood om een boscomplex van enige omvang te verkrijgen. De corridor tussen het Kennedybos en de verkeerswisselaar is niet breed genoeg. Die strook zou even breed moeten zijn als het Kennedybos zelf tot aan de Cannaertstraat zodat een deel ervan kan gebruikt worden door de jeugdbewegingen. Anderzijds wordt de druk dan weggenomen om deze zone te laten wijzigen in een gebied voor gemeenschapsvoorzieningen. Ook zou deze corridor moeten doorgetrokken worden tot aan de Sjouwer. Tenslotte zou de uitbreiding een schermfunctie vervullen tegenover de oprukkende industriële inplantingen van zowel Menen als van Noord-Frankrijk.

De Commissie stelt dat de motivatie voor deze ontwerp-gewestplanwijziging vevat is in het besluit en de toelichting van de Vlaamse regering. De Commissie verwijst eveneens naar haar advies onder knelpunten nr. 5 aangaande locaties die niet opgenomen zijn in de ontwerp-gewestplanwijziging.

— A.8. Kortrijk-Europark

De wijziging van bosgebied naar een zone voor parking is onaanvaardbaar omdat dit gebied aansluit op het Kennedybos en ecologisch waardevol is. De bijkomende parkingmogelijkheid zal het probleem aan het bioscoop-complex niet oplossen, wel integendeel.

De Commissie stelt dat de motivatie voor deze ontwerp-gewestplanwijziging vevat is in het besluit en de toelichting van de Vlaamse regering. De Commissie verwijst naar haar standpunt onder knelpunt nr. 3.

De Commissie verklaart de bezwaren ontvankelijk en ongegrond.

11.1.14. VZW HOOG KORTRIJK

Met betrekking tot de zone gelegen tussen de E17 en de Cannaertstraat stelt men voor om de hoevegebouwen aldaar gelegen te bewaren en eventueel een recreatieve of didactische bestemming te geven.

De Commissie verwijst naar haar advies onder Kortrijk, waar dagrecreatie wordt voorgesteld en verklaart het bezwaar ontvankelijk en gegrond.

12. DIVERSEN

12.1.1. TYPEBRIEF ONDERTEKEND DOOR 4 PERSONEN P/A CATTEEUW JACQUES (Zwevegem)

Betrokkenen willen bezwaar indienen tegen de uitbreiding van de ambachtelijke zone die, gelegen in een woonzone daar niet gewenst is en beter als woonzone zou aansluiten op de huidige toestand (plan 29/6).

De Commissie verwijst naar haar advies onder gemeente Zwevegem en stelt dat de oorspronkelijke bestemmingen van het vigerend gewestplan binnen de reservatiestrook van een weg dienen behouden te blijven bij het schrappen van de weg, of bij realisatie.

De Commissie adviseert dit bezwaar gegrond.

12.1.2. GOUSSEAU GABRIEL (Zwevegem)

Het is onaanvaardbaar dat de bestemming van het perceel in een goedgekeurd gewestplan gewijzigd wordt van woningbouw naar agrarisch gebied. Het is niet omdat een strook van ca. 100 meter diepte niet bebouwd is dat men de bestemming ervan moet wijzigen: betrokkene kon niet verkavelen juist omwille van die reservatiezone. Er zal ook enorm veel planschade zijn en tevens is er discriminatie t.o.v. hen die wel hebben kunnen bouwen in het woonpark.

De Commissie verwijst naar haar advies onder gemeente Zwevegem en stelt dat de oorspronkelijke bestemmingen van het vigerend gewestplan binnen de reservatiestrook van een weg dienen behouden te blijven bij het schrappen van de weg, of bij realisatie.

De Commissie adviseert dit bezwaar gegrond.

2.2.9. MAES MARCEL (Zwevegem) (Schrapping tracé)

Het ontwerp voorziet een wijziging van woonpark, waarbinnen de eigendom van betrokkene ligt, naar bos- en agrarisch gebied. Ook de afbakening van het park wordt aan wijzigingen onderworpen, wat evenmin aanvaardbaar is. Mochten de vooropgestelde plannen uitgevoerd worden, zal betrokkene niet nalaten om een dossier van planschade in te dienen. Het zal immers blijken dat de inplanting voor elkeen waardeloos zal zijn als het niet in het woonpark geïntegreerd blijft.

De Commissie stelt dat m.b.t. de bestemming bos het hier gaat om de beplanting van bouwgrond, dat het over een beperkt stukje bos gaat en dat uitbreiding tot een groot boscomplex niet mogelijk is.

De Commissie verwijst tevens naar haar advies onder gemeente Zwevegem en stelt dat de oorspronkelijke bestemmingen van het vigerend gewestplan binnen de reservatiestrook van een weg dienen behouden te blijven bij het schrappen van de weg, of bij realisatie.

De Commissie adviseert dit bezwaar gegrond.

12.1.3. VLAAMSE MAATSCHAPPIJ VOOR WATERVOORZIENING (Brussel)

— Harelbeke-Stasegem

Gelet op de nieuwe bestemming die dit terrein intussen heeft gekregen is het noodzakelijk dit als gebied voor openbare nutsvoorziening in het gewijzigde gewestplan op te nemen. De bouwaanvraag voor de tweede fase van het drinkwaterproductiecentrum werd geweigerd. Dit veroorzaakt een enorme vertraging in het ganse proces en is onaanvaardbaar, want de tijdige realisatie is noodzakelijk.

— Kooigem

Het terrein waarop het waterproductiecentrum van Kooigem is gelegen heeft op het gewestplan nog steeds de bestemming landschappelijk waardevol gebied. Gezien de nieuwe bestemming die het terrein heeft gekregen is het noodzakelijk dit als gebied voor openbare nutsvoorziening in het gewijzigde plan op te nemen.

— Avelgem-Kerkhove

De VMV vraagt uitdrukkelijk dit gedeelte van de voorgestelde wijziging niet uit te voeren totdat de lopende MER-studie duidelijk heeft gemaakt welke effecten er te verwachten zijn op het vlak van de drinkwaterwinning. Mocht blijken dat er ingrijpende effecten te verwachten zijn dan dient een alternatief gezocht te worden op de rechteroever van de Schelde.

De Commissie verwijst naar haar advies onder knelpunten nr. 5 betreffende locaties die niet zijn opgenomen in de ontwerp-gewestplanwijziging.

De Commissie adviseert het bezwaar ontvankelijk en ongegrond.

12.1.4. AQUAFIN (Aartselaar)

De voorziene wijziging van de gronden gelegen langs de Sint-Jansstraat te Beveren-Leie (van gebied voor milieubelastende industrieën naar gebied voor gemeenschapsvoorzieningen en openbare nutsvoorzieningen) wordt door Aquafin toegejuicht. Tussen deze zone en de Leie (ter hoogte van Trakelweg en de Leie-oever) wordt een strook natuurgebied voorzien. Aquafin stelt voor om (een deel van) deze strook eveneens in te kleuren als gebied voor gemeenschapsvoorzieningen en openbare nutsvoorzieningen.

De Commissie verwijst naar haar advies onder de gemeente Waregem i.v.m. de locatie waarvoor een bouwvergunning aan het plaatselijke bedrijf gunstig werd geadviseerd door de administratie ROHM.

De Commissie stelt dat de motivatie voor deze ontwerp-gewestplanwijziging vervat is in het besluit en de toelichting van de Vlaamse regering.

De Commissie verklaart het bezwaar ontvankelijk en ongegrond.

12.1.5. PIETERS TEXTIEL (Waregem/ Beveren-Leie)

Het door hen in 1991 aangekochte stuk industriegrond krijgt in de plannen een bestemming van openbaar nut. Betrokkenen zijn daarmee niet akkoord, want de aankoop gebeurde in functie van een bedrijfsuitbreiding en er werd trouwens reeds een bouwplan ingediend. Dergelijke evolutie kon door hen niet voorzien worden aangezien de zone voor openbaar nut aanvankelijk voorzien was aan de overzijde van de nieuwe Leie nl. op de zone die nu gewijzigd wordt naar bosgebied.

De Commissie verwijst naar haar advies onder de gemeente Waregem i.v.m. de locatie waarvoor een bouwvergunning aan het plaatselijke bedrijf gunstig werd geadviseerd door de administratie ROHM.

De Commissie verwijst naar haar advies onder knelpunten nr. 6 wat betreft het aanwijzen van een nieuwe locatie.

De Commissie verklaart het bezwaar ontvankelijk en gegrond, wat betreft de zone voor gemeenschapsvoorziening en openbaar nut.

12.1.6. BRUYNEEL CARL (Deerlijk)

Rekening houdend met volgende feitelijke gegevens (de verkavelingsvergunning VK 44-9 d.d. 23 juli 1970, de aanpalende en omliggende bouw- en verkavelingsvergunningen, de aanpalende ambachtelijke zone "Jagershoek" en de voorziene uitbreiding bij de wijziging, de voldoende uitgeruste weg, de aard van de Olekenbosstraat, het huidige gebruik als omhaagd grasveld in combinatie met de omgevende bestemming, wat geen aanleiding kan geven tot aantasting van de open ruimte, de aankoop als "bouwgrond" en de verregaande waardevermindering als gevolg van de vigerende wetgeving), vraagt betrokkene om zijn perceel bij de doorliggende wijziging en de percelen waarvoor rechtsgeldige bouw- en verkavelingsvergunningen werden afgeleverd en zich uitstrekkend langs de Olekenbosstraat op het grondgebied van de gemeenten Deerlijk en Vichte, tot aan de ambachtelijke zone "Jagershoek" BPA nr. 11 koninklijk besluit van 10 oktober 1990 bij de voorliggende wijziging in te kleuren als woonzone.

De Commissie verwijst naar haar advies onder knelpunten nr. 5 wat betreft het aanwijzen van een nieuwe locatie.

De Commissie verklaart het bezwaar ontvankelijk en ongegrond.

12.1.7. GALLOO N V (Menen)

Is verbaasd dat het stuk grond dat bij hun bedrijf aanleunt niet meer het voorwerp uitmaakt van de gewestplanwijziging (dit in tegenstelling tot het eerste voorstel). De gedempte Leiegronden werden aangekocht met de bedoeling om een verbinding tot stand te kunnen brengen met het Franse zusterbedrijf. Vraagt om deze gronden mede in te kleuren teneinde een paar belangrijke milieu-investeringen te kunnen realiseren, alsook de toegang tot de nieuwe Leie (op Frans grondgebied) te kunnen verzekeren.

De Commissie verwijst naar haar advies onder knelpunten nr. 5 wat betreft het aanwijzen van een nieuwe locatie.

De Commissie verklaart het bezwaar ontvankelijk en ongegrond.

12.1.8. DEMIDDEL J. (Waregem)

De hen toebehorende percelen werden niet in de gewestplanwijziging opgenomen. De gemeente Zwevegem had aanvankelijk de bedoeling om ze als woongebied te herschikken. Betrokkenen vragen nu om dit alsnog te doen en zoniet, om ze tenminste dezelfde functie toe te bedelen als de overige belendende percelen.

De Commissie verwijst naar haar advies onder knelpunten nr. 5 wat betreft het aanwijzen van een nieuwe locatie.

De Commissie verklaart het bezwaar ontvankelijk en ongegrond.

12.1.9. BIS FRESH (Avelgem)

Is misnoegd over het feit dat het tracé van de N391 nog steeds vermeld staat op de wijzigingsplannen. Eertijds waren alle instanties nochtans overeengekomen om dat te schrappen (het deel tussen de provincieweg en de grens met Henegouwen). Mochten de plannen uitgevoerd worden, dan zal het bedrijf haar geplande uitbreiding moeten opbergen waardoor haar toekomst en die van de 35 werknemers onzeker wordt.

De Commissie stelt dat de motivatie voor deze ontwerp-gewestplanwijziging vervat is in het besluit en de toelichting van de Vlaamse regering.

De Commissie verklaart het bezwaar ontvankelijk en ongegrond.

12.1.10 MICHELS CARLO (Anzegem/Vichte)

Betrokkene vraagt dat zijn stuk grond zou ingekleurd worden als woonzone en dit om volgende redenen: er is geen sprake meer van een open, gaaf en homogeen gebied gezien de bebouwing achter het perceel de goede plaatselijke ordening zou niet worden geschaad, er werden bij een vroegere aanvraag (werd geweigerd) geen bezwaren geformuleerd, er was wel degelijk sprake van vervangingbouw, er werden in de buurt analoge bouwvergunningen afgeleverd en de grond wordt (en werd) geenszins voor landbouwdoeleinden gebruikt.

De Commissie verwijst naar haar advies onder knelpunten nr. 5 wat betreft het aanwijzen van een nieuwe locatie.

De Commissie verklaart het bezwaar ontvankelijk en ongegrond.

12.1.11. BARCO (Kortrijk)

Zijn tevreden dat de gevraagde uitbreiding, aansluitend op de vestiging Kennedypark, weerhouden is in de doorliggende herziening. Willen echter wel bezwaar formuleren tegen de bestemming van deze uitbreiding nl. regionale gemengde zone voor diensten en handel.

De bezwaren zijn als volgt geformuleerd: de vestiging aan het Kennedypark is bestemd voor de toekomstgerichte uitbouw van de Barcocampus waar een geïntegreerd activiteitenennetwerk wordt ontwikkeld. Dergelijke activiteiten (onderzoek, aanmaak, ontwikkeling en assemblage van hoogtechnologische elektronica) vallen, rekening houdend met de voorschriften van het gewestplan, niet onder de noemer "diensten". Ten tweede is het zo dat het bedrijf dit terrein zelf wil ontwikkelen en het voor hen dus ongunstig zou zijn dat het zich in een gemengde zone voor handel en diensten zou liggen.

Ze stellen voor om het desbetreffend gebied in te kleuren als "gebied voor milieubelastende industrie" of als "industriegebied bestemd voor de uitbreiding van het bestaand bedrijf".

De Commissie verwijst naar haar advies onder Kortrijk.

De Commissie verklaart dit bezwaar ontvankelijk en gegrond voor de bestemmingswijziging gebied voor milieubelastende industrie doch ongegrond voor de bestemmingswijziging industrie voor uitbreiding van het bestaand bedrijf.

12.1.12. LYS-CARPETS (Waregem/Beveren-Leie)

In het voorstel tot wijziging van het gewestplan wordt aangehaald dat een aantal zonevreemde bedrijven uitgebreid zouden worden, waaronder de zone Lys-Huyzentruyt. Het nieuwe voorstel van Leiedal is echter eerder een inkrimping dan een uitbreiding, aangezien de nieuwe zone een gedeelte van een bestaand en vergund gebouw uitsluit. Betrokkenen denken dat dit een vergissing is en hopen dat het ganse perceel 514 tot industriezone kan bestemd worden, zodat de uiterst noodzakelijke uitbreiding van de N.V. Lys kan aangevat worden.

De Commissie verwijst naar haar advies onder knelpunten nr. 5 betreffende gebieden die geen deel hebben uitgemaakt van het openbaar onderzoek van de ontwerp-gewestplanwijziging.

De Commissie verklaart het bezwaar ontvankelijk en ongegrond.

12.1.13. N.V. DE ABEEL (Beveren-Leie)

Op 9 augustus 1993 werd een bouwvergunning afgeleverd voor het bouwen van fabricatiehallen, stapelruimtes en parkings. Deze bedrijfsgebouwen werden niet in het herziene plan opgenomen. Hetzelfde geldt voor een in oktober vergund bureelgebouw. Het is de betrokken vennootschap niet duidelijk waarom er in de voorgestelde gewestplanwijziging geen rekening werd gehouden met de bestaande vergunde toestand. Noch bij Leiedal noch bij de GOM kon men hen van antwoord dienen. Het spreekt voor zich dat, mochten er omtrent al deze gegevens problemen ontstaan, de impact op de tewerkstelling en de verdere evolutie van het bedrijf niet in te schatten is. Betrokkenen vragen om deze toestand te regulariseren.

De Commissie verwijst naar haar advies onder knelpunten nr. 5 betreffende gebieden die geen deel hebben uitgemaakt van het openbaar onderzoek van de ontwerp-gewestplanwijziging.

De Commissie wijst erop dat de bouwvergunning geldig blijft onder de voorwaarden bepaald in het decreet op de ruimtelijke ordening.

De Commissie verklaart het bezwaar ontvankelijk en ongegrond.

LEIEDAL (Kortrijk)

1. De herziening bevat zeer veel verschillende invalshoeken

— Inzake de uitbreidingsgebieden voor bos

Het bezwaar heeft betrekking op de grote versnippering. Er worden met name veel kleine — te verspreid over de regio — bos-, park- of bosuitbreidingsgebieden voorzien. Dit gegeven kan nooit leiden tot een gewenste en noodzakelijke verbetering van omgevings- en woonkwaliteit. Bovendien garandeert de bestemming bosuitbreidingsgebied niet dat er effectief ook een bos zal komen.

— Inzake nieuwe bedrijventerreinen.

Het bedrijventerrein Vicht-Deerlijkstraat en Zwevegem ten zuiden van de N391 dienen aangeduid te worden als gebied voor ambachtelijke en KMO- bedrijven.

— Inzake uitbreiding van bestaande bedrijven.

Deze gebieden worden aangeduid als "klassiek" industriegebied, wat inhoudt dat er zich eender welk nieuw bedrijf kan vestigen. Het is nodig dat deze gebieden aangeduid worden als "industriegebied voor de uitbreiding van bestaande bedrijven", tenzij dergelijke bestemming reeds via een BPA werd vastgelegd.

— Inzake groene bufferzones.

Op verschillende plaatsen worden bufferzones oneigenlijk gebruikt. Zo is er geen groene bufferzone nodig tussen een autoweg en een industriegebied, binnen het weggebied van de ringlaan en binnen een verkeerswisselaar.

— Inzake lijninfrastructuur.

Terzake is de gewestplanwijziging incoherent en inconsequent t.a.v. de andere aspecten. Uit de toelichting en de dossierbehandeling blijkt dat de weginfrastructuur enkel behandeld wordt op het Vlaamsgewestelijk niveau en niet op het subregionaal. Dit is planologisch-juridisch duidelijk een foutieve aanpak. De reeds sinds jaren bestaande consensus omtrent het binnengebied van de R8 en het tracé van de N391 wordt op de gewestplanwijziging onvolledig tot uiting gebracht.

— Inzake waterwegen.

Het is onduidelijk of de grafische aanduiding "waterweg" de reeds bestaande stroken omvat die zowel langs de Leie als langs het kanaal Bossuit-Kortrijk zijn voorzien. Het is in ieder geval niet verantwoord de strook langs het water, ingenomen of voorzien voor een bedieningsweg (waar ook leidingen en collectoren aangelegd kunnen worden) als N- of P-gebied op te nemen.

De Commissie verklaart het bezwaar van de intercommunale Leiedal ontvankelijk.

De Commissie neemt nota van de algemene bemerkingen, adviezen en bezwaren.

2. Bezwaren per kaartblad en per gemeente

— kaartblad 28/4 (plan 1)

WEVELGEM: de groene bufferzone tussen de autoweg en de industriezone is overbodig. De wetgeving op de autowegen heeft een eigen regeling inzake de bouwvrije stroken.

De Commissie verwijst hier naar haar advies onder Wevelgem en verklaart het bezwaar ongegrond.

— kaartblad 29/1 (plan 2)

WEVELGEM: de strook langs de Driemastenstraat vanaf de Gouden Bank tot de Westakker moet opgenomen worden als woongebied en niet als recreatief parkgebied omwille van de bestaande bebouwing en de realisatie van de bedieningsweg evenwijdig met de Driemastenstraat; het bosuitbreidingsgebied dient zijn huidige bestemming te behouden en indien men meent de bestemming te moeten wijzigen dan moet dat een woonzone worden; aangaande de uitbreiding van het bedrijf Thermote dient het gebied waar het is gelegen de bestemming "industriegebied voor de uitbreiding van bestaand bedrijf" te krijgen.

De Commissie verwijst voor de strook woongebied en het bosuitbreidingsgebied naar haar advies onder de gemeente Wevelgem.

De Commissie wijst erop dat het koninklijk besluit d.d. 28 december 1972 betreffende de inrichting en de toepassingen van de ontwerp-gewestplannen en gewestplannen stelt dat de ontwerp-gewestplannen en gewestplannen de bestemmingsgebieden omschrijven en niet het eigendomsrecht.

De Commissie verklaart het bezwaar omtrent het woongebied en de uitbreiding voor bos gegrond.

De Commissie verklaart het bezwaar omtrent de benaming uitbreiding voor bestaand bedrijf ongegrond.

LENDELEDE: het gebied van en rond de bestaande klei-ontginning moet aangepast worden aan de laatste versie van het BPA 14 Bergkapel. In het bijzonder dient op twee plaatsen een gebied voor ambacht en KMO aangeduid te worden (ten westen van een strook die reeds gebruikt wordt door aannemer Govaere en ten zuiden van een gebied dat reeds is bebouwd).

De Commissie verwijst hiervoor naar haar advies onder de gemeente Lendelede.

De Commissie verklaart het bezwaar ongegrond en adviseert rekening te houden met de bestaande wooneenheden en bedrijven.

KORTRIJK (R8 en omgeving): op de grens tussen Kortrijk en Kuurne (ten zuiden van de Brugsesteenweg) dient de ringlaan centraal in de "groenzones" met een streeplijn aangeduid te worden; het weggebied van de ringlaan dient niet als groene bufferzone aangeduid te worden; de bestaande reservatiestrook en de bestemming agrarisch gebied ter hoogte van de nog te realiseren verkeerswisselaar R8-A19 moet behouden blijven; het bestaand pompstation op het hoekpunt van de R8 en de Heulebeek moet als openbare bestemming aangeduid worden en niet als parkgebied.

De Commissie verwijst naar haar advies onder knelpunt nr. 4 betreffende aanduiding lijninfrastructuren en voor het pompstation naar haar advies onder Kortrijk.

De Commissie verklaart het bezwaar gegrond.

KUURNE: het goedgekeurde gemeentelijke structuurplan voorziet uitdrukkelijk dat de wijziging van het woonuitbreidingsgebied langs de Leie (in de herziening bestemd als recreatief parkgebied) en het woonuitbreidingsgebied Kerkweg (voorzien als parkgebied) gekoppeld is aan de opname van een nieuw woongebied op de Sint-Pieterswijk in de voorliggende gewestplanwijziging is dit laatste gebied niet opgenomen wat neerkomt op een onheuse behandeling van de gemeente en een miskennis van het subsidiariteitsprincipe.

De Commissie verwijst naar haar advies onder Kuurne en naar haar advies onder knelpunten nr. 6 aangaande gebieden die niet opgenomen zijn in de ontwerp-gewestplanwijziging.

De Commissie verklaart het bezwaar ongegrond.

— kaartblad 29/2 (plan 3)

KUURNE: wijziging woonuitbreidingsgebied Leiehoek (zie hoger). Het is noodzakelijk dat de volledige groenzone vastgelegd in het goedgekeurde BPA als parkgebied is aangeduid.

De Commissie verwijst naar haar advies onder Kuurne en naar haar advies onder knelpunten nr. 5 aangaande gebieden die niet opgenomen zijn in de ontwerp-gewestplanwijziging.

De Commissie verklaart het bezwaar ongegrond.

HARELBEKE: de strook tussen de Leie en de huisvuilverwerkingsinstallatie IMOG dient een openbare bestemming te krijgen; de N36 ter hoogte van de Gentssteenweg moet aangeduid worden en de groene bufferzone aldaar is overbodig; in het noordelijk deel van de Gavers is een deel van het recreatiegebied gewijzigd in agrarisch gebied terwijl de bestemming "bosuitbreidingsgebied" hier meer aangewezen is; de uitbreiding van de bedrijven Vyncke en Verhaeghe dient opgenomen te worden als "industriegebied voor de uitbreiding van bestaand bedrijf"; gezien het BPA 15 "Gavermeersen de landbouwbestemming eenduidig vastgelegd heeft, is het niet aangewezen een agrarisch gebied met ecologisch belang aan te duiden in het gewestplan, temeer omdat dit belangrijke beperkingen oplegt aan de landbouwexploitatie.

De Commissie stelt dat de verbrandingsoven zich bevindt op een industrieterrein gelegen langs een bevaarbare waterloop, dat er zich op het vlak van mobiliteit ontwikkelingen kunnen voordoen waarbij huisvuil kan aangevoerd worden langs deze waterweg, dat deze ontwikkeling verhinderd kan worden door de bestemming natuurgebied.

De Commissie verklaart het bezwaar ontvankelijk en gegrond en adviseert industriegebied voor milieubelastende industrie. De Commissie verwijst tevens naar haar advies onder Harelbeke E blz. 14.

De Commissie verwijst naar haar advies onder knelpunt nr. 4 aangaande de aanduiding van lijninfrastructuren. De Commissie verklaart het bezwaar ontvankelijk en gegrond.

Betreffende de uitbreiding van bovengenoemde bedrijven stelt de Commissie dat het koninklijk besluit d.d. 28 december 1972, betreffende de inrichting en de toepassingen van de ontwerp-gewestplannen en gewestplannen stelt dat de ontwerp-gewestplannen en gewestplannen de bestemmingsgebieden omschrijven en niet het eigendomsrecht.

De Commissie verklaart het bezwaar ongegrond.

De Commissie stelt dat deze wijziging voorgesteld werd omwille van de drinkwatervoorziening in de vijver van de Gavers en het aangrenzend natuurgebied.

De Commissie verklaart het bezwaar ongegrond mits 1 onthouding.

DEERLIJK: de woning gelegen in de Zuid-Oosthoek van de N36-Statiestraat dient als woongebied aangeduid te worden; het is onaanvaardbaar dat de gronden van een goed functionerende hofstede worden opgenomen als agrarisch gebied met ecologisch belang. Betreffende de woning verwijst de Commissie naar haar advies onder knelpunten nr. 5 betreffende zones die niet opgenomen zijn in de ontwerp-gewestplanwijziging.

De Commissie verklaart het bezwaar ongegrond.

De Commissie stelt dat deze wijziging voorgesteld werd omwille van de drinkwatervoorziening in de vijver van de Gavers en het aangrenzend natuurgebied.

De Commissie verklaart het bezwaar ongegrond.

ANZEGEM: het bedrijventerrein Vichte-Deerlijkstraat dient de bestemming "gebied voor ambachtelijke bedrijven of gebieden voor kleine en middelgrote ondernemingen" te krijgen, gezien de ligging en de configuratie van het terrein.

De Commissie verwijst naar haar advies onder knelpunten nr. 1B en verklaart het bezwaar gegrond.

WAREGEM: de uitbreidingen van Unilin, Huyzentruiy, Balta en Lys-Huyzentruiy dienen de bestemming "industriegebied bestemd voor de uitbreiding van bestaand bedrijf" te krijgen; de N382 ter hoogte van de Gentsteenweg moet aangeduid worden en de groene bufferzone aldaar is overbodig; waarom wordt de strook tussen de oude en de nieuwe Leie niet volledig als natuurgebied opgenomen?

Betreffende de uitbreiding van bovengenoemde bedrijven stelt de Commissie dat het koninklijk besluit d.d. 28 december 1972, betreffende de inrichting en de toepassingen van de ontwerp-gewestplannen en gewestplannen stelt dat de ontwerp-gewestplannen en gewestplannen de bestemmingsgebieden omschrijven en niet het eigendomsrecht. De Commissie verklaart het bezwaar ongegrond.

De Commissie verwijst naar haar advies onder knelpunt nr. 5 betreffende de aanduiding van de lijninfrastructuren en verklaart het bezwaar gegrond.

De Commissie verwijst naar de motivatie van de ontwerp-gewestplanwijziging vervat in het besluit en de toelichting van de Vlaamse regering en verklaart het bezwaar ongegrond.

— kaartblad 29/3 (plan 4)

WAREGEM: in het recreatiegebied moet ook verblijfsrecreatie mogelijk zijn; de bestaande woningen met bijhorende tuinen dienen niet opgenomen te worden in het bosuitbreidingsgebied omdat deze percelen uiteraard nooit bos zullen worden.

De Commissie adviseert gegrond betreffende het intekenen van de bestemming verblijfsrecreatie, conform de toelichting.

De Commissie adviseert ongegrond betreffende de woningen in uitbreiding voor bos en verwijst hiervoor naar haar advies onder Waregem.

— kaartblad 28/8 (plan 5)

MENEN: de groene bufferzone gelegen in de verkeerswisselaar van de autoweg A19 en de expressweg is zinloos, net als deze die zich bevindt tussen de expressweg en het industriegebied; ter hoogte van de kruising van de expressweg met de Kortrijkstraat dient de expressweg centraal met een streepjeslijn aangeduid te worden (het is evenzeer zinloos dit gebied als bos aan te duiden); het bos ten zuiden van de Leie dient beperkt te worden tot het gedeelte tussen de huidige en vroegere Leie.

De Commissie verwijst naar haar advies onder knelpunt nr. 4 betreffende de aanduiding van de lijninfrastructuren en verklaart het bezwaar gegrond.

De Commissie verwijst naar haar advies onder Menen en verklaart het bezwaar aangaande de bufferzone tussen de verkeerswisselaar en het industriegebied en het bosgebied ongegrond.

— kaartblad 29/5 (plan 6)

MENEN: de uitbreiding Menen-Lavatra dient voorzien te worden als "industriegebied voor de uitbreiding van een bestaand bedrijf", meer bepaald als "reservegebied voor beperkte industriële uitbreiding aansluitend op de Leie dient het gebied aangepast te worden aan de feitelijke grondinnamen van het bedrijf De Witte-Lietaer (een groter gebied moet derhalve de bestemming industrie krijgen).

Betreffende de uitbreiding Lavatra stelt de Commissie dat het koninklijk besluit d.d. 28 december 1972, betreffende de inrichting en de toepassingen van de ontwerp-gewestplannen en gewestplannen stelt dat de ontwerp-gewestplannen en gewestplannen de bestemmingsgebieden omschrijven en niet het eigendomsrecht. De Commissie verwijst naar haar advies onder Menen.

De Commissie verklaart het bezwaar ongegrond.

Betreffende het bedrijf De Witte-Lietaer verwijst de Commissie naar haar advies onder Menen en verklaart het bezwaar gegrond.

KORTRIJK: de nabestemming van het ontginningsgebied Koekelberg dient behouden te blijven als recreatiegebied; de uitbreidingszone voor Barco dient opgenomen te worden als "industriegebied voor de uitbreiding van het bestaand bedrijf" (dit gebied moet niet door de overheid gerealiseerd worden); het gebied binnen "Het Ei" zou een gebied voor gemeenschapsvoorzieningen en openbare nutsvoorzieningen moeten zijn (ook de mogelijkheid om er gebouwen op te richten moet uitdrukkelijk voorzien worden alsook een rechtstreekse verkeersontsluiting vanaf het Hallencomplex op de autoweg moet voorzien worden).

Betreffende de nabestemming van het ontginningsgebied verwijst de Commissie naar haar advies onder Kortrijk.

De Commissie verklaart dit bezwaar gegrond.

Betreffende de uitbreiding Barco stelt de Commissie dat het koninklijk besluit d.d. 28 december 1972, betreffende de inrichting en de toepassingen van de ontwerp-gewestplannen en gewestplannen stelt dat de ontwerp-gewestplannen en gewestplannen de bestemmingsgebieden omschrijven en niet het eigendomsrecht. De Commissie verwijst naar haar advies onder Kortrijk en adviseert industriegebied voor milieubelastende industrie.

De Commissie verklaart het bezwaar ongegrond wat de aanduiding industrie voor uitbreiding van het bestaand bedrijf betreft.

Betreffende de zone "Het Ei" verwijst de Commissie naar haar advies onder knelpunten nr. 3.

De Commissie verklaart het bezwaar ongegrond.

— kaartblad 29/6 (plan 7)

ZWEVEGEM: het bedrijventerrein ten zuiden van de N391 dient aangeduid te worden als gebied voor ambachtelijke en KMO bedrijven; het gebied rond het bedrijf Lesage dient opgenomen te worden als "industriegebied voor uitbreiding van bestaande bedrijven"; tussen de E17 en het vroeger station Moen-Heestert wordt het tracé en de bijhorende reservatiestrook van de N391 weggelaten (het voorliggend wijzigingsplan wijzigt op verschillende plaatsen de bestaande bestemmingen gelegen binnen of palend aan deze reservatiestrook = algemeen gesteld dienen de bestaande basisbestemmingen van het gewestplan overall integraal behouden te worden).

De Commissie verwijst naar advies onder knelpunten 1C betreft het bedrijventerrein ten zuiden van de N391.

De Commissie verklaart het bezwaar gegrond.

De Commissie wijst erop dat het koninklijk besluit d.d. 28 december 1972, betreffende de inrichting en de toepassingen van de ontwerp-gewestplannen en gewestplannen stelt dat de ontwerp-gewestplannen en gewestplannen de bestemmingsgebieden omschrijven en niet het eigendomsrecht.

De Commissie verklaart het bezwaar omtrent het bedrijf Lesage ongegrond.

De Commissie verwijst naar haar standpunt onder Zwevegem en stelt dat de oorspronkelijke bestemmingen van het vigerend gewestplan binnen de reservatiestrook van een weg dienen behouden te blijven bij het schrappen van de weg, of bij realisatie.

De Commissie verklaart het bezwaar gegrond.

— kaartblad 29/7 (plan 8)

AVELGEM: omgeving van de sluis van Bossuit (de strook tussen het pompgebouw en het kanaal moet volledig als gebied voor openbare bestemming aangeduid te worden en de groenzone T heeft op die plaats geen enkel object en zou veel beter als woongebied worden opgenomen); het tracé van de N391 tussen de provincieweg en de grens met Henegouwen moet geschrapt worden.

De Commissie stelt dat de uitwerking van dit intergemeentelijk initiatief tot bevordering van het streektoerisme niet gehypothekeerd kan worden door de bestemming natuurgebied en adviseert gegrond.

13. NATUURVERENIGINGEN

13.1.1.1. t.e.m. 13.1.1.60. TYPEBEZWAARSCHRIFTEN INGEDIEND DOOR VERSCHILLENDE VERENIGINGEN.

1. Natuureservaten Wevelgem

A. REGIONAAL STEDELIJK GEBIED KORTRIJK

A.1. Harelbeke-Deerlijk-De Gavers (kaartblad 29/2)

De wijziging van verblijfsrecreatie naar natuurgebied wordt uitdrukkelijk ondersteund (het is noodzakelijk om ongewenste recreatieve druk in de toekomst te vermijden). Wel wordt er gevraagd om de voorziene bestemming van N-gebied op delen in een deel N-gebied (hoofdzakelijk lage weiden) en een deel bosgebied te bekomen, omwille van de bestaande toestand van bos.

A.2. Stadsrandbos Kortrijk (kaartblad 29/5)

Het gaat om een voorstel dat onmisbaar is voor de streek. De voorgestelde bosuitbreidingszone van 12,7 ha zou eveneens bos moeten worden.

A.3. Wevelgem, Gullegem (omgeving Heulebeek Hoeve Bulskamp) (kaartblad 29/1)

— wijziging van dagrecreatie en agrarisch gebied naar recreatief parkgebied.

Het voorgestelde recreatief parkgebied moet gewoon parkgebied worden.

— wijziging van agrarisch gebied naar bosuitbreidingsgebied.

Wensen dat de overheid duidelijk kiest voor de realisatie op korte termijn. Stellen dan ook de wijziging naar bosgebied voor in plaats van naar bosuitbreiding.

A.4. Wevelgem-Leiebos (kaartblad 29/5)

De wijziging naar bosgebied ter vervanging van de optie bosuitbreidingsgebied (15,6 ha) is noodzakelijk om de realisatie op korte termijn meer kansen te geven.

A.5. Kuurne-Leievallei (kaartblad 29/1 en 29/2)

Het voorgestelde recreatief parkgebied moet parkgebied worden als duidelijke ondersteuning van het behoud van kwaliteitsvolle open ruimte in de Leievallei.

A.8. Kortrijk-Europark (kaartblad 29/5)

De voorgestelde wijziging schrappen en de bestemming van bosgebied behouden.

De Commissie verklaart de bezwaren ontvankelijk.

De Commissie neemt nota van de positieve benadering van een aantal elementen in deze ontwerp-gewestplanwijziging.

Betreft de bezwaren onder A2, A3, A4, A5 en A6 stelt de Commissie dat de motivatie voor deze ontwerp-gewestplanwijziging vervat is in het besluit en de toelichting van de Vlaamse regering.

Betreft het bezwaar onder A6 verwijst de Commissie naar haar advies onder knelpunt nr. 3.

De Commissie verklaart de bezwaren ongegrond.

B. BUITENGEBIED

B.I. Scheldevallei

B.I.1. Spiere-Helkijn (kaartblad 37/2)

De wijziging naar natuurgebied wordt volledig ondersteund.

B.I.2. Avelgem-Scheldemeersen (kaartblad 29/7)

De wijziging naar landschappelijk waardevol agrarisch gebied vormt een erkenning van de bufferfunctie van dit gebied en wordt volledig ondersteund.

B.I.3. Avelgem-Scheldeburcht

De voorgestelde wijziging vormt een erkenning van de biologische waarde en wordt ondersteund.

B.I.4. Avelgem-Kerkhove (kaartblad 29/7 en 29/8)

De wijziging naar landschappelijk waardevol agrarisch gebied vormt een erkenning van de bufferfunctie van dit gebied en wordt volledig ondersteund.

B.I.5. Avelgem-Kerkhove-Scheldemeanders (kaartblad 29/7 en 29/8)

De opname als natuurgebied wordt volledig ondersteund.

De Commissie neemt nota van de positieve benadering van een aantal elementen in deze ontwerp-gewestplanwijziging.

B.II. Leievallei

B.II.7. Menen-Leiemeersen Bekenhoek (op rechteroever, kaartblad 28/8)

De wijziging naar agrarisch gebied met landschappelijke waarde is belangrijk om de huidige natuurlijke structuur van de Leievallei die reeds sterk onder druk staat te beschermen en kansen tot ontwikkeling te geven.

B.II.8. Menen-Barakken (kaartblad 28/8)

De wijziging naar bos- en parkgebied is verantwoord gezien de sterke druk die uitgaat van het verstedelijkt gebied.

B.II.10. Wevelgem (landbouwgebieden op rechteroever, kaartblad 29/5)

De wijziging van agrarisch naar landschappelijk waardevol gebied wordt ondersteund daar dit een voortzetting is van het aangrenzende N-gebied en aldus een bufferfunctie naar bebouwing vervult.

B.II.11. Wevelgem-Biezenveld (kaartblad 29/5)

De wijziging van ontginningsgebied naar ontginningsgebied met nabestemming natuur wordt ondersteund omwille van de mogelijkheden tot natuurontwikkeling en ondersteuning van de natuurlijke structuur van de Leievallei.

B.II.12. Kortrijk-Marke-bosuitbreiding langs de Leie (kaartblad 29/5)

Stellen een wijziging van landschappelijk waardevol gebied naar natuurgebied voor.

B.II.13. Kortrijk-Marke Het Schrijverke (kaartblad 29/5)

Dit gebied wordt best natuurgebied.

B.II.14. Wevelgem en Harelbeke, Batikhove-binnengebied oude Leiearm (kaartblad 29/2)

De wijziging naar bosgebied wordt volledig ondersteund.

B.II.15. Waregem, Zavelput, klei-ontginningsgebied (kaartblad 29/2)

De wijziging van dagrecreatie naar natuurgebied wordt ondersteund, want het is een logische erkenning van de huidige grote natuurwaarde van het gebied.

Het ontginningsgebied zou beter wijzigen in natuurgebied in plaats van landschappelijk waardevol agrarisch gebied.

De Commissie neemt nota van de positieve benadering van een aantal elementen in deze ontwerp-gewestplanwijziging.

De Commissie stelt dat de motivatie voor deze ontwerp-gewestplanwijziging vevat is in het besluit en de toelichting van de Vlaamse regering.

De Commissie verwijst voor het bezwaar Waregem-Zavelput naar haar advies onder "ontginningsgebieden" en stelt dat de bevoorrading van grondstoffen dient verzekerd te worden en dat de afdeling natuurlijke rijkdommen en energie ter zake bevoegd is. De Commissie adviseert het behoud van de hoofdbestemming ontginningsgebied en adviseert als nabestemming de bestemming opgegeven in het ontwerp-gewestplan.

De Commissie verklaart de bezwaren ontvankelijk en ongegrond.

B.III. Kanaal Kortrijk-Bossuit

B.III.16. Moen-kanaalbermen (kaartblad 29/6)

De wijziging naar N-gebied met wetenschappelijke en R-gebied wordt ondersteund.

De Commissie neemt nota van de positieve benadering van een aantal elementen in deze ontwerp-gewestplanwijziging.

B.IV. Bosuitbreiding

B.IV.18. Anzegem-Hemsrode (kaartblad 29/3)

De wijziging naar bos- en bosuitbreidingsgebied wordt ondersteund althans voor wat de bosuitbreiding betreft.

B.IV.19. Kortrijk, Kooigem-Grandvalbos en Kooigembos (kaartblad 29/6)

De voorgestelde wijziging naar bosuitbreiding zou beter veranderen in bosgebied.

B.IV.20. Zwevegem-Argendaal en Bellegembos (kaartblad 29/6)

Rechtzetting: deze bossen liggen op Kortrijks grondgebied en niet in Zwevegem. De wijziging naar bosgebied wordt ondersteund.

B.IV.21. Anzegem, Tiegem-Hellebos, Sint-Arnoldusbos (kaartblad 29/7)

De wijziging naar bosuitbreidingsgebied wordt volledig ondersteund.

B.IV.24. Waregem, Desselgem-laguneringsveld (kaartblad 29/2)

Hier wordt voorgesteld dat er in nabestemming natuur wordt voorzien, vooral gezien het feit dat het gebied gelegen is naast reeds aanwezige N-gebieden en langs de Leie. Vragen om de nabestemming natuur vast te leggen.

De Commissie neemt nota van de positieve benadering van een aantal elementen in deze ontwerp-gewestplanwijziging.

De Commissie verwijst voor Anzegem-Hemsrode naar haar advies onder de gemeente Anzegem en adviseert het behoud van de bestemmingen van het vigerend gewestplan.

De Commissie stelt dat de motivatie voor de ontwerp-gewestplanwijziging voor de zonering Hellebos en St. Arnoldusbos vevat is in het besluit en de toelichting van de Vlaamse regering.

De Commissie verwijst voor het laguneringsveld te Desselgem naar haar advies onder adviezen nr. 11.

De Commissie verklaart de bezwaren ontvankelijk en ongegrond.

C. BEDRIJVENTERREINEN

C.III.12. Menen-Lavatra (kaartblad 29/5)

Men stelt voor om de optie industrie te vervangen door bosgebied.

C.III.19. Kortrijk-Barco (kaartblad 29/5)

Vragen om de agrarische bestemming te behouden.

De Commissie stelt dat de motivatie voor dit project vevat is in het besluit en de toelichting van de Vlaamse regering en verwijst voor Barco naar haar advies onder Kortrijk.

De Commissie verklaart het bezwaar ontvankelijk en ongegrond.

DE LIJNINFRASTRUCTUREN

D.11. Kortrijk (kaartbladen 29/2 en 29/6)

Stellen voor om de reservatiestrook van de stedelijke weg N50 b/c te schrappen omdat deze nieuwe weg ruimteverslindend is en de verkeersleefbaarheid vermindert.

De Commissie stelt dat de motivatie voor deze ontwerp-gewestplanwijziging vevat is in het besluit en de toelichting van de Vlaamse regering.

De Commissie verklaart het bezwaar ontvankelijk en ongegrond.

E. ALGEMENE CONCLUSIES BIJ DE VOORSTELLEN VAN DE GEWESTPLANWIJZIGING.

Het leidt geen twijfel dat er een nadruk werd gelegd op het realiseren van nieuwe industrieterreinen m.a.w. op wijzigingen naar "harde" gewestplanbestemmingen. Tevens moet de voorziene winst voor de natuur gerelativeerd worden want meestal gaat het gewoon om het toekennen van een passende planologische bestemming welke overeenkomt met de bestaande natuurwaarden. Bovendien is de echte natuuruitbreiding veel kleiner dan aanvankelijk werd voorzien en beperkt ze zicht hoofdzakelijk tot bebossingsprojecten. Snelle realisatie van deze laatste dringt zich op! Tenslotte moet de versterking van de natuurlijke structuur van de valleigebieden van de Schelde en de Leie eveneens een prioriteit zijn in het proces van de ruimtelijke planning.

De Commissie neemt nota van het standpunt van de bezwaarindieners en verwijst naar de motivatie voor deze ontwerp-gewestplanwijziging vevat is in het besluit en de toelichting van de Vlaamse regering.

2. Natuurwerkgroep het Boompje (Deerlijk)

Idem punt 1 Natuurreservaten Wevelgem.

3. Werkgroep leefmilieu Zwevegem

Idem punt 1 Natuurreservaten Wevelgem.

4. Velt vzw

Idem punt 1 Natuurreservaten Wevelgem.

5. De Levensboom

Idem punt 1 Natuurreservaten Wevelgem.

6. De Wielewaal Waregem

Idem punt 1 Natuurreservaten Wevelgem.

7. JNM Leievallei

Idem punt 1 Natuurreservaten Wevelgem.

8. Natuurreservaat Grensleie (Wervik)

Idem punt 1 Natuurreservaten Wevelgem.

9. Wielewaal Anzegem

Idem punt 1 Natuurreservaten Wevelgem.

10. Zuid Westvlaamse Natuur-en Milieukoepel (Wevelgem)

Idem punt 1 Natuurreservaten Wevelgem.

11. Wielewaal Zuid West-Vlaanderen (Deerlijk)

Idem punt 1 Natuurreservaten Wevelgem.

12. Jeugdbond voor Natuurstudie en Milieubescherming (Heule)

Idem punt 1 Natuurreservaten Wevelgem.

13. Natuurvereniging De Vlasbek (Kuurne)

Idem punt 1 Natuurreservaten Wevelgem.

14. Typebrief ondertekend door 58 personen

Idem punt 1 Natuurreservaten Wevelgem.

13.1.2.1. KORTRIJKSE MILIEURAAD

A. REGIONAAL STEDELIJK GEBIED KORTRIJK

A.2. Stadsrandbos Kortrijk (kaartblad 29/5)

Het voorliggend plan is zeker niet voldoende om het nijpend bostekort in het Kortrijkse op te vangen. Men wil benadrukken dat het een absoluut minimum is en dat deze bosuitbreiding dan ook integraal behouden moet blijven. Er wordt tevens voor een realisatie op korte termijn gepleit en men wenst dat er geen enkele ondergraving zou gebeuren van de voorgestelde wijzigingen. Tenslotte vragen ze om de wijziging van landschappelijk waardevol agrarisch gebied naar bosuitbreidingsgebied (12,7 ha) om te vormen naar bosgebied.

A.7. Stedelijk project West-Kortrijk (kaartblad 29/1)

De ringweg is niet nodig en daarom vraagt men de schrapping van deze reservatiestrook.

A.8. Kortrijk-Europark (kaartblad 29/5)

Men heeft bezwaar dat het bosgebied binnen de verkeerswisselaar omgezet wordt naar een zone voor parking. Niet alle alternatieven voor dergelijke zone werden onderzocht (o.a. ondergronds, tijdens de drukste perioden gebruik maken van de parking van de nabijgelegen campus van de Vlaamse Hogescholen,...).

De Commissie verwijst naar haar standpunt onder 13.1 Natuurreservaten Wevelgem.

B. BUITENGEBIED

B.II. Leievallei

B.II.11. Wevelgem-Biezenveld (kaartblad 29/5)

De Milieuraad wenst dit voorstel tot wijziging te ondersteunen.

B.II.12. Kortrijk-Marke-bosuitbreiding langs de Leie (kaartblad 29/5)

Men stelt voor om de bestemming te wijzigen van landschappelijk waardevol agrarisch gebied naar natuurgebied. Het zou een logische erkenning zijn van de natuurwaarde en de potenties voor natuurontwikkeling.

B.II.13. Kortrijk-Marke Het Schrijverke (kaartblad 29/5)

Dit project krijgt de volledige ondersteuning.

B.IV. Bosuitbreiding

B.IV. 19. Kortrijk, Kooigem-Grandvalbos en Kooigembos (kaartblad 29/6)

Stelt voor om de bestemming van het project om te vormen tot bosgebied.

B.IV.20. Zwevegem, Argendaalbos en Bellegembos (kaartblad 29/6)

Schaart zich achter het project en de voorgestelde bestemmingswijziging moet zeker doorgevoerd worden. Een realisatie op korte termijn is wenselijk.

De Commissie verwijst naar haar standpunt onder 13.1 Natuurreservaten Wevelgem.

C. BEDRIJVENTERREINEN

C.III.12. Menen-Lavatra (kaartblad 29/5)

De Milieuraad stelt voor om de optie industriegebied te schrappen en om te vormen naar bosgebied.

C.III.19. Kortrijk-Barco (kaartblad 29/5)

Stelt voor de wijziging te schrappen en de agrarische functie te behouden.

C.III.28. Kortrijk-Pottelberg (kaartblad 29/5)

Men heeft bezwaar tegen deze uitbreiding omdat er veel inheemse en uitzonderlijke fauna en flora dreigen te verdwijnen. In artikel 1 van het koninklijk besluit van 22 september 1980 stelt dat de aldaar voorkomende diersoorten volledige bescherming genieten. De Milieuraad stelt voor om dit gebied te wijzigen in een parkgebied.

De Commissie verwijst naar haar standpunt onder 13.1 Natuurreservaten Wevelgem.

D. LIJNINFRASTRUCTUUR

Men gaat akkoord met de schrapping van de tracés D 13, 15, 16 en 17 (kaartblad 29/1). Men heeft echter bezwaar tegen het instellen van een reservatiestrook voor een nieuwe stedelijke weg (westelijke ring) D11 (er zijn reeds voldoende wegen, het beschermd dorpsgezicht van Preetjesmolen zou geschonden worden, het kan een eerste aanzet zijn tot een verdere aanleg van de N328 en de N50 b en c). Kortom alle reservatiezones voor de aanleg van nieuwe wegen in het Kortrijkse moeten geschrapt worden. Er is ook een algemeen bezwaar tegen alle penetratiewegen waardoor de R8 haar verkeersontlastende en verkeersontradende functie zou verliezen. Men vraagt volledige afwerking van de R8 waardoor nieuwe wegen overbodig worden.

De Commissie verwijst naar haar standpunt onder 13.1 Natuurreservaten Wevelgem.

13.1.2.2 NATUURRESERVATEN VZW AFDELING KORTRIJK

A. REGIONAAL STEDELIJK GEBIED KORTRIJK

A.2. Stadsrandbos Kortrijk (kaartblad 29/5)

Het voorliggend plan is zeker niet voldoende om het nijpend bostekort in het Kortrijkse op te vangen. Men wil benadrukken dat het een absoluut minimum is en dat deze bosuitbreiding dan ook integraal behouden moet blijven. Er wordt tevens voor een realisatie op korte termijn gepleit en men wenst dat er geen enkele ondergraving zou gebeuren van de voorgestelde wijzigingen. Tenslotte vragen ze om de wijziging van landschappelijk waardevol agrarisch gebied naar bosuitbreidingsgebied (12,7 ha) om te vormen naar bosgebied.

A.8. Kortrijk-Europark (kaartblad 29/5)

Het is schandalig dat in één van de bosarmste regio's van Vlaanderen 8 ha gerealiseerd bosgebied zou opgeofferd worden aan parking. De eventuele noodzaak aan parking is gecreëerd door de aanleg van het bioscoopcomplex en had van in het begin in het project moeten ingecalculeerd worden. Het gaat bovendien om een ecologisch zeer waardevol gebied met zeldzame fauna en flora. Tenslotte werden de alternatieven voor de parking niet grondig onderzocht. Men vraagt om de bestemming bos te behouden.

De Commissie verwijst naar haar standpunt onder 13.1 Natuurreservaten Wevelgem.

B. BUITENGEBIED

B.II. Leievallei

B.II.11. Wevelgem- Biezenveld (kaartblad 29/5)

De vzw wenst voorstel tot wijziging te ondersteunen.

B.II.12. Kortrijk-Marke-bosuitbreiding langs de Leie (kaartblad 29/5)

Men stelt voor om de bestemming te wijzigen van landschappelijk waardevol agrarisch gebied naar natuurgebied. Het zou een logische erkenning zijn van de natuurwaarde en de potenties voor natuurontwikkeling.

B.II.13. Kortrijk-Marke Het Schrijverke (kaartblad 29/5)

Dit project krijgt de volledige ondersteuning.

De Commissie verwijst naar haar standpunt onder 13.1 Natuurreservaten Wevelgem.

B.IV. Bosuitbreiding

B.IV.19. Kortrijk, Kooigem-Grandvalbos en Kooigembos (kaartblad 29/6)

Stelt voor om de bestemming van het project om te vormen tot bosgebied.

B.IV.20. Zwevegem, Argendaalbos en Bellegembos (kaartblad 29/6)

Schaart zich achter het project en de voorgestelde bestemmingswijziging moet zeker doorgevoerd worden. Een realisatie op korte termijn is wenselijk.

De Commissie verwijst naar haar standpunt onder 13.1 Natuurreservaten Wevelgem.

C. BEDRIJVENTERREINEN

C.III.12. Menen-Lavatra (kaartblad 29/5)

De vzw stelt voor om de optie industriegebied te schrappen en om te vormen tot bosgebied.

C.III.19. Kortrijk-Barco (kaartblad 29/5)

Stelt voor de wijziging te schrappen en de agrarische functie te behouden.

C.III.28. Kortrijk-Pottelberg (kaartblad 29/5)

Men heeft bezwaar tegen deze uitbreiding omdat er veel inheemse en uitzonderlijke fauna en flora dreigen te verdwijnen in artikel 1 van het koninklijk besluit van 22 september 1980 stelt dat de aldaar voorkomende diersoorten volledige bescherming genieten. De vzw stelt voor om dit gebied om te vormen tot natuurgebied.

De Commissie verwijst naar haar standpunt onder 13.1 Natuureservaten Wevelgem.

D. LIJNINFRASTRUCTUUR

Men gaat akkoord met de schrapping van de tracés D 13, 15, 16 en 17 (kaartblad 29/1). Men heeft echter bezwaar tegen het instellen van een reservatiestrook voor een nieuwe stedelijke weg (westelijke ring) D11 (er zijn reeds voldoende wegen, het beschermd dorpsgezicht van Preetjesmolen zou geschonden worden, het kan een eerste aanzet zijn tot een verdere aanleg van de N328 en de N50 b en c). Kortom alle reservatiezones voor de aanleg van nieuwe wegen in het Kortrijkse moeten geschrapt worden. Er is ook een algemeen bezwaar tegen alle penetratiewegen waardoor de R8 haar verkeersontlastende en verkeersontradende functie zou verliezen. Men vraagt volledige afwerking van de R8 waardoor nieuwe wegen overbodig worden.

De Commissie verwijst naar haar standpunt onder 13.1 Natuureservaten Wevelgem.

13.1.3.1. t.e.m. 13.1.3.79 TYPEBEZWAARSCHRIFT ONDERTEKEND DOOR 83 PERSONEN (Wevelgem)

Men vraagt een integrale uitbouw van het regionaal bos (570 ha) zoals voorgesteld door de Vlaamse Regering. Men wil het behoud van het bosgebied van "Het Ei" als onderdeel van het stadsbos.

Men wil niet dat "Het Ei" omgevormd wordt tot parking en de 28 ha in de Cannartstraat moeten omgevormd worden tot bosgebied als uitbouw van het stadsbos.

De Commissie stelt dat de motivatie voor deze ontwerp-gewestplanwijziging verrat is in het besluit en de toelichting van de Vlaamse regering.

De Commissie verwijst betreffende de zone "Het Ei" naar haar advies onder knelpunten nr. 3.

De Commissie verwijst eveneens naar knelpunten onder nr. 5 voor zones die geen deel uitmaken van deze ontwerp-gewestplanwijziging.

De Commissie verklaart het bezwaar ontvankelijk en ongegrond.

13.1.4. PETITIELIJST OOK IK DOE MEE VOOR MEER BOS ONDERTEKEND DOOR 47 PERSONEN (Otegem)

Men vraagt een integrale uitbouw van het regionaal bos (570 ha) zoals voorgesteld door de Vlaamse regering. Men wil het behoud van het bosgebied van "Het Ei" als onderdeel van het stadsbos. Men wil niet dat "Het Ei" omgevormd wordt tot parking en de 28 ha in de Cannartstraat moeten omgevormd worden tot bosgebied als uitbouw van het stadsbos.

De Commissie verwijst naar haar standpunt onder 13.1.3.

13.1.5. t.e.m. 13.1.5.43. PETITIELIJST OOK IK DOE MEE VOOR MEER BOS ONDERTEKEND DOOR 186 PERSONEN

Men vraagt een integrale uitbouw van het regionaal bos (570 ha) zoals voorgesteld door de Vlaamse regering. Men wil het behoud van het bosgebied van "Het Ei" als onderdeel van het stadsbos. Men wil niet dat "Het Ei" omgevormd wordt tot parking en de 28 ha in de Cannartstraat moeten omgevormd worden tot bosgebied als uitbouw van het stadsbos.

De Commissie verwijst naar haar standpunt onder 13.1.3.

13.1.6.1. t.e.m. 13.1.6.39. NATUURWERKGROEP HET SCHRIJVERKE

A. REGIONAAL STEDELIJK GEBIED KORTRIJK

A.2. Stadsrandbos Kortrijk (kaartblad 29/5)

Het voorliggend plan is zeker niet voldoende om het nijpend bostekort in het Kortrijkse op te vangen. Men wil benadrukken dat het een absoluut minimum is en dat deze bosuitbreiding dan ook integraal behouden moet blijven. Er wordt tevens voor een realisatie op korte termijn gepleit en men wenst dat er geen enkele ondergraving zou gebeuren van de voorgestelde wijzigingen. Tenslotte vragen ze om de wijziging van landschappelijk waardevol agrarisch gebied naar bosuitbreidingsgebied (12,7 ha) om te vormen naar bosgebied.

A.8. Kortrijk-Europark (kaartblad 29/5)

Het is schandalig dat in een van de bosarmste regio's van Vlaanderen 8 ha gerealiseerd bosgebied zou opgeofferd worden aan parking. De eventuele noodzaak aan parking is gecreëerd door de aanleg van het bioscoopcomplex en had van in het begin in het project moeten ingecalculereerd worden. Het gaat bovendien om een ecologisch zeer waardevol gebied met zeldzame fauna en flora. Tenslotte werden de alternatieven voor de parking niet grondig onderzocht. Men vraagt om de bestemming bos te behouden.

B. BUITENGEBIED

B.II. Leievallei

B.II.11. Wevelgem-Biezenveld (kaartblad 29/5)

De vzw wenst voorstel tot wijziging te ondersteunen.

B.II.12. Kortrijk-Marke-bosuitbreiding langs de Leie (kaartblad 29/5)

Men stelt voor om de bestemming te wijzigen van landschappelijk waardevol agrarisch gebied naar natuurgebied. Het zou een logische erkenning zijn van de natuurwaarde en de potenties voor natuurontwikkeling.

B.II.13. Kortrijk-Marke Het Schrijverke (kaartblad 29/5)

Dit project krijgt de volledige ondersteuning.

B.IV. Bosuitbreiding

B.IV.19. Kortrijk, Kooigem-Grandvalbos en Kooigembos (kaartblad 29/6)

Stelt voor om de bestemming van het project om te vormen tot bosgebied.

B.IV.20. Zwevegem, Argendaalbos en Bellegembos (kaartblad 29/6)

Schaart zich achter het project en de voorgestelde bestemmingswijziging moet zeker doorgevoerd worden. Een realisatie op korte termijn is wenselijk.

C. BEDRIJVENTERREINEN

C.III.12. Menen-Lavatra (kaartblad 29/5)

De vzw stelt voor om de optie industriegebied te schrappen en om te vormen tot bosgebied.

C.III.19. Kortrijk-Barco (kaartblad 29/5)

Stelt voor de wijziging te schrappen en de agrarische functie te behouden.

C.III.28. Kortrijk-Pottelberg (kaartblad 29/5)

Men heeft bezwaar tegen deze uitbreiding omdat er veel inheemse en uitzonderlijke fauna en flora dreigen te verdwijnen. In artikel 1 van het koninklijk besluit van 22 september 1980 stelt dat de aldaar voorkomende diersoorten volledige bescherming genieten. De vzw stelt voor om dit gebied om te vormen tot natuurgebied.

D. LIJNINFRAPUCTUUR

Men gaat akkoord met de schrapping van de tracés D 13, 15, 16 en 17 (kaartblad 29/1). Men heeft echter bezwaar tegen het instellen van een reservatiestrook voor een nieuwe stedelijke weg (westelijke ring) D11 (er zijn reeds voldoende wegen, het beschermd dorpsgezicht van Preetjesmolen zou geschonden worden, het kan een eerste aanzet zijn tot een verdere aanleg van de N328 en de N50 b en c). Kortom alle reservatiezones voor de aanleg van nieuwe wegen in het Kortrijkse moeten geschrapt worden. Er is ook een algemeen bezwaar tegen alle penetratiewegen waardoor de R8 haar verkeersontlastende en verkeersontradende functie zou verliezen. Men vraagt volledige afwerking van de R8 waardoor nieuwe wegen overbodig worden.

13.1.7. PETITIEAKTIE VAN DE KORTRIJKSE MILIEURAAD ONDERTEKEND DOOR 14977 PERSONEN

Men vraagt een integrale uitbouw van het regionaal bos (570 ha) zoals voorgesteld door de Vlaamse regering. Men wil het behoud van het bosgebied van "Het Ei" als onderdeel van het stadsbos.

Men wil niet dat "Het Ei" omgevormd wordt tot parking en de 28 ha in de Cannaertstraat moeten omgevormd worden tot bosgebied als uitbouw van het stadsbos.

De Commissie verwijst naar haar standpunt onder 13.1 natuurrezervaten Wevelgem en verklaart de bezwaren ontvankelijk en ongegrond.

EINDADVIES

De Commissie stelt vast dat:

— de adviezen van de gemeenteraden en de Bestendige Deputatie, alsmede de verschillende bezwaren en opmerkingen aanleiding geven tot gemotiveerde voorstellen voor aanpassingen;

— en adviseert onder verwijzing naar haar motiveringen, geformuleerd bij het onderzoek van deze adviezen, bezwaren en opmerkingen, het ontwerp-plan tot gedeeltelijke herziening van het gewestplan Kortrijk, op het grondgebied van de gemeenten Anzegem, Avelgem, Deerlijk, Harelbeke, Kortrijk, Kuurne, Lendeledede, Menen, Spiere-Helkijn, Waregem, Wevelgem en Zwevegem, volgende adviezen:

Voor de knelpunten onder:

1A. Regionaal bedrijventerrein Brabantstraat Waregem

De Commissie adviseert de zone voor regionaal bedrijventerrein met openbaar karakter niet te weerhouden en deze zone te bestemmen als gebied voor ambachtelijke bedrijven, kleine en middelgrote ondernemingen met daarin een ruime bufferzone ten overstaan van de bestaande woonkorrel.

1B. Regionaal bedrijventerrein Harelbekestraat, Anzegem-Vichte

De Commissie adviseert de zone voor regionaal bedrijventerrein met openbaar karakter niet te weerhouden en deze zone te bestemmen als gebied voor ambachtelijke bedrijven, kleine en middelgrote ondernemingen, met daarin een ruime bufferzone ten overstaan van het woongebied en met speciale aandacht naar de ontsluiting op de N36.

1C. Regionaal bedrijventerrein N391 Zwevegem

De Commissie adviseert, omwille van de integratie in het woongebied en als overgang naar de industriegebieden ten noorden en ten oosten, deze zone niet te weerhouden en te bestemmen als zone voor ambachtelijke bedrijven, kleine en middelgrote ondernemingen met daarin een ruime bufferzone ten overstaan van het woongebied.

2. Woonwagenvak te Aalbeke

De Commissie geeft een ongunstig advies betreffende deze zone in deze ontwerp-gewestplanwijziging en verwijst hieromtrent naar de motivering vermeld onder punt 2° blz. 3.

3. De zone voor parking in de verkeerswisselaar "Het Ei"

De Commissie adviseert voor de zone binnen de verkeerswisselaar de bestemming gemeenschapsvoorziening en openbaar nut. De Commissie adviseert tevens dat deze zone verder dient uitgewerkt te worden bij middel van een uitvoeringsplan dat gerelateerd is aan de zone van het bestaande Hallencomplex en dat de verkeers- en ontsluitingsproblematiek behandelt.

4. Lijninfrastructuur

De Commissie adviseert de te verwezenlijken lijninfrastructuur en verkeerswisselaars grafisch aan te duiden en geen bufferzones en bosgebieden in het binnengebied van de wegen aan te wijzen.

6. Hoeves in bosgebied

De Commissie adviseert, omwille van de continuïteit van de bedrijven, de exploitatiezetels in het bosgebied, te bestemmen als uitbreiding voor bos, waardoor de bestemming, die als grondkleur is weergegeven, blijft gelden tot op het moment dat de bosuitbreiding effectief gerealiseerd wordt.

Voor de kaartbladen onder:

Kaartbladen 28/4 - 29/8 - 37/2

De Commissie geeft een gunstig advies aan de ontwerp-gewestplanwijziging op deze kaartbladen.

Kaartblad 29/1

De Commissie geeft een gunstig advies aan de ontwerp-gewestplanwijziging op dit kaartblad, mits:

1. de bestemming ontginningsgebied Beiaardlinde behouden blijft met de bestemming landbouw als nabestemming;

2. voor de zone Bergkapel te Lendeledede de bestaande bedrijven en wooneenheden worden ingetekend, de bufferzone wordt weggelaten en de nabestemming wordt gerealiseerd d.m.v. een gemeentelijk plan van aanleg;

3. voor de zone recreatief parkgebied te Wevelgem (Gullegem) het woongebied wordt ingetekend conform het vigerend gewestplan;

4. voor het perceel gelegen in recreatief parkgebied, langs de Hondschotestraat te Gullegem, de bestemming woongebied ingetekend wordt;

5. het bosuitbreidingsgebied langs de Hondschotestraat te Gullegem, de bestemming van het vigerend gewestplan behoudt;

6. het weglaten van de bufferzone binnen het weggebied van de ringlaan;

7. het intekenen van de reservatiestrook ter hoogte van de verkeerswisselaar R8-A19;

8. het intekenen van de R8 ten oosten van de N50 met een centrale streeplijn;

9. het intekenen als gebied voor gemeenschapsvoorzieningen en openbaar nutsvoorzieningen van het pompstation op de hoek van de R8 en de Heulebeek;

10. het intekenen van het kruispunt Mellestraat-Gemeenhof als gebied voor wonen met landelijk karakter;

11. het intekenen van een strook natuurgebied langs de Leie i.p.v. gebied voor milieubelastende industrieën, conform het vigerend gewestplan;

12. het intekenen van de uitbreiding begraafplaats te Kortrijk als gebied voor gemeenschapsvoorzieningen en openbare nutsvoorzieningen;

13. het inkleuren van een deel woongebied ter correctie van het recreatief parkgebied op het grondgebied Kuurne;

14. de bestemming ontginningsgebied Bergelen behouden blijft met de bestemming parkgebied als nabestemming. Kaartblad 29/2

De Commissie geeft een gunstig advies aan de ontwerp-gewestplanwijziging op dit kaartblad, mits:

1. het laguneringebied te Waregem (Desselgem) op een afstand ingetekend wordt van de oude Leiearm;

2. de bestemming ontginningsgebied Zavelput te Waregem (Beveren-Leie) behouden blijft met als nabestemming landschappelijk waardevol agrarisch gebied;

3. het schrappen van het gebied voor gemeenschapsvoorzieningen en openbare nutsvoorzieningen voor de waterzuiveringsinstallatie te Waregem (Beveren-Leie);

4. het intekenen van een woonzone, aansluitend aan de woonzone Heirweg Deerlijk/Harelbeke i.p.v. bosgebied voor een diepte van 50 m;

5. het integraal intekenen van het perceel van het bedrijf Degezelle Heirbaan 266 Harelbeke als woonzone i.p.v. gedeeltelijk bos;

6. het regionaal bedrijventerrein te Anzegem (Vichte) ingetekend wordt als gebied voor ambachtelijke bedrijven of gebied voor kleine en middelgrote bedrijven, met aandacht voor de ontsluiting en met ruime bufferzone t.o.v. van het woongebied;

7. ter hoogte van het bedrijf Verhaeghe, de bosgebieden hun oorspronkelijke bestemming behouden;

8. de gronden van de vestiging Imog te Harelbeke ingetekend worden als gebied voor milieubelastende industrie tot aan de gronden van de waterwegen;

9. het intekenen van de N36 ter hoogte van de verkeerswisselaar en het weglaten van de bufferzones in het binnengebied van de weg;

10. de aanduiding van de als secundaire weg gerealiseerde N36 tussen de N43 en de weg Kortrijk, Bavikhove, Ooigem, conform de toelichting;

11. het intekenen van de zone RP gelegen tussen de Beneluxbrug en de omleidingsweg te Zwevegem als natuurgebied;

12. er voor het bedrijf Unilin een uitvoeringsplan wordt opgemaakt met aandacht voor de bufferzone en de ontsluiting;

13. het behoud van de bestemming agrarisch gebied van het vigerend gewestplan m.b.t. het bezwaar DERMAUW-HUYGHE- 10.1.36.

Kaartblad 29/3

De Commissie geeft een gunstig advies aan de ontwerp-gewestplanwijziging op dit kaartblad, mits:

1. het aanbrengen van de grafische aanduiding van gebied voor verblijfsrecreatie ter hoogte van het golfterrein te Waregem;

2. het behoud van de bestemmingen van het vigerend gewestplan op de locatie Hemsrode te Anzegem;

3. het regionaal bedrijventerrein Brabantstraat ingetekend wordt als gebied voor ambachtelijke bedrijven of gebied voor kleine en middelgrote ondernemingen met ruime bufferzone t.o.v. de bestaande woonkorrel.

Kaartblad 28/8

De Commissie geeft een gunstig advies aan de ontwerp-gewestplanwijziging op dit kaartblad, mits:

1. het intekenen van de centrale aslijn van de expressweg ter hoogte van het kruispunt met de Kortrijkstraat;

2. het intekenen van de bestemmingen van het vigerend gewestplan ter hoogte van de gerealiseerde N32;

3. het weglaten van het bosgebied binnen het weggebied van de N32;

4. het intekenen van de aanduiding RO in het zone regionaal bedrijventerrein, conform de toelichting.

Kaartblad 29/5

De Commissie geeft een gunstig advies aan de ontwerp-gewestplanwijziging op dit kaartblad, mits:

1. het intekenen van een bufferzone aan de zuidkant van de uitbreiding van het bedrijf Lavatra binnen het industrieterrein;

2. het behoud van de bestemming recreatiepark aan de noordkant van het stadsrandbos;

3. het behoud van de bestemming van het vigerend gewestplan voor de uitbreiding voor bos te Wevelgem;

4. de land- en tuinbouwexploitatiezetels welke thans in bosgebied gesitueerd worden ingetekend worden als uitbreiding voor bos;

5. de hoeve ter hoogte van de Kennedylaan, de bestemming dagrecreatie krijgt;

6. de historische hoeves binnen de bestemming bos, een bestemming krijgen welke kadert binnen de bestemming bos;

7. de nabestemming dagrecreatie voor het ontginningsgebied behouden blijft conform het vigerend gewestplan;

8. de zone van de verkeerswisselaar "Het Ei" ingetekend wordt als zone voor gemeenschapsvoorziening en openbaar nutsvoorziening en dat er voor de uitwerking van de zone een uitvoeringsplan dient opgemaakt te worden dat de relatie legt tussen de zone van het bestaande Hallencomplex en de ontsluitings- en verkeersproblematiek behandelt;

9. de zone RD voor het bedrijf Barco ingetekend wordt als gebied voor milieubelastende industrie;

10. de zone voor woonwagenvak geschrappt wordt;

11. de zone voor milieubelastende industrie aan de vroegere pannenfabriek verandert wordt in zone voor ambachtelijke bedrijven of voor kleine en middelgrote bedrijven;

12. het intekenen van de bestemming gebied voor milieubelastende industrie ter hoogte van het bedrijf De Witte-Lietaer, conform de bestaande vergunning.

Kaartblad 29/6

De Commissie geeft een gunstig advies aan de ontwerp-gewestplanwijziging op dit kaartblad, mits:

1. het regionaal bedrijventerrein te Zwevegem ingetekend wordt als gebied voor ambachtelijke bedrijven of gebieden voor kleine en middelgrote ondernemingen met ruime bufferzone t.o.v. het woongebied;

2. de ontginningszone Lettenhof te Zwevegem de bestemming ontginningsgebied behoudt met nabestemming parkgebied;

3. de oorspronkelijke bestemmingen van het vigerend gewestplan binnen de reservatiestrook van de geschrapte N391 behouden blijven;

4. de bestemming van het woonpark Den Helder in het vigerend gewestplan behouden blijft;

5. de land- en tuinbouwexploitatiezettingen welke thans in bosgebied gesitueerd worden ingetekend worden als uitbreiding voor bos;

6. de uitbreiding bos van het Grandvalbos en Kooigem de bestemming van het vigerend gewestplan behouden.

Kaartblad 29/7

De Commissie geeft een gunstig advies aan de ontwerp-gewestplanwijziging op dit kaartblad, mits:

— het intekenen van de site van het voormalig pompgebouw als gebied voor gemeenschapsvoorziening en openbare nutsvoorzieningen.

Algemeen

De Commissie stelt dat waardevolle historische gebouwen, welke zonevremd liggen, moeten kunnen gerenoveerd en in stand gehouden worden, ongeacht de zone waarin ze zich bevinden.

De Commissie stelt vast dat de voorliggende ontwerp-gewestplanwijziging m.b.t. de exploitaties en investeringen door de toepassing van de sectorale decreten en regelgevingen waaronder o.m. het mestdecreet, het decreet op de milieuvergunningen, het bosdecreet en zelfs het decreet op de ruimtelijke ordening en de natuurbeschermingswetgeving, gevolgen hebben die deze exploitaties en investeringen bezwaren; dat terecht door meerdere bezwaarindieners op deze gevolgen wordt gewezen; dat mede als gevolg van de afstandsregels deze gevolgen zich uitstrekken tot de exploitaties die zich buiten deze ontwerp-gewestplanwijziging situeren. De Commissie adviseert de Vlaamse regering bij de vaststelling van het gewestplan tevens verordenende maatregelen te treffen waarbij de inrichtingen verder kunnen exploiteren zonder dat er wijzigingen worden aangebracht aan de lopende vergunning en exploitatievoorwaarden en de vergunningen kunnen vernieuwd worden voor een voldoende termijn. De Commissie verwijst naar de rechtstoestand en regelgeving van voor de gewestplanwijziging.

De Secretaris,

Etienne Mares.

De 2e Ondervoorzitter,

Jacques Devolder.

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

[C - 99/27299]

Aménagement du territoire

ENGHIEN. — Un arrêté ministériel du 10 mars 1999 décide qu'il y a lieu d'élaborer un plan communal d'aménagement sur le site de l'ancien « Couvent des Sœurs Noires » à Enghien, en dérogation au plan de secteur, selon la nouvelle affectation sollicitée par le conseil communal en séance du 18 avril 1996.

MOUSCRON. — Un arrêté ministériel du 3 mars 1999 décide que le site d'activité économique n° SAE/MC96, dit « Magasin Unic », à Mouscron, et comprenant les parcelles cadastrées ou l'ayant été à Mouscron, 3e division, section E, n^{os} 627f2, 629v, 632d3, 632f3, 632g3, 623h3 et 623p3, et repris au plan n° SAE/MC96, est désaffecté et doit être rénové ou assaini.

Le même arrêté prévoit que la destination du site sera fixée postérieurement.

VERTALING MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

[C - 99/27299]

Ruimtelijke ordening

EDINGEN. — Bij ministerieel besluit van 10 maart 1999 wordt bepaald dat een gemeentelijk plan van aanleg voor de ruimte van de voormalige "Couvent des Sœurs Noires" te Edingen, in afwijking van het gewestplan moet worden opgemaakt, op grond van de nieuwe bestemming waarom de gemeenteraad tijdens de zitting van 18 april 1996 verzocht heeft.

MOESKROEN. — Bij ministerieel besluit van 3 maart 1999 wordt bepaald dat de bedrijfsruimte nr. SAE/MC96 "Magasin Unic", te Moeskroen, met de percelen thans of voorheen gekadastraerd te Moeskroen : 3de afdeling, sectie E, nrs. 627f2, 629v, 632d3, 632f3, 632g3, 623h3 en 623p3, en opgenomen op het plan nr. SAE/MC96, afgedankt is en gerenoveerd of gesaneerd moet worden.

Bij hetzelfde besluit wordt bepaald dat de bestemming van deze ruimte later wordt vastgesteld.

AVIS OFFICIELS — OFFICIELE BERICHTEN**COUR D'ARBITRAGE**

[C - 99/21172]

Avis prescrit par l'article 74 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage

Par requêtes adressées à la Cour par lettres recommandées à la poste les 18 février, 10 et 31 mars 1999 et parvenues au greffe les 19 février, 11 mars et 1^{er} avril 1999, un recours en annulation de l'article 46 du décret du Conseil flamand du 19 décembre 1998 contenant diverses mesures d'accompagnement du budget 1999 (publié au *Moniteur belge* du 31 décembre 1998, deuxième édition) a été introduit, pour cause de violation des règles qui sont établies par la Constitution ou en vertu de celle-ci pour déterminer les compétences respectives de l'État, des communautés et des régions et des articles 10 et 11 de la Constitution, par, d'une part, la s.a. Immo De Vuyst, dont le siège social est établi à 1850 Grimbergen, Beigemssteenweg 77, et, d'autre part, P. Nys, demeurant à Mondorf-les-Bains (Luxembourg), route d'Ellange 5, A. Nys, demeurant à 4000 Liège, rue de Campine 316, et M. Nys, demeurant à 1050 Bruxelles, avenue Huysmans 165.

Ces affaires sont inscrites sous les numéros 1622, 1639 et 1656 du rôle de la Cour et ont été jointes aux affaires portant les numéros 1588, 1589 et 1594 du rôle.

Le greffier,
L. Potoms.

ARBITRAGEHOF

[C - 99/21172]

Bericht voorgeschreven bij artikel 74 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof

Bij verzoekschriften die aan het Hof zijn toegezonden bij op 18 februari, 10 en 31 maart 1999 ter post aangetekende brieven en ter griffie zijn ingekomen op 19 februari, 11 maart en 1 april 1999, is beroep tot vernietiging ingesteld van artikel 46 van het decreet van de Vlaamse Raad van 19 december 1998 houdende bepalingen tot begeleiding van de begroting 1999 (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 31 december 1998, tweede editie), wegens schending van de regels die door of krachtens de Grondwet zijn vastgesteld voor het bepalen van de onderscheiden bevoegdheid van de Staat, de gemeenschappen en de gewesten en van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet door, enerzijds, de n.v. Immo De Vuyst, met maatschappelijke zetel te 1850 Grimbergen, Beigemssteenweg 77, en, anderzijds, P. Nys, wonende te Mondorf-les-Bains (Luxemburg), route d'Ellange 5, A. Nys, wonende te 4000 Luik, rue de Campine 316, en M. Nys, wonende te 1050 Brussel, Huysmanslaan 165.

Die zaken zijn ingeschreven onder de nummers 1622, 1639 en 1656 van de rol van het Hof en werden samengevoegd met de zaken met rolnummers 1588, 1589 en 1594.

De griffier,
L. Potoms.

SCHIEDSHOF

[C - 99/21172]

Bekanntmachung vorgeschrieben durch Artikel 74 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof

Mit Klageschriften, die dem Hof mit am 18. Februar, 10. und 31. März 1999 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen zugesandt wurden und am 19. Februar, 11. März und 1. April 1999 in der Kanzlei eingegangen sind, wurde Klage auf Nichtigerklärung von Artikel 46 des Dekrets des Flämischen Rates vom 19. Dezember 1998 zur Festlegung verschiedener Maßnahmen zur Begleitung des Haushalts 1999 (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 31. Dezember 1998, zweite Ausgabe), wegen Verstoßes gegen die durch die Verfassung oder kraft derselben zur Bestimmung der jeweiligen Zuständigkeiten von Staat, Gemeinschaften und Regionen festgelegten Vorschriften und gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung, erhoben von der Immo De Vuyst AG, mit Gesellschaftssitz in 1850 Grimbergen, Beigemssteenweg 77, einerseits und von P. Nys, wohnhaft in Mondorf-les-Bains (Luxemburg), route d'Ellange 5, A. Nys, wohnhaft in 4000 Lüttich, rue de Campine 316, und M. Nys, wohnhaft in 1050 Brüssel, avenue Huysmans 165, andererseits.

Diese Rechtssachen wurden unter den Nummern 1622, 1639 und 1656 ins Geschäftsverzeichnis des Hofes eingetragen und mit den Rechtssachen mit Geschäftsverzeichnisnummern 1588, 1589 und 1594 verbunden.

Der Kanzler,
L. Potoms.